Texte: Revue de Critique et de Théorie littéraire: Volume 12, № 1, 2017

Texte: Revue de Critique et de Théorie Littéraire

Publisher: (2497) Editions Trintexte
ISSN (P) 0715-8920
ISSN (E) 1480-817X
ISSN (L) 0715-8920





L`HERMENEUTIQUE

TEXTE, LECTURE, RECEPTION

2017 **1**

ISSN: 1715-9261
Web: http://texterevuelitjournal.org

JOURNAL IS INDEXED BY THOMSON & REUTERS EMERGING CITATION INDEX

Énoncé de mission

LA REVUE N'ACCEPTE PAS D'ARTICLES LIBRES EN CE MOMENT. MERCI.

Les textes publiés sont de trois types : collectifs ou dossiers regroupant des études sur un auteur ou une thématique articles autonomes traitant d'une problématique particulière entrevues avec des écrivains Tous les textes font l'objet d'une évaluation par les pairs. Le comité de rédaction et le comité éditorial reflètent la richesse et la diversité des approches que nous accueillons.

Cette revue en libre accès est indexée par le MLA et est référencée par

le Directory of Open Acces Journals (DOAJ). Elle figure notamment dans les signets de la Bibliothèque Nationale de France et le répertoire de l'Urfist. La revue reçoit en moyenne quelque dix mille visiteurs par mois, provenant de tous les points du globe.

Politique d'accès libre

EDITIONS TRINTEXTE 0715-8920 CANADA Multi-Language

Created in January 2006 at the Department of French at the University of Ottawa, @nalyses publishes academic studies that, by their problematic or approach, aim to renew critical discourse and expand the field of knowledge.

Open to various literatures of French language from yesterday to today, it does not reject a priori any theoretical current and welcomes: files gathering studies on an author or a theme; autonomous articles dealing with a particular problem; interviews with writers;

Reviews of books of theory and literary criticism.
Subjects: Hermeneutics; Text, reading; Culturology, lecture; International Language problematic issues;

Publisher: Trinctte Publishing, Toronto
Publication Date: 1980
Binding: Paperback
Book Condition: Good
Store Description

review@nalyses
Department of French
University of Ottawa
60 University Street, Suite 202
Ottawa, Ontario K1N 6N5
Canada

Main contact
Lucie Hotte
Department of French
University of Ottawa
60 University Street
Ottawa, Ontario K1N 6N5
Canada
Email: info@texterevuelitjournal.org
Support contact
Jeanette Hatherill
Phone: 613-562-5800 ext. 4563
Email: jeanette.hatherill@texterevuelitjournal.org

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Sommaire

Archéologie du politique chez François Bon
Stéphane Inkel, pp. 5 – 21

L'ailleurs du réel
Chantal Lapeyre-Desmaison, pp. 22 – 45

Le degré in-fini de l'écriture : la prose d'Éric Chevillard
Thangam Ravindranathan, pp. 46 – 63

Le réel, ce traître! L'échec du l'utophie dans « La Possibilité d'une île »
Daniel Letendre, pp.64 – 81

«Marabou Stork Nightmares » d'Irvine Welsh. Épuisement du récit réaliste et mise en récit de l'Histoire
Anne-Marie David, pp. 82 – 97

Les distances du texte : « L'Évenement » d'Annie Ernaux et le récit de l'écriture
François-Emmanuël Boucher, pp. 98 – 122

Folk croyances dans le traitement parapsychologiques
Nubar Hakimova Mursal, pp. 123 – 131

Mise en abyme et engagement littéraire chez Jean-Jacques Pelletier
Sylvain David, pp. 132 – 156

Littérature et dissolution des genres artistiques
Wilfried Laforge, pp. 157 – 172

Statue de cheval au poème de Nizami « Khosrow et Shirin »
Najafzadeh Azizagha, Bayram, pp. 173 – 180

Archéologie du politique chez François Bon

Stéphane Inkel

Mulgaustr 37-39, D-41199 Monchengladbach, Allemagne.

Université de Paris
marie_f@paris.edu
DOI: 103e09.02.TEXTE / 018

Abstrait

Après la fin des hostilités en Octobre 1939, l'Allemagne a fait une division des territoires occupés de l'Etat polonais. Les régions du nord et de l'est (y compris Grande-Pologne, la Silésie, la Poméranie orientale) ont été incorporés dans le Troisième Reich. Des autres zones (Petite-Pologne Mazovie, région de Lublin) était sur 26/10/1939 le Gouvernement général pour les territoires polonais occupés (dans ce cas comprend: GG) est formé. Le 31/07/1940 son nom a été changé au Gouvernement général. Cela a été divisé en quatre districts: Varsovie, Radom, Lublin et Cracovie. Après l'invasion allemande de l'Union soviétique en 1941, la Loi fondamentale a été augmentée par le cinquième arrondissement de la Galice. Le territoire du GG comprenait 96000 et en 1941, 145000 km carrés. [1]

Le général était une structure d'une position structurelle juridique peu claire. La fluctuation et l'incertitude sont probablement dues à des concepts politiques changeants dans les milieux du gouvernement du Troisième Reich sur le sort de ces zones qui ont été touchées dans une large mesure par la situation sur les fronts de II. Guerre mondiale. Il ne fait aucun doute que la Loi fondamentale était en fait subordonné à la souveraineté du Reich allemand. Comme objectif premier de législatif dans le domaine des occupants de la violence réalisé qu'il devait protéger les intérêts de l'empire. [2]

Le droit pénal doit être traité dans le domaine de GG au cours de la II. Première Guerre mondiale comme un terme qui avait un caractère diversifié. Au cours de quelques années à peine plus diverses juridictions

ont travaillé sur ces territoires dans le domaine decôté droit pénal matériel côte à côte. Les occupants ont choisi ici pour une solution inhabituelle. Il a été créé un système juridique à deux vitesses. Le droit de l'Empire et les normes établies par les autorités allemandes des dispositions de la Loi fondamentale a été considérée comme une forme juridique et lorsque l'autre est laissé en place la loi polonaise, à condition qu'il ne devait pas les intérêts des occupants contraires. La loi de la République de Pologne dans les années 1918-1939 était pour tous les citoyens de l'Etat polonais, malgré l'occupation continue de soutenir et était aussi connu aussi de. reconnu souterrain Etat polonais. Complétant c'est à noter que ce droit a été étendu à la réglementation, qui devrait tenir compte des circonstances particulières de l'occupation. Il est à noter également que ces différentes juridictions ont souvent chevauché et parfois même se sont rencontrés. Cependant, il ne faut pas oublier qu'ils étaient les systèmes juridiques des deux pays en guerre qui diffèrent nettement avant même la guerre a éclaté à part. Au cours de la guerre et l'occupation de ces systèmes doivent remplir tout autre type d'objectifs. La plupart avec force, il est venu juste dans la région dedroit pénal exprimé, suivie dans le même acte par les organes judiciaires d'un État, [3]

Ce document doit souligner à la destination que les occupants allemands contre les citoyens polonais sur le territoire du général dans la politique appliquée 1939-1945 de répression et d'extermination, non seulement aux actions des différentes structures de police et la mise en place d'Hitler en Allemagne la concentration - et camps d'extermination était limitée. À mon avis, était la législation dans le domaine du droit pénal de fond sur la méthode à mettre en œuvre la politique de répression et d'extermination par les occupants en action.

Il semble que ce problème peut être intéressé par les historiens Staatsform- et juridiques dans divers pays européens en raison de diverses réglementations dans le domaine de la force dans les territoires occupés du droit pénal matériel individuel Troisième Reich.

En raison du décret de Hitler 10/12/1939 (entrée en vigueur le 26.10.) Une forme juridique dualiste dans le GG conçu. Le système juridique avant la guerre a été maintenue en principe, mais sous la primauté du droit allemand avant que la législation polonaise. Dans cette GG législation polonaise devrait appliquer qui n'étaient pas en contradiction de gérer l'acquisition par le Reich allemand. [4]Dans la pratique, il a été constaté que même les fonctionnaires de l'appareil d'occupation hébergeaient beaucoup de doute sur le caractère exécutoire de la législation polonaise. Les informations pertinentes devraient relever de la compétence du département de droit (après cabinet d'avocats) en tant qu'organe de l'administration centrale du GG. [5]

Dans la région de qui nous intéresse le droit pénal matériel, certaines dispositions spécifiques de la législation polonaise ont été

abrogées par GG introduites dans la législation. Par exemple, il était expressis verbis dans le « Règlement pénal des douanes » exprimée par 24/04/1940. « Les dispositions contradictoires de l'ancien droit pénal fiscal polonais de 11/03/1936 et les anciennes lois polonaises sur les douanes, l'accise et la charge de monopole se produisent simultanément abrogées. » [6]En pratique, le Okkupationsrealien était crucial dans le champ d'application de la loi pénale de la II. République de Pologne. Chaque affaire criminelle a été renvoyée au bureau du procureur allemand, dont il a été transmis au ministère de la juridiction allemande ou la justice polonaise officielle. Les occupants ont tenu Redressez le système limité de juridiction polonaise. Depuis la connexion du quartier de la Galice en 1943, le nom officiel était: compétence non-allemand nécessaire. Dans ce système, la ville, du district et des cours d'appel, qui a précipité leurs jugements en utilisant la loi polonaise d'avant-guerre ont travaillé. [7]

Les actes normatifs des organes centraux du Troisième Reich

Le système juridique dominant dans le GG était la loi allemande. La base juridique de l'occupation allemande de la compétence de la Loi fondamentale du décret précité par Hitler sur 10/12/1939 était. Le paragraphe 5 du présent décret certains à savoir que sur les territoires occupés de Pologne, une nouvelle législation sous la forme de règlements par le Conseil des ministres de la Défense du Reich, le plénipotentiaire pour le devrait être introduit Plan de quatre ans et le gouverneur général. [8]Conseil des ministres de la défense du Reich ont été adopté quelques règlements qui se rapportent aux domaines de la liées GG (y compris les actes normatifs, qui régissaient le droit pénal matériel, tel. Comme le passage règlement judiciaire du 27 mai 1942 RGBl I, p 348- 350). Les agents du Plan de quatre ans émis un seul applicable dans le domaine du règlement GG. Il ne faut pas oublier qui est resté et le chancelier de l'Empire allemand, la loi la plus importante a publié ses actes normatifs en grande quantité au cours des années suivantes. Pendant l'occupation, même les actes normatifs ont été adoptés pour GG, celles des autres organes centraux du Troisième Reich comme ministre de l'Intérieur, ministre de la Justice, ministre du Travail, ministre des Finances, Ministre de la Défense représentant général a adopté pour les affaires administratives de l'Empire et directeur général pour le travail. En raison d'un pouvoir spécial d'Hitler un du ministre du Reich et chef de la chancellerie du Reich, chef du commandement suprême des forces armées et chef de l'ordonnance Chancellerie du Parti a été signé. En 1942, un bon nombre d'annonces du trafic ministre du Reich qui ont touché le quartier de la Galice sont apparus. Les actes normatifs adoptés par les organes centraux du Reich allemand au Gouvernement général Comprise souvent une forte détermination sur la force obligatoire dans le domaine

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

de la GG et le plus souvent ils ont été publiés simultanément en Allemagne et dans la Loi fondamentale. Ils étaient dans le Reichsgesetzblatt ou dans d'autres médias officiels en Allemagne (z. B. dans la feuille de domaine) et au Journal officiel du Gouvernement général publié (y compris les actes normatifs, qui régissaient le droit pénal de fond, par exemple., le règlement relatif à l'exercice du service pouvoir pénal dans les nouveaux territoires sur 3 Janvier 1943 RGBl I , page 1 2). En résumé, on peut dire, cependant, que la législation des organes centraux allemands au GG était pas trop abondante et ne portait pas de caractère d'une conception complexe, réglementé de la législation. Il devrait être plutôt déclaré qu'il y avait des mesures transitoires qui peuvent être attribués à la nécessité de l'heure. Unique intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. Règlement sur l'exercice de la fonction de puissance punitive dans les nouveaux territoires 3 Janvier 1943 de RGBl I, pp 1-2). En résumé, on peut dire, cependant, que la législation des organes centraux allemands au GG était pas trop abondante et ne portait pas de caractère d'une conception complexe, réglementé de la législation. Il devrait être plutôt déclaré qu'il y avait des mesures transitoires qui peuvent être attribués à la nécessité de l'heure. Unique intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. Règlement sur l'exercice de la fonction de puissance punitive dans les nouveaux territoires 3 Janvier 1943 de RGBl I, pp 1-2). En résumé, on peut dire, cependant, que la législation des organes centraux allemands au GG était pas trop abondante et ne portait pas de caractère d'une conception complexe, réglementé de la législation. Il devrait être plutôt déclaré qu'il y avait des mesures transitoires qui peuvent être attribués à la nécessité de l'heure. Unique intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. a été contrôlé la conception de la législation. Il devrait être plutôt déclaré qu'il y avait des mesures transitoires qui peuvent être attribués à la nécessité de l'heure. Unique intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. a été contrôlé la conception de la législation. Il devrait être plutôt déclaré qu'il y avait des mesures transitoires qui peuvent être attribués à la nécessité de l'heure. Unique intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. Unique intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. a été contrôlé la conception de la législation. Il devrait être plutôt déclaré qu'il y avait des mesures transitoires qui peuvent être attribués à la nécessité de l'heure. Unique intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. Unique intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. a été contrôlé la conception de la législation. Il devrait être plutôt déclaré qu'il y avait des mesures transitoires qui peuvent être attribués à la nécessité de l'heure. Unique

intense et complexe est l'activité législative des autorités de la Loi fondamentale. [9]

Les actes normatifs des organes du Gouvernement général

D'après les règles adoptées par le gouverneur normatif général des actes proclamations, décrets et règlements en particulier les plus fréquemment utilisés pour appeler. Les proclamations avaient un caractère politico-propagandiste, les décrets relatifs principalement au système étatique Etablit les règlements remplacés lois et devraient mettre en place le système de droit applicable (publié de nombreux règlements du gouverneur général qui comprenait les dispositions du droit pénal matériel. J'analyse en suivant dans cet article). Depuis le début de l'existence de GG Frank a dû respecter une position forte des autorités de police, ce qui devrait également se référer à la zone delégislation. L'ensemble de la législation du 26/10/1939, le règlement du gouverneur général a trouvé qui a donné le commandant supérieur de la SS et de la police dans le GG le droit d'émettre des décrets. Il a été souligné qu'en matière de la SS et la police devrait obtenir l'autorisation de Frank la préoccupation fondamentale des commandants supérieurs, cependant, il a été autorisé à l'autre, les règlements nécessaires à la gestion des commandes et la sécurité sont automatiquement adoptée. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. qu'en matière de préoccupation fondamentale du commandant supérieur de la SS et la police devrait obtenir l'autorisation de Frank, cependant, il a été autorisé à l'autre, les règlements nécessaires à la gestion et la sécurité sont saisies automatiquement adoptées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. qu'en matière de préoccupation fondamentale du commandant supérieur de la SS et la police devrait obtenir l'autorisation de Frank, cependant, il a été autorisé à l'autre, les règlements nécessaires à la gestion des commandes et la sécurité sont automatiquement adoptées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. qu'en matière de préoccupation fondamentale du commandant supérieur

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

de la SS et la police devrait obtenir l'autorisation de Frank, cependant, il a été autorisé à l'autre, les règlements nécessaires à la gestion des commandes et la sécurité sont automatiquement adoptées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. qu'en matière de préoccupation fondamentale du commandant supérieur de la SS et la police devrait obtenir l'autorisation de Frank, cependant, il a été autorisé à l'autre, les règlements nécessaires à la gestion des commandes et la sécurité sont automatiquement adoptées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. qu'en matière de préoccupation fondamentale du commandant supérieur de la SS et la police devrait obtenir l'autorisation de Frank, cependant, il a été autorisé à l'autre, les règlements nécessaires à la gestion des commandes et la sécurité sont automatiquement adoptées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. qu'en matière de préoccupation fondamentale du commandant supérieur de la SS et la police devrait obtenir l'autorisation de Frank, cependant, il a été autorisé à l'autre, les règlements nécessaires à la gestion des commandes et la sécurité sont automatiquement adoptées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. Les règlements de police qui devraient s'appliquer dans le domaine de l'ensemble de l'administration ont été publiés au Journal officiel. Pour les règlements avec les compétences limitées territoriales autres procédures de notification ont été approuvées. [dix]Le rôle d'un support officiel rempli la « Gazette officielle du gouverneur général des territoires polonais

occupés », publié en parallèle depuis 31/10/1939 dans la Loi fondamentale et dans le domaine. Le 1 Septembre, 1940, le nom a été changé pour « Gazette officielle du gouverneur général. »

Parmi les plus importants règlements, qui contenait la législation pénale comprenait les règlements pour lutter contre la violence du 31/10/1939, le règlement sur les tribunaux spéciaux de 15/10/1939, le règlement sur la compétence polonaise de 19/02/1940, le règlement sur la juridiction allemande du 19 / 02/1940. [11]Règlement sur la possession d'armes à feu dans le Gouvernement général de 26/11/1941 et le deuxième règlement pour lutter contre la violence au sein du gouvernement général de 26/11/1941, ainsi que la réglementation sur le contrôle des attaques contre les travaux de construction allemande de 10/02/1943. [12]Il convient de souligner ici que dans de nombreux intitulé d'autres actes normatifs comme « dispositions pénales » étaient des fragments.

La juxtaposition de la juridiction allemande et polonaise

La force de la loi allemande général diffère sensiblement du système juridique du IIIe Reich nazi. Il a souvent été souligné que le Royaume du droit ne est entrée automatiquement en vigueur dans la Loi fondamentale. [13]Les bases formelles discutées ci-dessus semblent des législatives pour confirmer cette thèse. mais il ne faut pas oublier qui peut être utilisé par les autorités, et surtout par les tribunaux comme un test crédible l'efficacité d'un système juridique que l'analyse de son application pratique. Dans le GG étaient d'une part la juridiction allemande et d'ailleurs reconnu la vertu de la loi du II. République de Pologne juridiction polonaise ou non-allemand. Où le règlement d'introduction juridiction allemande a été clairement souligné que les dispositions de la loi et la procédure de fond allemand devraient être appliquées dans le domaine de la juridiction pénale et civile. Après le traitement des fichiers de plusieurs plats que j'ai trouvé [14]

Dans les critères de répartition de GG de matière pénale entre les (non-allemand) allemand et polonais compétence faite par le bureau du procureur allemand étaient régies par la circulaire non publiée du ministère de la Justice de la Loi fondamentale. Dans la pratique, les affaires criminelles graves ont été traités par les tribunaux allemands. Compétence conditionnée polonaise des infractions mineures qui ont principalement été commis sans l'utilisation d'armes ou d'autres outils dangereux, si les combats, fakes u. comme. [15]Ces tribunaux ont rendu leurs jugements en raison de la loi pénale du II. République de Pologne (en particulier le Code pénal de 1932).

Comme il est indiqué ci-dessus, a été utilisé par la juridiction allemande du droit allemand en prenant en compte les nazis dans ce changement appliquées relation ainsi que la introduite précédemment dans les règlements de guerre. [16]Dans le domaine de la Loi fondamentale,

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

cependant, le décret du 12/04/1941 sur la justice pénale pour les Polonais et les juifs dans les territoires de l'Est annexés n'a pas appliqué. [17]

L'intensification du droit pénal dans le GG

Le spécialement construit pour la loi GG de nouvelles solutions ont été introduites en ce qui concerne l'institution de l'infraction. Comme au troisième Reich, le principe de la lex rétro non Agit n'a pas été respectée, les lois pourraient être appliquées contre la rétroactivité.

Afin de vérifier la légalité des décisions des tribunaux polonais, l'institution du soi-disant. le droit de vérification a été introduite. L'annonce d'une telle forme de contrôle était déjà dans le règlement relatif à la mise en place de la justice de 26/10/1939 et avec précision a précisé qu'il était dans l'ordonnance sur les tribunaux polonais de 19/02/1940. L'appel d'un jugement a été demandé par le chef du ministère de la Justice dans le district donné à la Haute Cour allemande dans les 6 mois de sa force juridique. En tant que condition sine qua non était une violation de l'intérêt public. Le tribunal allemand élevé pourrait approuver la décision ou l'annuler. Dans ce dernier cas, le verdict prononcé lui-même ou renvoyé l'affaire devant les tribunaux allemands, et si elle était une affaire civile,

Caractéristique de la situation criminelle dans le GG est le fait que la loi de révision est entrée en vigueur avec effet rétroactif. Toutes les décisions des tribunaux polonais, qui est entré en vigueur après le 31 Juillet 1938, pourrait être revu. A partir de ce principe pour la Pologne de toute façon défavorable une large exception a été faite encore. Dans les cas particulièrement pertinents si la décision a violé les intérêts de la nation allemande, la décision pourrait être examinée sans considération du temps écoulé depuis la date de son effet juridique. La décision sur la révision de la décision pourrait être prise par GG dans une telle situation par le chef du département de la justice. [18]

Un acte normatif fondamental dans le domaine du droit pénal est le règlement sur le contrôle de la violence de 31/10/1939. Au début de l'existence de la Loi fondamentale, un catalogue a été séparé des questions qui intéressent la sécurité de l'occupant le plus essentiel. Parmi ceux-ci ont été comptabilisés:

- les actes de violence contre les riches et contre les autorités allemandes dans le GG;
- endommagement délibéré d'institutions des autorités allemandes et leurs organisations syndicales ou des institutions d'utilité publique;
- Appel ou l'encouragement à désobéir règlements ou ordonnances des autorités allemandes;
- les actes de violence contre les Allemands parce qu'ils appartiennent à la nation allemande;
- incendie criminel de la propriété des Allemands ».

La responsabilité a également aidé les assistants et instigatrice. La tentative est punissable de ces actions, le concept d'une expérience conçue loin. « Ceux qui ont conspiré pour commettre un crime, celui qui vient à cela, avec d'autres à un accord qui offre la commission d'un crime ou d'accepter une telle offre. » L'infraction a également fait référence aux personnes qui avaient appris l'intention de la commission des infractions pénales et dont les autorités ou la personne à risque ne sont pas informés. [19]

La réglementation sur la propriété des armes à feu de 12/09/1939, de sorte que même avant la fondation de la Loi fondamentale devrait appliquer aux personnes ayant des armes, des munitions, des grenades à main, explosifs ou autres matériels de guerre Possédés. Les dispositions de ce règlement ont été maintenus dans la loi fondamentale a également élargi en conséquence et « qui reçoit un message au sujet d'une propriété des armes à feu illégales par une autre personne et d'informer les autorités peuvent également faire l'objet d'une sanction. » [20]

Pendant l'occupation, le transfert de solutions dans le domaine du droit pénal matériel du Troisième Reich aurait pu arriver à la Loi fondamentale. La meilleure façon étaient les règlements d'Hitler, qui est entrée en vigueur dans les deux l'Empire et GG (ils ont également été publiés au Journal officiel du Gouvernement général). [21]Un autre type est la loi du gouverneur général, qui a tenu compte des changements dans la loi en Allemagne. On pense, par exemple, l'introduction de III à partir. Empire construction connu « d'un délinquant habitude ». Le « aussi stricte ou bien condamné par les criminels qu'ils devraient être considérés comme un danger constant pour la communauté », étaient de la juridiction polonaise (non-allemand) « tenu à assurer » ou même condamné par les tribunaux spéciaux allemands à la mort sont , si elle a été faite de considération pour « la protection du grand public ou la nécessité d'une juste rétribution. » Dans les réalités de la Loi fondamentale, cela signifiait la chance de briser les principes fondamentaux de la légalité, [22]

Semblable au Reich allemand la généralisation de la responsabilité pénale de toute violation des dispositions applicables à la Loi fondamentale a été introduite à la fin de la guerre. En vertu du règlement de punissables 02/10/1943 la violation des lois, des règlements, des ordonnances et des décrets des autorités était trop difficile avec l'intention de « l'intégration allemande au sein du gouvernement général » ou l'entraver. Cela a également été le cas pour le procès; la responsabilité portait également les assistants et instigatrice. [23]

Dans le même général quelques centaines d'actes normatifs étaient (ils ont fait leges speziales par rapport au code pénal polonais et l'allemand est) adopté dans lequel les actions des actes criminels ont appris que demeurent dans des circonstances normales au-delà du champ

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

d'application du droit pénal. Une large étendue Pénalisation concerne des domaines tels que les activités culturelles, le travail et l'activité du club. [24]

Les définitions des questions ont été souvent contrôlés selon un motif constant. Une formule standard était libellée comme suit: « Quiconque s'engage à agir contrairement à ses dispositions sera puni ». [25]

De plus, il y avait une solution pratique qui était que les choses ont été expulsés de la procédure de droit pénal administratif dans l'affaire pénale. La clause générale la plus fréquente a été utilisée: « a) Le non-respect de ce règlement sera puni dans la procédure administrative pénale, les procureurs allemands utilisés) »: b) si la peine ne semble pas être suffisante dans cette procédure devrait être laissée à la cause de l'autorité plaintive allemande (depuis 1943 le nom était. [26]

La différenciation entre les groupes de personnes

Une caractéristique du droit pénal dans la Loi fondamentale, la différence annexée par une autre des territoires du IIIe Reich, était non seulement de maintenir le statut privilégié des Allemands, mais aussi la différenciation du statut juridique des Polonais et des Juifs. A été exprimé dans le déjà adopté en 1939 des actes normatifs. Les règles établies pour les Juifs contenaient une plus grande portée et à ne pas faire et a vu des sanctions plus sévères pour beaucoup leurs blessures. A titre d'exemple, les règles relatives à l'introduction de l'obligation de travailler pour la population polonaise du GG peut servir. Pour les Juifs une réglementation spéciale sur l'introduction du travail obligatoire a été adoptée le jour même qui contenait encore des réglementations plus strictes. [27]Dans la voie législative les Juifs de la liberté individuelle, la propriété, la liberté de choix de l'emploi, le droit à l'éducation, la liberté de choix de résidence, la liberté de mouvement, ont été volés dans le voyage à l'étranger. Il a même introduit l'interdiction de quitter la résidence. [28]Depuis la mi-1941, le nombre d'actes législatifs adoptés exclusivement pour la population juive est considérablement réduite. Peut-être qu'il est en raison des compétences croissantes de Himmler par rapport à l'extermination planifiée des Juifs. [29]. Droit obtenu à partir des occupants ont appris la législation polonaise en termes de système d'aucun changement dans le code pénal de 1932 sanctions qui en découlent. Les occupants ont cependant limité la liberté de jugement des juges polonais. Il y a eu limité aux compétences à jour des tribunaux polonais parce qu'ils étaient considérés par les autorités d'occupation du GG ministère de la Justice que les autorisations du caractère de la grâce de la loi. Les autorités du ministère de la Justice ont déclaré que les tribunaux polonais n'ont plus le droit, sur la condamnation à la probation ou de libération conditionnelle à reconnaître parce qu'ils devaient être considérés comme des actes de grâce. Cependant, l'atténuation extraordinaire de la peine, a été traitée différemment parce qu'elle était

considérée comme une institution, qui fait référence sur la peine et non à la grâce de la loi. [30]

Le système de sanctions

Les modifications apportées dans le Troisième Reich dans le système pénal ont été naturellement respecté le système judiciaire de la Loi fondamentale. Dans les dispositions pénales GG importées du catalogue suivant des amendes a été utilisé: la mort, la prison sévère, prison, bien, bien saisie d'actifs (ils peuvent être séparés ou imposés à titre de sanction supplémentaire). Les sanctions suivantes pénalités ont été comptabilisés: interdiction permanente ou temporairement limitée (elle concerne les médecins), le travail forcé dans la forêt. Il a également été l'occasion de condamner le Bußzahlung en faveur de la victime.

Il convient de souligner que les autorités du Troisième Reich avaient également examiné le concept d'ordre sont conservés sur le territoire de la Loi fondamentale uniquement avec l'aide de la contrainte policière. Pour la population locale, cela aurait signifié la privation absolue de tout système juridique. Principalement pour des raisons économiques, ce concept a été rejeté. La Loi fondamentale doit être l'objet d'une exploitation par le gouvernement et à cet égard, en se fondant sur l'action de la police a été reconnu comme irrecevable parce qu'ils avaient fait un fonctionnement normal de la vie économique impossible. [31]Pris le dessus estime que la mise en place d'un système juridique dualiste est pratique, qui devrait cependant administrer la justice en raison des lois pénales strictes de façon drastique. Les questions mentionnées ci-dessus et dans le règlement fondamental pour combattre la violence de 31/10/1939 (§ 1-9) ont été menacés de la peine de mort obligatoire. [32]La portée d'une draconienne dans le Pénalisation GG témoigne du fait que cette peine (obligatoire ou facultative) a été fournie dans près de 30 publié au Journal officiel du Gouvernement général actes normatifs. Ces règles ont été réglées, les questions qui ne sont pas menacés même dans le domaine des sanctions les plus sévères. [33]La préoccupation la plus importante du règlement précité pour lutter contre les attaques contre l'intégration allemande au sein du gouvernement général de 10/02/1943, était que la responsabilité pénale étendue pour toute violation des dispositions applicables du Gouvernement général et menacé de la peine de mort était. L'exemple le plus spectaculaire concerne la condamnation des Juifs à la mort si elles ne sont pas transférés à des ghettos ou ont quitté leurs limites. De plus, toute peine de mort ont été menacés qui leur a donné refuge, surtout quand ils ont apporté les Juifs hors des frontières du ghetto, ils se sont nourris ou cachés. [34]

Aucun des pays occupés, les Allemands ont adopté des règlements si répressifs. Les intérêts économiques de l'occupant servis comme base de toute résistance à Pénalisation l'entrée des produits agricoles des

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

autorités GG (et en particulier le sabotage des quotas agricoles obligatoires). La menace de la réglementation de la peine de mort était en triple GG (1942, 1943, 1944), ce qui donne les faits criminels ont été considérablement étoffés par rapport au modèle de 1942 dans les années à venir. la durée de l'état d'urgence pour l'entrée des produits agricoles a également été étendue. En 1942, ce fut pour la période de 01h08. à 30.11. certainement; pour les années 1943 et 1944 cependant, pour ceux 15:07-à-20h12.). [35]Dans le cadre d'une exploitation matérielle maximale de la population, la menace commune à être (comme dans plus de 60 actes normatifs) a appelé à la hauteur amende illimitée et les différents types de saisie (dans plus de 30 actes normatifs). [36]

Il convient de noter que Himmler à côté du système de droit pénal et le système judiciaire dans la Loi fondamentale, ni eu la concentration de l'enfant direct et camps d'extermination disponibles. La déportation vers les camps n'appartenait pas au catalogue des sanctions prévues en droit pénal, mais du point de vue des prisonniers pourrait être considéré comme l'une des sanctions les plus sensibles. [37]

Il convient de souligner que la formation et les activités de l'Etat polonais clandestin pendant la II. Première Guerre mondiale, à mon avis, un phénomène tout à fait unique dans les réalités européennes des années était 1939-1945. Aucun des autres pays, il était possible de faire un tel appareil d'Etat qui englobe tout et secret). [38]Les tribunaux de complot de l'Etat polonais clandestin (militaires, ainsi que les tribunaux ordinaires) reconnus en vertu des règles en vigueur dans la République de Pologne avant le début de la II. Première Guerre mondiale de droit pénal matériel. Toutefois, si elles appliquaient de nouveaux règlements, qui ont été introduites par les institutions de l'Etat polonais en 1939-1945 en réponse à l'extraordinaire guerre et Okkupationsrealien. Par considération le fait que l'Etat polonais clandestin fonctionnait non seulement dans le domaine de la Loi fondamentale, mais aussi à tous annexé par les territoires du IIIe Reich polonais et à l'est des GG-limites se trouvant territoires, ce problème devrait être présenté dans un traitement séparé. [39]

Remarques:

1. W. Witkowski, l'histoire administrative en Pologne 1764-1989, Varsovie 2007, p 384; Ł. Kozera, M. Wojtasik, Aperçu administratif de l'occupation allemande du gouvernement général (commentaires et textes sources), Chelm 2008, p 4, 9-11; D. Schenk, Hans Frank, Biographie du gouverneur général, Cracovie 2009, pp 147, 151; K. Grünberg, B. Otręba, Hans Frank dans le château de Wawel, Włocławek 2001, pp 43-45, 47-50; M. Winstone, général. Un cœur sombre de l'Europe sous Hitler, Poznan 2015, pp 70-71.

2. Parmi les documents les plus importants, qui réglaient les questions de la forme du gouvernement, en plus de la proclamation de la propagande de Hans Frank, étaient: le premier règlement sur la

reconstruction administrative des territoires polonais occupés, le règlement sur la sécurité et l'ordre dans le général Gouvernement. Les ordonnances des territoires polonais occupés, pp 1-5 (les quatre premiers numéros sont imprimés à Varsovie, le prochain déjà paru à Cracovie). A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence du gouvernement général 1939-1945. Organisation et fonctionnement, Lublin 2008, pp 358e

3. A. Wrzyszcz, la loi de fond sur les territoires polonais pendant la Seconde Guerre mondiale 2 [dans:] Système Prawa Karnego (système de justice pénale), Volume 2, ŹRodla PRAWA karnego (sources criminelles). Sous la direction de T. Bojarski, Varsovie 2011, pp 161-162. Des fragments de cette publication sont évaluées ci-dessous dans cet article.

4. A. Hélas, le droit du gouvernement général dans un arrangement pragmatique avec des explications et liste détaillée (troisième édition), Cracovie 1941, A 100, l'adoption du chef et chancelier du Reich allemand sur l'administration des territoires polonais occupés de 12.10.1939 (ci-après: A 100), §. 4

5. A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence ..., p 344, 354-357.

6. A. Hélas, le droit du général ..., G 390. La réglementation sur le droit pénal et la procédure pénale de l'approvisionnement brauchssteuer-, les infractions douanières et monopole (Ordonnance pénale des douanes) de 24/04/1940, § 33, Para. 3.

7. A. Wrzyszcz, pour l'organisation de la juridiction de l'occupation polonaise dans le Gouvernement général en 1939-1945, (questions Majdanek) Zeszyty Majdanka, Vol. XIV, 1992, pp 114-117. Voir aussi les mémoires du juge Remigiusz Moszynski à partir du moment de l'occupation allemande en Pologne en 1939-1945, Journal 1939-1945. La guerre et l'occupation à Lublin dans les yeux des adultes et des enfants, l'édition et l'avant-propos par le prêtre E. Walawander, Société scientifique de KUL, Lublin, 2014.

8. A. Hélas, le droit du général ..., A 100, § 5; Reichsgesetzblatt 1939 I, pp 2077-2078; FW Adami, le travail législatif du gouvernement général. Un examen des travaux de développement jusque-là - « droit allemand » 1940, p 604e

9. A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence ..., p 346-349.

10. ibid 350e

11. A. Hélas, le droit du général ..., C 105, Le règlement sur les tribunaux spéciaux du Gouvernement général de 15/11/1939, C 120, le règlement sur la compétence allemande dans le Gouvernement général de 19/02/1940, C 150, la régulation de la juridiction polonaise du général de 19/02/1940, (ci-après dénommé C 150); C 305 Règlement pour lutter

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

contre la violence au sein du gouvernement général de 31/10/1939 (ci-après C 305).

12. Les ordonnances du Gouvernement général (ci-après VbGG), 1941, pp 662-663, pp 663-664, 1943, pp 589-590.

13. KM Pospieszalski, La « loi d'occupation » nationale-socialiste en Pologne, partie II, le général, la sélection des documents et tentative de synthèse, Poznan 1958; P. 37

14. A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence ..., p 382, respectivement.

15. J. Mazurkiewicz, L. Policha, L'histoire de la compétence de Lublin dans les années 1915-1944, tapuscrit à l'Institut d'histoire constitutionnel et juridique au UMCS Lublin, pp 46-49; J. Szarycz, les juges et les tribunaux en Pologne dans les années 1918-1988, le ministère de la Justice, Département des enquêtes du droit judiciaire, Varsovie 1988, pp 33-37; Z. Mañkowski, entre la Vistule et le Bug, l'étude sur la politique de l'occupant et les attitudes de la société, Lublin 1982, pp 139-140; A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence ..., S. 106e

16. Par exemple, le règlement sur le tortfeasor public du 09/05/1939; le règlement sur les mesures d'urgence dans le domaine de la radiodiffusion de 01/09/1939; le règlement sur l'économie de guerre de 09/04/1939 autres; A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence ..., p 376-378.

17. Cz. . Madajczyk, La politique du Troisième Reich dans la Pologne occupée, Volume II, Varsovie 1970, p 245-254; D. Majer, « peuples étrangers » dans le Troisième Reich. Contribution à la législation nazie et la pratique juridique dans l'administration et la justice avec une référence particulière à incorporé dans le Reich et les zones des administrations publiques, Varsovie 1989, p 328; A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence ..., p 384-386.

18. A. Hélas, le droit du général ..., C 100, Le règlement relatif à la mise en place de la justice dans le gouvernement général de 26/10/1939; 3 §§; C 150, 16-18; G. Moritz, La compétence dans les territoires occupés. Développement historique et de l'évaluation juridique international, Tübingen 1959: 79e

19. A. Hélas, le droit du général ..., C 305, § 1-9.

20. Ibid, § 10; C 300, le règlement du commandant de l'armée sur la possession d'armes du 12 Septembre 1939 § 2-3. Les règles relatives à la propriété des armes à feu étaient à 26/11/1941 nachpräzisiert (y compris la responsabilité des Allemands et les autres résidents GG-a été différenciée en considération l'institution de remords actif). VbGG, pp 662-663.

21. Règlement pour protéger la collection de vêtements d'hiver pour l'avant de 23/12/1941, VbGG 1942, p.9; Règlement du leader pour protéger l'industrie des armes de 21/03/1942, VbGG, S. 250. Les faits qui y

sont jointes à l'infraction a conduit contre la collecte de vêtements d'hiver pour les actions dirigées avant et la menace pour les intérêts des armements l'industrie du royaume un. W. Wolter, le droit pénal imposé dans le domaine de la soi-disant gouvernement général par des attaquants nazis [dans:]. Expertise et décisions à la Cour populaire suprême, sélectionné et préparé pour publication par Cz. Pilichowski, Vol. II, Varsovie 1979, p 335, 339-340.

22. La réglementation relative à la protection contre les criminels lourds et habituels de 20/03/1942, VbGG, p 143; W. Wolter, le droit pénal imposé ..., p 286-287.

23. Cette responsabilité, cependant, les citoyens du III avec l'alésage les Allemands. Empire non pays alliés et neutres. Par rapport au Troisième Reich et les citoyens des pays ci-dessus, la responsabilité pénale de la Pologne a été aggravée. Règlement pour lutter contre les attaques contre l'intégration allemande au sein du gouvernement général de 02/10/1943, VbGG, pp 589-590.

24. W. Wolter, le droit pénal imposé ..., p 301-306.

25. Par exemple, le règlement relatif à la saisie des équipements et des structures de l'industrie pétrolière de 23/01/1940, VbGG, p 21; Le règlement relatif à la saisie des biens privés de 24/01/1940, VbGG, p 23 et bien d'autres.

26. W. Wolter, le droit pénal imposé ..., p 271e

27. A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence ..., p 365-367.

28. W. Uruszczak, l'héritage juridique du 20e siècle, avec les yeux d'un historien. Le droit étranger, propre, vertueux et vicieux {dans:] L'héritage droit du 20ème siècle. Le livre mémorial à l'occasion du 150e anniversaire de la Société des étudiants en droit de l'Université Jagellonne, Comité de rédaction: A. pouces, J. Stelmach, J. Halberda, Kantor Wydawniczy (éditeur) Zakamycze 2001, p 92e

29. 29 Dans les années 1941-1942 le Règlement de police de la SS et de la police commandant en chef Kruger, qui a été placé sous Himmler étaient d'une importance capitale. Ils réglementés la formation de quartiers juifs dans les villes mentionnées dans les cinq districts de la Loi fondamentale. Règlement de police sur la formation de quartiers résidentiels juifs dans les quartiers de Varsovie et de Lublin 28/10/1942, VbGG, pp 665-666 et le Règlement sur la formation des quartiers résidentiels juifs dans les districts de Radom, Cracovie et Galice de 10,11 0,1942, VbGG, S. 683-686.

30. 30 R. Malheureusement, la droite de la General ..., C 150, § 3; A. Wrzyszcz, l'occupation allemande de la compétence ..., p 207-208.

31. 31 D. Majer, "peuples étrangers" ..., p 318-319.

32. 32 A. Hélas, le droit du général ..., C 305, § 1-9.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

33. 33 Dans la violation générale des règlements suivants a été menacé de la peine la plus lourde: Règlement sur la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles de 22/02/1940, A. Hélas, le droit du général ..., B 520; Règlement relatif à la protection de la forêt et sauvage de 13.4.1940; A. Hélas, le droit du général ..., B 670; Règlement sur la déclaration obligatoire des officiers polonais de 31.7.1940; A. Hélas, le droit du général ..., A 316; Règlement sur la protection des incendies de 22/04/1941, VbGG, p 227; Règlement contre l'abus des uniformes de 09/05/1941, VbGG, p 278; Réglementation sur la protection de l'air à partir de 22/04/1941, VbGG, p 341; Assemblées sur l'introduction d'obscurcissement du 26.06.1941, VbGG, p 394; Règlement sur la propriété des armes à feu de 26/11/1941, VbGG, p 662; Règlement du leader pour protéger la collection de vêtements d'hiver pour l'avant de 23/12/1941, VbGG 1942, p.9; Règlement de protection contre les criminels lourds et habituels de 20/03/1942, VbGG 1942, p 143; Règlement sur le travail avec les agents pathogènes vivants de 13/01/1944, VbGG, p 26; Les règlements de police sur l'utilisation des voitures et des motos dans la ville de Varsovie, le 02/02/1944, VbGG, p 45; Règlement sur le trafic de drogue à partir 13.01.1944, VbGG, p 72; Règlement sur les explosifs de 31/05/1944, VbGG, p 194; Règlement sur la protection des attaches de 03/09/1944, VbGG, p 245, entre autres sur les règlements de travail avec les agents pathogènes vivants de 13/01/1944, VbGG, p 26; Les règlements de police sur l'utilisation des voitures et des motos dans la ville de Varsovie, le 02/02/1944, VbGG, p 45; Règlement sur le trafic de drogue à partir 13.01.1944, VbGG, p 72; Règlement sur les explosifs de 31/05/1944, VbGG, p 194; Règlement sur la protection des attaches de 03/09/1944, VbGG, p 245, entre autres sur les règlements de travail avec les agents pathogènes vivants de 13/01/1944, VbGG, p 26; Les règlements de police sur l'utilisation des voitures et des motos dans la ville de Varsovie, le 02/02/1944, VbGG, p 45; Règlement sur le trafic de drogue à partir 13.01.1944, VbGG, p 72; Règlement sur les explosifs de 31/05/1944, VbGG, p 194; Réglementations relatives à la protection des éléments de fixation à partir de 03/09/1944, VbGG, p 245, entre autres, Règlement sur le trafic de drogue à partir 13.01.1944, VbGG, p 72; Règlement sur les explosifs de 31/05/1944, VbGG, p 194; Réglementations relatives à la protection des éléments de fixation à partir de 03/09/1944, VbGG, p 245, entre autres, Règlement sur le trafic de drogue à partir 13.01.1944, VbGG, p 72; Règlement sur les explosifs de 31/05/1944, VbGG, p 194; Réglementations relatives à la protection des éléments de fixation à partir de 03/09/1944, VbGG, p 245, entre autres,

34. 34 Règlement de police sur la formation de quartiers résidentiels juifs dans les quartiers de Varsovie et de Lublin 28/10/1942, VbGG, pp 665-66, § 2-3 et le règlement de la police sur la formation de

quartiers résidentiels juifs dans les districts de Radom , Krakow et Galice de 10/11/1942, VbGG, pages 683-686, § 3.2.

35. 35 Règlement pour protéger la culture de l'acquisition 11/07/1942, VbGG, S. 409, § 1, 2; Le règlement pour la protection de la collecte des cultures et la sécurité alimentaire dans l'année 1943/1944 de 14/07/1943, VbGG, p 320, § 1, 2; Règlement pour protéger la perception des cultures et à la sécurité alimentaire dans l'exercice 1944/1945 de 13/07/1944, VbGG, S. 208, § 1, deuxième

36. 36 A. Wrzyszcz, Droit pénal matériel ..., S. 182e

37. République de Pologne. la société polonaise et le métro État 1939-1945, Varsovie 2000; G. Górski, l'Etat polonais clandestin 1939-1945, Thorn 1998 et très bien d'autres opérations.

38. 39 A. Wrzyszcz, Droit pénal matériel ..., pp 168-170, 177-178, 184e

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

L'ailleurs du réel

Chantal Lapeyre-Desmaison

Krakowskie Przedmiegcie 26-28, PL-00927 Varsovie, Pologne.

desmasio_f@pologne.edu

DOI: 103e09.02.TEXTE / 018

Abstrait

Aujourd'hui, l'ordre juridique international constitue un système juridique véritablement universel Il a reçu des principes directeurs par la Charte des Nations Unies. Eversince cette « Constitution pour le monde » a commencé à fonctionner, l'égalité souveraine des États, l'autodétermination des peuples et droits de l'homme ont été des éléments clés de cette architecture, qui a atteint un état de « l'unité conceptuelle » démontant la question de la « fragmentation » des organisations internationales la loi a fait fasciné les chercheurs dans leurs débats il y a peu de temps. Les grands traités de paix de 1648, 1815 et 1919, comme instruments eurocentrique influencés par les intérêts des puissances dominantes, ne pouvait pas amener un ordre mondial pacifique. Après la Seconde Guerre mondiale, ce qui, en particulier, l'inclusion des nouveaux Etats indépendants dans les processus législatifs n'a conféré le degré de légitimité incontestée sur le droit international. Malheureusement, son efficacité n'a pas suivi le rythme de sa croissance normative. Quelques îlots de stabilité peuvent être identifiées. Du côté positif, on peut noter une tendance croissante à confier le règlement des différends à des procédures formelles. Pourtant, l'intégration des droits de l'homme dans le droit international - une étape d'avancement moral n'a produit de simple reconnaissance du fait que, précisément dans l'intérêt de la paix mondiale, les domaines de questions nationales et internationales ne peuvent pas être séparés l'un de l'autre aussi nettement que postulée par la doctrine classique du droit international - a placé des obstacles énormes avant droit international. Il faut attendre, dass die la demande pour plus de justice de la part des pays en développement assujettira l'ordre juridique international à une contrainte encore plus dans un avenir

proche. À l'heure actuelle, les chances sont faibles ont la question de la migration du Sud vers le Poorer « riches » du Nord peut être résolu.

Mots clés: Ordre juridique universel; l'égalité souveraine; l'autodétermination des peuples et des droits de l'homme; la légitimité et la stabilité du droit international; une participation égale des Etats nouvellement indépendants dans les processus de création du droit; l'érosion des questions relevant de la compétence nationale exclusive; accord sur les questions essentielles pour la survie de l'humanité; migration

Introduction

Le droit international de nos jours a atteint un haut niveau de développement. En tant que réseau de déclarations clés normatives ne sont pas seulement les pays du monde, mais l'autre a étendu sa demande de validité grandement simultanément sur le groupe cible d'origine sur. les règles du droit international sont également ouvertes aux organisations internationales qui équipent les personnes avec des droits, ou les imposent sur les droits et pénètrent partiellement dans le droit privé. Et le contenu du droit international a acquis une nouvelle qualité depuis la fondation des Nations Unies. A été initialement développé des contingences historiques suivantes sans plan systématique pendant des siècles fragmentés, il a gagné depuis l'an 1945 des principes directeurs, soutenir les besoins humains fondamentaux en compte.

Un grand nombre des concepts juridiques et les institutions du présent peuvent être dérivées comme les rejets directs de ces données de base du système international. La guerre et la loi sur l'interdiction d'intervention immédiatement pour garantir la paix, l'autodétermination permet à chaque nation d'atteindre ses propres objectifs de manière pacifique, et les droits de l'homme doivent non seulement assurer que chaque personne humaine à vivre dans la dignité et la sécurité, mais en même temps également veiller à ce que les différends non domestiques en battant violemment au niveau international. Dans l'ensemble, le droit international a reçu très valeurs partagées par les peuples du monde largement. Une critique fondamentale de l'ordre juridique international existant est exprimé que des cercles isolés. Par-dessus tout, un défaut structurel dû à l'histoire a été corrigé maintenant. [1]Après le processus de décolonisation a un degré trouvé, les anciennes nations coloniales ont participé avec une grande dévotion dans le processus d'examen et de vérification du droit international et donc éliminé son précédent unilatéralité. [2]

Par exemple, un cadre standard a été créé qui peut être considéré comme une unité systématique fermée en dépit de sa diversification dans

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

de nombreuses disciplines spécialisées. Pendant de nombreuses années, le discours a dominé les débats littéraires sur la fragmentation du droit international [3]- principalement pervers. [4]Il est évident que nécessaire de former des règles spéciales aux sujets distincts. Tant le droit de la mer en tant que droit de l'environnement ou la loi sur l'investissement ont besoin chacun des régimes juridiques bien adaptés qui doivent être mis au point dans chacune des caractéristiques spécifiques de la matière. Maintenus ensemble, mais ils sont régime juridique différent des concepts juridiques généraux du droit international, en particulier par les principes directeurs mentionnés qui donnent l'ordre international, un cadre solide. En ce qui concerne le droit matériel, ne peut pas trouver des lacunes nature fondamentale à peine si le bâtiment droit doit être constamment revu conformément aux développements réels et amélioré.

Il devrait en outre être immédiatement déterminé que la loi intergouvernementale classique n'a pas d'importance l'ensemble des règlements transfrontaliers. Les acteurs non étatiques ont des positions souvent atteint du pouvoir, qui, en fait, à peine inférieurs à ceux des pays plus petits. De plus en plus, en particulier le droit humanitaire avec la violence des groupes extrémistes dominés par l'idéologie dans l'espace national doit traiter. Aussi le droit privé a largement internationalisé au fil des décennies, en particulier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans l'exercice des libertés générales des personnes seules et les entreprises ont un réseau étendu de relations transnationales, les puissants se déploie à côté de la loi internationale entre les États. Les États ne sont plus les seuls acteurs importants dans les relations internationales en conséquence. Leur monopole si elle l'a jamais été, en tout état de cause, ont perdu.

Dans l'ensemble, nous devons certifier l'ordre normatif résultant désormais du monde un remarquable degré de perfection. Dans la discussion théorique de cette constatation a conduit à la thèse de la constitutionnalisation du droit international. [5]Lorsque l'on regarde les réalités de la politique du monde d'aujourd'hui, il est, cependant, loin d'être un état de satisfaction. Les principes directeurs du droit international sont en effet convoqués à l'ONU par de larges majorités presque à l'unanimité encore, [6]mais pas seulement de temps en temps foulé aux pieds dans la vie de tous les jours. Des exemples peuvent être trouvés dans chaque édition d'un journal quotidien. La guerre au Soudan du Sud, comme en Syrie, la désintégration de la Libye, ainsi que le soutien du mouvement séparatiste en dehors violente en Ukraine orientale peut servir d'exemple, derrière lequel se cache la souffrance humaine sans fin. Comme précédemment, l'esclavage n'est pas éradiquée, et des millions de femmes sont victimes de violence pour la prostitution forcée, même et surtout dans tous les cas des pays occidentaux avancés

technologiquement. Cette courte liste d'exemples pourrait être prolongée presque indéfiniment.

Le droit international a perdu le contrôle du pouvoir? Il ne faut pas longtemps pour justifier l'affirmation selon laquelle aucun système juridique est parfait. Il est justement de discipliner la réalité sociale, de sorte que les écarts et les imperfections sont presque inhérentes au système fourni. Mais à la fin doit respecter l'ordre normatif. Rester les infractions en général et en permanence sans conséquences, donc finalement rompt le concept d'un système juridique ensemble. Ce qui a été appelé à l'origine le droit se désagrège en une simple rhétorique politique. Dans un état de non-droit, il n'y a pas que des perdants, mais aussi gagnants. Il y a tous les États puissants qui tirent profit d'une situation où la régularité est fourni un vestige du passé dans le coin.

Devrait être d'abord essayé de découvrir à travers un examen superficiel de l'histoire récente, qui ont trait à l'autre factualité et normativité dans le domaine du droit international pour faire de cette façon savoir où sont les raisons d'une faiblesse du droit international. Suite à cela est de montrer un examen spécifique de la situation juridique actuelle avec laquelle les difficultés spécifiques que vous devez faire face à une telle analyse dans le présent. le rêve d'un grand ordre de la paix peut être réalisée?

II. Le droit international comme un système transfrontalier de l'ordre - perspective historique

1) La loi européenne

En général, la paix de Münster et Osnabrück l'année 1648 est fixé comme la date du droit international moderne. [7]Alternativement ou simultanément, Hugo Grotius est connu comme le père du droit international moderne. [8]De toute évidence, c'est une vue occidentale typique. Pendant des siècles, la structure de la norme que nous appelons aujourd'hui le droit international, développé dans les relations mutuelles des chrétiens européens se déclare. Principalement à travers les recherches de l'auteur japonais Yasuaki Onuma nous savons maintenant qu'il y avait des règles pour le trafic entre les peuples en Asie de l'Est, qui a atteint un haut degré de complexité. [9]En outre, le rapport européen aux Etats arabes a été dominé en partie par des règles juridiques et serré non seulement à la lutte et la violence. Mais les pays européens toujours préservés néanmoins une longueur d'avance non seulement par sa politique de conquête dans d'autres régions du monde, mais aussi par les compétences de communication accrues qui leur ont permis de conceptualiser les expérimentés de les pratiquer et les présenter comme un système juridique contraignant en général. Pour une demande de monopole a été élevé, qui, cependant, était fondée non seulement l'arrogance, mais avait ses causes dans l'ignorance simple. Peu ou rien

connaissait les Etats européens plus petits et moyennes entreprises de la pratique des structures gouvernementales en Afrique et en Asie, et les auteurs de traités de droit international étaient savant chambre aussi ordonné la plupart du temps encore plus loin de la pratique que les avocats des gouvernements en tant que consultant côté debout . [dix]jusqu'à la République de Saint-Marin. [11]Celui-ci provincialisme ostentatoire avait aucun signe de confiance en soi dominante, mais a grandi une offre autolimitation sage parce que sur ces district territorial limité, la propre expérience de la vie ne suffisait pas, et donc pas non plus une garantie de cette pratique établie pourrait être faite.

Premiers pas décisifs vers un ordre mondial Turquie fait la loi du caractère européen que lorsque en 1856 les « avantages » de ce système juridique a été « approuvé ». [12]En fondant la Société des Nations en 1920, 32 États ont été à l'origine impliqués, d'Asie parmi eux quatre, deux pays d'Afrique (Liberia, Afrique du Sud) et 9 pays d'Amérique latine. Mais encore étaient grandes parties de l'Asie et de l'Afrique sous Kolonialherrschaft.Im était essentiellement la Société des Nations des grandes puissances européennes ont dominé jusqu'à présent restent les pays non européens dans une position minoritaire. Seule la Charte des Nations Unies a mis fin à sa proclamation de l'autodétermination des peuples de différenciation quand elle avait pas le courage d'expliquer d'abord la règle coloniale pour surmonter. Dans l'art. 73, la « Déclaration sur les territoires sans autonomie gouvernementale » a pris l'engagement de développer le « autonomie » des peuples concernés. La reconnaissance d'un droit à l'indépendance souveraine n'a pas égal cette déclaration. Les puissances coloniales en France et en Grande-Bretagne voulaient à leur discrétion la voie ainsi que la rapidité du processus d'émancipation déterminée. Il a fallu la déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 Décembre de 1960 « Les pays et aux peuples coloniaux » [13]au mouvement d'indépendance pour aider à rythme plus rapide. Avec la reconnaissance de l'Afrique du Sud comme libéré par le système de l'État membre démocratique de l'apartheid en 1994, l'époque coloniale était alors pratiquement terminée. [14]Il ne reste que le problème de base est l'application de l'autodétermination du peuple palestinien par la création d'un Etat palestinien souverain, tout en préservant les intérêts de sécurité israéliens.

Seulement à partir de ce moment, l'idée était mûr, que le droit international devrait constituer un ordre mondial global pour tous les peuples du monde. Les superpuissances coloniales ont aussi aimé ont déjà eu la possibilité légale d'établir des liaisons pour toutes les personnes relevant de leur juridiction. Mais une vraie légitimité ne pouvait pas développer une telle obligations juridiques dans un signe d'émerger et implicitement reconnu par la Charte des Nations Unies principe démocratique. Un ordre mondial contraignant doit être porté par des gens

de toutes les nations. L'exercice de l'autorité publique exige maintenant généralement admis que la violence subjuguée impliquée dans la constitution et l'exercice de cette violence. la participation démocratique des citoyens ne sont pas un luxe, mais une condition préalable nécessaire à la règle légitime.

2) De l'Europe à la loi mondiale

Pour veiller à ce que toutes les exigences conceptuelles sont réunis aujourd'hui pour tous les cas pour tenter de construire un système de gouvernement la revendication de validité globale que pour atteindre les objectifs souhaités de l'humanité tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies. est facile de voir que dans les siècles précédents, même dans la conclusion solennelle des accords multilatéraux, les parties ne pouvaient pas avoir l'ambition de créer un accord de paix global, même si l'article introduction proclamait parfois nobles objectifs. Ainsi, chaque Art demandé. 1 des traités de paix westphalienne de Münster et Osnabrück en 1648 la production d'une paix générale et éternelle chrétienne et de l'amitié vraie et sincère (Pax Christiana, Universalis et Perpetua veraque et sincera Amicitia) [15]mais il ne pouvait pas réussir à le temps de créer de solides fondations institutionnelles pour assurer ces objectifs en même temps. Une clause d'amnistie générale (respectivement art. 2), les causes de tension du passé doit désarmer et offert l'idée de la justice parfaite de la nécessité pratique de préparer le terrain pour une future coexistence pacifique. Tous les « infligés par des mots, des écrits ou des insultes de actes, actes de violence, les actes de guerre » devrait être « totalement annulé les uns contre les autres ... et sur l'oubli perpétuel donné ». Dans les articles 5, 6 et 7 de paix d'Osnabrück dispositions radicales prises maintien de la paix. l'utilisation unilatérale de la force a été interdite, et les entrepreneurs ont même été invités à [16]Dans tout cela, il faisait appel aux parties, certainement soutenues par les meilleures intentions, mais tout de même si elles doivent être ancrées comme lois fondamentales du Reich sans garantie institutionnelle ferme ces commandements. Après tout, de sorte qu'une alliance de paix a été créée au cœur de l'Europe qui doit sa force principalement la mémoire des horreurs du conflit récemment pris fin. Dans l'ensemble, la paix de Westphalie avait un modèle pour le partage équitable d'un conflit meurtrier. Il n'y avait pas de distinction nette entre les vainqueurs et les vaincus. a été solidifiée que l'influence de la France et de la Suède sur les relations internes-allemand. En tant que parties aux contrats qu'ils pourraient être appelés comme puissances garantes à tout moment.

Plus de 150 ans plus tard, le Traité de Vienne de 1815 scellé après la fin de l'agression napoléonienne encore un état de paix a été souhaité par toutes les parties après de longues années de conflit militaire. [17]Cet accord de paix était de la sobriété et la plus grande concision. Les parties ont

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

renoncé à des promesses de grande envergure, au cœur de la paix de Vienne a fait des décrets territoriaux qui déterminent le séjour pour toute la vie plus du 19ème siècle. Sur le développement de grands projets pour l'avenir a été omis. Seul l'accord entre les quatre grandes puissances Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, France Rejoint plus tard (« Sainte Alliance »), [18]a annoncé la paix comme un objectif supérieur, mais ce vélin très étroitement avec le maintien de la légitimité monarchique et institutionnalisée de sorte que le divorce entre les grandes puissances d'un côté et les puissances centrales et les petits États de l'autre côté. [19]

Le 19ème siècle est un âge global des États-nations. Ils ont pris comme acteurs individuels souverains du rôle de premier plan dans les affaires internationales peut prétendre, en Allemagne, la nouvelle société Confédération allemande de l'agence d'autonomie gouvernementale avec la Prusse et l'Autriche amarrés comme grandes puissances que les chaînes légères. Le droit international a été strictement limitée dans le contenu comme avant. Ses domaines d'expertise comprenaient des questions territoriales, la loi de la guerre et surtout les relations diplomatiques et consulaires. Ici, à travers le bilatéralisme des relations juridiques était au premier plan, où la conformité légale est appliquée par le principe de réciprocité. Toutefois, son origine dans le domaine technique premiers syndicats administratifs. La faiblesse du droit international est aussi sa force. Les États ne sont pas surchargées par difficiles à satisfaire aux exigences. Leur politique intérieure, ils pourraient déterminer presque entièrement sur leur propre responsabilité sans venir de l'extérieur spécifications. Un point fort de la commande avec une grande politique coloniale de dévouement a été adoptée en 1885 Acte général de la Conférence du Congo, l'Afrique du traité comme un simple objet de proie. [20]

Après la fin de la Première Guerre mondiale Traité de Versailles avec l'Allemagne devrait [21]et les autres traités de banlieue de Paris [22]jeter les bases d'une paix durable et la sécurité en Europe avec les autres puissances ennemies vaincues. Ces traités se sont bornés entièrement à la mise en place de nouvelles lignes de démarcation, alors que le nouvel ordre en Europe et dans le monde devrait être fondée sur le statut de la Société des Nations, qui faisait partie du Traité de Versailles. [23]Ici, le préambule est passé à des formulations ambitieuses qu'il était « de promouvoir la coopération entre les nations et pour assurer la paix et la sécurité internationales » essentiel de respecter certaines obligations fondamentales, en particulier « de ne pas aller à la guerre. » Dans l'art. 10 de la présente loi (article 11) était de respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les membres de la Ligue, expressément prévue une obligation légale, et il a émis une garantie par le Conseil de la Société des Nations suivantes. Comme on le sait, ce modèle de

commande a échoué. Il appartient aux historiens d'exprimer une opinion sur les raisons de l'échec ont été décisifs. Parmi les raisons peuvent être nommés plus clair, bien sûr. En fait, le manque de valeurs correspondantes, surtout après l'apparition de l'Union soviétique sur la scène mondiale, alors la discrimination du Reich allemand, qui, au départ un statut égal a été refusé, et aussi l'absence des États-Unis, le Sénat se rétrécissent d'avoir été alertés par une ratification des statuts pour amener les Etats-Unis dans la position de l'un des principales forces responsables de la paix dans le monde. On peut voir clairement que les membres de la Ligue étaient loin de ce temps pour développer un concept commun pour une politique mondiale cohérente. Au cours des quelques années d'existence de la Société des Nations, le consensus faible original, d'ailleurs, de plus en plus désintégré. En 1931, les troupes japonaises ont envahi la Mandchourie, 1935 ont envahi l'Italie le pays membre Abyssinie sans potentiel existant des sanctions pourraient empêcher la violation de la loi. Un nouvel affaiblissement de la Société des Nations a été provoquée par l'apparition du Reich national-socialiste allemand de l'organisation dans l'année 1933e Ainsi, la Société des Nations n'a pas pu, en 1939 et 1940, l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et la mer Baltique États opposent les années. La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. Un nouvel affaiblissement de la Société des Nations a été provoquée par l'apparition du Reich national-socialiste allemand de l'organisation dans l'année 1933e Ainsi, la Société des Nations n'a pas pu, en 1939 et 1940, l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et la mer Baltique États opposent les années. La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. Un nouvel affaiblissement de la Société des Nations a été provoquée par l'apparition du Reich national-socialiste allemand de l'organisation dans l'année 1933e Ainsi, la Société des Nations n'a pas pu, en 1939 et 1940, l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et la mer Baltique États opposent les années. La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et les pays baltes sont confrontés dans les années 1939 et 1940e La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et les pays baltes sont confrontés dans les années 1939 et 1940e La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et les pays baltes sont confrontés dans les années 1939 et 1940e La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et les pays baltes sont confrontés dans les années 1939 et 1940e La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et les pays baltes sont confrontés dans les années 1939 et 1940e La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale. l'agression de l'Union soviétique contre la Finlande et les pays baltes sont confrontés dans les années 1939 et 1940e La guerre civile espagnole a été entièrement sans la participation de la Ligue, depuis que l'Espagne est devenue membre de l'organisation mondiale. Avec le recul, apparaît comme une lacune majeure de la Ligue, qu'il ne pouvait pas empêcher le déclenchement de II. Guerre mondiale.

En dépit de ces échecs - et précisément à cause de ces échecs -. Les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale ne sont pas dissuadés de concevoir des plans pour la création d'une nouvelle organisation mondiale avant la fin des combats. La Charte de l'ONU a été adoptée à la fois le 26 Juin 1945 à San Francisco quand la guerre avec le Japon n'a pas encore fini. Clairvoyant, on a réalisé que, en fait, a retenu l'interdiction de statut guerre Société des Nations et doit être renforcée et qu'il est particulièrement nécessaire pour lui - d'apporter un soutien

institutionnel solide - sous la forme du Conseil de sécurité. Le dernier depuis plus de 70 ans ont montré que la Charte des Nations Unies n'a pas abouti à une solution définitive au problème fondamental de la communauté internationale, l'usage de la force dans les relations internationales. En particulier, le Conseil de sécurité ne sont pas souvent prêts à assumer sa responsabilité parce que les membres permanents utilisent leur pouvoir de veto aux jeux indépendants d'électricité qui ne bénéficient pas les objectifs de la communauté internationale. Donc, nous pouvons tirer aucune conclusion optimiste dans le présent. En dépit de leur perfection juridique qu'elle n'a pas la Charte des Nations Unies, la création de conditions de réconciliation pacifique, comme leurs auteurs avaient espéré l'année des nouveaux commencements 1945e

III. Principaux problèmes du présent

1) La moralisation du droit international en tant que bénéfice et facteur de risque dans le même temps est dissous du problème central de la paix et la sécurité, rencontrée dans un diagnostic de section transversale à d'autres problèmes fondamentaux qui se déplacent l'écart entre la demande et la réalité en un éclair lumière. Il est paradoxalement l'enrichissement éthique vient d'être décrit du droit international, qui touche la performance et l'innovation. Il a dû faire face à bon droit après l'expérience des deux guerres mondiales de la tâche de recueillir un terrain moral solide au droit international et de le considérer non seulement comme un appareil technique qui peut être utilisé pour suivre les cibles. L'interdiction de la force de la Charte était à une réforme fondamentale des quatre Conventions de Genève de 1949 dans le jus in bello et renforcé. En tant que d'autres éléments de base de la nouvelle loi internationale de la période après la seconde. La Seconde Guerre mondiale peut appliquer les dispositions que les contrats qui ont été conclus sous la contrainte ne peuvent être reconnus comme valides (art. 52 de la Convention de Vienne, la Convention de Vienne) et que toute violation du jus cogens, la substance de base du droit international, une contrat rend nulle et non avenue (article. WVK 53). On n'a jamais, cependant, étant donné l'illusion que la garantie de ces normes éthiques droit serait un jeu d'enfant. Mais si la loi doit être maintenu comme l'incarnation d'un monde juste pour sa légitimité, alors l'étape était inévitable sur une nouvelle justification malgré les risques encourus. TRC) et que toute violation du jus cogens, la substance de base du droit international, une prise de traité (vide Art. 53 CVDT). Mais on n'a jamais,, étant donné l'illusion que la garantie de ces normes éthiques droit serait un jeu d'enfant. Mais si la loi doit être maintenu comme l'incarnation d'un monde juste pour sa légitimité, alors l'étape était inévitable sur une nouvelle justification malgré les risques encourus. TRC) et que toute violation du jus cogens, la substance de base du droit

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

international, une prise de traité (vide Art. 53 CVDT). On n'a jamais, cependant, étant donné l'illusion que la garantie de ces normes éthiques droit serait un jeu d'enfant. Mais si la loi doit être maintenu comme l'incarnation d'un monde juste pour sa légitimité, alors l'étape était inévitable sur une nouvelle justification malgré les risques encourus. puis enjamber était inévitable à une nouvelle justification malgré les risques encourus. TRC) et que toute violation du jus cogens, la substance de base du droit international, une prise de traité (vide Art. 53 CVDT). On n'a jamais, cependant, étant donné l'illusion que la garantie de ces normes éthiques droit serait un jeu d'enfant. Mais si la loi doit être maintenu comme l'incarnation d'un monde juste pour sa légitimité, alors l'étape était inévitable sur une nouvelle justification malgré les risques encourus. puis enjamber était inévitable à une nouvelle justification malgré les risques encourus. TRC) et que toute violation du jus cogens, la substance de base du droit international, une prise de traité (vide Art. 53 CVDT). On n'a jamais, cependant, étant donné l'illusion que la garantie de ces normes éthiques droit serait un jeu d'enfant. Mais si la loi doit être maintenu comme l'incarnation d'un monde juste pour sa légitimité, alors l'étape était inévitable sur une nouvelle justification malgré les risques encourus.

Correctement les auteurs de la Charte des Nations Unies se sont fixé avant tout la question de l'expérience avec l'Allemagne nazie, comment empêcher que l'agitation, le chaos et la violence dans un pays des conséquences négatives pour la paix grandissent. Dans l'art. 1 par. 3 de la Charte, cette dépendance de la paix a été portée d'un état de paix dans l'espace interne des Etats pionniers exprimé. Parmi ceux-ci, devrait une nouvelle impulsion générale à prendre en vertu du droit international de la vie intérieure des nations influence. Ce demi-tour rend à la fois la force ainsi que la faiblesse de la loi actuelle. Sa force est qu'elle se présente comme la structure morale fermée et a sauvé ainsi la focalisation exclusive sur les relations précédemment interétatiques. D'autre part,

Si le droit international, la tâche est au cours de cette réorientation assignée à satisfaire les besoins matériels fondamentaux de l'homme, et d'exploiter une protection politique sociale innovante, il faut si profondément dans la liberté des États. En gros, voici un départ complet du droit international caractère traditionnel pour qui comprenait la séparation de l'intérieur et à l'extérieur des pierres angulaires des manifestes de compréhension systématique. Dans son influent magazine « Le droit international et le droit interne » a soutenu le divorce Heinrich Triepeldiese dogmatique 1899e [24]Pour lui, le droit international et le droit national sont en principe distingués par le public cible et en particulier le contenu normatif. En particulier, les droits de l'homme ont été pour lui, selon la conception qui prévalait alors aucun sujet concevable du droit international, et ce concept a été jusqu'à ces derniers temps dans sa

précipitation trouvée dans l'art. 2 par. 7 de la Charte des Nations Unies, selon laquelle il est un domaine des affaires internes, peut être porté atteinte à l'Organisation des Nations Unies par les institutions non. Après un représenté principalement par les pays socialistes depuis des décennies croit avec véhémence la pratique des droits de l'homme a été l'un de cette zone protégée par l'interdiction d'intervention du droit international général contre toute ingérence extérieure [25]devrait être légalement rendue étanche. Avec l'adoption des droits de l'homme du monde en 1966 et Pactes le début des opérations du Comité des droits de l'homme pour l'examen des rapports des États sur leur pratique en 1977, ce modèle théorique a perdu ses fondements. Ainsi, les droits humains sont presque entièrement résignés de la paroi de séparation classique entre le droit international et le droit interne. La vie intérieure de l'État est légalement élevé au statut de transparence. L'Etat doit rendre des comptes à la communauté internationale en ce qui concerne toute mesure affectant les droits de l'homme de quelque manière que - et cela affecte presque toute l'action nationale. est nécessaire essentiellement la bonne gouvernance comme une offre légale.

Mais les difficultés pour répondre à ces besoins sont énormes. Le droit international se développe l'échelle de légitimité qui se produit à côté de celles établies par les peuples dans leurs propres critères de responsabilité de la légitimité démocratique. donc ceci ne doit en aucun cas donner lieu à des tensions à long terme parce que les instruments juridiques internationaux peut être terriblement rigide non seulement stable et ferme gratifiante, mais en même temps. Dans un régime démocratique, en principe, comprend l'examen de l'inventaire standard donné de soi options évidentes et facilement disponibles. [26]Surtout dans les instruments de protection des droits de l'homme change constamment que par voie d'un large consensus sont possibles, et la compétence judiciaire d'une instance de prix international bien établi peut déséquilibrer à peine. Les juges eux-mêmes ont tendance à dogmatiser leur Giudicati et de les considérer comme sacro-saint.

2) des éléments de stabilisation

À ne pas négliger d'autre part, les signaux qui donnent droit international stabilité structurelle. En ce jour et l'âge, ses faiblesses et les points forts révèlent plus il y a environ 100 ans à Paris après la fin de la Première Guerre mondiale, quand vous avez été arrêté dans les paradigmes classiques de la règle provisoire.

Un avantage important du fait qu'il faut d'abord noter que tous les pays du monde sont prêts à accepter l'existence du droit international et son caractère exécutoire. Quoi qu'il en soit, au niveau politique des politiciens et des diplomates, il n'y a pas une seule voix, qui rejette le droit international comme un outil réglementaire pour les relations

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

internationales en général. [27]Cela vaut d'abord tous les outils de l'accord international, qui est utilisé par tous les gouvernements comme moyen d'action. Son utilité et indispensabilité est si évident que cela ne nécessite pas de longues discussions - qui n'a jamais été réalisée. Les contrats sont par leur nature, puisqu'elles sont basées sur le consensus des Parties, des instruments de réconciliation pacifique. Seuls ceux qui - avec l'élimination du principe de l'égalité souveraine - voulait parler la parole de la domination monopolistique d'un seul pays, les autoritaires diktats pourraient offrir en remplacement du contrat. Ce qui vaut pour le contrat lui-même, applique également à ses modalités d'application. Le régime conventionnel tel qu'il a été reflété dans la Convention de Vienne, est en principe depuis sans partage, même si les détails - est contestée - presque inévitable. Alors que la loi a fixé les bases de l'artisanat qui vous aideront à maintenir à l'avenir. Ceci est d'autant plus important que oui se pose la grande majorité des obligations découlant de la conclusion des traités internationaux. Un accord international est le cheval de bataille des relations internationales.

Les accords internationaux sont à la base pour les organisations internationales existantes d'aujourd'hui. Ce qui est mis là, grâce aux règles de principe du droit des contrats de consentement a une garantie accrue de l'existence. En particulier, les grandes puissances qui ont gagné sur la base de la décision en 1945 position de pouvoir pour lui-même un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, seraient dans une situation évidente, s'ils voulaient nier la force obligatoire du droit international en général. Car ils font inévitablement leur propre position de pouvoir dans l'organisation mondiale en question. Ce privilège est pour eux est une denrée précieuse qu'ils récupéreront en totalité dans une révision de la Charte, en tout cas, ce qui est particulièrement vrai pour les puissances moyennes européennes, la France et le Royaume-Uni. [28]

Parmi les nouvelles caractéristiques de chaque cas importants effets structurels à long terme, vous pouvez attendre le fait bien que maintenant le principe de former définitivement brisé, après tout acte illégal en vertu du droit international prend la responsabilité de l'Etat agissant par lui-même. Développement des règles sur la « Responsabilité des États pour fait internationalement illicite » par les Nations Unies, la Commission du droit international en 2001, et sa reconnaissance par l'Assemblée générale le 12 Décembre 2001 [29]a été principalement considéré comme un simple processus technique droit. a été généralement dit qu'il régit simplement la codification du droit coutumier déjà applicable en l'espèce. [30]Cela en soi est douteuse, que la Commission du droit international a agi tout à fait preuve de créativité dans la mesure substantielle. [31]Divers articles de la conception de contrôle sont nouveaux et sont difficiles à faire remonter à une source de la législation en vigueur.

Dans tous les cas, le projet est un engagement à la force obligatoire du droit international lorsqu'elle énonce à l'article 1:

Tout fait internationalement illicite d'un État engage la responsabilité internationale de l'Etat a fait.

On ne peut nier que cette phrase plutôt de la théorie du ciel vient atelier de forgeron au lieu de la pratique. Il est banal des centaines de transporter ou même des milliers d'actes illégaux qui ne comportent aucune extension à elle, en particulier parce que la victime ne juge pas approprié de faire demandes de réparations. Néanmoins, la déclaration citée, a sa signification en clarifiant l'approbation générale de la communauté internationale que le droit international a une force de liaison spécifique, la violation attire la étroitement définie dans le projet par lui-même les effets. Ainsi, une force motrice pour le respect des obligations en vertu du droit international est nommé à laquelle toute zone touchée par une violation de droit soumise du droit international peut compter.

Un degré élevé d'efficacité peut être attestée même la majorité des règles techniques plutôt non politiques du droit international. L'OMC est devenue une norme de conduite pour le commerce international, qui est effectivement pris en charge par les mécanismes de plainte existants. Parmi les aspects positifs comprennent l'ensemble des travaux des institutions spécialisées des Nations Unies et le régime de fonctionnement du monde pour protéger les biens communs de l'humanité. Voici où il est moins sur la répartition des biens produits pour assurer la survie de l'humanité dans son ensemble, à la fin aurait des normes rationnelles de prévaloir la raison, ce qui favorise la conservation et à la protection. Le régime juridique des océans, la communauté internationale a dans le droit de la mer du 10 Décembre 1982, une solution de compromis a soigneusement équilibré qui trouve certainement pas clarifié aucun détail controversé, mais forme un fond d'oeil, qui peut servir de modèle pour un examen attentif de tous les intérêts dans l'ensemble du paquet. Personne ne peut accuser le régime de la Convention sur la mer ou parti pris partisanerie caché. Bien sûr, ici des ajustements et des améliorations sont nécessaires. Ainsi, la quantité immense de la pollution causée par l'entrée des déchets solides ou gazeux pendant la durée de la loi de la mer n'a pas été détectée avec une netteté suffisante. Cela exige des règlements supplémentaires, ce qui ne sera pas facile à prendre forme. Mais il y a espoir, car ont maintenant émergé des mécanismes de négociation bien établis. Personne ne peut accuser le régime de la Convention sur la mer ou parti pris partisanerie caché. Bien sûr, ici des ajustements et des améliorations sont nécessaires. Ainsi, la quantité immense de la pollution causée par l'entrée des déchets solides ou gazeux pendant la durée de la loi de la mer n'a pas été détectée avec une netteté suffisante. Cela exige des règlements supplémentaires, ce qui

ne sera pas facile à prendre forme. Mais il y a espoir, car ont maintenant émergé des mécanismes de négociation bien établis. Personne ne peut accuser le régime de la Convention sur la mer ou parti pris partisanerie caché. Bien sûr, ici des ajustements et des améliorations sont nécessaires. Ainsi, la quantité immense de la pollution causée par l'entrée des déchets solides ou gazeux pendant la durée de la loi de la mer n'a pas été détectée avec une netteté suffisante. Cela exige des règlements supplémentaires, ce qui ne sera pas facile à prendre forme. Mais il y a espoir, car ont maintenant émergé des mécanismes de négociation bien établis. [32]au respect, a subi un sérieux revers.

Dans l'ensemble, on peut bien supposer que dans la gestion des biens communs de l'humanité aux réalisations déjà accomplies aura également d'autres encore. De toute évidence, les États ont pas fermé l'idée que l'interdiction des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, dans l'intérêt de tous les mensonges. Les pays développés à cet effet par le Protocole de Montréal le 16 Septembre 1987 a maintenant pas moins de 197 Parties. Le Traité de Paris le 12 Décembre, ici à 2015 [33]les parties ont convenu de travailler pour atteindre les objectifs de protection du climat, au moins, même si ces obligations avec la plus grande souplesse sont formulées.

En regardant le panorama du droit international d'un point de vue plus élevé, il ressort que le droit international moderne dispose d'une variété de procédures qui contestaient les problèmes peuvent être résolus. Cela vaut pour tous les domaines de la vie. Bien que la participation de la Cour internationale est laissée à la discrétion des parties armées comme avant. Dans le règlement des différends de la transition à La Haye appartient seulement à l'une des options possibles. Cependant, au-dessus de toutes les organisations internationales offrent des forums de discussion où les organes compétents peuvent simultanément exécuter des fonctions de commutation importantes. Au niveau mondial, il appartient à chaque État membre, à tout moment, d'utiliser les services des organismes spécialisés Secrétaire général ou d'autres autorités compétentes pour compléter, si les pourparlers bilatéraux ont montré leur caractère non concluant. En ce qui concerne les questions de guerre et de paix, il est maintenant presque automatiquement pour allumer le Conseil de sécurité et / ou de ses membres. Impensable aujourd'hui serait que les pouvoirs se inconsciemment tirés de la même manière dans un conflit militaire, comme cela a été fait selon l'interprétation de l'historien Christopher Clark Oxford en 1914, [34]notamment parce que les chefs de gouvernement des grandes puissances avaient pas de contacts institutionnels entre eux et leurs décisions sur la base de connaissances le plus proche sans consultation adéquate dans une atmosphère d'isolement. Des mécanismes de médiation et de compensation sont maintenant offerts non seulement par l'ONU, mais en grande variété et le niveau

régional, en Europe, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et l'OSCE.

Parmi les méthodes classiques de la monnaie diplomatique cour procédure contentieuse souvent, les clauses ajoutées aujourd'hui qui ont pris principalement dans le domaine des droits de l'homme ont déclenché une renaissance. Bien connu est la direction qui a construit le train de former pendant de nombreuses décennies, la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, afin de servir de modèle à la Cour interaméricaine des droits de l'homme, ainsi que la Cour africaine des droits de l'homme et les droits des peuples. La Cour de Strasbourg a fait à nouveau un nombre record de cas en 2016, [35]a la responsabilité de contrôler toute l'action de l'ensemble des 47 parties à la Convention européenne des droits de l'homme. Jusqu'à présent, ses choix ont été la plupart du temps accepté sans objection par les Etats défendeurs, bien que dans de nombreux cas, l'application ne pouvait être assurée par des efforts difficiles du Comité des Ministres après une longue période de temps. Récemment, un débat général sur la légitimité de la Cour d'évaluer les problèmes au service coloration nationale a également été mis au point. Au Royaume-Uni, vous ne voulez pas accepter ses décisions sur les droits de vote des délinquants condamnés, [36]et la Russie n'a été exécuté récemment lui le gant par la première Cour constitutionnelle russe a eu lieu à une décision historique que les décisions de Strasbourg contre la constitution russe peut violer, [37]et par la Cour suprême a été dictum protégé par la loi plus tard. [38]Dans le cas de l'arrêt dans l'affaire Ioukos, où la Cour a ordonné un remboursement à hauteur de 1 milliard 866 millions d'euros en raison de nombreuses irrégularités dans la procédure, [39]cette fonction de freinage a été demandée sans plus tarder. [40]Cela reflète les limites du pouvoir judiciaire, si un pays a l'impression que son identité constitutionnelle avait été compromise. La Cour constitutionnelle fédérale allemande a principalement liée à la conclusion que les éléments de l'identité constitutionnelle forment un mur devant la loi internationale doit mettre un terme. [41]Il est indéniable que le droit international tire sa légitimité des Etats ici, où la légitimité de tout pouvoir public son origine.

Comme le succès a été évalué le travail des tribunaux pénaux internationaux, qui visent à préserver la substance de base de l'ordre juridique international par des sanctions pénales. Surtout les deux mis en place par les pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et pour le Rwanda (TPIR) tribunaux pénaux internationaux du Conseil de sécurité peut montrer un équilibre remarquable en effet. la Cour pénale internationale (CPI) est moins favorable pour juger le oui que sur la base d'un accord qui doivent ratifier les États sont libres. Aucune des grandes puissances Chine, la Russie et les États-Unis a soumis à la juridiction de la CPI. la critique africaine a été exprimé haut et fort que la CPI se concentrent

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

essentiellement sur l'Afrique et ont donc perdu son impartialité. En fait, maintenant un pays (Burundi) a révoqué sa ratification du Statut de Rome à nouveau, et de l'Afrique du Sud a infecté jusqu'à présent encore dans le processus de considération. Une juridiction pénale internationale peut à long terme ne fonctionnera que si l'égalité des droits pour tous les vrais. Par conséquent, les perspectives d'avenir de la CPI restent très incertaines dans les prévisions fluctuant de l'obscurité.

En tant que modèle de réussite du processus d'intégration européenne peut être évaluée, qui a été l'entrée en vigueur du traité sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1952 à nos jours les relations pacifiques entre les États membres garantissent. Bien que dans d'autres régions du monde aujourd'hui l'Union européenne n'a pas à être un modèle plus puissant a pu asseoir, et bien que la sortie imminente du Royaume-Uni va affaiblir l'attractivité de la coopération européenne cette Solidarverbund marche sensible, reste une grande véritable espoir collaboration coopérative sans domination structurelle des Etats membres. Presque inévitablement, vous devrez être en fonction du rôle de premier plan européen en dehors de l'Europe à des plans similaires.

3) les zones à risque

Les aspects critiques ont révélé, comme déjà indiqué dans ce qui précède, le point de vue des autres questions de droit international, où l'application effective de ses normes est constamment remise en question. Ici doivent d'abord être appelés les droits de l'homme, en particulier dans son extension aux droits de la « deuxième » et la génération « troisième ».

Les droits civils classiques ont fait partie de plus de deux cents ans au cœur des démocraties occidentales, à commencer par la Déclaration française des Droits de l'homme et du citoyen et de la Déclaration américaine des droits, depuis la Renaissance européenne du 1945 et 1989 à travers l'Europe. Tous ces droits - le droit à la vie, la liberté, la liberté d'expression, la protection contre la violence physique - ont d'abord été à la loi constitutionnelle nationale avant leur entrée ont grandi sur la Convention européenne des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que les autres instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme dans le droit international. Face à ces droits un matériau de grande expérience est présente. Par le Conseil de la Cour de Strasbourg est assurée dans une large mesure, ce sont les positions réelles de protection de fait de simples promesses papyracées. Mais le perfectionnisme juridique est maintenant vu pas en mesure dans les pays membres où les déficits structurels forts en vigueur pour provoquer un tournant décisif pour le mieux. En Russie, ainsi qu'en Turquie, les libertés démocratiques sont abolis de facto. opposition oppositionnel est rejeté comme une trahison criminelle ou de terrorisme. Le moteur Strasbourg travaille toujours, les cas être encore isolés décidé

et les autorités font souvent effectivement reçu les montants des dommages plaignants. Mais le système a été pris dans le cœur quand quelqu'un qui fait usage de son droit à la liberté d'expression, doit compter sans délai des poursuites pénales. opposition oppositionnel est rejeté comme une trahison criminelle ou de terrorisme. Le moteur Strasbourg travaille toujours, les cas être encore isolés décidé et les autorités font souvent effectivement reçu les montants des dommages plaignants. Mais le système a été pris dans le cœur quand quelqu'un qui fait usage de son droit à la liberté d'expression, doit compter sans délai des poursuites pénales. opposition oppositionnel est rejeté comme une trahison criminelle ou de terrorisme. Le moteur Strasbourg travaille toujours, les cas être encore isolés décidé et les autorités font souvent effectivement reçu les montants des dommages plaignants. Mais le système a été pris dans le cœur quand quelqu'un qui fait usage de son droit à la liberté d'expression, doit compter sans délai des poursuites pénales.

Difficultés encore plus grandes pour évaluer l'efficacité des droits économiques, sociaux et culturels, qui seront chargés aujourd'hui dans tous les systèmes qui ne connaissent une protection des droits de l'homme en fonction de leur valeur matérielle au même niveau que les droits de la liberté classique. Il est, comme il est devenu un dogme du mouvement des droits de l'homme qui doit être pris aucune distinction entre les différents groupes de droits. L'Assemblée générale a exprimé à plusieurs reprises décidément dans ce sens, [42]et l'opposition se fait rare.

Dans un sens politique et morale, ceux qui se sont engagés à l'égalité des deux groupes de cas ont tout à fait raison. Nourriture, l'habillement, le logement et la santé sont des besoins humains fondamentaux. Ils sont tout aussi important pour lui que les libertés les plus fondamentales, presque existentielle cruciale. [43]Tout ne peut pas nier que les États du droit international impose un fardeau compensation de leurs créances pour sécuriser ces besoins de base qu'ils ne peuvent pas répondre souvent, même si elles ont accepté de fournir par contrat formel.

Vous arrivez à l'un des points névralgiques du droit international d'aujourd'hui. Le réseau de traités multilatéraux est impressionnant. Les membres comprennent l'inventaire parfois même plus que les 193 Etats qui sont membres des Nations Unies. Mais les membres de contrat formel et la puissance de sortie effective tombe souvent éloignés. Les gouvernements sont prêts à accepter des engagements contractuels à l'accomplissement dont ils ne sont pas en mesure ou ils n'ont pas l'intention de se conformer. Ainsi, toute la logique de l'accord international est en question, ce qui suppose que tout contrat de liaison est due à un acteur étatique qui assume la responsabilité de la mise en œuvre des engagements pris.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

En particulier en matière de droits sociaux et économiques est le fait que la pression de la performance de la réciprocité ne peut entrer en jeu. Ces droits imposent des obligations de l'Etat envers ses propres citoyens. Il faut avant tout au niveau national des mécanismes d'application efficaces qui sont disponibles pour les libertés civiles classiques traditionnellement, mais existent seulement dans des fragments en ce qui concerne les droits de la deuxième génération en vertu du principe de subsidiarité. procédures de plaintes internationales apportent Remédier à peine toujours, parce que l'accent est mis non pas sur le tort dans les cas individuels, mais les résultats d'une situation globale déficitaire. Cela a toujours été compris à la fois le grand public, ainsi que les gouvernements responsables. La procédure d'appel a reçu à ce jour en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dont l'introduction avait été accueille chaleureusement par le Protocole facultatif se rapportant au Pacte en 2008, seulement 22 ratifications. En fait, on ne sait pas comment un tel niveau de chômage élevé dans un pays une violation spécifique de la loi pourrait signifier seeker un emploi plus. Voici les procédures d'examen pratique rapport qui cherchent à explorer les raisons profondes de la situation, le meilleur antidote. Mais les conclusions de l'organe de surveillance, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, restent dans l'état de simple recommandation bloqué et sont généralement prises par les gouvernements avec seule note d'intérêt doux. Voici les procédures d'examen pratique rapport qui cherchent à explorer les raisons profondes de la situation, le meilleur antidote. Mais les conclusions de l'organe de surveillance, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, restent dans l'état de simple recommandation bloqué et sont généralement prises par les gouvernements avec seule note d'intérêt doux. Voici les procédures d'examen pratique rapport qui cherchent à explorer les raisons profondes de la situation, le meilleur antidote. Mais les conclusions de l'organe de surveillance, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, restent dans l'état de simple recommandation bloqué et sont généralement prises par les gouvernements avec seule note d'intérêt doux. [44]jouer les droits de deuxième génération habituellement qu'un rôle secondaire, parce que tous appelés à examiner les Etats membres de l'Organisation mondiale conviennent qu'il y est fondamentalement en effet dans l'intérêt de tout gouvernement de fournir aux membres de leur propre peuple de services sociaux adéquats - à l'exception dans les cas où une élite dirigeante corrompue voit son propre peuple comme un objet d'exploitation. Ainsi, on croit que si seulement la pression des forces ci-dessous le gouvernement à respecter ses obligations économiques et sociales.

Aucun crédit est en fin de compte le problème de la migration. Voici d'une part, la souveraineté de l'Etat, qui revendique le droit de décider de l'entrée et du séjour des étrangers peuvent prétendre, et le petit principe de la solidarité internationale profilée autre. Un droit individuel au droit d'asile international ne connaît pas, seule la déclaration vague dans l'art. 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme que tout le monde a le droit « de chercher dans d'autres pays asile contre la persécution et de jouir. » l'échec de l'Etat et le surpeuplement des raisons de vol peuvent être combattus par le droit international ne produit qu'une échelle modeste. La communauté internationale a jusqu'à présent ni la force ni les moyens d'action à une défaillance dans l'exercice de l'autodétermination nationale, [45]

Observations finales IV.

Enfin, il a été à nouveau attirée sur le problème fondamental de la guerre et la paix. Le droit international a trouvé ici sa forme optimale avec l'interdiction générale de la violence et la limitation de l'utilisation légale de la force dans le cas de légitime défense et l'autorisation du Conseil de sécurité. Pour ne pas être exécuté a besoin que ces règles de maillage grossier ont abouti en détail à divers litiges en détail. Mais en principe, ils ont prouvé leur efficacité, même si leur application a des déficiences structurelles graves de sécurité. Ce côté institutionnel appelle à l'amélioration sans que l'on doit se livrer à l'illusion que l'on pouvait trouver du point normatif d'une balle. Le droit international ne peut être converti en la science des relations internationales. ne pense pas au sérieux, en présence de l'abolition du droit de veto. Aucun des pouvoirs permanents du Conseil est prêt à laisser remuer à leur position privilégiée. Cependant souhaitable est une meilleure coordination entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de veiller à ce que la volonté générale de la communauté internationale est mieux. D'autres conseils ne peut pas être fait à partir du plancher des droits. Il est évident que les causes de tension internationale devraient être aussi tôt que possible dans les procédures appropriées résolus. Mais la cupidité humaine et l'irrationalité ne peuvent être fixées par la loi dans les fers. Cependant souhaitable est une meilleure coordination entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de veiller à ce que la volonté générale de la communauté internationale est mieux. D'autres conseils ne peut pas être fait à partir du plancher des droits. Il est évident que les causes de tension internationale devraient être aussi tôt que possible dans les procédures appropriées résolus. Mais la cupidité humaine et l'irrationalité ne peuvent être fixées par la loi dans les fers. Cependant souhaitable est une meilleure coordination entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de veiller à ce que la volonté générale de la communauté internationale est mieux. D'autres conseils ne peut pas être fait à partir

du plancher des droits. Il est évident que les causes de tension internationale devraient être aussi tôt que possible dans les procédures appropriées résolus. Mais la cupidité humaine et l'irrationalité ne peuvent être fixées par la loi dans les fers. Il est évident que les causes de tension internationale devraient être aussi tôt que possible dans les procédures appropriées résolus. Mais la cupidité humaine et l'irrationalité ne peuvent être fixées par la loi dans les fers. Il est évident que les causes de tension internationale devraient être aussi tôt que possible dans les procédures appropriées résolus. Mais la cupidité humaine et l'irrationalité ne peuvent être fixées par la loi dans les fers.

Cependant, il faut également définir que les principes énoncés dans la Charte elle-même et les pactes relatifs aux droits de l'homme bien commun idées vont se dérouler par la réaffirmation constante de la part des responsables une réalité qui façonne. Cet espoir semble pas seul si absurde, car bien évidemment, l'humanité fait face à des développements qui pourraient menacer leur existence. Vous devrez de plus en plus comprise comme une communauté d'urgence qui peuvent assurer leur avenir que par la solidarité debout ensemble. En particulier, les pays prospères de l'Ouest - ainsi que celles du Moyen-Orient - devront encore fournir beaucoup plus de victimes que jamais pour combler l'écart de la pauvreté entre un Nord et dans tous les cas industriellement développés technologiquement au sud vers l'arrière. vous devriez sérieusement dans l'œil afin d'éviter que de tels développements destructeurs du risque de résultant du désespoir de la guerre de nécessité. La paix reste une utopie concrète, pas un rêve vide de contenu. [46]Mais que les limites du droit international sont clairement dépassées. Il est l'une des tâches politiques et ne peut être accordée par la loi pour faire face à ces défis et à façonner activement l'avenir.

Remarques:

[1] Par les partisans du tiers monde approches à la critique du droit international (Twail), voir. A propos de BS Chimni, « Théorie critique du droit économique: une approche du tiers monde au droit international (Twail) Perspective »; dans: John Linarelli (éd.), Manuel de recherche sur la justice mondiale et de droit économique international (Cheltenham, Royaume-Uni: Edward Elgar, 2013) 251-273), a maintenant survécu et est seulement idéologiquement soutenu.

[2] L'un des véhicules de ce changement profond est à ce jour la Commission du droit international des Nations Unies (Commission du droit international, CDI), organe subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (GA).

[3] S. au rapport du Groupe d'étude de la Commission du droit international, Annuaire de la Commission du droit international 2006, vol. II La deuxième partie, UN Doc. A / CN.4 / SER.A / 2006 / Add.1 (Partie 2), 176e

[4] , Dans: H. Arsanjani Mahnoush et al .: A propos de Christian Tomuschat, « ? L'unité ou la fragmentation du droit international comme voir « un système cohérent. (Eds.), Regard vers l'avenir. Essais sur le droit international en l'honneur de W. Michael Reisman (Leiden et Boston: Martinus Nijhoff, 2011) 323, 354e

[5] A propos de Anne Peters, 'constitutionnalisme comme une réalisation globale' voir dans. Jost Delbrück et al. (Eds.), De Kiel dans le monde (Berlin: Duncker & Humblot, 2014) 127-138.

[6] Voir. En particulier, la Déclaration de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, GV-résolution 67/1, le 24 Septembre de 2012.

[7] . A propos de Wolfgang Preiser, mot-clé voir, « Histoire de la loi des nations, les temps anciens à 1648 », dans: Encyclopédie de droit international public, vol II (Amsterdam et al. Elsevier, 1995) 722, 745 ..

[8] . Voir, par exemple George Frederic de Martens, Précis du droit des gens de l'Europe moderne (Göttingen, 1801) 17; Arthur Nussbaum, l'histoire du droit international (Munich / Berlin: CH Beck, 1960) 126; Preiser (Fn. 7) 744, respectivement.

[9] Onuma Yasuaki, une perspective Transcivilizational sur le droit international (Leiden et Boston: Martinus Nijhoff, 2010).

[dix] Voir. Martens (Fn. 8) 46ème

[11] Voir Johann Ludwig Klüber, droit européen international, vol. 1. (Stuttgart: Cuite, 1821) 60ème

[12] Paris Paix sur la fin de la guerre de Crimée, 30/03/1856, imprimé Wilhelm G. Grewe, Historiae Gentium Fontes, Vol 3/1 (Berlin / New York: Walter de Gruyter, 1992) 19, art. 7.

[13] GM résolution 1514 (XV).

[14] Voir. Le discours du président Mandela, le 3 Octobre 1994, l'Assemblée générale des Nations Unies,**lien**

[15] Imprimé 2 à Wilhelm G. Grewe, Historiae juris gentium Fontes, Vol. (Berlin / New York: Walter de Gruyter, 1988) 183 et 188.

[16] Cet instrument était certainement jamais été utilisé, voir. Noyer (Fn. 8) 130e

[17] fichier Congrès Wiener imprimé par Grewe (Fn 12). 3.

[18] De 20/11/1815, ibid. 100.

[19] Ces Hermann Mosler, la grande puissance de droit international (Heidelberg: Lambert Schneider, 1949).

[20] De 26/02/1885, réédité dans Wilhelm G. Grewe, Historiae Juris Gentium Fontes, Vol 3/1 (Berlin / New York: Walter de Gruyter, 1992) 297e

[21] Imprimé en Grewe, ibid., Vol 02.03 (1992) 683e

[22] Traités de Saint-Germain (Autriche), Neuilly (Bulgarie), Trianon (Hongrie), Sèvres (Turquie), ibid., 701-718.

[23] *ibid* ., 810.

[24] Leipzig: Hirschfeld.

[25] Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États dans la danse accor à la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale dans sa résolution 2625 (XXV), 24 Octobre, 1970 principe. 3

[26] Isabelle Ley, l'opposition en droit international (Heidelberg et al. Springer, 2014) deux cent et d'abord

[27] La thèse de Jack L. Goldsmith et Eric A. Posner, les limites du droit international (Oxford: Oxford University Press, 2010), que les États considérerait que le droit international comme un ensemble de règles politiques non contraignantes, est largement exagérée.

[28] Pour l'attitude ambivalente de la Russie s. Lauri Mälksoo, les approches russes à droit international (Oxford: Oxford University Press, 2015). Un examen Desch Inese Journal of International Law montre qu'il ya plus hauts responsables gouvernementaux soient utilisés systématiquement le respect du droit international dans sa forme actuelle, voir. A propos de Deming Huang, Yuan Kong et Hua Zhang, 'Symposium sur le développement pacifique de la Chine et du droit international', 5 Chinese Journal of International Law (2006) 261, 262e

[29] GM Résolution 56/83, 12.12.2001.

[30] James Crawford, 'La responsabilité de l'État', dans: Rüdiger Wolfrum (ed.), Max Planck Encyclopédie de droit international public, vol IX. (Oxford: Oxford University Press, 2012) 517, 532, appelé les articles du projet de la CDI "partie du tissu du droit international général".

[31] Voir notamment les règles relatives aux contre-mesures à James Crawford, la Commission du droit international des articles sur la responsabilité de l'État. (Cambridge: Cambridge University Press, 2002) 47-56.

[32] Prix du 12 Juillet 2016, l'APC Affaire n ° 2013-19, République des Philippines c. République populaire de Chine,**lien** ,

[33] Le contrat a déjà 136 Parties et est entré en vigueur le 4 Novembre 2016e

[34] Christopher Clark, Les somnambules (Munich: maison d'édition allemande, 2013).

[35] 38,505 cas, s. Cour européenne des droits de l'homme, Rapport annuel 2016, le 193e

[36] Le point de départ était l'affaire Hirst c. Royaume-Uni (n ° 2), demande no. 74025/01, 06.10.2005. Confirmation de la Cour Hirst dans Greens et MT c. Royaume-Uni, demande no. 60041/08, 23.11.2010, et Firth et autres c. Royaume-Uni, demande no. 47784/09, 12/08/2014. Voir aussi l'arrêt de la Cour constitutionnelle russe du 19 Avril 2016, non. 12-P / 2016, sur l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans Anchugov et Gladkov.

[37] Cour constitutionnelle russe, 14/07/2015, partiellement joué, Matthias Hartwig, « Du dialogue à contester? Droit constitutionnel contre Convention européenne des droits de l'homme - Le cas de la Fédération de Russie », 44Europäische droits fondamentaux Magazine (2017) 1; 5.

[38] Loi de 14/12/2015, ibid., P 8, la forme négative de la Commission de Venise de l'avis du Conseil de l'Europe, non. 832/2015, 13.06.2016, Doc. CDL-AD (2016) 016e

[39] *Ioukos c. Fédération de Russie*, Demande no. 14902/04, 31/07/2014.

[40] Par arrêt du 19/01/2017, la Cour constitutionnelle russe a jugé que le verdict en Russie est inapplicable: **lien**

[41] Voir. En particulier l'arrêt Görgülü la Cour constitutionnelle fédérale, 14.10.2004, BVerfGE 111, 307, 319. L'arrêt de la Cour constitutionnelle italienne n °. 238 du 22.10.2014, où la sentence de la Cour internationale de Justice dans l'affaire Allemagne c Italie, arrêt de 3,2. 2012, CIJ Recueil 2012, 99, la responsabilité en Italie a refusé doit être plutôt appelé un accident lié au hasard.

[42] Voir. En particulier, le document final du Sommet mondial de 2005, GV-résolution 60/1, 16.9.2005, par. 121e

[43] Selon Christian Tomuschat, droits de l'homme - Entre réalisme et Idéalisme, 3e édition (Oxford: Oxford University Press, 2014). 4.

[44] GM résolution 60/251, 15.3.2006.

[45] Voir. La Déclaration sur l'asile territorial, Géorgie Résolution 2312 (XXII), 14.12.1967, ainsi que la Déclaration de New York récemment adoptée sur les réfugiés et les migrants, GV-résolution 71/1, 19/09/2016.

[46] À l'idée de voir le béton de l'utopie. Karl Mannheim, Idéologie et Utopie, 9e éd. (Francfort: Vittorio Klostermann, 2015) 169-184. Ernst Bloch a souligné à plusieurs reprises dans son travail la nécessité d'une utopie « concrète », voir. A propos de: « Résistance et de la paix », dans: mesures politiques peste, Vormärz [. travaux, Complete Edition, Vol 11] (Frankfurt / Main: Suhrkamp, 1970) 375 457.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Le degré in-fini de l'écriture : la prose d'Éric Chevillard

Thangam Ravindranathan

Krakowskie Przedmiegcie 26-28, PL-00927 Varsovie, Pologne.

thngam_f@gmail.com

DOI: 103e09.97655.TEXTE / 018

Abstract

De même au droit allemand, le droit des sociétés estonienne Fournit une gestion à deux niveaux pour l'ensemble des sociétés anonymes. La réglementation juridique de la responsabilité des membres du conseil de direction et le conseil de surveillance est le même, et donc la question se pose de savoir il y a une différence de responsabilité entre les membres des différents conseils. La Cour suprême d'Estonie a récemment pris deux décisions concernant la responsabilité des membres du conseil de surveillance. La principale question de recherche de l'article est «quelle est l'étendue des fonctions du conseil de surveillance par rapport aux fonctions du conseil d'administration, et comment la différence des droits affectent la responsabilité? Comme la tâche principale du conseil de surveillance est d'exercer un contrôle, la question est ce que la norme actuelle de la surveillance est.

Mots-clés: la responsabilité des administrateurs; Conseil de surveillance; système à une ou à deux vitesses; Code de commerce estonien; Stock Loi sur la Société allemande; loi d'entreprise; Droit des sociétés; la gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Chaque société anonyme [1]en tant que personne morale a besoin des organismes spéciaux pour exprimer sa volonté et mener à bien ses activités. [2]Bien que le droit moderne de l'entreprise dans tous les pays fournit aux organismes de représenter et de gérer l'entreprise, la structure technique des organes de thèse est très variable.

En général, deux approches différentes sont reconnaissables: Soit l'entreprise a un seul corps avec plusieurs membres, qui exercent des fonctions distinctes, ou il y a deux corps différents avec des fonctions séparées. [3]La société prototype que l'on appelle le système à niveaux est limitée publique anglo-américaine. Article 154 des sociétés du Royaume-Uni Loi de 2006 [4]stipule fait une entreprise privée doit avoir au moins un administrateur et une entreprise publique doit avoir au moins deux administrateurs. Cependant, dans la littérature juridique, il a été dit que, en raison de la réglementation juridique souple, les entreprises britanniques peuvent avoir différents types d'organes de gestion, les actionnaires ont la possibilité de façonner le système de gestion qu'ils le souhaitent. [5]

Les exemples classiques d'un modèle de gestion à deux niveaux sont l'Allemagne et les Pays-Bas. Par rapport au système moniste, le modèle à deux niveaux est un phénomène plus récent. Le concept d'un modèle à deux niveaux est basée sur l'idée d'un contrôle indépendant, qui bedeutet, dass le contrôle de la gestion doit être effectuée par un organisme indépendant et objectif ne doit être séparé de la gestion quotidienne. [6]La gestion des organes de la société anonyme allemande (Aktiengesellschaft) sont le conseil de gestion (conseil d'administration) et du conseil de surveillance (conseil), doit être nommé tous deux par les fondateurs de la société. [7]Les activités quotidiennes sont assurées par le conseil d'administration, et la tâche du conseil de surveillance est de contrôler les activités du conseil d'administration en général. sociétés anonymes privées allemandes (société à responsabilité limitée) ont normalement la structure de gestion moniste, [8]mais certains règlements spéciaux découlant des règles de cogestion peuvent donc l'obligation du conseil de surveillance pour les petites entreprises. [9]

Une société anonyme estonienne, de même à la société anonyme allemande, est géré par deux organismes distincts et le modèle de gestion est dans une large mesure semblable à celui de l'Allemagne. .Selon Art. 243 (1) p et 7 Art. 316 du Code de commerce estonien [dix], Chaque société anonyme doit avoir un conseil de surveillance. .Selon Art. 189 du CC, une société anonyme a un conseil de surveillance si elle est prévue par les statuts de la société. Comme la loi estonienne ne prévoit pas de règles de cogestion, la formation d'un conseil de surveillance est volontaire pour toutes les sociétés anonymes privées. [11]Dans le cas des actionnaires décident de choisir le modèle à deux niveaux, les dispositions du CC concernant le conseil de surveillance d'une entreprise publique appliquent en conséquence aux pouvoirs et activités du conseil de surveillance, sauf disposition contraire de la loi.

Bien que la jurisprudence estonienne a eu de nombreux exemples de plaintes déposées contre les membres du conseil d'administration, les tribunaux estoniens ont commencé que récemment résoudre les cas où les

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

membres du conseil de surveillance ont été poursuivis pour atteinte à la société. La principale difficulté semble provenir du fait que, bien que les principes généraux de la responsabilité sont très semblables à ceux de la responsabilité du conseil de gestion, les fonctions et les tâches du conseil de surveillance sont différentes et donc les hypothèses sur la responsabilité sont pas encore clair.

L'article traite de la question fondamentale du champ d'application des pouvoirs et obligations des membres du conseil de surveillance d'une société publique estonienne limitée. La principale question de recherche est: savoir si et dans quelle mesure la jurisprudence pertinente estonienne prend en compte les caractéristiques particulières de ces obligations. Le but de la recherche est de comparer la réglementation juridique estonien et la jurisprudence aux réglementations allemandes compétentes. L'approche mentionnée ci-dessus est justifiée parce que la société anonyme allemande, ainsi que son homologue estonien, a un modèle de gestion à deux niveaux. [12]

2. Fonctions et pouvoirs du conseil de surveillance: Une vue comparative

Selon la loi, le conseil de surveillance des sociétés estoniennes a trois fonctions principales: la direction générale de l'entreprise, la planification des activités économiques de la société, et la supervision des activités du conseil d'administration. La liste générale est réglementée dans la première phrase de l'article 316 du Code pénal, qui stipule ce que le conseil de surveillance doit planifier les activités de la société anonyme, organiser la gestion de l'entreprise, et de superviser les activités du conseil d'administration.

En plus de la description générale mentionnée ci-dessus des fonctions du conseil de surveillance, certaines fonctions sont donc précisées dans d'autres articles du CC. Le devoir de la direction générale stratégique [13]Résulte de l'article 317 du Code pénal, et pour autant que les actionnaires ont pas déterminé les grandes orientations des activités avec leurs décisions, il est le pouvoir du conseil de surveillance de procéder à la direction générale. .Selon la première phrase de l'art. 317 du CC, le conseil de surveillance donne des ordres au conseil d'administration pour l'organisation de la gestion de l'entreprise. La deuxième phrase du même article insiste sur le pouvoir du conseil de surveillance pour superviser les actions du conseil d'administration. .Selon cette disposition, toutes les transactions ne sont pas dans le cadre des activités économiques de tous les jours, en règle générale, exige le consentement du conseil de surveillance. En général, le consentement de l'organe de surveillance est nécessaire pour la conclusion de, surtout, les transactions ont apporté de l'acquisition ou à la résiliation des participations dans d'autres sociétés, la fondation ou la dissolution des filiales, l'acquisition ou la cession d'une entreprise ou la cessation de ses activités, le transfert ou le grèvement de

biens mobiliers immobiliers ou enregistrés, etc. Remarque Un must ne la liste des opérations exigeait le consentement du conseil de surveillance est un processus ouvert et sert sur exemple. Dans certains cas, il faut tenir compte de tous les aspects des opérations ainsi que les caractéristiques de l'entreprise de décider si une opération spécifique a besoin du consentement du conseil de surveillance ou non. Il faut noter, la liste de la filière dass des opérations exigeait le consentement du conseil de surveillance est un processus ouvert et sert sur exemple. Dans des cas particuliers, il faut tenir compte de tous les aspects des opérations ainsi que les caractéristiques de l'entreprise de décider si une opération spécifique a besoin du consentement du conseil de surveillance ou non. Il faut noter, la liste de la filière dass des opérations exigeait le consentement du conseil de surveillance est un processus ouvert et sert sur exemple. Dans certains cas, il faut tenir compte de tous les aspects des opérations ainsi que les caractéristiques de l'entreprise de décider si une opération spécifique a besoin du consentement du conseil de surveillance ou non. [14]La Cour suprême d'Estonie a surexprimé vue que, dans la décision de savoir si une transaction donnée a besoin du consentement du conseil de surveillance ou non, l'étendue et la nature des opérations de recherche doivent être prises en considération. [15]

Il est donc important de noter, dass die conseil de surveillance approuve donc le budget annuel de la société à moins que le pouvoir de décider en matière de recherche est accordée à une assemblée générale par les statuts (art. 317 (7)).

Cependant, la signification et le contenu de l'obligation de surveiller et de contrôler les actions du conseil d'administration ne sont pas prévus par la loi CLAIREMENT. Art. 317 (7) CC prévoit ce que le conseil de surveillance a le droit d'obtenir des informations concernant les activités de la société du conseil d'administration et d'exiger un rapport d'activité et de la préparation d'un bilan. La loi prévoit ainsi le droit de chaque membre du conseil de surveillance d'exiger la présentation des rapports et des informations au conseil de surveillance. Une caractéristique importante des pouvoirs du conseil de surveillance a donc été décrite dans la littérature juridique estonien: il n'a ni la compétence ni la possibilité de suspendre les activités du conseil d'administration. [16]

En plus de cela, l'art. 317 (6) du CC PREVOIT a le conseil de surveillance (en tant que corps) a le droit d'examiner tous les documents de la société et de vérifier l'exactitude de la comptabilité, l'existence d'actifs et la conformité des activités de l'entreprise avec la loi, les statuts et les résolutions de l'assemblée générale. Toutefois, la loi ne comprend pas la norme claire de supervision. On peut en conclure ce que ces droits sont accordés afin de fournir au conseil de surveillance et de ses membres les informations nécessaires pour remplir ses obligations générales. La loi

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

prescrit ni la fréquence exacte à laquelle les documents Shoulderstand être vérifiés, ni l'étendue ou la portée exacte de la supervision.

Contrairement à la carte de gestion, étant un corps fait réalise des activités quotidiennes et ne pas être obligé de tenir des réunions, le conseil de surveillance doit tenir des réunions régulières. .Selon Art. 321 (1) du CC, des réunions d'un conseil de surveillance aura lieu lorsque nécessaire, mais pas moins d'une fois tous les trois mois.

Quant au conseil de surveillance d'une société anonyme allemande, il a toujours été considérée comme principalement comme organe de contrôle - Art. 111 (1) de la Loi allemande sur les sociétés stipule fait un conseil de surveillance doit superviser le conseil d'administration. En vertu du droit allemand des sociétés, le conseil de surveillance, de même au conseil de surveillance des sociétés anonymes estoniens, a plusieurs autres obligations aussi. . Les principaux droits et devoirs du conseil de surveillance sont prévues à l'article 111 de la Loi allemande sur les sociétés, mais la loi comprend tant d'autres règlements, qui complètent cette liste. Par exemple, à l'art. Gemäß 77 (2) de l'AktG, le conseil de surveillance a le droit d'adopter le règlement intérieur du conseil d'administration (art. 77 (2) AktG). .Selon Art. 90 de la Loi allemande sur les sociétés, il peut demander ce que le conseil de gestion Shoulderstand composent le rapport de gestion. .Selon Art.

Contrairement à la loi estonienne, la loi allemande sur les sociétés distingue clairement les fonctions du conseil d'administration et le conseil de surveillance. Art. 111 (4) de la Loi allemande sur les sociétés prévoit l'interdiction de transférer les pouvoirs du conseil d'administration au conseil de surveillance. Il a été surexprimé dans la littérature juridique allemande a fait la distinction claire et à la différenciation organisationnelle entre la compétence de prendre des décisions en ce qui concerne les actions quotidiennes et de superviser ces actions Dérives de l'idée a fait chacun des corps agit unabhängig et séparément est responsable de remplir ses obligations . [17]Cependant, les statuts de la société peut la mine déterministe ont effectué certains types de transactions peuvent avoir besoin de l'accord du conseil de surveillance. Ceci est considéré comme une possibilité pour le conseil de surveillance de participer à la gestion de l'entreprise et affectent donc directement les décisions de gestion (en plus de la possibilité de conseiller le conseil d'administration). [18]En vertu du droit allemand, il est le conseil de surveillance en tant que corps (une entité collective) a remplit les fonctions et assume la responsabilité prévue par la loi et non ses simples membres. Ce bedeutet, dass, en général, il est impossible de déléguer une partie de ces obligations à un comité spécial ou un seul membre du conseil de surveillance. Cependant, il est possible pour certaines activités réelles de contrôle à mettre en œuvre par des comités spéciaux du conseil de surveillance. [19]

2.2. Norme de surveillance

Dans la littérature juridique estonienne, la norme pour remplir les fonctions du conseil de surveillance n'a pas encore été examinée. Dans la littérature juridique allemande, d'autre part, il a été surexprimé ne la loi ne nécessite pas le conseil de surveillance pour surveiller toutes les actions du conseil d'administration en détail. [20]La surveillance est jugée suffisante et raisonnable Lorsque le conseil de surveillance:

- prend connaissance de tous les rapports et les informations qu'il reçoit du conseil de gestion, ainsi que des développements et événements d'affaires ne sont disque losed par le conseil d'administration;

- remplit son obligation de vérifier les comptes annuels d'une entreprise, ainsi que les rapports du conseil d'administration a présenté au conseil de surveillance sur les relations d'affaires avec des sociétés affiliées;

- est convaincu ce que le conseil de gestion est bien composé et ses membres sont appropriés pour remplir leurs obligations;

- est convaincu ce que les membres du conseil d'administration coopèrent correctement et ont tous les outils de gestion, (planification d'entreprise, la comptabilité et des rapports), ainsi que l'organisation de l'entreprise, répondent aux exigences;

- Garantit a fait le conseil d'administration exécute pleinement l'obligation de déclaration Conformément à l'article 90 de la Loi allemande sur les sociétés ;. [21]

- est en mesure de retracer toutes les indications ne pourrait conduire le conseil d'administration à une violation de ses fonctions;

- dans tous les cas d'écart important par le développement prévu, ainsi que dans le cas de détérioration importante des revenus et des actifs, ou dans le cas de manquement important en ce qui concerne ces indicateurs dans les entreprises comparables, examine si ces écarts sont justifiés et si le conseil de direction prend des mesures jouent bien. [22]

Que ce soit et dans quelle mesure le conseil de surveillance peut se fonder uniquement sur l'information du conseil d'administration est toutefois discutables. Il existe différentes opinions dans la littérature juridique allemande sur la question de savoir si les actions de surveillance du conseil de surveillance devrait être étendue à des niveaux subalternes où les décisions prises par la direction. [23]Certains auteurs sont d'avis a suivi suffisant des moyens, en général, a fait le conseil de surveillance surveille avec diligence les comptes annuels (consolidés) et la gestion et les rapports d'audit et examine et évalue la gestion de la société critique avec le conseil d'administration. [24]Certains auteurs expliquent, dass die conseil de surveillance doit, pour sa part, mener des activités de collecte d'information pour examiner les actions de la direction. Cependant, il a été souligné, dass die conseil de surveillance est obligé d'enquêter sur les actions de la direction que si les rapports de gestion ne sont pas claires,

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

incomplètes ou identifiably incorrectes ou s'il y a des indications crédibles de mauvaise conduite des membres du conseil d'administration. [25]Il a donc été noté ce que le conseil de surveillance doit régler l'intensité de la surveillance de la situation de l'entreprise. [26]Le conseil de surveillance a l'obligation d'intervenir, qui bedeutet, dass si elle découvre une violation des obligations de la direction, il doit intervenir et au moins inciter le conseil d'administration d'agir de manière appropriée. Un membre individuel du conseil de surveillance qui a la preuve appropriée doit veiller à ce fait le conseil de surveillance ou les offres de la personne responsable du dossier. [27]

Il a été surexprimé a fait lorsque la société est en crise, donc, mais dans les cas de fusions et acquisitions, les membres du conseil de surveillance doivent agir et prendre part à la prise de décision plus activement. [28]En général, le conseil de surveillance est autorisé à compter sur les informations qu'il reçoit du conseil d'administration, mais il doit veiller à l'existence d'une organisation adéquate du système d'information et d'intensifier la surveillance Lorsque des circonstances particulières se présentent - par exemple, s'il y a des indications ne l'existence de la société est menacée. [29]Après l'insolvabilité est devenu évident, les membres du conseil d'administration ne sont pas autorisés à effectuer des paiements au nom de la société et doit déposer le bilan. Est-ce le conseil de surveillance a découvert a fait la compagnie est insolvable, elle doit agir conjointement afin d'assurer que le conseil d'administration dépose la demande de faillite. Dans cette situation, le conseil de surveillance doit surveiller les actions des administrateurs de plus près. Si elle échoue et le conseil d'administration ne respecte pas ses obligations, le conseil de surveillance est considéré comme responsable de la violation de ses obligations aux côtés du conseil d'administration. [30]

La loi ne fournit pas le consentement du conseil de surveillance pour mener des actions spécifiques, mais cela peut être prévu dans les statuts ou dans d'autres règlements internes. Il a été surexprimé dans la littérature juridique a fait toutes les transactions ne Considered sont particulièrement importantes doivent encore l'approbation du conseil de surveillance. [31]

.Selon à la littérature juridique allemande, en cas de décision à venir d'un conseil de surveillance peut être considéré comme injustifiable et inacceptable, un membre assidu d'un conseil de surveillance est non seulement obligé de voter contre, mais a donc l'obligation de rejeter la décision Explicitement et le point sur réservation, selon les circonstances de l'espèce. Si le conseil d'administration agit illégalement recognisably, chaque membre du conseil de surveillance doit être active et d'initier la convocation de la réunion du conseil de surveillance. [32]Il a donc été fait VALOIR la peine principale en ce qui concerne la norme de contrôle est le niveau d'information du conseil de surveillance doit avoir. On ne peut

pas attendre, dass die conseil de surveillance surveille le conseil d'administration continue dans le sens est-il vérifie toutes les transactions individuelles, les revenus et les documents comptables. [33]La jurisprudence allemande a exprimé le point de vue a fait des membres du conseil de surveillance diligente ne devraient pas empêcher toutes les entreprises fait risquée que les transactions à risque font partie de la vie normale des affaires. [34]

2.3. La réglementation juridique de la responsabilité des membres du conseil de surveillance

Le principal principe de la responsabilité d'un membre du conseil de surveillance d'une société anonyme estonienne est réglementée dans l'art. 327 (2) du CC, et ding accor à cette commission les membres du conseil de surveillance qui causent des dommages à la société par la violation de leurs obligations sont conjointement et solidairement responsables de la réparation du préjudice causé. La loi prévoit donc fait un membre du conseil de surveillance est libéré de toute responsabilité s'il a prouve qu'il a exécuté ses obligations avec diligence. Lorsque l'on compare les règlements mentionnés ci-dessus avec les dispositions ne prévoient la responsabilité des administrateurs, on peut remarquer ce que ces règlements sont presque identiques. Dans la littérature juridique estonien, [35]Cela pose la question de savoir comment on peut distinguer la responsabilité du conseil de surveillance de la responsabilité des administrateurs et s'il suffit de vérifier les administrateurs ont fait manqué à leurs obligations afin de tenir les membres du conseil de surveillance et responsable.

Les dispositions légales relatives à la responsabilité des membres du conseil de surveillance d'une société de souche allemande sont très similaires aux règlements du CC estonien. Article 116 (1) de la Loi allemande sur les sociétés stipule que, en ce qui concerne l'obligation de diligence et la responsabilité des membres du conseil de surveillance, art. 93 de la Loi allemande sur les sociétés, qui régit l'obligation de diligence et la responsabilité du conseil d'administration, applique mutatis mutandis. [36]La loi met l'accent sur ce que les membres du conseil de surveillance sont, notamment, l'obligation de maintenir la confidentialité des rapports confidentiels et des consultations confidentielles. La loi prévoit ainsi fait les membres du conseil d'administration sont, en particulier, obligé de compenser le dommage ne résulte de la rémunération déraisonnable.

Dans la littérature juridique allemande, il a ainsi été expliqué « que, si les dispositions ne réglemente la responsabilité des administrateurs sont applicables dans les cas de responsabilité des membres du conseil de surveillance, il y a beaucoup de silence différences entre eux. A savoir, les tâches, la structure des obligations, et les activités doivent être prises en compte dans l'application « appropriée » de ces règlements. [37]

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

La condition principale de la responsabilité d'un membre d'un conseil de surveillance est la violation de ses obligations. la doctrine allemande souligne que, bien que la violation du devoir est une condition préalable nécessaire à la responsabilité, il est pas le seul, et pour un membre du conseil de surveillance doit être tenue responsable, les dommages doivent se produire à la société et la les dommages doivent être causés par la violation des obligations de membre du conseil de surveillance. PAR CONSÉQUENT, membre individuel du conseil de surveillance ne peut être tenu responsable si la majorité du conseil de surveillance se comportent dans la danse accor avec leurs fonctions et prendre une décision est entièrement fait en danse avec accor l'intérêt de l'entreprise. [38]Tous les membres du conseil de surveillance doivent agir dans la danse accor avec la norme minimum de soins, mais quand un membre individuel a des connaissances particulières, il est soumis au niveau accru des soins, pour autant que sa spécialité est concerné. [39]En plus de cela, devrait un niveau plus élevé de soins du président du conseil de surveillance, tous ce qui se traduit souvent en conséquence une rémunération plus élevée. [40]

On peut conclure que, bien que la réglementation juridique allemande en ce qui concerne les pouvoirs et obligations du conseil de surveillance est plus détaillée que l'estonien, il n'y a pas de différence fondamentale entre les lois allemandes et estoniens pour fait. Les auteurs sont d'avis que CONSÉQUENT, en tenant compte de la similitude essentielle entre le système de gestion publique estonienne et allemande sociétés anonymes, la même interprétation de la portée des obligations des membres du conseil de surveillance serait justifiée. Il est important de noter la pratique juridique estonien ne shoulderstand certainement éviter l'établissement de normes beaucoup plus élevées Lors de l'interprétation de la portée de ces obligations.

3. La responsabilité des membres du conseil de surveillance: allemand vs jurisprudence estonien

Quand on analyse les pouvoirs et fonctions des membres du conseil de surveillance, une question se pose: quels pourraient être les cas particuliers Lorsque les membres du conseil de surveillance peuvent être tenus responsables de causer des dommages à la société? Est-il possible de ne les administrateurs de la société ne sont pas responsables, mais les membres du contrôle des soins infirmiers sont?

La jurisprudence allemande connaît plusieurs exemples de situations Worin les membres du conseil de surveillance ont été tenus responsables des dommages causés à la société. Par exemple, la responsabilité a suivi dans les cas de l'inactivité du conseil de surveillance dans une situation dans laquelle le conseil d'administration a agi exceptionnellement négligemment, en cas de donner son consentement pour à la principale immobilier en valeur contrat de vente de la société

Bien que la valeur réelle de la propriété aurait pu être vérifié facilement, etc. [41]

La jurisprudence allemande est donc d'avis « que » dans le cas des transactions a une importance particulière à la société en raison de leur portée, les risques qui leur sont associés, ou leur fonction stratégique pour l'entreprise, chaque membre du conseil de surveillance doit enregistrer les faits pertinents et son propre jugement. Cela inclut donc une analyse régulière des risques. [42]

ont donc eu lieu les membres du conseil de surveillance responsable Lorsque vous suggérez a fait le conseil d'administration Shoulderstand conclure une transaction préjudiciable sans aucune justification juridique ou commerciale. La même chose est arrivé lorsque les membres du conseil de surveillance ont exercé leurs fonctions sans avoir une idée juste sur les actions de la société a fait quoi agissant principalement à l'étranger. [43]

La jurisprudence allemande a donc pris une vue a fait un membre d'un conseil de surveillance qui met en danger la solvabilité de l'entreprise en faisant publiquement des commentaires sévères à sur les conflits de l'entreprise intra- Viole son devoir de loyauté. [44]

L'analyse qui précède montre fait jurisprudence allemande a développé la pratique polyvalente dans l'application de la responsabilité des membres du conseil de surveillance. Pour la jurisprudence estonienne, cependant, les questions liées à la responsabilité du conseil de surveillance sont silencieux relativement nouveau.

La Cour suprême d'Estonie a récemment néanmoins pris deux décisions en ce qui concerne la responsabilité des membres du conseil de surveillance, mais les auteurs de cet article sont de l'avis de la norme ne la diligence et le sens de la « surveillance appropriée » ont fermé Restée pas clair.

Les deux cas avaient des points de départ similaires: le Claimsoft d'une entreprise en faillite qui a déposé contre La direction et les membres du conseil de surveillance. L'administrateur de l'insolvabilité, qui ce qui agit au nom de la société, [45]Les membres ont affirmé du conseil d'administration ainsi que le conseil de surveillance avaient violé leurs obligations et ainsi causé des dommages à la société. Dans les deux cas, l'action principale a fait ce que considéré comme une violation du devoir des administrateurs qui couronne le transfert ou l'autre tous les actifs de la société ou d'une partie importante de celui-ci à une autre personne. opérations de recherche ont été prétendument conclu sans la compagnie d'obtenir un bon échange.

Dans le premier des cas mentionnés ci-dessus, [46]l'administrateur de l'insolvabilité reprochées le directeur et trois membres du conseil de surveillance ont manqué à leurs obligations et a fait cette violation avait donné lieu à trois types de dommages: l'entreprise a perdu, d'abord, sa

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

trésorerie; d'autre part, la propriété principale; et, en troisième lieu, le chiffre d'affaires. L'administrateur de l'insolvabilité Réclamé a le conseil de surveillance avait prétendument nommé un administrateur qui plus tard ce pas assez diligent et fait les membres du conseil de surveillance ne remplissaient pas leur obligation de surveillance appropriée car ils ne vérifient pas l'utilisation des actifs de la société. Le tribunal du comté satisfait de l'action contre tous les défendeurs, qui de l'avis l'a fait ce n'avait en partie à cause de l'inaction du conseil de surveillance des dommages. [47]A la cour d'appel, l'action contre les Restés satisfait membres du conseil d'administration en ce qui concerne les dommages causés par la perte de l'argent et des biens. Tous les membres du conseil de surveillance, d'autre part, ont été libérés de toute responsabilité. Le tribunal de district a expliqué « ont les fonctions de direction et de surveillance sont différentes: comme le conseil d'administration exécute ses tâches et exerce ses activités par jour sous sa propre responsabilité et le conseil de surveillance n'a pas le droit d'intervenir. En ce qui concerne les dommages causés par la perte du chiffre d'affaires, le tribunal de district a estimé que, bien que le conseil de surveillance doit surveiller les actions de la direction, ses membres peuvent être tenus responsables que dans le cas des administrateurs étant tenus pour responsables. [48]

La Cour suprême a annulé la décision du tribunal de district en ce qui concerne la Claimsoft Découlant des dommages causés par la perte du chiffre d'affaires et renvoyé par le cas partiellement au tribunal de district pour une nouvelle audience. La Cour suprême, qui de l'avis a la responsabilité éventuelle du directeur découlant de la perte du chiffre d'affaires devrait être étudiée de manière plus approfondie et la question de savoir si les membres du conseil de surveillance pourraient être tenus responsables du même dommage devraient être révisés ainsi. La Cour suprême était d'accord avec le tribunal de district, cependant, que, en règle générale, les membres du conseil de surveillance peuvent être tenus responsables que dans des cas Worin les membres du conseil d'administration ont manqué à leurs obligations. [49]Malheureusement, la Cour suprême n'a pas donné des instructions ou des interprétations relatives à la norme réelle du devoir ou la portée des obligations des membres du conseil de surveillance. En fait, le seul point de vue pertinent sur la responsabilité du conseil de surveillance ne découle pas de la décision de la Cour suprême, mais de la décision du tribunal de district. Par conséquent, bien le cas pourrait être considéré comme conceptionnelle, la Cour suprême n'a pas réussi à développer le droit des sociétés estonienne dans un domaine ne peut être considéré comme une importance fondamentale pour le développement de la pratique judiciaire uniforme. On ne peut conclure a fait si le comportement de la commission de gestion ne cause pas de dommages à la société, la

responsabilité du conseil de surveillance est donc hors de question, que les membres du conseil de surveillance ont agi avec diligence ou non.

Dans le second cas, [50]l'administrateur de l'insolvabilité ne Réclamé les membres du conseil d'administration ont manqué à leurs obligations en vendant la propriété principale de la société à un tiers. Le contrat de vente a stipulé le prix d'achat serait payé un an et demi après le transfert des actifs. Aucune garantie ou des engagements ont été établis. L'administrateur de l'insolvabilité qui de l'avis a fait des actions de recherche n'étaient pas confor mes à la règle de l'appréciation commerciale et a fait la transaction ce qui économiquement injustifié. Il n'a Déclaré approbation à la recherche d'une opération signifiait ce que les membres du conseil de surveillance ont donc violé leur devoir de diligence et les mêmes dommages causés aux côtés des membres du conseil d'administration. L'administrateur a donc déclaré ce que les membres du conseil de surveillance ont manqué à leurs obligations, Comme ils ne surveillent pas les activités du conseil d'administration dans une mesure suffisante. Ils ont rempli leur obligation de superviser les actions du conseil de gestion, les actions nuisibles et la perte des actifs de l'entreprise auraient pu être évités. Les membres du conseil de surveillance INVOQUÉS thatthey n'a pas pu être tenue responsable des actions du conseil d'administration comme ils l'avaient aucune connaissance de la transaction aurait été préjudiciable et ce que le conseil de surveillance n'a pas d'obligation générale de contrôler toutes les actions du conseil d'administration.

Les tribunaux des deux premiers cas constatés ont fait le conseil de surveillance en tant que corps n'a jamais pris aucune décision en ce qui concerne ces transactions douteuses. La Cour suprême a expliqué « que, comme le conseil de surveillance n'a jamais adopté une résolution approuvant la transaction nocive, elle fait jamais directement DÉCIDÉ de conclure. [51]La Cour suprême a néanmoins souligné ne membres du conseil de surveillance, ont tranquillement manqué à leurs obligations si elles savaient ce que le conseil de gestion que sur le point de conclure une transaction nuisible mais n'a pas pris des mesures pour convoquer une réunion du conseil de surveillance (soit par la directement ou président). [52]

La Cour suprême a donc insisté sur ce que les membres du conseil de surveillance n'a pas pu être tenus responsables seulement parce theywere au courant de la transaction nuisibles ont fait les membres du conseil d'administration avait conclu. La Cour suprême a annulé la décision de l'instance d'appel et renvoyé par l'affaire devant le tribunal de district pour une nouvelle audience. La Cour suprême a demandé au tribunal de district a fait la nouvelle audience, il Shoulderstand vérifier si les accusés avaient eu la possibilité de prendre des mesures pour empêcher la transaction dommageable étant Conclu et a fait si elles

avaient eu la possibilité d'éviter les dégâts, ils devraient être tenus responsable des conséquences. [53]

La Cour suprême a justifié l'annulation de la décision de la cour d'appel avec le faitque aurait la cour d'appel n'a pas examiné si le défendeur en tant que membre du conseil de surveillance qui au courant de la nature dangereuse de l'opération. La Cour suprême a donc noté a s'il avait eu les connaissances mentionnées ci-dessus, il shouldhave Exercées la supervision avec plus de diligence.

En général, cette approche peut être considérée comme justifiée, mais les auteurs de l'article sont de l'avis fait le raisonnement mentionné ci-dessus de la Cour suprême et les instructions données à la cour d'appel pour une nouvelle audience semblent être contradictoires. D'une part, la Cour suprême n'a pas membre Explique d'un conseil de surveillance peut être tenu responsable que sur la base d'une accusation at-il hasnt a assuré la supervision suffisante des actions du conseil d'administration. D'autre part, la Cour suprême ordonne la cour d'appel de vérifier si les membres du conseil de surveillance auraient pu empêcher les actions nuisibles (ce qui signifie si elles avaient fourni une surveillance suffisante).

Les auteurs de la note de l'article a fait l'évaluation de la violation par la direction et les membres du conseil de surveillance, le principal principe est a fait, on ne peut conclure a fait un administrateur ou un membre du conseil de surveillance manqué à ses obligations seulement parce que le résultat pourrait avoir des effets. Toute décision judiciaire doit comprendre les explications de ces différences, et si le tribunal estime ne administrateur a manqué à ses obligations, le tribunal Shoulderstand expliquer comment le défendeur shouldhave agit à la place. [54]La question a un membre d'un conseil de surveillance avec ses obligations ou violé les ne peuvent pas être remplir adéquatement mises en recouvrement à la recherche d'une réponse à la question abstraite de savoir si le contrôle que suffisant. Bien que l'affaire est pendante silencieuse, la Cour suprême shouldhave donné quelques directives à la cour de district en ce qui concerne l'application de la règle de l'appréciation commerciale lors de l'établissement de la responsabilité des membres du conseil de surveillance. Lorsque assesing l'accomplissement des obligations et constatation de l'infraction par les membres du conseil de surveillance, il faut comparer la norme d'action (c.-à-ce que les membres du conseil de surveillance shouldhave fait) aux étapes réelles prises (c.-à-ce qu'ils ont réellement fait). [55]

Les auteurs de l'article sont d'avis que « la surveillance insuffisante » lui-même est pas une violation des droits. La violation réelle qui doit être examiné au débat sur la possibilité de tenir le conseil de surveillance est responsable une action inadéquate prise par le conseil de surveillance, ou de l'inactivité Quand il shouldhave a agi à la place. La violation d'une des fonctions peut être considéré comme un « écart de performance », et

il ne peut être déterminée par la comparaison des mesures prises pour thosethat shouldhave été prises. Le principal principe de la responsabilité des membres du conseil de surveillance ne peut être établie de manière significative différemment de fait au sujet de la responsabilité des administrateurs.

4. Conclusions

Les auteurs sont d'avis n'a aucune de ces deux décisions de la Cour suprême en matière de réponses de fait à la question, quelle est la norme de responsabilité réelle d'un membre d'un conseil de surveillance. Les deux décisions ne disposent pas de la bonne application de la règle de l'appréciation commerciale, et cette approche contredit l'approche précédente, la Cour suprême a pris assesing Lorsque la violation des obligations des administrateurs. Il est important de noter, dass die violation des droits par un membre d'un conseil de surveillance, ainsi que par un administrateur peut être établie qu'en comparant le lien avec le comportement réel de la personne en question. Les décisions mentionnées ci-dessus peuvent donner l'impression fausse n'a donc le faitque directeur a manqué à ses obligations automatiquement les moyens ne membres d'un conseil de surveillance doivent donc avoir manqué à leurs obligations, comme évidemment la supervision hasnt été suffisant. Cette conclusion est injustifiable CEPENDANT - la violation des obligations de la commission de gestion ne peut être considérée comme la seule condition sine qua non de la responsabilité du conseil de surveillance.

L'analyse donc Montré a les pouvoirs et obligations du conseil de surveillance des sociétés estoniennes et anonymes allemandes sont assez similaires et il serait donc raisonnable de prendre les points de vue surexprimés dans la littérature juridique allemande et la jurisprudence au moins, comme un exemple général Lorsque l'interprétation des règlements juridiques estoniens. On peut conclure donc pas la violation des droits du conseil de surveillance doit être évaluée séparément, avec application de la règle de l'appréciation commerciale de façon similaire à « que » dans la situation Worin violation des droits des administrateurs est évaluée. La loi ne prévoit pas le conseil de surveillance pour surveiller toutes les actions du conseil d'administration en détail, et le niveau de surveillance dépend fortement des circonstances. Dans le cas des administrateurs de la société ayant manqué à leurs obligations,

Remarques:

[1] En Estonie, comme les autres Etats membres de l'UE, il existe deux types de sociétés à responsabilité limitée: société anonyme publique (aktsiaselts) et société privée à responsabilité limitée (osaühing). Voir aussi: M. Vutt. Aktsiaseltsi juhtimismudeli õiguslik reguleerimine [« règlement juridique du modèle de gestion d'une société anonyme »], mémoire de maîtrise. Tartu 2006, p. 7

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

[2] A propos des théories juridiques d'une personne morale, d'un lac, par exemple, K. Saare.Eraõigusliku juriidilise isiku õigussubjektsuse piiritlemine (délimitation de la personnalité juridique de la personne morale de droit privé) [en anglais: Délimitation de la subjectivité juridique de la personne morale privée], thèse de doctorat, Tartu 2004.

[3] Donc, il y a des pays en Europe ne permettent aux entreprises de choisir anonymes entre les deux modèles (par exemple, en France et en Belgique). M. Vutt. Aktsiaseltsi juhtimismudeli õiguslik reguleerimine [« règlement juridique du modèle de gestion d'une société anonyme], mémoire de maîtrise. Tartu 2006, pp. 28, 37, 97- 98e

[4] UK Companies Act 2006. Disponible sur **lien**

[5] J. Rickford. Principes de base, l'évolution et les tendances du droit de la société britannique - quelques réflexions résistent. Première partie: Vue d'ensemble et l'approche britannique. - Société européenne et droit financier Examen 1 (2004) / 4 (Décembre), p. 405e

[6] AF Conard. La surveillance de la gestion des entreprises: une comparaison de l'évolution dans le droit communautaire et aux États-Unis. -. Michigan Law Review 82 (1984), pp 1459-1488.

[7] Voir l'article 30 de la loi sur les sociétés (AktG, ... Partager 6 Septembre 1965 (BGBl I, p 1089), qui (conformément à l'article 8 de la loi du 11 Avril 2017, p 802) a été modifié disponible à . **lien**).

[8] Voir l'article 52 de la loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée limitée Loi sur les sociétés à responsabilité (GmbHG ;. loi sur les sociétés à responsabilité limitée dans la Gazette loi fédérale Partie III, le numéro de classement 4123-1, version révisée publiée, plus récemment par l'article 8 de la loi de 10 a été modifiée en mai 2016 (BGBl I, p. 1142)).

[9] H. Fleischer, W. Goette (ed.). Commentaire de Munich sur la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée. Verlag CH Beck Munich. 2e édition 2016 - Spindler § 52, par. 14

[dix] Code de commerce. Adoptée le 15 Février 1995. - RT I 1995, 26/28, 355; RT I 22.06.2016 (en Estonie). Venez Après « CC ».

[11] Jusqu'à Juin 1996, Art. 189 (1) du CC prévu a fait un conseil de surveillance est obligatoire pour chaque société anonyme a fait capital a fait Dépasse 400.000 EEK, plus de 20 actionnaires, ou plus de 100 employés au cours de l'année à la comptabilité. Jusqu'au 1er Janvier 2011, un conseil de surveillance qui obligatoire pour chaque société anonyme au capital social de plus de 25.000 euros et moins de trois membres du conseil d'administration.

[12] L'utilisation du droit allemand en tant que source de comparaison peut donc être justifiée par l'opinion exprimée par la Cour suprême d'Estonie, a fait à plusieurs reprises le système juridique allemand sert de modèle non seulement pour les dispositions légales mais, comme exemple pour tribunaux pour l'interprétation de la loi applicable. Voir CCSCd 3-2-1-145- 04, par. 39

[13] A propos de la gestion stratégique, maritime plus K. Saare, U. Volens, A. Vutt, M. Vutt. Ühinguõigus I. Kapitaliühingud ['Loi sur les sociétés I: Companies Limited']. Tallinn: Juura 2015 mn. 1846e

[14] .Selon Art. 317 (2), les statuts peuvent toutefois prévoir le consentement du fait du conseil de surveillance ne doit pas être nécessaire ou est requis que dans les cas prévus dans les articles. Les statuts peuvent donc prescrire d'autres opérations pour la conclusion dont le consentement du conseil de surveillance est nécessaire. Les statuts peuvent donc accorder au conseil de surveillance le droit de décider sur d'autres questions ne sont placés dans la compétence du conseil d'administration ou l'assemblée générale Conformément à la loi ou les statuts.

[15] CCSCd 3-2-1-9-16, par. 36; CCSCd 3-2-1-26-17, par. 13

[16] K. Saare et al. (Note 13), mn. 1864e

[17] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss. Munich Commentaire sur la Loi. Verlag CH Beck Munich. 4e édition 2014 - Habersack, AktG § 111 par. 96ème

[18] *ibid* , Rn. 96ème

[19] *ibid* , Rn. 49e

[20] W. Hölters (ed). Stock Loi sur la Société. Commentaire. Verlag CH Beck Munich. 2e édition 2014 - Hambloch-Gesinn / Gesinn, par. 11

[21] Art. 90 de la Loi sur les sociétés par actions prévoit la liste des différents rapports du conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance. Ils comprennent par exemple des rapports sur la politique commerciale prévue de la société, des questions fondamentales de la planification des activités (en financement, d'investissement particulier et de la planification du personnel), la rentabilité de l'entreprise (en particulier la rentabilité de ses fonds propres), le cours normal des affaires, la situation de la société dans son ensemble, et les opérations qui peuvent être d'une importance considérable pour la rentabilité ou de la liquidité de la société.

[22] W. Hölters (note 20). - Hambloch-Gesinn / Gesinn, par. 11

[23] U. Hüffer, J. Koch. commentaires Beck'scher courts. Band 53. Stock Loi sur la Société. CH Beck Munich, 12ème édition, 2016. - Koch, § 111, Rn. 4

[24] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 111 Rn 44ème

[25] W. Hölters (note 20). - Hambloch-Gesinn / Gesinn, par. 11

[26] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 111 Rn 44ème

[27] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 116 par. 33 e

[28] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 116 Rn 37ème

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

[29] U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer AktG § 116 par. 15

[30] BGH: validité de l'interdiction de paiement d'entrer dans la faillite. - NZG 2009, 550 BGH, arrêt du 16. 3. 2009 - II ZR 280/07 (OLG Dresde).

[31] U. Hüffer. Droit des sociétés. 7ème édition. CH Beck 2007 S 285; U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer, cuisine, § 111, Rn 45e

[32] M. Henssler. L. Strohn. Droit des sociétés. de brefs commentaires de Beck. 3. Edition. Verlag CH Beck, Munich 2016 - Henssler AktG § 116 par. 11ème

[33] Reichard: charge de la preuve en dommages-intérêts procès du Conseil de Surveillance. Stuttgart tribunal régional supérieur, décision du 19.06.2012 - 20 W 1/12, légalement (LG Tübingen), BeckRS 2012 14126. - GWR 2012 491e

[34] BGH: responsabilité d'un administrateur dans une société de masse. - NJW 1977, 2312. BGH, arrêt du 4 7. 1977 - II ZR 150/75.

[35] K. Saare et al. (Note 13), mn. 1886-1890.

[36] La seule exception est fait les règlements sur l'assurance des membres du conseil de gestion contre les risques liés à leurs activités professionnelles ne sont pas applicables.

[37] U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer, § 116, par. 1

[38] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 116 par. 29

[39] BGH: Responsabilité de la direction et du conseil de surveillance d'une entreprise publique. - CCZ 2012, 76. BGH, arrêt du 20. 9. 2011 - II ZR 234/09.

[40] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 116 par. 37ème

[41] U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer AktG § 116 par. 17

[42] D. Lorenz: Obligation de séparer l'analyse des risques pour les membres du conseil de surveillance - Piëch. - GWR 2012, 156. Tribunal supérieur de Stuttgart, arrêt du 29.02.2012 - 20 U 03/11 (LG Stuttgart).

[43] Cette décision est toutefois considérée comme problématique. Voir U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer AktG § 116 par. 17

[44] D. Lorenz (Note 42).

[45] .Selon Art. 315 (4) et Art. 327 (4), dans le cas de déclaration de faillite d'une entreprise, seul à l'administrateur de l'insolvabilité a le droit de déposer une réclamation au nom de la société.

[46] CCSC 3-2-1-113-16.

[47] CCSC 3-2-1-113-16, par. 6

[48] CCSC 3-2-1-113-16, par. 9

[49] CCSC 3-2-1-113-16, par. 25

[50] CCSCd 3-2-1-152-16.

[51] CCSCd 3-2-1-152-16, par. 17

[52] .Selon Art. 321 (1) du CC, une réunion du conseil de surveillance est convoquée par le président du conseil de surveillance ou par un membre du conseil de surveillance pour le président Substituer.

[53] CCSCd 3-2-1-152-16, par. 19

[54] . L'obligation générale de raisonnement approprié pour la décision du tribunal découle de l'article 436 (1) du Code estonien de procédure civile (Code de procédure civile, adoptée le 04.20.2005 - RT I 2005, 26, 197 ;. RT I, 28,12. 2016), qui stipule fait un jugement du tribunal est légal et argumenté. L'exigence de raisonnement bedeutet, dass le raisonnement judiciaire doit être compréhensible, la traçabilité, et associé aux circonstances thathave été relevées par la Cour dans cette affaire spécifique. Cette exigence procédurale spécifique des décisions judiciaires comme une prérogative d'une décision de justice légale a été à plusieurs reprises surexprimés dans la jurisprudence estonien: voir, par exemple, CCSCd 3-2-1-13-17, par. 15; CCSCd 3-2-1-42-16, par. 13-15; CCSCr 3-2-1-70-15, par. 20; CCSCd 3-2-1-129-15, par. 15, etc.

[55] Le même principe est applicable à l'évaluation de la violation des droits de membre du conseil d'administration (voir CCSCd 3-2-1-129-15, par. 15).

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Le réel, ce traître! L'échec du l'utophie dans « La Possibilité d'une île

Daniel Letendre
Krakowskie Przedmiegcie 26-28, PL-00927 Varsovie, Pologne.
daniel_dss@hotmail.com
DOI: 103e09.02.TEXTE / 018

Abstrait

Selon la directive européenne 2015/849, tous les États membres doivent établir un registre central des données sur les bénéficiaires effectifs des entités juridiques des entreprises et donc des fiducies et des arrangements juridiques similaires aux fiducies. Tout d'abord, cela exige une identification des Derniers arrangements dans les différents États membres, Tout ce qui est pas une tâche facile: la définition liée à être « semblable aux fiducies » est tout à fait vague.The principal objectif de l'article ce que la mienne déterministe la dispositions dans le droit estonien privé qui devrait être pris en compte dans la mise en œuvre des règles du registre de l'UBO. Par conséquent, un aperçu de la lettre est fournie des fiducies et deux types de dispositifs utilisés dans le système de droit civil pour les mêmes fins - la confiance et fiducie. La pièce met ensuite en évidence les similitudes entre la thèse et la confiance, la conclusion étant tirée que d'être « confiance comme » dans le contexte de la directive se résume à des situations Worin de l'extérieur de la propriété a une personne en tant que propriétaire, mais il existe donc à la relation interne n'oblige le détenteur du titre d'observer certaines fonctions et qu'il peut accorder une autre personne l'avantage économique de l'property.Next, l'article se tourne vers la scène juridique estonien. À l'étude sont famille- et dispositifs succession de droit (par exemple, exécuteur testamentaire d'un testament), diverses formes de propriété et des communautés partagées (en particulier, le partenariat silencieux et fonds d'investissement contractuels), des mandats et des contrats de

commission, détention intermédiée de titres, fiduciaires et la propriété à des fins de sécurité. La conclusion est thatthere sont en effet des dispositions du système juridique estonien ne tombent dans la catégorie des arrangements comme la confiance en vertu de la directive, mais a fait l'enregistrement des données UBO pour tous ne serait pas sans difficultés. Enfin, certains critères d'enregistrement des dispositions pertinentes sont proposées.

Mots-clés: directive anti-blanchiment d'argent; ultimes propriétaires véritables; UBO registre; fiducies; arrangements semblables aux fiducies; droit civil; mandats; partenariat silencieux; fonds d'investissement contractuels

1. Introduction

Pour identifier les terroristes et blanchisseurs-cache derrière les personnes morales ou des arrangements, la directive européenne 2015/849 [1](4AMLD) présente le 'UBO registre. En conséquence, tous les États membres (NSM) doivent établir un registre central contenant des données sur les bénéficiaires effectifs (UBOS) [2]des personnes morales des entreprises et donc des fiducies et des arrangements juridiques similaires aux fiducies (après « SAS »).

Cependant, avant 4AMLD que transposée dans la législation nationale des différents MSs modifier ments à elle - visés par par le nom de « 5AMLD » et commencé par la proposition de la Commission européenne pour une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive (UE) 2015/849 sur la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme et modifiant la directive 2009/101 / CE du 5 Juillet 2016 « (ci par ci-après la » proposition ») - ont été déjà sur la table [3]Le texte final de 5AMLD hasnt encore été convenu, mais il semble qu'il a fait est assez probable va ouvrir la voie à des changements importants se rapportant aux fiducies et aux sociétés de surveillance. Entre autres, il sera probablement la liste des dispositifs contractuels recherche comme fiducie, Treuhand et fideicomiso comme exemples de SAs [4], Les termes de 4AMLD Explicitement spécifié que les fondations en tant que dispositifs juridiques auxquels les mêmes mesures devaient être appliquées à des fiducies. [5]En second lieu, 5AMLD va s'accoupler pour tenter de la mine déterministe dans lequel les États membres les fiducies et sociétés de surveillance devraient être enregistrés - selon l'endroit où ils sont administrés [6]Plutôt que de savoir quelle loi MS a été choisi pour gouverner la fiducie ou SA (ce dernier ayant été l'approche de 4AMLD). Cela signifie donc ne doit être MSs en mesure de reconnaître les fiducies établies en vertu et SAs et régies par la loi d'autres pays (ceux ne sont pas limités à PMs). En troisième lieu, le cercle des personnes auxquelles les données de UBOS sera disponible sera très probablement élargir. .Selon

4AMLD, les informations concernant UBOS des fiducies et ce déjà SAs directement accessibles aux autorités compétentes et les unités de renseignement financier (URF) [7], La proposition initiale de 5AMLD a suggéré de permettre l'accès du public aux données sur les fiducies et sont ne assurait « type d'affaires » et / ou par des professionnels et Administré accorder à ces personnes « ayant un intérêt légitime » dans le cas des autres. [8]Depuis lors, cependant, il a été proposé de divulguer les données UBO de toutes les fiducies et au public SAs. [9]

Les EM devraient identifier utilisés dans leurs SAs pays et d'assurer la soumission des données de UBOS liées à une base de données centrale. [dix]Il semble que, pour le moment, l'Estonie a choisi de prendre l'approche qui, en dehors des fondations, il n'y a pas de dispositifs semblables aux fiducies dans notre pratique juridique qui devrait être soumis à des règles registre UBO. [11]Le but de cet article est de montrer thatthere sont, en fait, des dispositions dans la structure de thathave de droit estonien privé ou des fonctions similaires à celles des fiducies et devraient donc être considérées dans la liste des sociétés de surveillance. Dans le document, j'essaie aussi de mettre en évidence les difficultés pouvaient se poser à cet égard. L'article ne couvre pas les fondations, comme thèse sont les instruments CLAIREMENT adresseront à la fois la législation estonienne et l'AMLD (« AMLD » après se référant à la 4AMLD et 5AMLD ensemble à la directive en général) du texte, pour des raisons qui ne la confusion quant à savoir si ils devraient être inclus dans les registres UBO shoulderstand se produire. Pour des raisons similaires, il ne couvre pas les personnes morales des entreprises.

Pour la détermination de la pratique juridique SAs estonien, le concept de confiance Shoulderstand explique « Tout d'abord. Les textes 4AMLD et 5AMLD ne donnent pas une définition de la confiance. , Deux assimilent à la place avec des instruments utilisés dans les systèmes de droit civil thathave structure similaire ou fonctions. PAR CONSÉQUENT, en plus de fournir une introduction aux fiducies, la première section ci-dessous donne un aperçu de la lettre des deux types SA mentionnés dans les documents préparatoires à la 5AMLD - et FIDUCIE la Fiducie - et procède à mettre en évidence les similitudes entre la thèse et la confiance, Ce qui shoulderstand aide plus tard à déterminer la législation estonienne en SAs. Ensuite, l'article se tourne vers la scène juridique estonien et tente de trouver des arrangements ne sont semblables aux fiducies. À l'étude sont les dispositifs et la succession famille- de droit (par exemple, exécuteur testamentaire d'un testament),

2. fiducies et sociétés de surveillance en vertu de la directive

2.1. fiducies

Buts.L'institution de la fiducie a développé principalement dans les juridictions en fonction du système juridique anglais. Pendant longtemps,

il a été considéré comme unique droit commun puisque les pays de droit civil ne disposent pas d'un dispositif est fait ce flexible et universel pour extension à travers tant de relations juridiques.

Dans les pays de common law, les fiducies sont utilisés pour une grande variété d'objectifs: protection des actifs (de la famille); administration et disposition relative aux personnes vulnérables ,: telles que les mineurs, les toxicomanes et les personnes handicapées; la conservation d'un objet ou l'appropriation de biens pour une utilisation spécifique [12]; investissement (fonds communs de placement / Fonds communs de placement) [13]; disposition des employés à la retraite Leur (comme les fiducies de retraite) [14]; charité; la gestion de la garantie en cas Worin il y a un grand nombre de créanciers ou lorsque la même sécurité est en faveur des groupes successifs des créanciers (prêts du syndicat, émission-cautionnement garanti) [15]; etc. fiducies testamentaires sont créés par la volonté d'une personne et à la mort surgissent du testateur.

Alors que les fiducies mentionnées ci-dessus sont des fiducies express - à savoir, en connaissance de cause créé par une personne - qu'il existe des fiducies a fait lui sont imposées par la loi ou un tribunal: les fiducies, les fiducies constructives prévus par la loi, et les fiducies résultoires [16], Les fiducies légales se posent en vertu des lois qui stipulent fait dans certaines circonstances, les biens sont détenus en fiducie, comme dans le cas des fiducies encourues au titre des domaines juridiques ne sont en co-propriété avec ou intestat. [17]fiducies sont imposées par Constructive tribunaux comme remède, par exemple, pour éviter l'enrichissement sans cause. [18]fiducies résultoires peuvent être créés (en faveur du cédant) dans les cas Worin propriété est à titre gratuit Transféré et il n'y a pas de preuves suffisantes pour déterminer l'intention du cédant - il a fait le cédant destiné à faire un don ou d'un prêt et renoncer à son intérêt bénéficiaire. [19]

Définition et parties. Le projet de cadre commun de référence (PCCR) [20]Définit la confiance comme une relation juridique dans laquelle le syndic est tenu d'administrer ou de disposer d'un ou plusieurs actifs (le fonds d'affectation spéciale) dans la danse accor avec les termes régissant les relations (termes de fiducie) au profit d'un bénéficiaire ou promouvoir des fins d'utilité publique. La personne qui constitue la confiance et la confiance définit les termes est appelé le settlor [21], Les rôles des parties peuvent se chevaucher. [22]Une fiducie n'est pas une personne morale ou d'un contrat [23],

la propriété fiduciaire. Une caractéristique essentielle d'une fiducie est fait le titre [24]au fonds d'affectation spéciale est dévolu au syndic: « Aux fins de l'exécution de la confiance que le syndic se drape dans le manteau d'un propriétaire pur et simple. » [25]Mais l'interprétation du « titre » n'est pas toujours synonyme de « propriété ». Dans la plupart des pays la confiance, le fiduciaire En fait, le propriétaire du fonds

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

d'affectation spéciale [26], Mais certaines juridictions de droit civil thathave appliquée l'utilisation confiance différentes solutions: en Chine, en Louisiane et au Québec, « titre » de faire confiance à la propriété est au nom du fiduciaire alors que la propriété des biens en fiducie est dit de se coucher avec le settlor, bénéficiaire, ou aucune des parties de fiducie, respectivement. [27]

Même si le fiduciaire est le propriétaire, il faut se rappeler ne les actifs de la fiducie n'ont été transmis à lui aux fins énoncées dans les conditions de la fiducie. Au lieu du fiduciaire, les bénéficiaires ont généralement le droit de bénéficier des biens de la fiducie.

Le ou les bénéficiaires settlor Shoulderstand pas le droit d'ordonner au syndic autour - le maintien des pouvoirs par le settlor ne doit pas étendre au-delà de la limite au-delà de laquelle la fiducie peut être considérée comme nulle ou « trompe-l'œil » [28], Cependant, certaines juridictions (principalement au large des côtes) ne permettent les fiducies ne seraient considérés comme des « trompe-l'œil » dans d'autres.

Ségrégation des patrimoines. Avec le syndic étant le propriétaire du fonds d'affectation spéciale, il peut être personnellement responsable de satisfaire les dettes de fiducie (la première règle En ce qui concerne les créanciers silencieux est thatthey peut satisfaire leurs droits sur le fonds d'affectation spéciale) [29], Mais ses créanciers personnels ne doivent pas avoir recours au fonds, comme le fonds d'affectation spéciale doit être considérée comme un patrimoine distinct du patrimoine personnel du fiduciaire et de tout autre acquis ou patrimoines gérés par le fiduciaire. [30]Le fonds d'affectation spéciale est donc à l'abri des réclamations faites par les héritiers et le conjoint du syndic. [31]Ni est le fonds d'affectation spéciale disponible pour les créanciers du constituant ou le bénéficiaire (bien qu'ils peuvent faire appel à des droits liés au fonds d'affectation spéciale du bénéficiaire [32]), Ne sont le bénéficiaire et le settlor, la capacité DASS responsable à un créancier de confiance. [33]

Tracé. Une autre caractéristique spécifique de la fiducie de common law est la nature particulière des droits des bénéficiaires contre des tiers en cas de détournement des biens en fiducie par le fiduciaire. Bien que les bénéficiaires ne sont pas les propriétaires de biens en fiducie, ils pourraient avoir une réclamation contre un bénéficiaire tiers qui n'est pas un acquéreur pour la valeur de bonne foi. [34]

2.2. La similitude SAs

La confiance.en Allemagne [35], La confiance est une relation contractuelle Worin une personne (le fiduciaire) est chargé de certains biens (la propriété en fiducie), qu'il doit gérer ou en disposer, et non dans son propre intérêt, mais dans l'intérêt d'une autre personne (settlor) ou dans un but précis.

Cette institution ne Explicitement régie par la loi et est plutôt régi par la doctrine et de la jurisprudence. En règle générale, les dispositions

régissant un mandat ou d'un contrat pour la gestion des affaires d'une autre sont ainsi appliqués. [36]

Une distinction est faite entre la Fiducie de sécurité et la confiance administrative: l'ancien protège les intérêts des fiduciaires en lui fournissant la sécurité par le transfert d'actifs; dans le dernier cas, le fiduciaire gère les actifs dans l'intérêt de l'auteur. [37]

Le syndic devient propriétaire des actifs cédés à lui et, en tant que propriétaire, peut en disposer. Le contrat créant la fiducie peut fixer certaines limites pour cela, mais la synthèse effet obligatoire que. Par conséquent, dispositions prises en violation des obligations sont examinées rallye génétique valide. [38]En cas de détournement de biens par theTreuhänder, le bénéficiaire pourrait avoir à Claimsoft personam contre le cessionnaire tiers si le syndic lui-même est insolvable et donc le cessionnaire a conspiré avec les fiduciaires d'endommager le constituant ou le bénéficiaire. [39]

Le settlor ne tombe jamais tout à fait hors de l'image: le syndic a l'obligation de faire rapport au settlor, et il est possible que le settlor soit autorisé à révoquer theTreuhand. Alors que le fiduciaire est le propriétaire, la propriété fiduciaire est calme « économiquement » réputé appartenir à l'auteur. PAR CONSÉQUENT, en cas d'insolvabilité de l'auteur, les créanciers du settlor peuvent récupérer les biens en fiducie du fiduciaire (mais ce n'est un Claimsoft personnel). [40]D'autre part, le Lorsqu'un fiduciaire est insolvable, theTreugeber ou tiers bénéficiaire peut opposer à des attaques contre les créanciers personnels de theTreuhänder et la libération de la demande d'actifs appartenant à la propriété en fiducie (mais seulement si ces actifs ont été fournis à la propriété en fiducie directement de l'auteur). [41]

La Fiducie.L'article 2011 du Code civil français [42]Définit la transaction comme une fiducie avec laquelle le constituant [43]choses transferts, droits ou valeurs mobilières à thefiduciarie, qui, en les gardant ségrégation de son propre patrimoine, agit de manière zu weiterer un but particulier au profit des bénéficiaires.

la loi française a fait le États Explicitement patrimoine fiduciaire est soumis à l'exécution que pour les dettes découlant de la tenue ou à la gestion de ce patrimoine [44]et est ainsi protégé contre les créanciers de la fiduciarie [45]ainsi que du constituant. Contrairement à la loi en vertu de l'Angleterre ou de l'Allemagne, seules les institutions ou professions spécifiques peuvent fonctionner comme fiduciarie: les individus d'une valeur, à l'exception des avocats, sont exclus. [46]Il est utilisé principalement comme un dispositif de sécurité (-fiducie sûreté) [47], Worin le fiduciarie est le bénéficiaire, alors, et à des fins de gestion au profit du constituant lui-même (-gestion fiducie). A ne peut pas être fiducie mis en place pour un tiers bénéficiaire (à moins que le bénéficiaire

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

n'a confère un avantage au constituant en quelque sorte l'équivalent de la valeur des choses qu'il reçoit) [48], En France, doit être fiducie enregistré. [49]

La caractéristique commune. Alors que dans la common law fiducie une fiducie n'est pas une personne morale ou d'un contrat, les instruments similaires sont mentionnés dans 5AMLD de nature contractuelle, comme theTreuhand et, ou sont des entités juridiques ,: comme les fondations. Ainsi, alors qu'avec une fiducie dont les actifs constituant le fonds d'affectation spéciale sont cantonnés, en quête de protection did inclus en cas d'insolvabilité de l'auteur, le syndic se termine par suite de l'insolvabilité de l'auteur et les actifs peut alors être récupéré de la administrateurs, donc on peut dire fait la séparation des biens est pas obligatoires au dispositif à traiter comme similaire aux fiducies sous le AMLD. Les droits des bénéficiaires contre des tiers en cas de détournement de biens par le syndic sont rallye des gènes plus fort dans le cas des fiducies. [50]

Cela nous laisse avec une caractéristique commune: la propriété est confiée à une personne, qui détient le titre de propriété, au profit d'une ou plusieurs autres personnes ou dans un but précis. Par conséquent, de l'extérieur de la propriété a une personne en tant que propriétaire, mais il existe en relation interne afin - potentiellement invisible au public - qui oblige le syndic à observer certaines fonctions et qui peuvent permettre à une autre personne d'obtenir l'avantage économique de la fiducie propriété. Ci-dessous, la poursuite de l'examen du possible en Estonie SA procède à cette conclusion.

3. Estonie possibles SAs

3.1. Succession- et des dispositifs de droit de la famille

Bien qu'il existe des structures juridiques ne sont fonctionnellement similaires aux fiducies dans thatthey Cater pour les mêmes types de besoins que sont traités par la confiance dans les pays de common law, « caché » dans le contexte de AMLD, nous pouvons sans doute exclure les personnes sans bénéficiaire,

Ainsi, bien que le testateur peut désigner à l'exécuteur testamentaire de la volonté [51]ou un tribunal peut désigner anadministrator pour la succession du défunt [52], Qui pourrait avoir le droit de posséder, d'utiliser ou de disposer de la propriété (alors que le successeur n'a pas le droit d'en disposer), le successeur - et non l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur - sera enregistrée en tant que propriétaire de la propriété dans les registres de respectively. Par conséquent, la situation est semblable à une fiducie non à des fins AMLD, même si les fonctions d'exécuteur testamentaire et administrateur exerce les mêmes fonctions que celles du syndic testamentaires en Angleterre.

De même pour la tutelle des personnes vulnérables - Bien que le tuteur peut avoir des obligations similaires à celui du fiduciaire, est la personne silencieuse Considérée sous tutelle en tant que propriétaire, bien qu'il n'a pas le droit de conclure des transactions lui-même [53], Donc, dans ce contexte, il n'y a probablement pas besoin d'une longue analyse de l'Institut de la représentation [54], Worin une personne peut effectuer des transactions pour une autre, mais le fait pas en son nom propre ou en son nom propre mais pour le principal (Bien que, encore une fois, une partie de ses fonctions pourrait être similaire à des droits d'un fiduciaire).

Ainsi, la loi sur les successions (LSA) prévoit la possibilité de nommer le successeur asubsequent: dans le cas d'arrivée d'une date particulière ou réalisation d'une condition de jeu, la succession ou une part de celui-ci le transfert d'un successeur provisoire à un successeur subséquent (voir la section de la LSA 45 (1)). Le droit de disposition du successeur provisoire pourrait être quelque peu limitée (sous la LSA, §§ 48 et 54). Cette disposition peut ressembler à des intérêts en possession confiance [55], Mais jusqu'à la date ou condition en est venu de passer (et le successeur subséquent doit être transféré la propriété), le successeur subséquent, la capacité DASS, aura pas de droits « cachés » bénéfiques à l'égard de la succession et le successeur provisoire est le propriétaire à part entière. En plus de cela, dans le cas des immeubles du fait de la succession postérieure est inscrite au registre foncier [56]et CONSÉQUENT est visible à tout le monde. Inutile de dire que la situation de la succession ultérieure ne peut se produire dans le cas de la mort de quelqu'un, ce qui le rend inefficace à des moyens de blanchiment d'argent.

3.2. La propriété partagée et les communautés

Comme mentionné plus tôt que dans le document, dans les pays de common law fiducies peuvent donc être établies dans les cas Worin, par exemple, la terre appartient à plus d'une personne. [57]En Estonie, Quand un droit ou une chose appartient à plusieurs personnes en même temps, cela est généralement traduit par l'inscription dans le registre concerné [58]- si l'objet de la propriété partagée [59]ou de la communauté (ühisus [60]) Doit être enregistré - ou, dans le cas de biens meubles, par la possession conjointe [61], Par conséquent, en cas de co-propriétaires [62], les conjoints [63], Co-successeurs [64], Et un partenariat « ordinaire » (rare chanter) [65], Il n'y a pas de « cacher » le propriétaire et la situation ne peut pas être considérée comme la confiance comme en a fait sens.

Il y a deux exceptions près, cependant: le partenariat silencieux et les fonds d'investissement contractuels.

Alors que dans les cas impliquant un partenariat « ordinaire », les parties au partenariat sont visibles de l'extérieur, puis dans le cas du partenariat silencieux (610-618 §§ de la Loi sur le droit des obligations,

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Modelé le partenariat silencieux allemand) seul des parties (le « propriétaire ») est visible à des tiers, alors qu'il existe au rapport interne a la vie privée offre à l'autre partie au contrat - le partenaire silencieux. Le partenaire silencieux apporte une contribution (trésorerie, services, ou d'autres actifs) à l'entreprise du propriétaire et en retour est en droit de partager les bénéfices découlant de l'entreprise. La contribution normalement la propriété devient du propriétaire. En ce qui concerne les tiers, le propriétaire est le propriétaire de l'entreprise commerciale et exerce ses activités en son nom propre. Pour certaines opérations, [66]Le partenaire silencieux est rallye gène pas responsable des réclamations de tiers découlant de l'entreprise [67], Néanmoins, si un accord ne se fait pas autrement, il doit participer aux pertes de l'entreprise [68], Dans le cadre de l'accord de partenariat, le partenaire silencieux pourrait avoir le droit de participer à la prise de décision. [69]Le partenariat vient de mettre fin à quand l'une des parties fait faillite. [70]Les actifs apportés à l'entreprise par le partenaire silencieux ne sont pas cantonnés: lorsque le propriétaire (ou l'autre personne physique ou morale) a plusieurs entreprises à son nom ou il y a des créanciers personnels il n'y a pas de ségrégation, et le partenaire silencieux (ou la contribution) n'a pas de protection spécifique.

Bien que le partenariat silencieux ne serait pas considéré comme une fiducie au sens « classique », il semble l'a fait correspond à la catégorie à des fins SA AMLD. La loi ne prévoit pas de format de ce contrat, il devrait être prévu pour qu'il soit difficile de superviser la mise en œuvre effective de l'obligation d'enregistrement. En outre, lorsque le but principal est la confidentialité, ce type de contrat ne sera pas utilisé plus une fois que l'obligation d'enregistrement est entrée en vigueur.

Dans le cas des fonds d'investissement contractuels (fonds communs), l'argent recueilli par l'émission de parts et d'autres actifs acquis par l'investissement de l'argent Saïd sont détenus conjointement par les porteurs de parts et la société de gestion (« Manco ») conclut les transactions avec les actifs du fonds pour le compte de tous les porteurs de parts, mais collectivement, en son nom propre (voir la section 4 (1) de la Loi sur les fonds d'investissement (IFA) [71]). Cette bedeutet, dass le manco sera enregistré dans les registres comme ayant le titre de propriété du fonds. [72]

Des fonds communs de façon Fournir la ségrégation de style confiance des patrimoines: les réclamations des créanciers de la Manco ne peuvent pas être satisfaits sur des actifs de recherche. [73]Les fonds sont à l'abri des réclamations des créanciers afin de détenteurs de parts [74],

Incarnant Ces qualités spécifiques de la confiance, les fonds communs sont probablement les plus instruments comme la confiance en Estonie (à côté de fondations). Mais est-être confiance comme vraiment suffisant pour faire les listes de tous les porteurs de parts accessibles au

public à travers les registres de l'UBO? Le risque de blanchiment d'argent est peu susceptible d'être particulièrement élevé pour certains fonds communs. Ceci est particulièrement vrai amour pour ceux qui sont soumis à une réglementation et une surveillance Autorité de surveillance financière. Il convient de mentionner aussi fait tous les fonds de pension - y compris les fonds de pension obligatoires, dans le cas dont la somme revient en pourcentage du revenu légal - sont établis comme des fonds communs en Estonie.

Ainsi, dans le cas des fiducies et sociétés de surveillance, l'AMLD ne fait aucune distinction quant à savoir si les bénéficiaires ont des droits de prise de décision réelle (dans le cas de nombreux fonds communs en Estonie, les porteurs de parts ne le font pas). CEPENDANT, si au fonds d'investissement ont été mis en place en tant que société au lieu d'utiliser le format de fonds commun contractuel (en Estonie, thèse peut être établie que, par exemple, une société anonyme ou d'une société en commandite), il y aurait un seuil pour l'inscription de UBOS. .Selon 4AMLD, c'est le portefeuille d'actions ou la propriété d'au moins 25% pour les personnes morales des entreprises. [75]Par conséquent, la plupart des véhicules d'investissement que les sociétés établies pourrait échapper à l'exigence UBO-enregistrement alors que les fonds communs NEGATIVE.

3.3. Commission et les mandats non divulgués

Par contrat de commission, l'agent prend sous pour conclure une transaction en son nom propre mais en raison du principal - par exemple, d'acheter ou de vendre à des objets pour le principal [76], Cette disposition est une sous-espèce d'entente d'autorisation. Via l'accord d'autorisation (commençant après si « le mandat »), la sous prend pour fournir un mandataire services au mandant En vertu de l'accord [77]Ces services peuvent comprendre la négociation et la conclusion de contrats avec des tiers.

La loi de loi sur les obligations (§626 (3)) a fait les réclamations Fournit et biens meubles acquis par l'agent / mandataire ne doit pas faire l'objet d'une réclamation par les créanciers du mandataire / agent. Mais cette séparation des patrimoines ne s'applique pas aux immeubles ou droits autres que les réclamations. [78]Il n'y a pas suffisamment confiance - comme jurisprudence ou la doctrine en Estonie. En principe, la Cour suprême a reconnu la possibilité de propriété fiduciaire qui est, dans le cas des immeubles [79]: Il est possible de construire des dispositifs comme la confiance dans lequel le navire propriétaire est transféré au acquéreur dont les droits d'un propriétaire sont limités dans le contrat - il pourrait être obligé d'exercer les droits du propriétaire au profit du cédant, par exemple, lui permettant d'utiliser l'actif. Cependant, il n'y aura pas de protection des droits du bénéficiaire en cas d'insolvabilité ou de

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

détournement du syndic de la propriété - à moins, bien sûr, le droit du bénéficiaire est en quelque sorte rendu visible dans le registre foncier. Par exemple, si les parties ont convenu fait le bénéficiaire a un avenir droit d'acquérir immeuble sur, il serait possible d'entrer dans le registre foncier une notation à ce sujet, [80], Ayant examiné une note dans le registre public serait probablement supprimer la composante « confiance comme » dans le contexte AMLD, cependant, et ainsi libérer des contrats de ce genre de la charge UBO-registre. D'autre part, en l'absence de chercher une notation, la mise en œuvre pratique de cette construction semble assez risqué et serait donc devrait être rarement appliquées.

3.4. détention intermédiée de titres

mandats et contrats de la Commission sont utilisés souvent dans la négociation sur les bourses et sur d'autres marchés réglementés. Pour la détention intermédiée de titres, les dispositions spécifiques de la Loi sur les valeurs mobilières du marché (SMA) [81]et estonien Registre central de la Securities Act (ECRSA) [82]appliquer en plus de la Loi sur le droit des obligations.

détention intermédiée de titres ne sont inscrits dans le registre central estonien des valeurs mobilières (ECRS): comme les actions des sociétés anonymes, à l'exception des fonds d'investissement, peut être accompli par un compte prête-nom (ECRSA, § 6). Dans l'exercice des droits et l'exécution des obligations découlant des valeurs mobilières, le titulaire du compte prête-nom doit suivre les instructions du client. Ainsi, alors que les actions au porteur sont interdites en Estonie [83], Le compte candidat permet une solution similaire. Cependant, la liste des détenteurs possibles des comptes des candidats est limité. [84]Ainsi, une mention est faite dans le registre Indiquant fait le compte est un compte prête-nom (l'identité du client ne sera pas un disque losed).

En ce qui concerne les créanciers du titulaire d'un compte prête-nom, les titres sont réputés être ceux du client et non le titulaire du compte prête-nom (voir la section 6 (4) (6) de la ECRSA). La même pour les autres titres détenus en garde à vue pour les clients (sous §88 (6) de la SMA).

3.5. À des fins de SAs sécurité

En plus des fins de gestion ou d'une simple détention d'actifs, propriété fiduciaire à des fins de sécurité - cession de droits ou transfert de propriété des choses afin de fournir des garanties - est utilisé. [85]Encore une fois, il n'y a pas de dispositions expresses régissant les relations de synthèse (la seule exception étant garantie financière [86]), Andthey ne sont pas reconnaissables comme visant à des tiers.

L'utilisation d'un agent de sécurité à des fins de sécurisation des prêts d'émission d'obligations et syndicat peut présenter un mélange du mandat et la cession des droits ou le transfert de propriété des choses à

l'agent de sécurité. À des tiers, l'agent de sécurité est le titulaire d'un droit réel restreint (gage ou une hypothèque) ou objet n'a été transféré à lui, mais il doit exercer les droits associés aux intérêts des investisseurs / prêteurs. [87]

Encore une fois, ces dispositifs utilisés pour des raisons de sécurité sont certainement Trust- ou de confiance / -comme fiducie, mais sont-ils vraiment le blanchiment d'argent sage et dangereux dans le besoin d'être enregistré? [88]

4. **conclusions**

Section 2 Montré fait la société de surveillance Mentionné dans les textes préparatoires de la 5AMLD - theTreuhand et la fiducie - ne partagent pas tous les éléments d'une fiducie de common law. En conséquence, la conclusion qui a déclaré « que » dans le contexte de AMLD étant « la confiance comme » se résume plutôt vers le bas à des situations Worin de l'extérieur de la propriété a une personne en tant que propriétaire, mais il existe donc à la relation interne n'oblige le détenteur du titre de observer certaines fonctions et qu'il peut permettre à une autre personne avec l'avantage économique de la propriété.

Section 3 Montré thatthere sont en effet des dispositions du système juridique estonien a fait tomber dans cette catégorie de sous le AMLD SAs. Plus sur, il y a des dispositions qui reflètent véritablement plus d'une caractéristique de la fiducie. Ceci est, bien sûr, pas inattendu. Bien qu'il n'y ait aucune institution en vertu du droit estonien qui pourrait exécuter toutes les fonctions d'une fiducie de common law, les mêmes relations juridiques existent. Cela dit, tout comme tous les fiducies contiennent confortablement cachées et des piles non imposables de biens de valeur, tous SAs des pays de droit civil sont mal intentionnés - beaucoup peuvent ainsi, par exemple, tenir seulement un élément avec une valeur très faible pour une très peu de temps à l'objet. Il est difficile de croire, dass die du AMLD Rédacteurs voulait vraiment dire tous les instruments ont une fiducie ne ressemblent devraient être inscrits dans les registres UBO établir, mais la définition liée à être « semblable aux fiducies » est assez vague. Si l'on veut vraiment, une certaine similitude avec les fiducies peut être vu dans beaucoup d'autres structures Worin le droit de bénéficier d'au bien n'est pas CLAIREMENT Manifesté, mais ce serait un fardeau incroyable de commencer à les enregistrer tous les puis superviser l'exécution de l'obligation de enregistrement. Même l'enregistrement de seulement la société de surveillance examinés dans la section 3 entraînerait une tracasseries administratives disproportionnées, les coûts et la perte de la vie privée des citoyens décents, alors que les véritables blanchisseurs seraient dans le refrain futur de la conclusion de contrats réputés comme la confiance et trouver d'autres moyens (par

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

exemple, en utilisant des « hommes de paille »). PAR CONSÉQUENT, je dirais, [89],

Comme ce qui a mentionné dans l'introduction, l'Estonie semble avoir choisi de prendre la position a fait (à l'exception des fondations) il n'y a pas dans notre pratique SAs juridique ne sont soumis à des règles UBO-vous inscrire. Oserais-je recommander à l'approche fait se situe entre les deux extrêmes: d'analyser les sociétés de surveillance par l'évaluation du risque de blanchiment d'argent sur la base des aspects: tels que les parties concernées, l'objet de l'arrangement, sa valeur et la durée de l'accord, les frais d'enregistrement de l'UBOS, la proportionnalité de la violation du droit à la vie privée des citoyens décents, etc., et d'élaborer les critères d'enregistrement de conséquence. SAs

Remarques:

[1] Directive 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, le règlement modifiant le règlement (UE) n ° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2005/60 / CE du Parlement européen et de la directive du Conseil et de la Commission 2006/70 / CE, 05.06.2015, l 141/73.

[2] En général, « toute personne physique qui exerce un contrôle ou de la propriété sur une personne morale » (considérant 12); des définitions plus précises sont données aux articles 30 (sur les sociétés) et 31 (sur les fiducies et les sociétés de surveillance).

[3] disponible à **lien** (Plus récemment consulté le 27/06/2017). Depuis la publication de la proposition, le Conseil de l'UE a publié plusieurs textes de compromis de la présidence visant la modification et mise à jour. réunions parlementaires supplémentaires et divers ont contribué à contrepropositions les textes de compromis. Plusieurs comités ont examiné l'amendement ment - par exemple, le Comité économique et social européen (CESE) et les affaires économiques et monétaires et des libertés civiles (EMACL) comités. Après le vote par le groupe EMACL, le Parlement européen a donné le feu vert, à la session plénière Mars, pour entamer des négociations entre le Parlement dit, la Commission et le Conseil sur les détails de la législation. Le vote en séance plénière de la session du Parlement européen est provisoirement prévue pour Octobre 2017. Voir**lien** (Plus récemment consulté le 27/04/2017).

[4] Voir la proposition (voir la note 3) de » p. 16, considérant proposé 33 (p. 27), et modifications proposées à l'article 31 (p. 33).

[5] Par exemple, le considérant 17

[6] *ibid* ., P. 18 projeté 21 Considérant (p. 25), et modifications proposées à l'article 31 (pp. 34-35).

[7] PMs peut décider si l'accès doit être fourni afin d'entités concernées (art. 31 (4)). Les personnes ayant « intérêt légitime » ne sont pas mentionnés dans le cas des fiducies et sociétés de surveillance.

[8] *ibid* ., P. 10, considérant proposé 35 (p. 28), et les modifications proposées à l'article 31 (pp. 33-34).

[9] Par exemple, l'avis de la commission du développement (12.1.2016). disponible à**lien**(Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[dix] Voir, par exemple, le paragraphe ajouté. 10a dans le projet de résolution législative du Parlement européen. disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[11] Voir le projet de loi de mise en œuvre du 4AMLD (rahapesu oui terrorismi rahastamise tõkestamise eelnõu), disponible à **lien** (Plus récemment consulté le 28/06/2017).

[12] fiducies non bienfaisance à des fins sans les bénéficiaires ne sont pas autorisés en droit anglais (voir, par exemple, les fiducies M. Lupoi ... Une étude comparative Cambridge University Press, 2000, p 123) mais sont possibles dans d'autres juridictions.

[13] D. Hayton et al. Underhill et droit Hayton des fiducies et fiduciaires. 18e éd. LexisNexis 2010, p. 67e

[14] *ibid* ., P. 69e

[15] *ibid* ., P. 60

[16] *ibid* ., P. 420e

[17] *ibid* ., P. 420e

[18] *ibid* ., P. 83e

[19] *ibid* ., P. 81e

[20] C. von Bar et al. (Eds). Principes, définitions et règles types de droit privé européen: Projet de cadre commun de référence. édition Outline, 2009. Disponible à l'adresse**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017). La confiance du livre X de la PCCR est le dernier exemple de modèles de confiance internationale - il adopte l'approche de droit civil à une fiducie anglaise et, par conséquent, doit être compréhensible si les avocats d'une juridiction de droit civil. Comme il est le seul modèle de confiance n'a été convenu (dans une certaine mesure) entre les États membres et qui pourrait peut-être servir de modèle pour la législation de la confiance nationale ou européenne à l'avenir, l'auteur de cet article a choisi les dispositions du livre X pour donner un aperçu des éléments de définition et principales de la confiance.

[21] Dans le PCCR, le terme « truster » est utilisé.

[22] Toutefois, en vertu du PCCR, une personne ne peut pas être un seul fiduciaire pour le bénéfice de Soley a personne (X-9: 109).

[23] La constitution d'une fiducie exige la déclaration unilatérale de l'auteur. Si ce n'est pas une fiducie auto-déclaration, Worin le settlor est donc le seul fiduciaire, le transfert des actifs du settlor au fiduciaire est la deuxième condition sine qua non. Voir p. 5680 en C. von Bar, Clive E.

(eds). Principes, définitions et règles types de droit privé européen: Projet de cadre commun de référence (PCCR), Volume 6 Oxford University Press 2010.

[24] Néanmoins, il pourrait être le fiduciaire ne plus investit les actifs de la fiducie. Dass cas, « un dépositaire, au nom d'un fiduciaire (et en fiducie pour le fiduciaire en tant que fiduciaire), a un titre à ce que les laïcs considèrent comme les actifs de la fiducie Bien que, stricto sensu, il est le fiduciaire qui a un titre à ses droits contre le dépositaire, à la recherche des droits étant fait, les actifs de la fiducie « , déclare D. Hayton la confiance dans la vie commerciale européenne - J. Lowry, L. Mistelis (eds) droit commercial:.. Perspectives et pratique LexisNexis Butterworths 2006...

[25] C. von Bar, Clive E. (voir note 23), p. 5691e

[26] Dans la littérature juridique de la situation spécifique à la confiance dans les pays de common law, où le titre d'un actif est détenu par une personne qui l'administre au profit d'un autre, a été souvent illustré par le concept de « propriété divisée », dans laquelle le titre juridique appartient au fiduciaire et le bénéficiaire a le titre bénéficiaire / équitable. de nos jours, les juristes qui écrivent sur les fiducies sont plus d'avis ne précité «titre-split n'existe pas, at-il a été utilisé pour clarifier le concept de confiance cIVILES les avocats en droit et a fait le fiduciaire est vraiment pleinement propriétaire Voir, par exemple, P. Matthews la compatibilité de confiance avec la notion de droit civil de la propriété -..... L. Smith (. ed) les mondes de la fiducie, p 316 . Cambridge University Press, 2013. - DOI:**lien**

[27] D. Clarry. la propriété fiduciaire et fiducies dans une perspective comparative. -International et droit comparé Quarterly 63 (2014) / 4 (octobre), pp. 901-933, à la p. 926. - DOI:**lien**

[28] Voir, par exemple, D. Hayton et al. (Voir la note 13), p. 88-97.

[29] X-10: 101 (1), X-10: 201 (1), et X-10: 202 du PCCR.

[30] X-1: 202 (1) (2) (a) du PCCR.

[31] X-1: 202 (2) (b) (c) de la PCCR.

[32] X-10: 101 (1) de la PCCR.

[33] X-10: 203 du PCCR.

[34] Voir M. Lupoi (note 12), p. 58-65.

[35] La confiance est utilisée en Autriche par exemple, la Suisse et le Liechtenstein.

[36] S. van Erp, Akkermans B. (eds). Cas, Matériaux et texte sur le droit de la propriété. Hart Publishing 2012, p. 565ème

[37] D. Krimphove. Rapport national pour l'Allemagne. - SCJJ Kortmann et al. (Eds) .Towards dans la Directive européenne sur les fonds protégés, p. 115-143. Kluwer Legal Publishers 2009, p. 117e

[38] S. van Erp, Akkermans B. (Note 36), p. 583e

[39] *ibid* ., P. 613e

[40] *ibid* ., P. 614e

[41] *ibid* ,

[42] *Code civil* , La loi n ° 2007-211 du 19 Février 2007.

[43] Une morale ou une personne physique.

[44] Article 2025 (1) du Code civil.

[45] L'article 2024 du Code civil.

[46] S. van Erp, Akkermans B. (Note 36), p. 577e

[47] Voir, par exemple, F. Barrière. La loi de sécurité en fiducie français. - L. Smith (éd.) Les mondes de la Fiducie, p .. 101-140. Cambridge University Press, 2013. - DOI:**lien**

[48] S. van Erp, Akkermans B. (Note 36), p. 576-575.

[49] Les articles 2010 et 2019 du Code civil.

[50] S. van Erp, Akkermans B. (Note 36), p. 613e

[51] Aux termes des articles 78 à 87 de la loi sur les successions (pärimisseadus). - RT I 2008, 7 52; 10/03/2016 texte 16 anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[52] Voir la section 112 de la LSA.

[53] Voir les articles 8-12 de la partie générale de la Loi sur le Code civil, ou tsiviilseadustiku üldosa seadus (GPCCA). - RT I 2002, 35, 216; 12/03/2015, 106. texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[54] Voir les articles 115-131 de la GPCCA.

[55] Dans le cas d'une fiducie d'intérêt en possession, un bénéficiaire est accordé un droit au revenu de la fiducie ou le droit de l'utiliser, par le settlor. A la mort de Said (premier) bénéficiaire, le reste du fonds peut passer à un autre bénéficiaire.

[56] Voir l'article 49 1 de la Loi sur le registre foncier ou kinnistusraamatuseadus (LRA). - RT I, 1993, 65, 922; 28/06/2016, 8. texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[57] M. Lupoi (note 12), p. 19

[58] Voir la LRA, l'article 14 (2). Ainsi, § 70 de la loi de Loi sur les biens ou asjaõigusseadus (LPA). - RT I, 1993, 39, 590; 25/01/2017, 4. texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[59] Voir la LPA, l'article 70 (1).

[60] Si un droit appartient à plusieurs personnes. Voir la section de la LPA 70 (7).

[61] Voir la §32ff de l'APL.

[62] Aux termes de l'article 70 (3) de la LPA.

[63] En vertu de l'article 25 de la Loi sur le droit de la famille (perekonnaseadus). - RT I 2009, 60, 395; 21/12/2016 texte 12 anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[64] Voir § 147 de la LSA.

[65] Voir 596-609 §§ de la loi de loi sur les obligations ou võlaõigusseadus (LOA). - RT I 2001, 81, 487; 31.12.2016, 7. texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[66] P. Varul et al. Võlaõigusseadus II. Kommenteeritud väljaanne ['Droit des obligations II, a commenté Edition']. Tallinn 2007, p. 713e

[67] *ibid* . LOA, §610 (3).

[68] LOA, §§ 614 (1) et 618 (2).

[69] P. Varul et al. (Voir la note 66), p. 717ème

[70] LOA, §§ 596 (1) 7) et 618 (1).

[71] seadus Investeerimisfondide. - RT I, 31/12/2016, 3 (en Estonie).

[72] Dans le cas des immeubles, une notation doit être faite dans le registre foncier, Indiquant le fonds pour le compte Dont l'immeuble est acquis. Voir l'article 23 (1) (4) de la CDI. Les actifs peuvent, alternativement, être enregistrés au nom du dépositaire, si le consentement du CORRESPONDANTS Manco; voir l'article 296 (2).

[73] IFA, § 26 (4) (6).

[74] IFA, §13 (4).

[75] Comparer Article 3 (6) (b), l'article 31 (1), 3 (6) (a) et à l'article 30 de 4AMLD.

[76] LOA, §692 (1).

[77] LOA, §619.

[78] P. Varul et al. Võlaõigusseadus III. Kommenteeritud väljaanne ['Droit des obligations III, a commenté Edition']. Tallinn 2009, p. 22

[79] CCSCd 23.9.2005, 3-2-1-80-05, paragraphe 22. - RT 2005 III, 29, 300 (en estonien).

[80] LPA, l'article 63 (3) (5).

[81] Väärtpaberituru seadus. - RT I 2001, 89, 532; 07/04/2017, 4. texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[82] Eesti väärtpaberite keskregistri seadus. - RT I 2000, 57, 373; 31.12.2016 25 texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[83] Toutes les actions doivent être enregistrées et les droits attachés à une action nominative appartient à la personne qui est inscrite en tant qu'actionnaire dans le registre des actions - voir §228 du Code de commerce (Äriseadustik). - RT I 1995, 26, 355; 13/07/2016. Les actions au porteur ont été autorisés jusqu'à ce que le 2001 ème

[84] Vraisemblablement, ils sont entités concernées avec l'obligation d'identifier leurs clients et d'effectuer d'autres tâches de respectively. Voir la section 6 (1) de la ECRSA.

[85] P. Varul et al. VLN Asjaõigusseadus II. Kommenteeritud. ['Property Law II, a commenté Ed.']. Juura 2014, p. 434; K. Toommägi. Vallasasjade tagatisomandamine - OLEMUS oui realiseerimine selle ['transferts sécurité propriété des biens mobiliers - essence et exécution'].

Thèse de maîtrise. Tallinn, 2014. Disponible à l'adresse**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[86] garantie financière est thetransfer d'un droit de réclamation à l'argent dans un compte, des titres ou un Claimsoft de crédit afin de fournir des garanties lorsque les deux fournisseur de garantie et le preneur de la garantie sont des titres professionnels marché-participants ou quand au moins une partie est Derniers dans la classe et l'autre est une grande société. Voir l'article 314 1 ff de l'APL.

[87] Voir E. Pisuke. Võlakirjaemissiooni tagatisagent [« Le rôle de l'agent de sécurité dans l'émission d'obligations »]. Thèse de maîtrise, 2013. Disponible à l'adresse**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017); A. Kotsjuba. Tagatisagendiga kaasnevate riskide maandamine Eesti õiguses [« atténuation des risques juridiques liés à des agents de sécurité en vertu du droit estonien »]. Thèse de maîtrise. Tallinn 2013. Disponible à l'adresse**lien** (Plus récemment consulté le 29/04/2017).

[88] Tout d'abord, en raison de la nature des relations de synthèse. D'autre part, les bénéficiaires peuvent être très facilement identifiable dans certains cas, avec un exemple étant les détenteurs d'obligations, qui sont inscrits dans le ECRS dans le cas d'assurer l'émission d'obligations à l'aide d'un agent de sécurité. Là encore, l'enregistrement UBO dans une base de données spéciale est nécessaire dans des cas impliquant des sociétés, dont les propriétaires sont également identifiables par l'intermédiaire des registres en Estonie.

[89] SK Singh. Règlement de la Banque. Discovery Publishing House 2009, p. 44

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

«Marabou Stork Nightmares» d'Irvine Welsh. Épuisement du récit réaliste et mise en récit de l'Histoire

Anne-Marie David
Univ Varsovie, Inst ARCHÉOL, Krakowskie Przedmiegcie 26-28, PL-00927 Varsovie, Pologne.
molonie@gmail.com
DOI: 103e09.4509.TEXTE / 018

Abstrait

1. Introduction

Consultation médicale sur Internet remonte à plus de 15 ans en Estonie (avec des services tels que: kliinik.ee, inimene.ee et arst.ee). Ces dernières années, plusieurs nouveaux sites Web à cet effet ont été mis en place (par exemple, amor.ee et peaasi.ee), alongwith les ont offrir de nouveaux services dans ce domaine, parmi les tests médicaux et génétiques pour diverses pathologies - qui peuvent comprendre des services de laboratoire couplés avec des ventes de dispositifs médicaux (comme avec sportsgene.ee, testikodus.ee et fertify.eu) et de traitement (par exemple, koneravi.ee).

Un nouveau type de service a été ajouté à la liste Fonds estonien d'assurance maladie (Caisse d'assurance maladie) des services de soins de santé [1]en 2013 - e-konsultatsioon, la consultation entre un spécialiste et médecin généraliste [2]fait a lieu via le système d'information sur la santé pour répondre à l'égard d'un patient spécifique.

En 2015, le portail netiarst.ee [3]qui a lancé. Il se trouva bientôt l'objet d'une enquête du Bureau de la santé. Sur la base de l'explication qu'il a reçu de l'opérateur de portail, le Conseil de santé a maintenu la position a fait le service offert via le portail est un service de soins de santé et une licence donc nécessaire d'activité. [4]

En consultation médicale en ligne comprend divers services - informations générales et des conseils, l'éducation du patient, des conseils généraux et personnalisés (Que ce soit pour des frais ou gratuit), et

d'autres - la question suivante se pose: à quel moment peut consultation médicale en ligne est devenu la fourniture d'un services de soins de santé - par exemple, une consultation électronique, ce qui serait régi par les mêmes règles juridiques que les services de soins de santé conventionnels? Consultation électronique en est possible dans le cadre juridique existant, ou doit les normes juridiques être angepasst en conséquence?

L'objectif de cet article est de répondre à ce genre de consultation médicale en ligne peut être considérée comme la fourniture d'un service de soins de santé et de savoir si, et dans quelles conditions, e-consultations sur Internet sont possibles dans le cadre de l'ordre juridique existant.

2. La consultation électronique comme la télémédecine

Il n'y a pas de définition généralement acceptée de la télémédecine. Une communication de la Commission européenne a adopté l'approche a fait la télémédecine est la prestation de services de soins de santé n'utilise l'information et de la communication appareils (TIC) dans les situations Worin le spécialiste des soins de santé et le patient (ou, alternativement, deux spécialistes de la santé) sont à différents endroits physiques. Cette Implique transmission sécurisée des données médicales et des informations sous forme de textes, de sons, d'images ou d'autres formats dans le but de la prévention, le diagnostic, le traitement, et le suivi nécessaire par le patient. Télémédecine englobe, entre autres, téléconsultation, alongwith consultation en ligne / rendez-vous électroniques ou vidéoconférence entre les spécialistes de soins de santé. [5]Nous pouvons conclure de cette définition ne télémédecine est pas un domaine médical indépendant parfois cru à tort; plutôt, télémédecine fait référence à la manière dont le service de soins de santé est fourni, et il devrait être contre la communication en face Contrasté-à-face, qui l'allaitement peut utiliser des dispositifs TIC.

E-consultation est différenciée de consultation prévue par des moyens conventionnels par le faitque le patient et le fournisseur de services de soins de santé sont physiquement séparés et communiquent alors à une distance physique de eachother. La communication peut avoir lieu en temps réel - par vidéoconférence, un Skype ou autre « voix sur IP » connexion, ou par téléphone - ou avec un décalage dans le temps, par e-mail ou messagerie instantanée. Ainsi, une telle méthode peut être utilisée dans les domaines de la médecine ne nécessitent l'examen physique du patient: L'examen peut être effectué par un second fournisseur de soins de santé, qui envoie les résultats de l'examen au fournisseur de services de soins de santé de conseil. Dans certains cas, l'écart physique peut être comblé par une technologie spéciale: comme un dermatoscope, [6]la télé-stéthoscope, appareil d'ECG, ou une caméra

rétinienne. cabines spéciales ont été introduites dans des projets de télémédecine en France où les gens peuvent parler à un médecin sur un pont vidéo et ont leurs signes vitaux mesurés. [7]Comme la technologie progresse et que l'équipement est développé et permet un examen Introduite fait physiques à réaliser à partir d'une distance physique, des consultations électroniques se révéleront possible dans de plus en plus de cas.

Les règles actuellement en vigueur en Estonie ne nécessitent pas l'examen du patient afin d'une consultation pour prendre en compte la commission d'un service de soins de santé. Dans certains cas, l'exigence d'un examen physique est néanmoins prévu par la loi ,: tels que les règlements sur le diagnostic de la grossesse. [8]

AINSI, e-consultation - à savoir, la fourniture de services de soins de santé à un patient sans avoir un contact physique direct avec le patient ne - est pas interdit directement dans l'espace juridique estonien, à la différence, par exemple, en Allemagne et en Pologne, où la fourniture Santé- services de soins sans un examen physique du patient est interdite. [9]

3. E-consultation en tant que service de soins de santé

3.1. La définition des services de soins de santé

.Selon Le paragraphe 2 (1) de la Loi sur l'organisation des services de santé (HSOA), les services de santé sont les activités des professionnels de la santé Carried pour la prévention, le diagnostic ou le traitement des maladies, des blessures ou une intoxication afin de réduire la malaise des personnes, prévenir la détérioration de leur état de santé ou le développement des maladies et rétablir leur santé. Le ministre des Affaires sociales est chargé d'établir la liste des services de santé. [dix]

La liste des services de soins de santé précisés par le ministre des Affaires sociales sur la base du paragraphe 2 (1) de la HSOA juge les programmes suivants soient des services de soins de santé:

1) les services de soins de santé liés au diagnostic et au traitement des maladies énumérées dans la dixième édition de la Classification internationale des maladies (CIM-10)

2) les interventions chirurgicales énumérées dans la classification du Comité Médico-statistique nordique des interventions chirurgicales. [11]

E-consultations peuvent être considérés comme des services de soins de santé si elles sont axées sur la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies énumérées dans la CIM-10; il n'est pas nécessaire pour l'activité médicalement indiqué pour le traitement de la maladie en question, que la loi pénale Chambre de la Cour suprême a statué dans le cas 3-1-1-46-06. [12]

Dans sa lettre à l'opérateur de netiarst.ee, la Commission de la santé même maintenu a fait dans le cas d'un service Worin un professionnel de

la santé Fournit une personne, dans la danse accor avec ne besoin de personne pour l'assistance (déterministe minée par la Santé- soins professionnels sur la base d'une conversation, des images, des informations supplémentaires envoyées ou tout autre contenu), des conseils, des recommandations et des instructions pour la prévention de la maladie, une blessure ou une intoxication et demande, des sondes et / ou traite les données d'une autre manière pour diagnostiquer la condition de la personne et / ou donne la sortie de la personne de celui-ci a fait besteht des recommandations de traitement et des instructions visant à atténuer ont les plaintes d'une personne spécifique, pour garder la santé de personne a dit de l'aggravation ou la maladie de devenir exacerbée, et de rétablir la santé,ce qui constitue un service de soins de santé. [13]

services de soins de santé ne comprennent pas les procédures appliquées à d'autres fins. Dans le cas des tests génétiques offerts par les gènes sportifs òû sur son site Internet, K. Pormeister, dans l'article « Tarbijale suunatud geenitestid Eesti õigusruumis » (Les tests génétiques orientés consommateurs dans l'espace juridique estonien), prend la position a fait les tests génétiques ne adapter la définition de HSOA des services de soins de santé dans les deux sa nature ou son but; l'objectif est ni la prévention, ni le diagnostic de la maladie. Par conséquent, les tests génétiques destinés aux consommateurs darstellt un service ne peut être traitée comme un service de soins de santé et ne fait pas partie d'une étude de recherche. [14]Pourtant, il est difficile d'être d'accord complètement. Le test génétique Fertify pour déterminer la fertilité féminine, intermédiée par des gènes sportifs OÜ et fournis par FutuTest OÜ, pourrait-il être considéré comme un service de soins de santé. [15]

Le groupe de travail stratégie e-santé sur le droit et l'éthique est d'avis ne si un service offert en ligne peut être un service de soins de santé dans la forme et le fond alors que l'objectif du professionnel de la santé est de ne pas fournir un soins de santé le service, il est possible de définir l'autre étape de serviez en tant que service de soins de santé si le consommateur est informé par des conditions de service ne le service en ligne ne constitue pas la fourniture d'un service de soins de santé. [16]

L'auteur de cet article appelle à une approche plus fine pour afficher le fournisseur de services comme celui qui décide si une activité donnée est un service de soins de santé. Mise à disposition d'un service de soins de santé axé sur la fourniture d'un service économique réglementé; l'activité recherche peut être lancée que si certaines conditions sont remplies (il y a une exigence de licence d'activité). Si l'activité d'une personne correspond pratiquement à la définition de la commission d'un service de soins de santé, une licence d'activité doit être recherchée, [17]quelle que soit la façon dont le fournisseur de services ou les parties au service se réfèrent à lui. Initier activité économique sans avoir demandé une licence d'activité peut entraîner l'organe d'administration d'imposer

des mesures de contrôle de l'Etat a rendu plus conducteur de l'activité économique impossible s'il y a une menace accrue ou importante à l'ordre public. [18]

Le Conseil Santé a exprimé la position a fait ce qui est pertinent est pas comment profes-soins de santé sionnels Eux-mêmes voir et se référer au service, mais plutôt, comment les utilisateurs de services-voir le service et dans quel but ils communiquer avec ses fournisseurs - netiarst.ee dans la cas spécifique envisagée. Si une personne donnée doit prendre contact avec le service et a reçu des données détaillées pour plusieurs spécialistes au préalable et a été donnée à l'explication de ce que le service est fourni à l'alternative à, il y a des raisons de croire est-il est, en fait, un services de soins de santé. [19]

Consultation avec un professionnel de la santé sur Internet ne peut donc être considéré comme un service de soins de santé. Si un problème de santé de soins professionnels qui souhaitent dispenser des conseils en matière de santé en ligne à la recherche d'une manière que ne peut pas être considérée comme la fourniture d'un service de soins de santé, a fait l'activité du professionnel ne peut pas répondre pratiquement à la définition d'un service de soins de santé - ce professionnel ne peut pas diagnostiquer une personne spécifique sur la base d'une demande d'une personne ne, même pas faire un diagnostic hypothétique [20], Et ne peut pas affecter le traitement ou donner des recommandations de traitement.

3.2. services de soins de santé comme l'activité d'un professionnel de soins de santé

Tous les services de soins de santé doivent être fournis par un professionnel de la santé. Activité pour laquelle les connaissances médicales et des compétences générales sont indispensables est classé comme un service de soins de santé. [21]

Selon le paragraphe 3 (1) de la HSOA, un professionnel de la santé est un médecin, un dentiste, une infirmière ou une sage-femme qui est enregistré auprès de la Commission de la santé. Aux fins des médicaments dont la Loi, couvre donc les « professionnels de soins de santé » des pharmaciens et des pharmaciens adjoints qui fournissent des services de pharmacie dans une pharmacie générale ou de la pharmacie de l'hôpital, à condition thatthey ont été inscrits au registre national des pharmaciens et laborantins maintenu par la santé Conseil en danse avec accor du paragraphe 55 (1) de la Loi sur les médicaments (paragraphe 3 (4) de la HSOA).

La liste des services de Caisse d'assurance maladie soins de santé comprend donc des services qui, parce qu'ils sont exécutés par une personne qui n'est pas un professionnel de la santé, ne répondent pas à la définition spécifiée dans le HSOA. Par exemple, la liste comprend la consultation avec un psychologue clinicien et avec un orthophoniste clinique. [22]Ni la thèse est un professionnel de la santé. Pourtant, selon les

directives de Caisse d'assurance maladie, leurs activités ne constituent des services de soins de santé, les examens et les enquêtes sont menées et ils fournissent des conseils et de mettre en place un plan de traitement. [23]En passant par les descriptions de contenu dans la liste des services de Caisse d'assurance maladie de soins de santé, la psychothérapie peut être effectuée par un psychiatre ou un psychologue clinicien. [24]Cela nous amène à la question de savoir si la consultation avec un psychologue clinicien fourni sur Internet peut être considéré comme un service de soins de santé si son objectif est de prévenir, diagnostiquer et traiter les maladies.

En résumé, on peut dire que les e-consultations menées par des professionnels de la santé peuvent être commission Considéré comme un service de soins de santé si la prestation du service nécessite inévitablement des connaissances médicales et l'activité vise à la prévention, le diagnostic et traitement d'une maladie et le rétablissement de la santé.

Dans un souci de clarté et de sécurité juridique, la définition des services de soins de santé Shoulderstand être mis à jour afin ne fournisseurs de services savent quand leurs activités peuvent être traitées comme la fourniture d'un service de soins de santé et si elles doivent demander une licence d'activité si souhaitant pour commencer à chercher l'activité. Donc, cela créerait plus de clarté pour les patients et les droits des patients et des protections serait mieux garantie. De l'avis de cet auteur, la définition du shoulderstand professionnel des soins de santé d'élargir la recherche clinique, les psychologues ne orthophonistes et autres spécialistes qui fournissent, en substance, les services de soins de santé sont considérés comme des professionnels de la santé. La situation actuelle est celle dans laquelle, sur la base des interprétations de la Cour suprême,

3.3. services de soins de santé comme l'activité économique

La Cour suprême a pris la position a fait que la fourniture d'un service de soins de santé n'est rendu dans le cadre d'une activité économique ou professionnelle peuvent être classés en tant que service de soins de santé. Au sametime, toutefois, les services de soins de santé ne comprennent pas, par exemple, les premiers soins fournis comme un service personnel. [25]

La définition de l'activité économique se trouve dans la partie générale du Code des activités économiques Loi (GPEACA). [26]En vertu du paragraphe 3 (1) de la GPEACA, l'activité économique est considérée comme une activité permanente n'est poursuivi unabhängig pour générer des revenus et ne sont pas interdites en vertu de la loi. Si une obligation de notification ou autorisation a été établie à l'égard d'une activité,

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

l'activité est considérée comme de l'activité économique, même si la génération de revenus ne sont pas son objectif (paragraphe 3 (2)).

L'exposé des motifs aux comptes GPEACA pour ce en notant fait le système juridique estonien englobe les personnes qui ne participent pas à l'activité économique aux fins du paragraphe 4 (1) de la GPEACA encore dont l'activité d'une décision a été prise Shoulderstand être soumis au licence activité ou obligation d'enregistrement; ce qui rend nécessaire de mettre en avant, comme (dans le critère supplémentaire, a fait le concept de l'activité économique s'étend ainsi à d'autres activités en ce qui concerne ce qui a été mis en place une obligation de notification ou d'autorisation, même si le but de l'activité est de ne pas générer des revenus la loi en vigueur se rapporte principalement à la vie sociale, de soins de santé, et domaine de l'éducation). Si le critère supplémentaire n'a pas été établie, [27]

AINSI, la fourniture d'un service de soins de santé est toujours considérée comme l'activité économique, car il est soumis à une exigence de licence d'activité, même si la prestation de services de soins de santé ne sont pas permanents et / ou a lieu gratuitement. [28]

.Selon Le paragraphe 4 (3) de la GPEACA, les entreprises estoniennes et entreprises d'autres États contractants de l'Espace économique européen ont la liberté de l'activité économique. En vertu du paragraphe 5 (1) de la GPEACA sur l'entreprise est une personne physique ou morale qui commence ou exerce des activités économiques. .Selon au paragraphe 3 (2) du Code de commerce, [29]un propriétaire unique doit présenter une pétition pour son entrée dans le registre du commerce avant le début de l'activité.

Le HSOA Régit la forme juridique dans laquelle les procédures médicales peuvent être fournis en tant que service dans le cadre de l'activité économique et professionnelle. Par exemple, les médecins de famille peuvent exercer en tant que propriétaire unique ou par des entreprises fournissant des soins médicaux généraux (article 12); entreprises, propriétaires uniques ou fondations retiendraient CORRESPONDANTS licences d'activité peuvent fournir des soins ambulatoires spécialisés (paragraphe 21 (1)); et une société ou d'une fondation ne détient une licence d'activité CORRESPONDANTE peut posséder un hôpital (paragraphe 22 (2)).

Par conséquent, ding accor au HSOA, une réunion professionnelle de soins de santé à la définition du paragraphe 3 (2) de la HSOA peut fournir des consultations électroniques que si avoir enregistré en tant que propriétaire unique ou faisant par une entreprise sous une forme juridique autorisée par le HSOA, après avoir obtenu une licence d'activité à cet effet. Être inscrit auprès de la Commission de la santé en tant que professionnel de la santé ne confère pas le droit d'exercer une activité économique.

Le rapport de la loi et le groupe de travail éthique train express la conclusion ne les services de soins de santé ne comprennent pas l'intermédiation d'un service de soins de santé, Tout ce qui est ce que l'opérateur de netiarst.ee fait dans la fourniture de fournisseurs de services de soins de santé avec une technique plate-forme pour la prestation de services. .Selon la conclusion du groupe de travail, il doit être traité à des services d'information de la société. [30]À l'heure actuelle, la Cour européenne de justice (CEJ) a reçu des questions du gouvernement espagnol, tout ce qui est à la recherche d'une décision préliminaire sur Plus [31]est un service de transport ou, au contraire, au fournisseur de services société de l'information. Certains Etats membres de l'UE ont adopté la position a fait Uber est une compagnie de transport. [32]Le 11 mai 2017, l'avocat général Maciej Szpunar a rendu un avis dans le cas de Uber, ayant une influence sur l'activité de Uber ne constitue pas Gemäß au service société de l'information, mais un service de transport. [33]Une décision finale sur l'affaire est attendue avant la fin de l'année. Bien que l'avocat des positions générales ne sont pas contraignantes pour le tribunal, le tribunal ne respecte Habituellement à eux.

Les conclusions du tribunal peuvent avoir un impact conséquent sur l'interprétation des services offerts par netiarst.ee - Que ce soit pour un service de soins de santé ou au service intermédiaire. Sur la base des positions de l'avocat général, on peut dire que, à première vue, le service fourni par netiarst.ee pourrait-il être un service de soins de santé, pas un service intermédiaire. Que ce soit une consultation électronique est considéré comme un service de soins de santé ou au lieu de service intermédiaire dépend de la conception du service - est un service composite, ne professionnels de la santé exercent une activité économique indépendante, et ainsi de suite? Le sujet sans aucun doute, mérite un traitement distinct, plus approfondie, qui, malheureusement, est au-delà de la portée de cet article.

4. E-consultation comme un objet d'une autorisation d'activité

En vertu du paragraphe 16 (1) de la GPEACA à l'entreprise doit, dans les cas prévus par la loi, ont une licence d'activité avant le début des activités économiques dans une zone donnée de l'activité. .Selon le HSOA, un service de soins de santé peut être assurée que par les propriétaires uniques ou des personnes morales ayant au permis d'activité appropriée (paragraphes 7 (2), 18 (1) 21 (1), 22 (2), 25 (1) et 25 1 (1)).

Mise à disposition d'un service de soins de santé sans licence d'activité est une activité économique illégale. Le paragraphe 372 (1) du Code pénal stipule n'opérant sans licence d'activité dans un domaine d'activité ne nécessite un est un crime. [34]

La licence d'activité donne droit à l'entreprise de commencer l'activité économique et certifient que ladite entreprise a respecté

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

certaines exigences pour l'activité économique dans son domaine d'activité. La licence d'activité précise si les conditions secondaires pour la poursuite de l'activité économique (paragraphe 16 (2) de la GPEACA).

En vertu du paragraphe 40 (1) de la HSOA, une licence d'activité est nécessaire pour la fourniture de soins médicaux spécialisés, la fourniture de soins médicaux d'urgence, fournissant des soins médicaux généraux sur la base d'une liste de la pratique d'un médecin généraliste, une commission indépendante des soins infirmiers et commission indépendante des soins de sage-femme.

Les exigences matérielles de l'activité économique constituaient l'objet de la vérification de la licence d'activité sont, ding accor au paragraphe 42 (2) de la HSOA, a fait le personnel, les installations, les installations et les équipements nécessaires à la prestation de soins médicaux spécialisés conformes aux les exigences établies sur la base du HSOA.

Ces exigences sont établies ministre des affaires sociales, 25 du 25 Janvier 2002, «Exigences pour les installations, l'installation et l'équipement nécessaire à la commission des soins spécialisés ambulatoires. [35]

Les dispositions légales en vigueur pour une demande de licences d'activité ne permettent pas les propriétaires uniques ou les entreprises à demander une licence d'activité pour la fourniture de services de soins de santé sur Internet (consultations électroniques) si elles ne disposent pas de chambres de rendez-vous physique. En vertu du paragraphe 42 (2) de la HSOA, pour à accorder une licence d'activité, les installations doivent satisfaire aux exigences établies sur la base du HSOA. Par conséquent, seuls les fournisseurs de soins de santé qui ont déjà une licence d'activité pour la fourniture de soins médicaux généraux ou d'un spécialiste ou une commission indépendante des soins infirmiers ou qui appliquent conjointement un, ont le droit de demander une licence d'activité pour fournir en ligne un service de soins de santé.

Bien que le Ministère SUSMENTIONNÉ des affaires sociales, permet des consultations avec les patients, même si le fournisseur ne possède pas l'équipement nécessaire à l'examen, les actes juridiques traitent des rendez-vous en face-à-face, mais pas de services de soins de santé fournis en ligne comme des soins de santé ambulatoires un service. De même à la loi sur les ventes en ligne de médicaments, ce qui nécessite une licence d'activité générale de la pharmacie, les exigences légales applicables à un fournisseur de services de soins de santé précisent que ledit fournisseur doit avoir une licence d'activité pour la fourniture d'un service de soins de santé; ce qui lui donne le droit de fournir la consultation électronique ainsi. [36]

5. E-consultation au service société de l'information

La consultation électronique est simultanément un service de soins de santé et service société de l'information et est assujettie à la Loi sur les services société de l'information (AISS). [37]Un service société de l'information est un service fait est fourni sous la forme d'activités économiques ou professionnelles à la demande directe d'un destinataire de services, sans que les parties soient simultanément présentes au même endroit, et ces services impliquent le traitement, le stockage, ou la transmission d'informations par voie électronique destiné à la transformation et le stockage numérique de données (Issa, paragraphe 2 (1)).

les services d'information de la société doivent être entièrement trans Mitted, transmis et reçu par des moyens électroniques de communication. Les services fournis par les moyens de fax ou d'un appel téléphonique et des services de télévision ou de radiodiffusion et au sens appliqué dans la Loi sur la radiodiffusion ne sont pas des services d'information de la société (paragraphe 2 (1) de l'AISS). Cette bedeutet, dass une visite du patient à un médecin au cours de laquelle le médecin utilise, par exemple, les appareils électroniques ne sont pas un service société de l'information, car il n'y a pas de distance physique. [38]Si le contact entre le patient et le médecin se fait avec une distance physique entre eux et est rendu possible par des applications électroniques, tout comme la télémédecine, il peut être en service société de l'information. [39]

Selon le considérant 18 du préambule de la directive sur le commerce électronique, [40]les activités ont par leur nature même, ne peut pas être effectuée à distance et par voie électronique ,: tels que des conseils médicaux nécessitant l'examen physique d'un patient, ne sont pas des services d'information de la société. La directive est donc applicable aux sites Web des médecins ne la promotion de leur activité; Les recommandations des médecins n'a pas besoin faire l'examen physique du patient, ne sont fournis moyennant des frais, ou dont les coûts sont couverts par la publicité ou le parrainage; et la vente en ligne de médicaments. [41]

Pour efficacement Garantir la libre prestation de services et de sécurité juridique pour les prestataires et les bénéficiaires des services, la loi de l'État membre appliquant à l'emplacement du fournisseur de services est appliqué en ce qui concerne les services d'information de la société. Par conséquent, au service société de l'information fournie par un établissement situé en Estonie doit satisfaire aux exigences découlant de la législation estonienne, selon l'Etat membre de l'UE ou CEE, le service est fourni. [42]

.Selon à l'article 4 (1) de la directive, les États membres du commerce électronique veille à ce fait la prise et l'exercice de l'activité d'un fournisseur de services société de l'information ne sont pas soumis à une autorisation préalable ou exigence ayant un effet équivalent.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

L'AISS énonce le principe, découlant de la directive mentionnée ci-dessus, a fait la Commission en Estonie des services appartenant au domaine coordonné par un établissement situé dans un Etat membre de l'Etat de l'UE ou un membre de l'EEE n'est pas soumis à des restrictions, sauf dans le cas de la protection de la morale, l'ordre public, la sécurité nationale, la santé publique et les droits des consommateurs et dans la mesure justifiée pour ce (paragraphe 3 (2)). Toute restriction doit être établie à l'égard d'un service société de l'information spécifique, et il doit être proportionnelle à son objectif; avant d'établir une restriction, un organisme compétent estonien a demandé l'état de l'emplacement du lieu d'affaires pour établir une restriction, où sur les derniers n'a pas établi ou ne restriction imposée à l'insuffisance d'un;

Dans le cas de la cour Ker-Optika, la Cour de justice n'a été trouvée Etats membres de l'UE ne peuvent pas restreindre la fourniture de services de santé en raison de Soley pour une exigence ne le patient et le fournisseur de soins de santé soient physiquement présents simultanément. Le tribunal a jugé que, bien que la liberté de prestation de services société de l'information provenant d'un autre État membre peut être limité sur la base de la directive sur le commerce électronique, il est une exigence proportionnelle soit fait la vente de lentilles de contact doit être précédée une consultation avec un ophtalmologiste ou à des lentilles de contact ne peuvent être vendus que dans un emplacement physique. , La consultation peut être effectué directement en ligne. [43]

Sur la base des conclusions du principe, le cas Ker-Optika, il est possible de lancer des consultations électroniques sans permis activité correspondants, conformément à l'article 4 (1) de la directive sur le commerce électronique. Un État membre peut, pour les raisons énoncées à l'article 3 (4) de la directive sur le commerce électronique, la tenue de consultations électroniques ou imposer une exigence d'avoir des locaux physiques pour la prestation de services. En cherchant un cas, la mesure doit être appropriée pour atteindre l'objectif recherché et ne peut pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif fait.

L'état est bien évidemment en mesure de justifier la nécessité de l'exigence de licence d'activité en invoquant la protection de la santé nationale. Plus discutable est l'exigence d'un emplacement physique pour les services d'information de la société. À première vue, l'exigence apparaît intenable. Un examen physique serait pertinent dans le cas des services spécialisés ne peuvent être fournis sans effectuer d'un examen, puisque le service serait ainsi non conforme au traitement standard. [44]Dans le cas de certaines spécialités ,: comme la psychiatrie, l'examen du patient et le contact physique entre le médecin et le patient sont en effet pas nécessaire, car ces derniers peuvent être remplacés par une conférence vidéo. Cependant, si cela est justifié par les intérêts du patient ou important du point de vue de la protection de la santé, des objectifs: par

exemple assurer la continuité du traitement par prestation de services de soins de santé ne sont pas RESTREINTE à e-consultation, la recherche que le médecin pourrait, si nécessaire , appelez le patient pour un examen physique, l'exigence des locaux physiques et de traitement face à face peut être jugée raisonnable.

Considérant fait e-consultation peut être considérée comme service société de l'information et ne commission de la recherche d'un service peut être limité que pour les motifs prévus par l'AISS, l'auteur de cet article Maintient a fait la situation nécessite une analyse plus approfondie, which est au-delà de la portée de l'article, [45]donc fait, il peut être déterministe minée si l'exigence d'avoir des installations physiques pour des consultations électroniques est justifiée sur la base de l'objectif de protection de la santé nationale ou pour d'autres motifs spécifiés dans la directive sur le commerce électronique et, De plus, que ce soit fait obligation est appropriée pour atteindre l'objectif. Ailleurs dans le monde, des consultations électroniques entre un professionnel et un patient de soins de santé sans rendez-vous physique ont lieu. [46]

6. Conclusions

De plus en plus, une consultation médicale est fournie sur Internet. Cependant, pas toutes consultation dans le domaine de la médecine peut être interprété comme un service de soins de santé. services de soins de santé englobent uniquement les consultations électroniques ne sont destinés à prévenir, diagnostiquer et traiter les maladies dans le but de réduire les plaintes d'une personne, la prévention de la détérioration de fait l'état de la personne de la santé ou le développement des maladies, et le rétablissement de la santé. Un service de soins de santé tels que définis dans le HSOA peut être assurée que par un professionnel de la santé. Dans l'intérêt de la sécurité juridique et la clarté, le conflit actuel dans la définition de la commission d'un service de soins de santé doivent être éliminés - pour faire face au fait que, en substance, les services de soins de santé sont ainsi fournis par des spécialistes qui ne sont pas des professionnels de la santé - et des critères clairs doivent être mis a l'adresse comment distinguer une consultation électronique de la consultation générale sur Internet. Intermédiation d'un service de soins de santé sur Internet ne peut être considéré comme e-consultation. La consultation électronique sur Internet est une activité fait est soumise à l'autorisation de l'obligation et le HSOA spécifie les formats juridiques en disposition de consultation électronique est autorisée. Une condition préalable à une demande de licence d'activité pour consultation électronique est l'existence d'installations physiques pour la fourniture du service, mais cela devient obstacle à ceux qui souhaitent ne fournir que des consultations électroniques. Parce que la consultation électronique est donc sur le service société de l'information, l'exigence d'avoir des

installations physiques doit être justifiée par l'objectif de protéger la morale, l'ordre public, la sécurité nationale, de la santé nationale, et les consommateurs; Doit être approprié pour atteindre l'objectif poursuivi; et ne peut pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. En résumé, un État peut fait des consultations électroniques sont possibles et juridique dans les lignes du cadre juridique existant mais thatthere sont fermées les restrictions relatives à l'instauration fourniture d'un service et fait un manque de clarté reste en ce qui concerne la définition des soins de santé un service.

Remarques:

[1] Vabariigi valitsuse 29/12/2016 määrus nr 157 "Eesti Haigekassa tervishoiuteenuste loetelu" [Gouvernement du règlement République n. 157 du 29 Décembre 2016' Liste des services de soins de santé Fonds estonien d'assurance maladie]. - RT I, 30/12/2016, 7 du paragraphe (25). Les fonds de spécialités actuellement Caisse d'assurance maladie de consultation électronique en 16

[2] Le médecin généraliste est la première personne à consulter en cas de maladie. Le médecin généraliste dirige le patient vers un médecin spécialiste; donne des conseils relatifs à la prévention des maladies; prend des mesures préventives; et délivre des certificats de santé, certificats d'incapacité de travail, et les ordonnances.

[3] À l'heure actuelle, netiarst.ee est temporairement hors service.

[4] En réponse, l'opérateur de netiarst.ee choisi de ne pas demander une licence d'activité et au lieu remanié son service de recherche a fait d'intermédiaire pour une service spécialisé fournis par les prestataires de services de soins de santé. La lettre de l'Office de la santé sur le sujet est en possession de l'auteur.

[5] Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la télémédecine au service des patients, des systèmes de soins de santé et de la société (COM (2008) 689 final). disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 17/04/2017).

[6] Un Dermatoscope est une caméra spéciale pour prendre l'image agrandie d'une tache de naissance ou autre formation de la peau et de l'envoyer par voie électronique via le logiciel Dermtest (dermtest.ee) à un dermatologue ou un oncologue pour les procédures de diagnostic.

[7] La cabine de Télémédecine première en Bourgogne ouvre (Le premier stand de télémédecine ouvre en Bourgogne). - Business Herald, 31/03/2014. disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 05/01/2017).

[8] Raseduse katkestamise oui steriliseerimise seadus (interruption de grossesse et de loi sur la stérilisation). - RT I 1998, 107, 1766; RT I, 20.02.2015, 11, Section 10. texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 17/04/2017).

[9] solutions universelAutoradio Télémédecine déploiement pour les soins européenne de santé. disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 15/04/2017). L'avis en Allemagne est fait le traitement et le diagnostic sur Internet est insuffisante, car elle court les risques de mauvais diagnostic et pose ainsi un risque pour les patients (projet de loi quatrième modifiant la drogue et d'autres règlements (projet d'une quatrième loi sur la modification des dispositions sur produits et autres réglementations médicinales.)), disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 28/06/2017).

[dix] Tervishoiuteenuste korraldamise seadus (loi sur l'organisation des services de santé). - RT I 2001, 50, 284; RT I, 21/02/2017, 5. texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 17/04/2017).

[11] Ministère des affaires sociales, non. 13 du 10 Janvier 2002, établissant une liste des services de soins de santé. RTL 2002, 14, 180 (en estonien), section. 1

[12] RT III 2006, 28, 255 (en Estonie).

[13] Voir la note 4 ci-dessus.

[14] K. Pormeister. Tarbijale suunatud geenitestid Eesti õigusruumis (Les tests génétiques axés sur le consommateur dans l'espace juridique estonien). Juridica IV (2016), pp. 263-270 (en Estonie).

[15] Fertify est un test génétique pour évaluer le potentiel des femmes pour la conception et leur risque d'infertilité liée à l'âge. Sur la base du test, des recommandations spécifiques individuels sont faits pour la préservation de la fertilité naturelle et pour les études médicales supplémentaires liées à la fertilité.

[16] Ceci est conforme au point de vue du droit et de l'éthique surexprimés dans le gouvernement de la stratégie e-santé de la République jusqu'en 2020. Voir le rapport du groupe de travail sur le droit et l'éthique, disponible à **lien** (Plus récemment consulté le 19/03/2017) (en estonien).

[17] L'article 40 de la HSOA.

[18] Majandustegevuse seaduse üldosa seadustik (partie générale du Code des activités économiques Loi). - RT I, 25.03.2011, 1; RT I, 19.03.2015, 51, paragraphe 67 (1). texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 17/04/2017).

[19] Voir la note 4 ci-dessus.

[20] Même dans le cadre de la commission des services de soins de santé conventionnels, en règle générale, un diagnostic hypothétique se fait au premier rendez-vous avec un médecin, tout ce qui est alors soit corroborée par des tests ou non.

[21] *Svetlana Lokk-Kidava c. Estonie*(Voir la note 12), quatorzième paragraphe

[22] Liste des services de soins de santé, Caisse d'assurance maladie des articles 36 et 37 e

[23] manuel de codage logopédie. disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 19/03/2017) (en estonien). Voir aussi la liste des descriptions de services de soins de santé - psychiatrie, disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 19/03/2017) (en estonien)

[24] *ibid* ,

[25] *Svetlana Lokk-Kidava c. Estonie*(Voir la note 12), le paragraphe 12

[26] Majandustegevuse seaduse üldosa seadustik (voir la note 18, ci-dessus).

[27] Voir le texte disponible **lien** (Plus récemment consulté le 19/03/2017) (en estonien).

[28] Par exemple, sans consultation de charge fournis par les fournisseurs de services de soins de santé en ligne.

[29] Äriseadustik (Code de commerce). - RT I 1995, 26, 355; RT I, 22/06/2016, 32. texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 17/04/2017).

[30] Voir note 16 ci-dessus.

[31] La solution netiarst.ee est similaire à n'utilisé par Uber et l'application-service de taxi associé, offrant une solution logicielle fait correspond à des fournisseurs de services (le conducteur est analogue au professionnel de la santé) aux consommateurs de services (dans le cas ont fait, les gens qui veulent pour aller du point A au point B plutôt que les patients).

[32] Cour européenne demande: est-Uber une application ou d'un service de taxi? CNET Nouvelles. disponible à**lien**(Plus récemment consulté le 19/03/2016).

[33] Conclusions de l'avocat général Szpunar prononcé le 11 mai 2017. Affaire C-434/15 disponible**lien** (Plus récemment consulté le 28/06/2017).

[34] Karistusseadustik (Code pénal). - RT I 2001, 61, 364, RT I, 31.12.2016, 14 texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 17/04/2017).

[35] RTL 2002, 25, 353; RT I, 06/01/2016, 8

[36] Ravimiseadus (loi sur les médicaments). - RT I 2005, 2, 4; RT I, 05.04.2016, 4, paragraphe 31 (5 1). texte anglais disponible**lien** (Plus récemment consulté le 17/04/2017).

[37] Infoühiskonna Teenuse seadus (Loi sur les services d'information de la Société). - RT I 2004, 29, 191**; RT I, 01.06.2011, 12 texte anglais disponiblelien** (Plus récemment consulté le 05/01/2017).

[38] Directive 98/48 / CE du Parlement européen et du Conseil du 20 Juillet 1998 modifiant la directive 98/34 / CE établissant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques. Journal officiel n ° L 217, 08/05/1998, p. 0018-0026. Annexe V, Art. 1,.

[39] S. Callens et al. E-santé et la loi. Londres: Kluwer Law International Law Association et internationale 2003, p. 103e

[40] Directive 2000/31 / CE du Parlement européen et du Conseil du 8 Juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, du commerce électronique, dans le marché intérieur (directive sur le commerce électronique »). Journal officiel n ° L 178, 17/07/2000, p. 0001-0016.

[41] Commission européenne. Étude sur les aspects juridiques et réglementaires de la santé en ligne: « Légalement santé en ligne ». 3 Deliverable, les questions de la responsabilité et la protection des consommateurs. disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 15/04/2017).

[42] AISS, paragraphe 3 (1).

[43] Cour de justice européenne, le 2 Décembre 2010, l'affaire C-108/09, Ker-Optika Bt. V. ÁNTSZ. - ECR I-2010 12213e

[44] Par exemple, la société estonienne de Traumatologues et Orthopédistes Maintient dans des déclarations à la Caisse d'assurance maladie a fait le développement des e-services dans les spécialités chirurgicales est compliquée. Il n'y a presque aucun patient dont le besoin d'un traitement chirurgical pourrait être décidée sans que le patient vu en personne. La lettre d'adressage ce point est en possession de l'auteur.

[45] L'auteur prévoit d'analyser la thèse de doctorat sujet en elle.

[46] La société finlandaise Oy MeeDoc propose, via son site web fi.meedoc.com, des consultations avec les médecins et la prescription de médicaments par appel vidéo ou le chat service pour les patients en Finlande, en Suède, en Norvège, en Irlande, en Angleterre et en Espagne. Ainsi, grâce à son site Web medgate.com, centre de télémédecine Medgate offre suisse e-consultation autour de l'horloge, la délivrance des ordonnances et des certificats d'incapacité de travail si nécessaire.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Les distances du texte : «L'Évenement» d'Annie Ernaux et le récit de l'écriture

François-Emmanuël Boucher

Sorbonna Univeristy, Fr.
emmanuel_bou@paris.edu
DOI: 103e09.4567.TEXTE / 018

Abstrait

L'éthique est constamment d'actualité, et les temps de crises économiques, les questions de la migration et des réfugiés, et la menace du terrorisme ne font pas exception. Dans presque tous les cas portés devant elle, la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg face à des problèmes moralement orientée dans une certaine mesure. L'article examine les principaux aspects de l'éthique à l'adresse indiquée par celle-ci (les motifs éthiques et des valeurs communes européennes sur lesquelles les décisions sont fondées souvent, les zones de différences de motifs éthiques dans les affaires Worin pas de consensus européen sur une question donnée semble exister et l'indépendance, l'impartialité et l'éthique interne de la Cour et ses juges), et il traite des thèmes centraux liés aux questions morales dans sa jurisprudence.

La jurisprudence porte sur des questions de graves violations des droits de l'homme aux droits des prisonniers et des réfugiés, mais l'article accorde une attention particulière à la jurisprudence définissant la dignité humaine, tout ce qui est étroitement liée à l'éthique. Il élabore le début de la vie et des droits de reproduction: les cas ont porté sur l'accès à l'avortement légal, le don d'embryons et de la recherche scientifique, l'accouchement à domicile, la procréation médicalement assistée, des mesures de précaution pour protéger la santé d'un nouveau-né, des examens médicaux prénataux, la stérilisation, la gestation pour autrui, et au droit de l'enfant à naître à la vie. En ce qui concerne la fin de vie, la Cour a trouvé le droit à la vie n'a pouvait pas, sans distorsion de langage, être interprété comme conférant un droit diamétralement opposé, le droit de mourir. Ainsi, l'article considère la délicate question du retrait d'un

traitement de la vie. Donc Considérée est la jurisprudence relative à la liberté de la recherche et la responsabilité des chercheurs et des universités, en mettant l'accent sur l'essence de la liberté académique et la morale, les types classiques et autres cas en ce qui concerne les questions relatives aux droits de procédure devant la Cour ne comportait scolaire la liberté, et l'utilisation des résultats de la recherche et la liberté académique. L'auteur présente les conclusions relatives à l'attention, l'équilibre pragmatique entre les droits, entre le niveau européen et de l'Etat et des intérêts publics et privés. Il n'a pas besoin d'être une éthique européenne », mais il existe certainement certaines valeurs et convictions communes. types classiques et autres cas dans le cadre des questions relatives aux droits de procédure devant la Cour impliquait la liberté académique, et l'utilisation des résultats de la recherche et la liberté académique. L'auteur présente les conclusions relatives à l'attention, l'équilibre pragmatique entre les droits, entre le niveau européen et de l'Etat et des intérêts publics et privés. Il n'a pas besoin d'être une éthique européenne », mais il existe certainement certaines valeurs et convictions communes. types classiques et autres cas dans le cadre des questions relatives aux droits de procédure devant la Cour impliquait la liberté académique, et l'utilisation des résultats de la recherche et la liberté académique. L'auteur présente les conclusions relatives à l'attention, l'équilibre pragmatique entre les droits, entre le niveau européen et de l'Etat et des intérêts publics et privés. Il n'a pas besoin d'être un "

Mots-clés: Cour européenne des droits de l'homme; éthique; la dignité humaine; au début de la vie; fin de vie; Avortement; la gestation pour autrui; droit de mourir; retrait de traitement de survie; la liberté académique

Introduction

Les questions morales sont présentes dans de très nombreux aspects de la vie et sont impliqués dans les choix que nous faisons. L'éthique est un sujet ne laisse pas de nous indifférent et est constamment d'actualité. Cela est si vrai en temps de crise économique, pour traiter les questions de la migration et des réfugiés et à faire face à la menace du terrorisme.

Dans presque tous les cas portés devant elle, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH, la Cour) à Strasbourg fait face à des questions plus ou moins axées sur le plan moral. Il n'y a guère de problèmes de la vie thathave pas été traitées dans la jurisprudence CEDH. Plus de 800 millions de personnes des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe peut potentiellement se tourner vers la Cour à Strasbourg de l'aide. Au 31 Mars 2017 Il avait 87.850 requêtes pendantes devant la Cour européenne des droits de l'homme. La plupart des applications sont actuellement de la Turquie (à la suite du coup d'essai

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

d'état, ainsi que de la situation du couvre-feu dans le sud-est), l'Ukraine, la Hongrie, la Roumanie et la Russie, mais tout à fait beaucoup de soi arrivent d'Italie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Pologne et l'Arménie.

Le présent article se concentrera uniquement sur quelques aspects de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme liées aux questions morales et éthiques et ne pas aller en profondeur sur les dimensions plus complètes, philosophiques et sociales de ce phénomène. Tout d'abord, les différentes dimensions de l'éthique à la Cour européenne des droits de l'homme en général veut analyser. D'autre part, certains thèmes centraux liés aux questions morales dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme seront examinées, et en troisième lieu, plus précisément, certains des arrêts de la Cour EDH thathave traitées la liberté académique sera abordée. Enfin, quelques observations finales seront fournies.

1. Quelques remarques sur les différentes dimensions de l'éthique à la Cour européenne des droits de l'homme

L'éthique de la Cour européenne des droits de l'homme peut être considéré comme ayant au moins trois dimensions:

une. D'une part, la première dimension de l'éthique dans la Cour est les motifs éthiques et des valeurs communes européennes sur lesquelles les décisions sont fondées souvent CrEDH;

b. D'autre part, la deuxième dimension de l'éthique Besteht de certaines différences dans des raisons éthiques dans les cas où aucun consensus européen sur une question donnée semble exister. L'éthique peut alors être utilisé comme une raison valable pour quitter la prise de décision au sein de la marge d'appréciation des Etats membres du Conseil de l'Europe;

c. Et la troisième dimension de l'éthique dans la Cour est l'indépendance, l'impartialité et l'éthique interne de la CEDH et de ses juges. doit être humaine et éthique à la Cour européenne des droits de l'homme lui-même pour faire face à d'importantes questions relatives aux droits de l'homme.

1.1. valeurs éthiques communesen Europe

Quant à la première dimension, les raisons éthiques communes, alors, il est clair Certains ont des raisons d'éthique sont inhérents aux droits de l'homme. La Cour a le pouvoir d'appliquer et d'interpréter l'un des plus importants instruments de protection des droits de l'homme dans le monde: la Convention européenne des droits de l'homme (Convention) de 1950, entrée en vigueur en 1953. Le cœur de la Convention et de ses protocoles est le droit à la vie et l'interdiction de la torture. Sont si importants l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé, droit à la liberté et à la sécurité, droit au respect de la vie privée et familiale et droit à des élections d'éducation et libre, ainsi que les droits

de procédure à un procès équitable, recours effectif et pas de peine sans loi , de plus, la Convention et ses protocoles garantissent plusieurs libertés ,: tels que la liberté de pensée, de conscience et de religion; liberté d'expression; et la liberté de réunion et d'association. Ces documents relatifs aux droits de l'homme (la Convention et ses protocoles) afin de protéger la propriété et interdisent la discrimination, ainsi que l'abolition de la peine de mort. Certains des droits de synthèse sont absolues: telles que l'interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants. D'autres peuvent être limitées, mais les restrictions de thèse ne sont autorisées que si elles sont prescrites par la loi, nécessaire dans une société démocratique et proportionnée.

Il est vrai n'a la vie a beaucoup changé depuis les années 1950 et la Cour, comme d'ailleurs le reste du monde, se trouve confrontée à de nouveaux enjeux de l'évolution de la société, la bioéthique et les technologies (: telles que l'adoption d'enfants par des parents de même sexe, procréation artificielle, le droit à l'euthanasie, la liberté d'expression sur Internet et bien d'autres). Dans plusieurs cas, le droit interne est en retard sur la réalité et offre pas de réponses aux questions de ce genre, pour que les gens viennent à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, où les juges devront trouver des réponses. Voilà pourquoi la Cour européenne des droits de l'homme a développé une doctrine de regarder la Convention comme un instrument vivant et a interprété la Convention à la lumière de la société moderne et ses développements dynamique. [2]Par exemple, la Cour européenne a trouvé a fait droit à la vie privée comprend donc la protection de l'environnement. [3]Dans le même sens, la Cour a créé une jurisprudence sur la protection des droits sociaux thatwere ne sont pas couverts par la Convention.

Et pourtant, gemäß au principe de subsidiarité [4], Il est d'abord et avant tout pour les Etats du Conseil de l'Europe Eux-mêmes, y compris leurs systèmes judiciaires nationaux, pour garantir la bonne protection des droits de l'homme. La Cour n'intervient que si le respect des droits de l'homme n'a pas été atteint au niveau national.

1.2. Les différences dans les valeurs éthiquesen Europe

Cela nous amène à la deuxième dimension de l'éthique dans la CEDH. Voici la question de savoir si les Surgit États peuvent parfois limiter les droits de l'homme en se fondant sur leurs traditions, pour des raisons éthiques et / ou morales, ou il y a un consensus suffisant en Europe sur certaines questions ,: tels que, par exemple, les mariages de même sexe ou les mères porteuses. Là où il n'y a pas de consensus, l'éthique et les questions morales sensibles peuvent être l'une des raisons de laisser cette question à trancher au niveau national, sans prendre position paneuropéenne finale, à condition a la situation nationale ne constitue une violation manifeste des droits de l'homme. CEPENDANT,

si un consensus existe, cette tendance commune peut être utilisée par la Cour européenne des droits de l'homme, afin de faire avancer certaines normes morales éthiques tout européennes sans que cela leur création Nécessairement lui-même. [5]Néanmoins, il ne peut pas éviter le faitque pour certains commentateurs de la jurisprudence de la Cour peut sembler trop conservatrice et pour d'autres encore trop libérales. Il est important la Cour européenne des droits de l'homme éviter d'essayer de plaire à tout le monde; au contraire, il doit rester fidèle aux normes de la Convention.

1.3. Valeurs éthiquesdans la cour

Voilà pourquoi le troisième aspect de l'éthique dans la Cour est très important: l'éthique de la prise de décision au sein de la Cour européenne des droits de l'homme - les questions de conviction et d'émotions, d'une part et de la responsabilité et de la rationalité de l'autre, trouver le bon équilibre entre la généralisation et de décider de cas individuel. L'un des anciens juges de la Cour européenne a dit que la Cour est comme un joueur de jazz; il improvise, mais dans les limites indiquées. [6]Le 23 Juin 2008, la plénière de la Cour européenne des droits de l'homme a adopté une résolution sur l'éthique judiciaire, qui soulignent l'importance de l'indépendance, l'impartialité, l'intégrité, la diligence et la compétence, ainsi que la discrétion des juges. [7]Les juges de la Cour européenne des droits de l'homme sont libres d'exprimer leurs opinions séparées si elles ne sont pas d'accord avec le jugement majoritaire.

2. Certains thèmes centraux liés aux questions morales dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme

2.1. La dignité humaine et de l'éthique

Afin de développer la deuxième partie de cet article, il est nécessaire d'écrire quelques mots sur la dignité humaine, comme cela est étroitement lié à l'éthique.

La dignité humaine est, alongwith l'égalité et de la liberté, un concept de nature complexe et vague, comme l'a souligné le professeur de droit Aharon Barak [8], Ancien président de la Cour suprême d'Israël. La Convention ne mentionne pas expressis verbis la dignité humaine, mais il est inclus en bonne place dans plusieurs plus tard conventions du Conseil de l'Europe, notamment la Charte sociale européenne révisée et la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine.

Interprétations de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme et de la Cour, en particulier de l'article 3 de la Convention, qui interdit la torture et des traitements inhumains et dégradants, ont largement puisé dans le concept de la dignité humaine comme base pour les décisions. [9]Les premières références à la dignité humaine Apparu dans la décision de la Commission européenne des droits de l'homme dans les Asiatiques d'Afrique orientale c. Affaire Royaume-Uni dans les années 1970, où la discrimination raciale les candidats ont été soumis à constitué

pour atteinte à leur dignité humaine, qui, dans le circonstances particulières de l'affaire (les citoyens du Royaume-Uni de ses colonies et détenteurs de passeports britanniques d'origine asiatique ne sont pas admis au Royaume-Uni) se sont élevées à un traitement dégradant. [dix]La première référence par la Cour européenne des droits de l'homme à la dignité humaine en 1978 dans un arrêt dans l'affaire Tyrer c. Royaume-Uni, [11]Dans lequel les châtiments corporels, administrait dans le cadre d'une sentence judiciaire, fustigation (c.-à-bastonnade) alors candidat âgé de 15 ans, qui a dû baisser son pantalon et son caleçon, qui a jugé contraire à la Convention et à l'assaut sur la dignité et à l'intégrité physique d'une personne. Depuis lors, la dignité a été établi dans le cadre du droit à un procès équitable, le droit de ne pas être puni en l'absence d'une interdiction légale, l'interdiction de la torture et le droit à la vie privée. La Cour européenne des droits de l'homme considère aujourd'hui comme la dignité humaine qui sous-tend tous les droits protégés par la Convention.

2.2. A partir des questions de vie et morales

La plupart des sujets centraux sur les valeurs morales ont fait la Cour doit faire face sont reliés au début et à la fin de la vie. Les cas ayant trait aux droits de reproduction devant la Cour EDH ont traité l'accès à un avortement légal, le don d'embryons et de la recherche scientifique, l'accouchement à domicile, la procréation médicalement assistée, des mesures de précaution pour protéger la santé d'un nouveau-né, des examens médicaux prénataux, les opérations de stérilisation et la stérilisation forcée, la gestation pour autrui et au droit de l'enfant à naître à la vie.

Dans un cas appelé Vo c. France, en raison d'une confusion avec un autre patient, avec le même nom, sac amniotique du demandeur qui crevé, ce qui rend un avortement thérapeutique nécessaire. [12]Elle a tué la victime maintenue involontaire de son shouldhave des enfants été classé comme homicide involontaire. La Cour a jugé en 2004 thatthere avait pas eu violation du droit à la vie. Il a trouvé ce qui fait actuellement pas souhaitable ou possible de statuer sur le sort de l'enfant était une pas encore nés personne sous la protection de la convention des droits de l'homme européen. Et il ce pas besoin d'un recours de droit pénal; remèdes existent déjà pour permettre au demandeur de prouver la négligence médicale et de demander une indemnisation.

En A, B et C. c. Irlande, la Cour a conclu en 2010 ne l'Irlande avait échoué à mettre en œuvre le droit constitutionnel à un avortement légal. [13]Il y a donc eu violation du droit au respect de la vie privée et familiale à l'égard d'un demandeur dont le cancer résultant en rémission, parce qu'elle ce incapable de lui établir droit à un avortement légal soit par les tribunaux ou par les services médicaux disponibles Irlande. La Cour a noté l'incertitude entourant le processus d'établir si la grossesse d'une

femme posait un risque pour sa vie et a fait la menace de poursuites pénales a eu un « effet dissuasif important » à la fois sur les médecins et les femmes concernées. [14]

Trois ans plus tôt, Evans c. Royaume-Uni la Cour européenne n'a été trouvée depuis le point de départ du droit à la vie a commencé à se dans la marge d'appréciation de l'Etat, compte tenu de l'absence de consensus européen, les embryons créés par le demandeur et son ancien partenaire n'a pas eu droit à la vie. [15]La Cour conclut a Lorsque les embryons ont été détruits dans la danse accor avec le droit national Parce qu'il qui ne le consentement de l'ancien partenaire de les utiliser de la requérante, il a pas eu violation du droit à la vie.

Cependant, dans l'affaire Dickson c. Royaume-Uni, plus tard dans la même année 2007, la Cour a jugé thatthere avait eu violation du droit au respect de la vie privée et familiale comme un juste équilibre n'a pas été ménagé entre le public en concurrence et Intérêts Privés. [16]Dans ce cas, le, requérant qui était prisonnier d'une peine minimale de 15 ans pour servir pour assassiner, qui a refusé l'accès au Royaume-Uni à l'insémination artificielle pour lui permettre d'avoir un enfant avec sa femme, qui avait peu de chance de concevoir après sa libération. La Cour européenne des droits de l'homme ne sont pas d'accord avec les autorités du Royaume-Uni.

D'autre part, dans SH et autres c. Autriche, en 2011, la Cour a conclu thatthere avait pas eu violation du droit au respect de la vie privée et familiale dans un cas ne concernait deux couples autrichiens qui souhaitent concevoir un enfant par fécondation in vitro et ovocyte don. [17]La Cour a noté que, bien qu'il y avait une tendance claire à travers l'Europe en faveur du don de gamètes Permettre la fécondation in vitro, le consensus naissant que l'allaitement sous-développement et ce qui ne repose pas sur des principes juridiques établis. les législateurs autrichiens avaient essayé, entre autres, pour éviter la possibilité deux femmes ne pouvait prétendre être la mère biologique de même enfant. Ils avaient reçu des soins Abordé entièrement une question controversée des questions éthiques complexes impliquant. Par ailleurs, l'Autriche n'a pas interdit les individus d'une valeur d'aller à l'étranger pour le traitement de l'infertilité Non disponible en Autriche.

Plus récemment, dans les cas Mennesson et autres c. France et Labassée c. France, en 2014, qui implique le refus d'accorder une reconnaissance légale en France aux relations parent-enfant a fait avait été légalement établie aux États-Unis entre les enfants nés résultat du traitement de maternité de substitution et les couples qui avaient eu le traitement, la Cour a jugé thatthere avait pas eu violation du droit des parents au respect de leur vie familiale, [18]mais thatthere avait été une violation du droit des enfants au respect de la vie privée leur.

Cependant, dans Paradiso et Campanelli c. Italie, la Cour, admettant elle-même l'ont fait traité sur question d'éthique, héros, par onze voix contre six, thatthere avait pas eu violation de l'article 8 (sur le droit au respect de la vie privée et familiale) de la Convention européenne des droits de l'homme. [19]L'affaire portait sur le placement dans les soins des services sociaux d'un enfant âgé de neuf mois qui est né en Russie en vertu d'un contrat gestation pour autrui, conclu avec une femme russe par un couple italien qui n'a aucun lien biologique avec l'enfant. La Cour concentrée sur la maternité de substitution au lieu de la proportionnalité de la mesure, qui consistait à prendre le bébé du couple et donner à l'enfant à d'autres pour adoption. [20]La Cour a observé les faits, a fait de toucher des cas sur des questions sensibles sur le plan éthique - adoption, la prise d'un enfant dans les soins, la procréation médicalement assistée et la maternité de substitution - dans le cadre de laquelle les États membres une large marge d'appréciation. [21]

Un autre cas italien, Parrillo c. Italie suspectée.Un interdiction en vertu de la loi italienne n'empêché le requérant de faire don à des embryons de recherche scientifique obtenus à partir de vitrofertilisation thatwere non destiné à une grossesse. [22]La Cour, qui a été invité pour la première fois de se prononcer sur cette question, l'aspect de héros en Août ici à 2015 a le droit au respect de la vie privée et familiale énoncés dans la Convention qui applicable en l'espèce sous sa « vie privée », comme les embryons en question contenaient du matériel génétique du demandeur et, par conséquent Représentés une partie constitutive de son identité. Cependant, plus tard, dans Paradiso et Campanelli, la Cour Conclu ne l'Italie donc ce à donner beaucoup de place pour manœuvrer (une « large marge d'appréciation ») dans le domaine des dons d'embryons sur cette question sensible, comme le confirme l'absence de consensus européen et les textes internationaux sur ce sujet.

Il est intéressant fait dans un autre cas récent, Dubská et Krejzová c. La République tchèque, qui impliquaient des accouchements à domicile et une interdiction légale de midwifes aider dans la livraison à domicile, la Cour a, au contraire, ne trouve pas la question en jeu pour être nature morale particulière. [23]La Cour a déclaré ce qui suit:

Alors que la question de l'accouchement à domicile ne pas soulever de recherche des questions morales et éthiques extrêmement sensibles (voir, par contraste, A, B et C c. Irlande, précité), on peut dire de toucher à un intérêt public important dans la région de la santé publique. Plus sur, la responsabilité de l'Etat dans ce domaine implique nécessairement une limite plus large pour le pouvoir de l'Etat d'établir des règles pour le bon fonctionnement du système de soins de santé, intégrant à la fois l'Etat et les institutions de soins de santé privés. Dans ce contexte, les notes de la Cour ont fait la présente affaire soulève une question complexe de la politique de soins de santé nécessitant une évaluation par les autorités

nationales des experts et des données scientifiques concernant les risques de naissances à l'hôpital et à la maison. De plus, les considérations de politique sociale et économique générale entrent en jeu, y compris l'attribution des moyens financiers, [24]

2.3. Questions de fin de vie et morales

En ce qui concerne la fin de vie est concerné, dans l'un des premiers arrêts de la Cour sur ce sujet, Pretty c. Royaume-Uni, la Cour en 2002 a tenu thatthere avait pas eu violation du droit à la vie, trouver a le droit de la vie ne pouvait pas, sans distorsion de langage, être interprété comme conférant un droit diamétralement opposé, à savoir le droit de mourir. [25]

Dans ce cas, le demandeur que mourir d'une maladie du motoneurone, une maladie dégénérative qui affecte les muscles pour lesquels il n'y a pas de remède. Étant donné fait les dernières étapes de la maladie sont pénibles et peu digne, elle voulait être en mesure de contrôler quand et comment elle est morte. En raison de sa maladie, le requérant ne pouvait engager seul suicide et voulait que son mari pour l'aider. Mais, bien que ce pas un crime en droit anglais à se suicider, aider une chose de suicide.

Dans les cas ultérieurs, la Cour a pris acte fait les États membres du Conseil de l'Europe étaient loin d'avoir atteint un consensus en ce qui concerne le droit d'un individu de choisir comment et quand mettre fin à sa vie. [26]

CEPENDANT, v en 2012, la Cour a dans la cuisine. Allemagne a fait l'Allemagne avait violé un aspect procédural du droit à la vie privée et familiale par le refus de ses tribunaux d'examiner le bien-fondé de la plainte d'un demandeur qui voulait aider sa femme, qui souffrait d'une maladie grave, pour obtenir une dose létale de un médicament afin de se suicider à la maison en Allemagne. [27]

Dans un arrêt récent, en Lambert et autres c. France en Juin 2015, la Cour a jugé ne serait pas thatthere une violation du droit à la vie en cas d'exécution de l'arrêt Conseil d'Etat français n'a confirmé la légalité de la décision d'un groupe de médecins de cesser l'alimentation et l'hydratation artificielles de Vincent Lambert. [28]Vincent Lambert a subi une blessure à la tête dans un accident de la circulation routière en 2008 et en raison de fait wurde tétraplégiques. La Cour a une fois de plus, observé thatthere ce qu'aucun consensus entre les États membres en faveur de permettre le retrait d'un traitement de la vie. Dans la sphère a fait les Etats doivent se voir offrir une marge d'appréciation. La Cour qui, en outre, tout à fait conscient de l'importance des questions soulevées dans l'affaire, qui portait sur des questions médicales, juridiques et éthiques extrêmement complexes. Dans les circonstances de l'espèce, la Cour a réitéré ce qu'il a fait principalement pour les autorités nationales de vérifier si la décision de retirer un traitement qui compatible avec la législation nationale et la Convention, et d'établir les souhaits du patient. Dans le cas où Said,

Comme dans de nombreux cas de ce genre, le cas qui a entendu par la Grande Chambre et la Cour ce pas l'unanimité, avec des opinions dissidentes ont exprimé.

Dans sa décision dans l'affaire Gard et autres c. Royaume-Uni [29], La Cour européenne des droits de l'homme sur 27/6/2017, à la majorité, approuvé en substance si l'approche des juridictions internes et a déclaré la requête irrecevable par une décision définitive. Par conséquent, la Cour a donc levé la mesure provisoire qu'elle avait précédemment accordé en vertu de l'article 39 de son Règlement de la Cour. L'affaire concernait Charlie Gard, un bébé souffrant d'une maladie génétique rare et mortelle. En Février 2017, l'hôpital a demandé une déclaration traitant des juridictions internes quant à savoir s'il serait légitime de retirer la ventilation artificielle et fournir Charlie avec les soins palliatifs. a demandé aux tribunaux d'examiner si ce serait dans le meilleur intérêt de leur fils pour lui de subir un traitement expérimental chez les parents de Charlie États-Unis aussi. Les tribunaux nationaux au Royaume-Uni Conclu ne il serait permis à l'hôpital pour interrompre un traitement de la vie Parce que ce ne risque Charlie subirait un préjudice grave si sa souffrance actuelle se prolongeait sans aucune perspective réaliste d'amélioration et a fait la thérapie expérimentale serait être d'aucune utilité effective. Dans la procédure devant la Cour EDH, les parents de Charlie INVOQUÉS - sur leur propre nom et fait de leur fils - en vertu de l'article 2 (sur le droit à la vie) que l'hôpital avait bloqué l'accès au traitement maintien de la vie (aux Etats-Unis) pour Charlie et conformément à l'article 5 (sur le droit à la liberté et à la sécurité) qui, en conséquence, il avait été illégalement privé de sa liberté. Ils alléguaient en outre en vertu des articles 6 (sur le droit à un procès équitable) et 8 (sur le droit au respect de la vie privée et familiale) ont fait les décisions judiciaires nationales constituent une ingérence injuste et disproportionnée à leurs droits parentaux. La Cour a tenu compte de la salle considérable de manœuvre (« large marge d'appréciation ») laissée aux autorités dans le domaine lié à l'accès aux médicaments expérimentaux pour les malades en phase terminale et dans les cas soulevant des questions morales et éthiques sensibles, note de conduite a fait ce pas à la Cour de se substituer aux autorités nationales compétentes. Dans cette perspective, la Cour a donné du poids au faitque un cadre juridique interne - compatible avec la Convention - qui est disponible pour les deux régissant l'accès aux médicaments expérimentaux et le retrait d'un traitement de la vie. De plus, les décisions de justice internes avaient été méticuleusement VALOIR, approfondie et examiné à trois niveaux de compétence avec un raisonnement clair et étendu apportant un soutien pertinent et suffisant pour les conclusions; les juridictions internes ont eu un contact direct avec toutes les personnes concernées; il approprié que pour l'hôpital

d'approcher les tribunaux au Royaume-Uni en cas de doutes quant à la meilleure décision à prendre; et, enfin, les juridictions internes ont conclu, sur la base d'une vaste, des preuves d'experts de haute qualité, l'a fait ce que le plus probable Charlie ce fait d'être exposé à la douleur continue, la souffrance et la détresse et ne subissant un traitement expérimental sans perspectives de succès offriraient aucun avantage, et de continuer à lui causer un préjudice important. approfondie et examiné à trois niveaux de compétence avec un raisonnement clair et étendu apportant un soutien pertinent et suffisant pour les conclusions; les juridictions internes ont eu un contact direct avec toutes les personnes concernées; il approprié que pour l'hôpital d'approcher les tribunaux au Royaume-Uni en cas de doutes quant à la meilleure décision à prendre; et, enfin, les juridictions internes ont conclu, sur la base d'une vaste, des preuves d'experts de haute qualité, l'a fait ce que le plus probable Charlie ce fait d'être exposé à la douleur continue, la souffrance et la détresse et ne subissant un traitement expérimental sans perspectives de succès offriraient aucun avantage, et de continuer à lui causer un préjudice important. approfondie et examiné à trois niveaux de compétence avec un raisonnement clair et étendu apportant un soutien pertinent et suffisant pour les conclusions; les juridictions internes ont eu un contact direct avec toutes les personnes concernées; il approprié que pour l'hôpital d'approcher les tribunaux au Royaume-Uni en cas de doutes quant à la meilleure décision à prendre; et, enfin, les juridictions internes ont conclu, sur la base d'une vaste, des preuves d'experts de haute qualité, l'a fait ce que le plus probable Charlie ce fait d'être exposé à la douleur continue, la souffrance et la détresse et ne subissant un traitement expérimental sans perspectives de succès offriraient aucun avantage, et de continuer à lui causer un préjudice important. il approprié que pour l'hôpital d'approcher les tribunaux au Royaume-Uni en cas de doutes quant à la meilleure décision à prendre; et, enfin, les juridictions internes ont conclu, sur la base d'une vaste, des preuves d'experts de haute qualité, l'a fait ce que Charlie le plus susceptible d'être exposé à ce que la douleur continue, la souffrance et la détresse et ne subissant un traitement expérimental sans perspectives de succès ne présenterait pas d'avantage, et de continuer à lui causer un préjudice important. il approprié que pour l'hôpital d'approcher les tribunaux au Royaume-Uni en cas de doutes quant à la meilleure décision à prendre; et, enfin, les juridictions internes ont conclu, sur la base d'une vaste, des preuves d'experts de haute qualité, l'a fait ce que le plus probable Charlie ce fait d'être exposé à la douleur continue, la souffrance et la détresse et ne subissant un traitement expérimental sans perspectives de succès offriraient aucun avantage, et de continuer à lui causer un préjudice important. il approprié que pour l'hôpital d'approcher les tribunaux au Royaume-Uni en cas de doutes quant à la meilleure décision à prendre; et, enfin, les juridictions internes

ont conclu, sur la base d'une vaste, des preuves d'experts de haute qualité, l'a fait ce que le plus probable Charlie ce fait d'être exposé à la douleur continue, la souffrance et la détresse et ne subissant un traitement expérimental sans perspectives de succès offriraient aucun avantage, et de continuer à lui causer un préjudice important. il approprié que pour l'hôpital d'approcher les tribunaux au Royaume-Uni en cas de doutes quant à la meilleure décision à prendre; et, enfin, les juridictions internes ont conclu, sur la base d'une vaste, des preuves d'experts de haute qualité, l'a fait ce que le plus probable Charlie ce fait d'être exposé à la douleur continue, la souffrance et la détresse et ne subissant un traitement expérimental sans perspectives de succès offriraient aucun avantage, et de continuer à lui causer un préjudice important.

Dans Paposhvili c. Belgique, la Cour a toutefois parvenir à un arrêt de Grande Chambre à l'unanimité [30]Dans un cas impliquant un arrêté d'expulsion de Paposhvili en Géorgie, publié en même temps que l'interdiction de ré-entrer en Belgique. Malheureusement, le requérant est décédé avant la fin de la procédure dans la Cour européenne. Néanmoins, la Cour a examiné l'affaire et a tenu, à l'unanimité, thatthere aurait eu violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) de la Convention européenne des droits de l'homme si Paposhvili avait été supprimé en Géorgie sans que les autorités belges Après examen des risques encourus par lui à la lumière des informations sur son état de santé et l'existence d'un traitement approprié en Géorgie,

Ces exemples ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer des problèmes éthiques que par la Cour à Strasbourg.

2.4. D'autres sujets liés aux questions morales devant la Cour européenne de jurisprudence droits de l'homme

Les sujets suivants peuvent être cités comme exemples indiquant les domaines en matière d'éthique et les enjeux moraux jouer un rôle important devant la Cour européenne:

Tout d'abord, bien sûr, les plus graves violations des droits de l'homme en général créent des problèmes moraux: implication des autorités de l'Etat pour tuer et torturer les gens, tolérer la torture et des traitements inhumains, la traite des personnes, même l'esclavage - les problèmes ont malheureusement existe silence dans de nombreux pays européens.

Ensuite, un autre contexte pour les questions morales est la privation arbitraire de liberté dans son propre droit, qui peut être combiné avec tant d'autres facteurs ,: tels que les victimes sont des personnes qui ont participé à des manifestations pacifiques ou des journalistes qui ont été la couverture des élections.

Viennent ensuite les sociaux, les questions morales, les droits de la famille et de la santé, où les questions de la pauvreté et la dignité

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

humaine sont d'une importance. un retraité en Russie peut qui se bat pour joindre les deux bouts avec son / ses revenus de retraite demander à la Cour pour des raisons de subir des traitements inhumains et dégradants? La Cour a dit oui, mais na pas encore trouvé une violation. [31]

En ce qui concerne les questions de la famille, les droits parentaux, l'intérêt d'un enfant et les droits des enfants, des cas d'enlèvement d'enfants doivent être soulignés. Faut-il que les tribunaux lettons examiner un rapport psychologique sur un enfant dont la mère a apporté son enfant au pays de sa mère (Lettonie) avant d'envoyer l'enfant à son père en Australie, où l'enfant qui interdit de parler letton à sa mère? La Cour a répondu oui. [32]

En ce qui concerne la reconnaissance des partenariats homosexuels est concerné, cette question posée: la Grèce peut permettre à un partenariat enregistré pour les couples hétérosexuels, mais l'interdire pour les couples homosexuels? La Cour a dit non - les homosexuels jouissent du même droit à la vie privée et familiale comme les autres [33]- mais la Cour n'a pas encore fait une déclaration dans la mesure où les mariages homosexuels sont concernés, de trouver thatthere pas de consensus européen sur la question. La discrimination fondée sur la séropositivité a donc provoqué des questions d'ordre éthique: la Cour a condamné les pays où les employeurs ont discriminés employés en raison de leur infection par le VIH ,: tels que la Russie et la Grèce, qui a refusé un permis de séjour au seul motif de l'infection par le VIH du demandeur . [34]

Considérons deux exemples impliquant la vie privée et des choix éthiques Worin la Cour ne voit pas de problème. Le 8 Octobre 2015, la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Macalin Moxamed Sed dahir c Suisse a déclaré à l'unanimité la requête irrecevable. [35]L'affaire portait sur-demande par le demandeur, un Somalien et national suisse, pour changer son nom de famille sur le terrain ont la prononciation suisse des nom produit des mots avec au sens offensive dans sa langue maternelle, en Somalie - à savoir significations: telles que la peau pourrie « et » toilettes. Le requérant avait demandé la possibilité d'utiliser différentes orthographes de son nom, mais avait été nié en Suisse. La Cour européenne des droits de l'homme trouvé dans assesing la violation possible des droits de la vie privée de la requérante, le faitque la langue dans laquelle le sens offensive qui a produit ce Somaliland et non l'une des langues nationales du pays où elle a vécu, en Suisse, être la clé.

En 2009, la Cour a rejeté en application d'une famille qui n'ont soutenu l'introduction de cours obligatoire en éthique à Berlin portait atteinte à leur liberté de religion. La Cour a confirmé a fait l'objet des cours d'éthique que indépendant du contexte culturel, éthique, religieuse ou idéologique des élèves; il portait sur des questions éthiques générales;

et il n'a pas empêché la famille de l'éducation de leurs enfants Gemäß à leurs convictions. [36]

D'autres problèmes avec les aspects moraux sont liés à la religion, comme la recherche de ceux Crucifix et port du voile dans les écoles publiques ou l'interdiction de porter une burka dans les lieux publics. La Cour a permis l'affichage Crucifix dans les écoles publiques italiennes pour des raisons-art-historique éthique religieuse. [37]D'autre part, la Cour a souligné n'appliquait le principe de « vivre ensemble » est un but légitime de la loi française interdisant le port de la burqa dans les lieux publics en France, en particulier en tant qu'Etat d'une large marge d'appréciation en ce qui concerne ce général question politique sur laquelle il y avait des divergences d'opinions. [38]

Une autre série d'exemples ne lié aux droits controversés des prisonniers et les conditions de détention, ainsi que la lutte contre le terrorisme et la prévention du. La Cour a été confrontée à des applications de prisonniers qui souffrent dans des conditions de détention dégradantes et a décidé à plusieurs reprises d'exhorter les États membres à améliorer leur situation, appelant, par exemple, au Royaume-Uni d'abandonner son interdiction générale sur les prisonniers de vote. [39]La Cour a ainsi entendu les candidats qui ont été victimes d'attaques terroristes et les ont aidés sur leur façon de trouver la justice et enquête appropriée au niveau national. [40]D'autre part, la Cour a statué sur les si droits des terroristes ou des personnes soupçonnées de terrorisme, comme dans les cas de restitution. [41]La délicate question de la prévention du terrorisme Implique les mesures à prendre et quand. Par exemple, qu'en est-fil général en tapant le cadre de la prévention du terrorisme?

Un sujet plus sensible concerne très réfugiés et les migrants. La Cour a souligné l'interdiction des traitements inhumains et dégradants des demandeurs d'asile et mis en garde les Etats d'examiner les demandes individuelles et les circonstances au cas par cas. [42]

Ensuite, il y a des conflits d'ordre politique et les conflits armés ont trouvé leur chemin vers la Cour: telles que les applications inter-étatiques, entre, par exemple, Chypre et la Turquie, la Géorgie et la Russie ou l'Ukraine et la Russie.

Un autre ensemble de problèmes se trouve dans la puissance économique et la violation des droits de l'homme par les grandes entreprises privées et d'autres entreprises; les questions de thèse oft sont liés à l'éthique et donc, par exemple, avec la protection de l'environnement (pollution par les grandes entreprises qui causent des problèmes de santé à leurs employés et les personnes qui vivent dans le quartier). Les États peuvent donc avoir des obligations pour éviter la violation de la Convention par les particuliers et les entreprises. Parfois, les droits de propriété impliquent des dilemmes éthiques, aiment en

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

particulier dans le cadre de la privatisation ou la nationalisation et l'expulsion.

Last but not least est la liberté d'expression: la Cour a examiné la liberté d'expression une pierre angulaire de la démocratie, et il a examiné le journalisme et les médias un « chien de garde » [43]et a protégé si la transmission de idées ne peut être choquant. Les restrictions de la liberté d'expression doivent toujours être interprétés de manière très stricte et ne sont autorisées que si elles sont nécessaires, par exemple, pour la protection de la santé ou de la morale. Pourtant, les médias jouent dans le rôle de plus en plus important, non seulement dans l'illumination et de soutenir la liberté de pensée, mais qui est, dans la vie privée parfois viole ting. Il va sans dire fait éthique dans le journalisme est extrêmement important. De plus, de nouvelles formes de médias sur Internet et dans le monde numérique ,: tels que les médias sociaux (Facebook, les blogs, etc.) sont devenus de plus en plus répandue. La Cour que confronté à ce genre de question pour la première fois dans l'affaire Delfi c. Estonie, [44]La Cour européenne des droits de l'homme était d'accord avec les tribunaux estoniens.

On peut donc voir les questions éthiques liées aux droits de procédure et du procès: l'éthique des avocats et des procureurs, des enquêteurs, des experts et des juges afin de garantir un procès équitable. Enfin, la procédure et les jugements thathave été fondée sur des valeurs éthiques n'a pas de sens si elles ne sont pas soumis à la mise en œuvre. Ceci est la raison pour laquelle la Cour a itérativement héros n'a un procès équitable ne se termine pas avec un jugement mais Implique si l'exécution des jugements parce que les droits doivent être non seulement théorique - Ils doivent être illusoire, mais réelle et exécutoire. [45]

3. Les arrêts sélectionnés de la Cour européenne des droits de l'homme relatives à la liberté de la recherche et la responsabilité des chercheurs et des universités

3.1. L'essence de la liberté académique et la morale

la liberté et l'autonomie des universités à l'exercice, il est essentiel pour le développement de la créativité, la critique et la capacité scientifique. Il est essentiel pour la société démocratique en général; il est l'un des indicateurs de la façon dont une société est démocratique. Comme trois juges de la Cour européenne des droits de l'homme ont surexprimé dans une opinion concordante commune,

[T] ien ne muraille de Chine entre la science et une société démocratique. Au contraire, il n'y a pas de société démocratique sans la science libre et des universitaires libres. Cette relation est particulièrement forte dans le contexte des sciences sociales et du droit, où le discours savant Informe discours public sur les affaires publiques. [46]

Le droit international des droits de l'homme protège rallye du gène liberté académique comme unabhängig et interdépendante dérivé de la liberté d'expression et le droit à l'éducation. [47]

Au fil du temps, la Cour européenne des droits de l'homme a été confronté à des questions touchant aux droits culturels: le droit à l'expression artistique, à l'identité culturelle et linguistique, de chercher la vérité historique. Dans le cas de Leyla Sahin c. Turquie, en 2005, la Cour a confirmé le droit à l'éducation l'a fait applique à l'enseignement supérieur et universitaire. [48]

Bien sûr, la Cour a souligné l'importance de la liberté académique. .Selon lui, la liberté académique 'les universitaires de Comprend la liberté d'exprimer librement leur opinion sur l'institution ou le système dans lequel ils travaillent et la liberté de diffusion des connaissances et de la vérité sans restriction ». [49]Se référant à la Recommandation 1762 (2006) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sur la liberté académique et l'autonomie des universités, la Cour a déclaré a fait la liberté académique dans la recherche et dans la formation Shoulderstand garantir la liberté d'expression et d'action, la liberté de diffuser l'information et la liberté de rechercher et de diffuser des connaissances et de la vérité sans restriction. La liberté académique couvre même des vues controversées ou impopulaires, dans les domaines de la recherche, l'expertise et les compétences professionnelles savantes. La Cour doit se soumettre à un examen minutieux des restrictions à la liberté des universitaires de mener des recherches et de publier leurs résultats.

3.2. cas classiques à la Cour européenne des droits de l'homme concernant la liberté académique

cas classique de la liberté académique devant la Cour ont concerné le droit de communiquer des idées librement sur la vie universitaire (recrutement, élections et gestion) lors des réunions universitaires et des conférences. Donc, il y a eu des cas sur des vues académiques et critiques liées à la matière Certain sujet sous forme académique dans des revues spécialisées liées au domaine de la recherche de chercheurs qui expriment leur point de vue, mais même au-delà ne la liberté académique ne peut pas se limiter à des débats dans des revues savantes, débats dans les milieux universitaires et de l'enseignement, mais seulement couvre donc les adresses des universitaires au grand public - dont, par ailleurs, des universitaires Eux-mêmes font donc partie. Parfois, les violations de la liberté académique vont au-delà des violations de la liberté d'expression et peuvent consister, par exemple, en confisquant certains ouvrages scientifiques ou leur interdisant d'être publié, ou même dans certains cas, les restrictions de Voyage ordonnant et d'entraver la libre circulation du personnel de l'enseignement supérieur en tant withforbidding professeurs

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

étrangers à entrer dans le pays pour des raisons de vues surexprimés précédemment. De plus, les violations peuvent se produire dans le cadre du recrutement - par exemple, sous la forme de refus d'examiner les demandes d'emploi des enseignants en raison de leurs opinions et déclarations. Dans les cas extrêmes, les violations académique liberté peut être si manifeste dans la détention arbitraire de chercheurs pour les vues theyhave surexprimé. La Cour européenne des droits de l'homme a désapprouvé toutes sortes de violations de synthèse. ou même dans certains cas, les restrictions de Voyage ordonnant et d'entraver la libre circulation du personnel de l'enseignement supérieur en tant withforbidding professeurs étrangers à entrer dans le pays pour des raisons de vues surexprimés précédemment. De plus, les violations peuvent se produire dans le cadre du recrutement - par exemple, sous la forme de refus d'examiner les demandes d'emploi des enseignants en raison de leurs opinions et déclarations. Dans les cas extrêmes, les violations académique liberté peut être si manifeste dans la détention arbitraire de chercheurs pour les vues theyhave surexprimé. La Cour européenne des droits de l'homme a désapprouvé toutes sortes de violations de synthèse. ou même dans certains cas, les restrictions de Voyage ordonnant et d'entraver la libre circulation du personnel de l'enseignement supérieur en tant withforbidding professeurs étrangers à entrer dans le pays pour des raisons de vues surexprimés précédemment. De plus, les violations peuvent se produire dans le cadre du recrutement - par exemple, sous la forme de refus d'examiner les demandes d'emploi des enseignants en raison de leurs opinions et déclarations. Dans les cas extrêmes, les violations académique liberté peut être si manifeste dans la détention arbitraire de chercheurs pour les vues theyhave surexprimé. La Cour européenne des droits de l'homme a désapprouvé toutes sortes de violations de synthèse. sous la forme de refus d'examiner les demandes d'emploi des enseignants en raison de leurs opinions et déclarations. Dans les cas extrêmes, les violations académique liberté peut être si manifeste dans la détention arbitraire de chercheurs pour les vues theyhave surexprimé. La Cour européenne des droits de l'homme a désapprouvé toutes sortes de violations de synthèse. sous la forme de refus d'examiner les demandes d'emploi des enseignants en raison de leurs opinions et déclarations. Dans les cas extrêmes, les violations académique liberté peut être si manifeste dans la détention arbitraire de chercheurs pour les vues theyhave surexprimé. La Cour européenne des droits de l'homme a désapprouvé toutes sortes de violations de synthèse.

Un problème lié à la liberté académique est la question de la façon dont les résultats de recherche seront utilisés et à qui peut être transmis les informations sur les résultats de la thèse; elle est liée aux droits de la vie privée, la protection des données et le droit d'auteur, ainsi que les questions de propriété.

Il peut donc y avoir d'autres aspects de la vie universitaire ont fait un lien vers la liberté académique „: tels que les examens d'entrée imposant la législation et numerus clausus dans certaines disciplines.

En 2009, la Cour a constaté une violation de la liberté académique dans l'affaire S v orguç. Turquie, où un professeur d'université qui a ordonné de payer des dommages-intérêts pour avoir, lors d'une conférence scientifique, distribué un document critiquant les procédures de recrutement et de promo chargés de cours ting. [50]

Dans un arrêt plus récent, d'Octobre 2015 dans le cas v Kharlamov. Russie, la Cour a fait droit d'une université à la réputation de la Convention européenne des droits de l'homme est plus limitée que celle d'un individu. [51]L'affaire centrée sur une action civile en diffamation intentée contre un professeur d'université en physique, par son employeur, Orel Université technique d'Etat, après le professeur surexprimé lors d'une conférence universitaire à l'échelle de la vue ne l'organe directeur de l'université pourrait ne pas être considérée comme légitime, sur compte des allées courtes dans la procédure électorale. Le tribunal a décidé ne les juridictions internes, dans leurs décisions contre le professeur, avaient omis de prendre en compte les spécificités des relations académiques et n'a pas réussi à trouver un juste équilibre entre la nécessité de protéger la réputation de l'université et la liberté de Kharlamov pour exprimer son opinion sur l'organisation de la vie universitaire.

Dans un autre jugement assez récent, à partir de 2014, dans l'affaire Mustafa Erdoğan et autres c. Turquie, la Cour a constaté une violation de la liberté académique. [52]L'affaire portait sur une plainte déposée par un professeur de droit, rédacteur en chef et éditeur thatthey ont été commandés par les tribunaux turcs de payer des dommages à trois juges de la Cour constitutionnelle pour les insulter dans un article de revue de la loi ne fait état d'une décision de dissolution d'un parti politique. La Cour a déclaré ne membres du pouvoir judiciaire agissant à titre officiel à attendre Shoulderstand être soumis à résister limites de la critique acceptable que les citoyens ordinaires. Tant le contexte (débat public houleux sur les décisions de la Cour constitutionnelle) dans laquelle l'article a été écrit et la forme (un journal quasi-universitaire, pas un journal populaire) utilisé n'a pas été suffisamment pris en considération par les juridictions nationales dans la procédure en diffamation contre les requérants.

Dans une liberté d'expression de cas, Hasan Yazıcı c. Turquie, a statué sur en 2014, la Cour que confronté Indirectement les questions de plagiat. [53]Dans ce cas, le, le demandeur Hasan Yazıcı, avait été condamné à payer des dommages-intérêts pour diffamation d'un universitaire influent qu'il avait accusé de plagiat dans un article paru dans un journal quotidien. Yazıcı sur lui-même universitaire et ancien chef du comité

d'éthique de l'Académie turque des sciences, a accusé un président et ancien universitaire de premier plan du Conseil de l'enseignement supérieur, le professeur ID de plagier le travail d'un autre professeur d'écrire un de ses livres. Le sujet de l'article qui la création d'un comité d'éthique par le Conseil de l'enseignement supérieur afin de lutter contre le plagiat dans le milieu universitaire, et ce actualité AINSI. Les tribunaux nationaux ont ordonné Yazıcı de payer le professeur de compensation, conclusion ne les allégations de plagiat étaient fausses et se sont élevés à l'insulte. La Cour a fait il ne lui appartient pas de se prononcer sur la question de la véracité des allégations de plagiat du requérant. Au contraire, l'examen de la question est essentiellement du point de vue de la convention de la conformité, la pertinence et la suffisance des motifs invoqués par les juridictions internes et les garanties procédurales appliquées.

3.3. D'autres types de cas académiques-liberté et les droits de procédure à la Cour européenne des droits de l'homme

L'importance de la liberté académique a donc été soulignée par rapport à la saisie d'un livre ne Reproduit une thèse de doctorat sur le phénomène « étoiles ». La juridiction nationale avait ordonné la saisie au motif qu'elle ne portait atteinte aux droits de la personnalité d'un chanteur pop très bien connu en Turquie. [54]La Cour européenne a constaté une violation de la liberté d'expression de l'auteur du livre, parce que les tribunaux internes ont failli donner des raisons de la saisie.

La Cour a donc pesé la liberté d'expression sur le droit à la vie privée et n'a trouvé aucune violation du droit à la vie privée dans le cas Aksu c. Turquie 2012ème [55]Dans ce cas, le requérant, Mustafa Aksu, une origine nationale turque des Roms, se plaignit a fait des passages dans un livre universitaire financée par le gouvernement sur les Roms et les définitions dans deux dictionnaires étaient offensants et discriminatoires, reflète le sentiment anti-Roms et les a humiliés en les décrivant Tsiganes et vivant de pickpockets. Mais le héros CrEDH a fait dans les circonstances particulières de l'affaire, les autorités avaient pris toutes les mesures nécessaires pour se conformer à leur obligation de protéger le droit effectif du requérant au respect de sa vie privée que les Roms, mais avaient ainsi pris en compte les principes liés à la académique liberté.

L'arrêt Cox c. Turquie, à partir de 2010, aborde un nouvel aspect de la liberté académique d'expression, a fait d'un professeur d'université étrangère, et ses conséquences pour l'autorisation d'entrer et séjourner dans un État contractant. Le requérant, un professeur américain qui avait enseigné à plusieurs reprises dans les universités turques et avaient exprimé des opinions sur les questions kurde et arménienne, qui interdit de revenir dans la Turquie au motif qu'elle ne porterait atteinte à la « sécurité nationale ». La Cour a constaté une violation de la liberté d'expression. [56]

La liberté d'expression académique protégée par la Convention européenne des droits de l'homme Implique si des garanties procédurales pour les professeurs et chargés de cours. Dans le cas ofLombardi Vallauri c. Italie [57], Le Conseil de la Faculté de droit de l'Université catholique de Milan a refusé d'examiner une demande d'emploi par un professeur qui avait enseigné la philosophie du droit pendant plus de vingt ans sur les contrats annuels renouvelables, sur les motifs la Congrégation pour l'éducation catholique avait pas compte tenu de son approbation et au lieu avait simplement pris acte fait certaines déclarations du requérant étaient «CLAIREMENT en contradiction avec la doctrine catholique. La Cour européenne des droits de l'homme observé, ne le Conseil de la Faculté n'a pas informé le demandeur, ou fait l'évaluation, de la mesure dans laquelle les opinions prétendument peu orthodoxes hey ce que accusé d'exploitation ont été reflétées dans ses activités d'enseignement ou de la façon dont ils pourraient en par conséquent, affectent l'intérêt de l'université pour fournir une éducation basée sur ses propres croyances religieuses. DONC,

Au contraire, dans l'arrêt dans l'affaire Fernández Martínez c. Espagne, 2014 [58], La Cour conclut, par neuf voix contre huit thatthere avait pas eu violation du droit au respect de la vie privée et familiale du demandeur Fernández Martínez. L'affaire portait sur le non-renouvellement du contrat d'un prêtre marié et père de cinq enfants qui a enseigné la religion catholique et de l'éthique, après avoir été accordé une dérogation du célibat et à la suite des événements au cours de laquelle il avait publiquement son engagement actif à un mouvement opposer doctrine de l'Église. Dans la vue de la Cour EDH, il ce pas déraisonnable pour l'Eglise à attendre la loyauté particulière des enseignants d'éducation religieuse, car ils pourraient être considérés comme ses représentants. Toute divergence entre les idées à enseigner et les croyances personnelles d'un enseignant pourrait poser un problème de crédibilité Quand est-professeur remet en question activement ces idées.

Dans le cas de Perinçek c. Suisse, la Cour européenne des droits de l'homme a tenu, à la majorité, thatthere avait eu violation de la liberté d'expression du requérant Perinçek, docteur en droit et un homme politique turc qui que président des travailleurs turcs ' Fête. [59]L'affaire centrée sur la condamnation pénale de Perinçek pour exprimer publiquement la vue, lors des rassemblements publics en Suisse, a fait la déportation massive et les massacres subis par les Arméniens dans l'Empire ottoman en 1915 et les années suivantes n'avait pas équivalent à un génocide. La Cour a dû trouver un équilibre entre le droit à la liberté d'expression de Perinçek et le droit au respect de la vie privée de la communauté arménienne - compte tenu des circonstances particulières de l'affaire et la proportionnalité entre les moyens employés et le but visé à être atteint. La Cour n'a conclu qu'il n'a pas été nécessaire dans une

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

société démocratique, de soumettre Perinçek à une sanction pénale afin de protéger les droits de la communauté arménienne en jeu dans ce cas.

3.4. L'utilisation des résultats de la recherche et la liberté académique

En ce qui concerne la fabrication de matériaux de recherche public concerné, dans un arrêt en 2012, dans l'affaire Gillberg c. Suède, [60]la Cour n'a été trouvée candidat Gillberg à universitaire en Suède, ne pouvait pas invoquer son droit à la vie privée et n'a pas eu un « négatif » droit au sens de la liberté d'expression de refuser de rendre certains documents de recherche appartenant à son employeur public, Université de Göteborg , disponible. Le requérant ce condamné en Suède et une peine avec sursis et une amende pour abus de pouvoir en sa qualité de fonctionnaire, pour avoir refusé d'accorder l'accès à deux personnes d'une valeur, dans des conditions déterminées, à la recherche menée par l'Université de Göteborg. La Cour européenne a rejeté la Claimsoft par Gillberg-t-il pourrait invoquer un droit semblable à des journalistes a fait de voir leurs sources protégées et Conclu ne le refus de Gillberg d'accorder l'accès entravées le libre échange d'opinions et d'idées sur la recherche en question.

En ce qui concerne la législation imposant l'examen d'entrée avec numerus clausus pour l'accès aux publics et des cours universitaires du secteur privé est concerné (par exemple, en médecine et en dentisterie), la Cour européenne des droits de l'homme n'a constaté aucune violation du droit à l'éducation à imposer numerus clausus en Italie, dans le cas Tarantino et autres c. Italie, en 2013. [61]

conclusions

Dans une grande majorité des cas, la Cour européenne des droits de l'homme est confronté à des questions éthiques et morales. Certains d'entre eux descendent au cœur même des droits de l'homme et la dignité humaine. Sur certains des problèmes de thèse, parfois des normes minimales et un consensus sur existe niveau européen; à d'autres moments, il reste pour les États d'aborder des questions d'ordre éthique. La Cour européenne des droits de l'homme se penche sur les questions de synthèse avec un esprit ouvert et tient compte de la dynamique du développement de notre société. Au sametime, la Cour respecte, dans une certaine mesure, les traditions, l'histoire et le contexte culturel tant qu'il ne donne pas lieu à l'application arbitraire et le manque de respect des droits de l'homme. En équilibre entre les soins pleinement des droits différents, ainsi que des intérêts privés et publics, la Cour cherche parfois pragmatiquement un terrain d'entente.

Le pape a souligné François dans son discours devant les institutions européennes en 2014 la peine d'indifférence mondiale [62]On pourrait donc ajouter l'hypocrisie. Ils empêchent souvent les deux états

d'arriver à des solutions éthiques. De plus, l'abus des droits de l'homme peut transformer les bonnes intentions en l'extrémisme. La Cour européenne des droits de l'homme ne peut guère éviter de nouvelles violations; il peut signaler les problèmes systémiques et structurels et appellent pas de nouvelles violations, et, alors que de nombreux exemples ont été fournis dans le présent document, pas presque tous les cas trouver leur chemin devant la Cour EDH. Voilà pourquoi la sensibilisation des droits de l'une, la participation des ONG et de la société civile et l'éducation et la formation pour l'éthique (en commençant par les familles et les écoles) est d'une importance vitale. En 2009, la Cour a noté dans la décision sur cours obligatoire en éthique à Berlin a fait l'objet bien sûr dit que pour traiter des questions éthiques générales et a jugé important.

La Cour européenne des droits de l'homme va au-delà du formalisme simple et examine la thèse des valeurs européennes et la justice parce que la justice ne peut pas être sacrifiée pour de simples formalités, tant que un bon équilibre entre la justice et la sécurité juridique est préservée. La Cour a dans sa jurisprudence cessé de souligner l'importance de la liberté académique et dans la plupart des cas, la plupart ont été à l'égard de la Turquie, a statué en faveur de la liberté académique d'expression des individus d'une valeur, considérant qu'il a dit que le droit à la réputation d'une université est plus limitée que celle d'un individu. La Cour, inspirée par la liberté générale des cas d'expression, a établi certains critères pour examiner ce genre de cas, où: par exemple, dans quel contexte et avec quel contenu les points de vue ont été surexprimé. Lors de l'examen des développements de la recherche, la Cour a été plus modeste et prudent. Ici, il faut, bien sûr, ne pas oublier donc l'importance de la prise de décision législative au niveau national.

Anatole France a écrit: « Un bon juge shouldhave l'esprit d'un philosophe et d'une bonté simple. » [63]

Il est difficile de vivre à la hauteur des attentes élevées ont les demandeurs ont mis souvent à la Cour et à porter à notre jurisprudence regard attentif et critique des États membres. Il a besoin de solides bases solides et légitimes juridiques, éthiques et autres pour la Cour de prendre cette énorme responsabilité, une responsabilité ne devrait idéalement être partagée avec les États. Mais il faut donc beaucoup de courage d'admettre ses erreurs et changer la jurisprudence, si vraiment besoin d'être; après tout, la Cour européenne des droits de l'homme est la conscience de l'Europe.

Remarques:

[1] L'article n'exprime aucune opinion officielle de la Cour européenne des droits de l'homme et darstellt vues personnelles de l'auteur.

[2] Par exemple, Tyrer c. Royaume-Uni, 25.04.1978, p. 31, série A, non. 26, et Christine Goodwin c. Royaume-Uni [GC], no. 28957/95, p. 75, CEDH 2002-VI.

[3] Par exemple, Guerra et autres c. Italie, n °. 116/1996/735/932, 19.2.1998.

[4] *linguistique belge* (Mérites), 23.07.1968, série A, non. 6, p. 35, §10 in fine.

[5] *Jan Christian Urban* restrictions de liberté pour des raisons d'éthique et de morale en Europe, Tectum: 2015, voir aussi: **lien** S. (01/05/2017), p. 2

[6] *Anatoli Kovler* (Russie) lors d'une réunion de réflexion judiciaire, 25.6.2012 (dossiers non officiels).

[7] Disponible sur le site Internet de la Cour: **lien** (01/05/2017).

[8] *Aharon Barak* , La dignité humaine: valeur constitutionnelle et droit constitutionnel, Cambridge University Press, 2015. - DOI: **lien**

[9] *Christopher McCrudden* , La dignité humaine et de l'interprétation judiciaire des droits de l'homme, La Revue européenne de droit international (Eijl) (2008), vol. 19, n ° 4, pp. 655-724, à la p. 683. - DOI:**lien**

[dix] *Asiatiques d'Afrique orientale c. Royaume-Uni*, 3 EHRR 76, 15.12.1973.

[11] Cité ci-dessus.

[12] *Vo c. France*, N ° 53924/00 [GC], 07.08.2004.

[13] *A., B. et C. c. Irlande*,non. 25579/05 [GC], 16.12.2010.

[14] *A., B. et C. c. Irlande*(Cité ci-dessus), §254.

[15] *Evans c. Royaume-Uni*, N ° 6339/05 [GC], 04.10.2007.

[16] *Dickson c. Royaume-Uni*, N ° 44362/04 [GC], 04.12.2007.

[17] *SH et autres c. Autriche*, N ° 57813/00 [GC], 03.11.2011.

[18] *Mennesson et autres c. France*,non. 65192/11, 26/06/2014, et Labassée c. France, no. 65941/11, 26/06/2014.

[19] *Paradiso et Campanelli c. Italie*, N ° 25358/12 [GC], 24/01/2017; voir par exemple, §§ 182, 184, 194, 201, 203e

[20] Voir aussi l'opinion dissidente commune des juges Lazarova Trajkovska, Bianku, Laffranque, Lemmens et Grozev En ce qui concerne le même jugement.

[21] *Paradiso et Campanelli c. Italie*(Cité ci-dessus), §194.

[22] *Parrillo c. Italie*, N ° 46470/11 [GC], 27/08/2015.

[23] *Dubská et Krejzová c. République tchèque*, Nos. 28859/11 et 28473/12 [GC], 15.11.2016.

[24] *Dubská et Krejzová c. République tchèque*(Cité ci-dessus), §182. Voir aussi, critique du jugement majoritaire, l'opinion dissidente des juges Sajo, Karakas, Nicolaou, LAFFRANQUE et cave.

[25] *Pretty c. Royaume-Uni*, N ° 2346/02, 29/04/2002.

[26] Par exemple., Haas c. Suisse, non. 31322/07, 20.1.2011.

[27] *Koch c. Allemagne*, N ° 497/09, 19.7.2012.

[28] *Lambert et autres c. France,*non. 46043/14 [GC], 05/06/2015.

[29] *Gard et autres c. Royaume-Uni,*non. 39793/17, 27/06/2017.

[30] *Paposhvili c. Belgique*, N ° 41738/10 [GC], 13/12/2016.

[31] *Larioshina c. Russie*(Décembre), No 56869/00, 23.4.2002. Budina c. Russie (déc.), N ° 45603/05, 18.6.2009.

[32] *X c. Lettonie*, N ° 27853/09 [GC], 26/11/2013.

[33] *VALLIANATOS et autres c. Grèce*, Nos. 29381/09 32684/09 [GC], 7.11.2013.

[34] Voir, par exemple, Kiyutin c. Russie, no. 2700/10, 10.03.2011 et IB c. Grèce, no. 552/103, 10,2013.

[35] *Macalin Moxamed Sed dahir c. Suisse*(Décembre) No.12209 / 10, 15.09.2015.

[36] *Appel-Irrgang et autres c. Allemagne*(Décembre), n ° 45216/07, 6.10.2009.

[37] *Lautsi et autres c. Italie,*non. 30814/06 [GC], 18/03/2011.

[38] *SAS c. France*, N ° 43835/11 [GC], 01.07.2014.

[39] *Hirst c. Royaume-Uni (2)*non. 74025/01 [GC], 06.10.2005.

[40] Par exemple, Tagayeva et autres c. Russie, nos. 26562/07, 14755/08, 49339 / 08,26562 / 07, 14755/08 et 49339/08, 13/04/2017.

[41] *El Masri c. FYRM*, N ° 39630/09 [GC], 13.12.2012.

[42] Voir, par exemple, MSS c. Belgique et Grèce [GC], no. 30696/09, 20.1.2011, andTarakhel c. Suisse, non. 29217/12 [GC], 11/04/2014.

[43] Bladet Tromso et Stensaas c. Norvège, non. 21980/93 [GC], §§ 59 et 62, CEDH 1999-III, et Pedersen et Baadsgaard c. Danemark, non. 49017/99 [GC], § 71, CEDH 2004-XI.

[44] *Delfi AS c. Estonie*, N ° 64569/09 [GC], 16/06/2015.

[45] Voir, par exemple, affaire relative à certains aspects des lois sur l'utilisation des langues dans l'enseignement en Belgique, nos CrEDH. 1474-1462 et al, 13.07.1968, §§ 3 et 4; FIGUE. Marckx c. Belgique, Cour européenne, non. 6833/74, 13.06.1979, § 31.

[46] opinion concordante commune des juges Sajo, et Vucinic Kuris, le jugement inMustafa Erdogan et autres c. Tukrey, non. 39779/04 346/04, 27.5.2014.

[47] *Robert Quinn, Jesse Levine* , DDH et demandes intellectuelle pour la liberté académique en vertu du droit des droits de l'homme, La Revue internationale des droits de l'homme, 2014, vol. 18, n ° 7-8., Pp. 898-920, à la p. 913. - DOI:**lien**

[48] *Leyla Sahin c. Turquie*, N ° 44774/98 [GC], 10.11.2005.

[49] *Sorguç c. Turquie*, N ° 17089/03, 23.06.2009, § 35.

[50] Cité ci-dessus.

[51] *Kharlamov c. Russie*, N ° 27447/07, 10/08/2015.

[52] *Mustafa Erdoğan et autres c. Turquie*(Cité ci-dessus).

[53] *Hasan Yazıcı c. Turquie*, N ° 40877/07, 15/04/2014.

[54] Voir Sapan c. Turquie, no. 44102/04, 06.08.2010.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

[55] *Aksu c. Turquie*, N ° 4149/04 41029/04 [GC], 15/03/2012.

[56] *Cox c. Turquie*, N ° 2933/03, 20.5.2010.

[57] *Lombardi Vallauri c. Italie*, N ° 39128/05, 20.10.2009.

[58] *Fernández Martínez c. Espagne*, N ° 56030/07 [GC], 12/06/2014.

[59] *Perinçek c. Suisse*, N ° 27510 [GC], 15/10/2015.

[60] *Gillberg c. Sweden*, N ° 41723/06 [GC], 3.4.2012.

[61] *Tarantino et autres c. Italie*,no.25851 / 09 29284/09 64090/09, 02.04.2013.

[62] *Pape François* : Adresse au Parlement européen - texte intégral, Radio Vatican, le 25 Novembre 2014 **lien** (01/05/2017).

[63] *Le bon judge l'esprit UNIR devrait Philosophique à la Bonté simple,* , Citation d'Anatole France; Opinions - 1902e sociales

Folk croyances dans le traitement parapsychologiques

Nubar Hakimova Mursal

PhD. des sciences biologiques, professeur, Institut du folklore,
Académie nationale des sciences de l'Azerbaïdjan
nubar_hakimova@mail.ru
DOI: 103e09.5355.TEXTE / 018

Abstrait

Comme la médecine populaire est généralement partie intégrante de la vie quotidienne et la vie des gens de son enquête pratique d'importance, l'enquête de ce système extrêmement complexe dans son ensemble réalisé avec des rites différents est important.

L'enquête de la profession d'un médecin charlatan et ses quelques parties de contenu telles que la profession d'un rebouteux, la dislocation de certaines parties dans le corps (« sinigchilig ») considérant comme un produit des premières étapes du développement de la vie sociale chez l'homme l'histoire sous forme systématiquement comparative avec la médecine des autres peuples turcs et orientale atteint l'importance particulière dans la compréhension de la profession de médecin plus facilement, ce qui a l'importance scientifique et pratique.

La profession d'un médecin charlatan formé dans les temps anciens, ainsi que la profession de médecin étant le produit de la après la période de l'art islamique, sans aucun doute, le rôle des matériaux riches recueillies au cours des expéditions scientifiques du folklore et de l'ethnographie est très précieux. Le rôle de l'information sur la médecine enregistrée dans les manuscrits médiévaux, ainsi que dans des œuvres de nos écrivains classiques est très inégalable, aussi. On remarque aussi que les différents éléments étant la base de la médecine populaire qui est la première partie du contenu du matériel turc commun et système de valeur spirituelle, y compris les rites et enchantements, en particulier dans d'autres niveaux de développement du système de connaissances populaire aux différents genres de folklore, la enquêtes scientifiques au Moyen-Age, en même temps dans les œuvres de nos classiques ont été jetés.

En époque moderne comme dans d'autres domaines de la science la plus forte croissance est également observée dans le domaine médical. Cependant, les personnes en accordant une attention particulière à la

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

médecine populaire tentent de maintenir en vie la profession du médecin charlatan dans la mémoire populaire. Ainsi, la profession du médecin charlatan étant en garde de santé physique et spirituelle du peuple a toujours fait sa mission historique avec honneur et il est poursuivi.

Avec l'émergence de la médecine moderne, la médecine traditionnelle étant célèbre dans le monde qui est tombé derrière à plusieurs reprises, n'a pas été sérieusement comme une science sérieuse, en particulier dans les zones rurales, les quartiers périphériques, il a poursuivi sa vie et a atteint jusqu'à nos jours. Seulement au cours des cinquante-soixante dernières années quand il était connu que la médecine moderne ne peut pas traiter certaines maladies de la médecine traditionnelle a resurgissent et les méthodes traditionnelles pratiquées depuis des milliers d'années ont été abordées. Aujourd'hui, comme dans de nombreuses régions du monde certains centres médicaux traditionnels ont commencé leurs activités et de nombreuses maladies sont traitées avec la médecine traditionnelle attenante à la médecine moderne.

Les exemples de la culture matérielle et spirituelle, des traditions, des cérémonies, des jeux et des divertissements, des compétences progressistes UESTIONS familiales de notre nation créée au cours de son histoire centenaire, y compris soit la médecine traditionnelle basée sur le système des riches connaissances empiriques et des compétences, folk les méthodes de traitement et des moyens ont été trouvés, ils ont été examinés et jour par jour riched jusqu'à l'époque actuelle. C'est pourquoi la médecine populaire avec l'Azerbaïdjan ses racines historiques pris en charge sur les traditions de l'ancienne médecine populaire du monde oriental et antique a beaucoup en commun avec le passé. (6, 209)

Selon les pensées de ethnographes, « l'apparition de maladies, animales, végétales et substances à base de minéraux propriétés curatives, ainsi qu'un certain nombre de méthodes pratiques de prophylaxie et le traitement des maladies, des habitudes d'hygiène, qui se compose de la somme des données empiriques recueilli par le peuple sur la médecine populaire (72, 30, 73, 3) se distingue au moyen du traitement théorique basé sur les conditions, les coutumes et les traditions de notre peuple, il a aussi été reflétée dans les traditions, des devinettes, des paraboles, des contes, légendes, mythes et légendes, ainsi que les précieux manuscrits dans et de la parole d'experts. (6, 209)

On peut diviser les médecins engagés sous condition dans la médecine traditionnelle en deux parties:

Le charlatanisme avec talent. Il y a des gens qui sont des médecins ou des médecins ayant charlatanisme l'histoire ancienne, leur art est considéré comme Thier talent. Ce genre de profession ne sont pas transférés à d'autres comme dans la voie de succession ou le maître-élève. Les points suivants sont inclus dans cette partie: hanıkhchılıg, ebechilik ou hebechilik (sage-femme), sinigchilig (rebouteux), et chopchuluk etc.

(beaucoup d'entre eux sont les méthodes de traitement dans la médecine populaire)

La profession de charlatanisme a appris par l'expérience - médecins folkloriques. Il y a d'autres professions de charlatanisme que les moyens d'herbes, une variété d'eau, avec une sangsue, le sang ou les professions, etc. sont étudiées avec la pratique. La relation maître-élève joue un rôle important en elle. Certaines professions telles que le réglage de l'os, coupe le cordon ombilical, le traitement par HEB ou d'autres méthodes, la prise de sang sont inclus dans cette partie.

Cependant, le principal point de combiner à la fois la profession de charlatanisme est de traiter des symptômes physiques, les symptômes de la maladie. Comme les maladies sont différentes de leur traitement, les méthodes de guérison sont également différentes. Bien sûr, les similitudes, les différences et les multiples facettes nous informent la richesse de la profession de charlatanisme. En dépit des différences en termes de la richesse de la médecine et le traitement des personnes ayant toutes les capacités de la profession de charlatanisme belived pour obtenir la force et le talent de Dieu. Voilà pourquoi avant de commencer à traiter les prières qu'ils lisent, conjure Dieu, dis quelques mots spéciaux. La profession de quackeryis une fiducie, il est une soumission à la puissance divine. Si ce n'était pas il serait donc impossible de traiter de nombreuses maladies inconnues à la médecine moderne par les gens ordinaires sans aucune formation médicale.

On peut souvent rencontrer des mots tels que le rêve, le rêve dans l'épopée,-lyrique épique, genres lyriques de la littérature orale de la nation Azerbaïdjan, « Hagg ashigi » (un poète folklorique mystique), « sheykh » (un vieil homme respectable), « l'homme lisant les pensées de quelqu'un » et d'autres titres en particulier dans de nombreux amour et héroïsme eposes combinant l'épopée-lyriques, des éléments dynamiques en soi dramaturgiques. Dans notre riche littérature populaire la psychologie de notre peuple, caracteres psychologiques qui caractérisent sa culture mentale très bien avoir trouvé son expression brillante. (2, 6-7).

Ils parlent généralement sur le mouvement et les habitudes du monde exprimées en épique, lyrique, épique, lyrique œuvres tentent d'influencer le cœur des auditeurs. La description des cas dreaming, leur explication avec des mots poétiques sont tout simplement convaincre de l'aspect psychologique du heros EPOS épopée lyrique par les achougs maîtres. Voilà pourquoi il y a suffisamment de matériel riche dans les différents genres de la littérature populaire, en particulier dans les eposes, les contes de fées, les formes de poème de ashug. (2, 7). On peut facilement dire les mêmes mots sur la psychokinésie. Ce phénoméne signifie d'influencer une chose sans interaction physique qui a été fondée par Juna Datiashvili (5, 189) et Uri Geller (6), dans shamanizm turcique cette action avait été reflété dans la pierre « yada » (« jada »), ainsi en

Azerbaïdjan, il a été traduit dans certaines croyances telles que « pour provoquer l'orge au fluage » par certains augures, augures (Shahverdiyev, Bakou, 2011, pp. 86-87).

Certaines croyances largement répandues dans le public font partie du processus de traitement parapsychologique utilisé dans la médecine traditionnelle indirectement et ce genre de « phénomène » sont admis comme une affirmation et la preuve d'un médecin populaire, chaman qui a une force magique. Dans le processus de traitement du rôle de la croyance du patient au « docteur » est connu pour tout le monde.

Réincarnation, cela signifie que le changement de corps de l'âme, si nous disons exactement, la formation (8, 108), qui est l'objet très grande croyance dans le bouddhisme et l'hindouisme, cela signifie entrer dans le corps d'un enfant nouveau-né après la mort d'un homme, retour à la vie à nouveau et c'est pourquoi, sauf les Turcs Touva et Khoten, cette formation n'a pas été largement répandu dans le système de croyances des nations turcophones. (9, 6, 398-399). Cependant, la croyance des mauvais esprits entrant dans le corps humain provoque des maladies différentes, d'abord toutes les maladies mentales est répandue Vey largement et cette croyance est étroitement liée aux méthodes de traitement parapsychologiques des nations turcophones. Cette fois-ci la capacité appelée « spiritisme » a un rôle spécial et dans parapshycology.

La croyance dans le système de croyance turcique en parapsychologie quelques créatures mythiques comme « oeil » (iye), (hal Anasi) (mère de cas), « abaasi » appartenait aux « pratiques Ghosty » et caractérisé comme « le virus énergique », après la religion de l'Islam appelé « cin » (« fantôme ») prend la place importante, ces croyances prennent également la place importante dans le traitement parapsychologique. doivent être spécialement mentionné les créatures mythiques « abaasi ».

Comme nous l'avons déjà mentionné, « abaası » prend la place large dans les croyances religieuses de Iakoutes et croit qu'il est un nom commun des mauvais esprits vivant sous la terre. « Selon les croyances religieuses mythologiques ces esprits viennent usualy dans le but de nuire au peuple. Ils sont une des créatures pattes, borgnes et laid. Toutes les plantes et les animaux nuisibles et dégoûtantes prospectifs sont le produit de ces créatures ... (10, 16).

De nombreux matériaux collectés on sait que « chamans glorifient habituellement Erli dans leurs enchantements et comme applaudissement un vieil homme avec une structure de corps athlétique. Ses yeux et ses sourcils sont la fumée noire, sa longue barbe divisée en deux parties se termine dans son genou. Ses moustaches ressemblant à des dents molaires sont en spirale et étirer jusqu'à la fin de son oreille. Les cornes ressemblent aux racines de l'arbre. Sont le curling Hairs. Selon une version, il vit dans un palais construit avec de la boue noire, mais en

raison des deux autres versions, il vit dans le palais avec la clôture en fer noir. Ce palais est stiauted dans les banques de la rivière Toybadım. Erlik promenades parfois dans un bateau sans rames noir, parfois sur la bête mythique appelée « kelke » (veau de buffle), mais parfois il marche sur le taureau chauve »(11, 53, 7, 85).

Selon les anciennes croyances turques comme il y a des chamans noirs aident les mauvais esprits, il y a aussi des chamans blancs rendu inoffensif avec l'aide des esprits Shirazi, sauver le peuple des fléaux et maladies, ils utilisent généralement la sorcellerie spéciale réduisant l'influence des mauvais prie. Les matériaux collectés en Azerbaïdjan prouvent l'utilisation de ces enchantements dans certaines maladies avec des méthodes parapsychologiques. Par exemple, les femmes à Chirvan dit généralement la sorcellerie suivante lors d'un durcissement du patient du froid et de mettre la cruche sur le dos du patient:

« Emun-Demun bu olsun,
Akhir gemin bu olsun ». (12, 30)
(Traduction: Que ce soit votre dernier chagrin ...)

Il est intéressant de noter que le mot « em » dans cette sorcellerie ne sont pas utilisés dans notre langue d'aujourd'hui et à la racine du mot « emchi » \\ « emsi » (médecin) est utilisé. Kashgarli Mahmud avait expliqué ce mot comme « maladie », « maladie ». (14, 38).

Levi-Stros analyse de l'activité de chamans au cours de la période de naissance dans son livre intitulé « L'anthropologie structurale » il avait une conclusion intéressante. Le scientifique dit qu'il ya une force favorisant la formation du fœtus et l'appelle « Mu », puis il mentionne que le pouvoir gouverne l'esprit de la femme qui donne naissance, cela signifie à l'intestin - « Purba », et dit que de retourner l'intestin volé est le principal problème du chaman qui vient pour aider la femme. Il fournit l'expansion de l'utérus pour réduire la douleur, mais il ne gêne pas physiquement aux organes génitaux d'une femme. Pour mener à bien ce travail, il dirige les esprits Shirazi. Cette étude vise à mettre en œuvre les bons esprits. Le chaman il réalise avec ses enchantements de lecture. Selon l'opinion de Lévi-Strossun il a rien de plus qu'une manipulation psychologique. (15, 1-2)

Lévi-Strauss confirme que l'ingérence de chaman donne l'effet positif. Telle est la question principale. Pour obtenir le bel effet psychologique ou de croire que le « miracle » avec l'aide des forces de l'autre monde lors de la restauration le cas « hypnose » d'un patient est propre problème de tout le monde. Selon la croyance turque à la racine du problème, il est non seulement psychologique, mais aussi le facteur parapsychologique.

Dans ce qui précède nous avons constaté que lorsque les chamans sont venus pour traiter les patients jetant dans leurs mains tiges ils ont dit la fortune et ont essayé de traiter les patients. En d'autres termes, afin

de traiter la maladie d'obtenir les informations de l'avenir de la variante optimale a été fouillée. Cette méthode acceptée comme une méthode de traitement parapsychologiques a été largement utilisé dans la médecine populaire Turk.

Il y a des informations précieuses sur les Turcs anciens qui ont dit au feu ardent de fortune dans le livre « Kitab al-Ajaib val-garaib » par Masudi, ainsi que dans la cosmographie de Ahmed bin Hamdan bin Shabiba al-Harrantli. D'après les informations, il peut être clair qu'il y avait un jour défini des grands dirigeants des Turcs, le grand feu a été attisé pour eux ce jour-là. Les sacrifices (victimes) ont été données à ce feu et beaucoup de prières ont été récitées. Les langues des flammes sont entrés dans le ciel. Si la couleur de la flamme était verte, cela signifiait la pluie abondante et produit riche, si elle était blanchâtre, cela signifiait une carence, si elle était rouge, cela signifiait une guerre, si elle était jaune, cela signifiait la maladie et l'épidémie, si elle était noir, il signifiait la mort du roi ou de son Voyage longtemps. (7, 45-46)

D'ailleurs, il convient de noter que les chamans croyaient que le feu pouvait chasser les mauvais esprits et l'ont utilisé à cette fin. En général, un incendie a été regardé par un système de protection et de nettoyage dans les croyances des anciens Turcs. Les croyances au sujet de feu ont une place importante dans la vie quotidienne de nombreuses nations turcophones. Au cours de Novruz (« Le nouveau jour ») vacances à sauter par-dessus le feu et de dire les mots « ODA agirligim-ugurlugum » (Que tous mes tristesses brûlent dans le feu) » sont les plus beaux exemples de l'interprétation ci-dessus.

Selon les Ecrits de VK Magnitski les Turcs tchouvaches croyaient que le feu avait aussi le pouvoir de les protéger contre diverses maladies. Ils l'ont utilisé comme un moyen de se débarrasser d'une variété de maladies humaines et animales. Les Turcs anciens croyaient que le « feu direct », ce n'est pas obtenue par des moyens autres le feu et la lumière parasite, ils pensaient que le feu a obtenu de façon naturelle - avec l'aide de rubbing- il y avait une grande puissance. C'est la raison pour laquelle ils ont utilisé habituellement le « feu direct » afin de guérir la maladie chez les personnes et les animaux. Pour le faire, ils en général, ils mettent tous les feux et des torches dans le village, puis la souche de chêne a été amené au milieu du désert, ont commencé à se frotter avec d'autres arbres jusqu'à fumé et enfin le « feu direct » serait être obtenu. Puis le feu a été immédiatement attisé, les œufs ont été mis à bouillir sur le feu et la combustion a été transporté à toutes les maisons du village. Puis deux grands incendies ont été brûlés et toute la population du village et le bétail ont été passés entre ces incendies afin d'être loin de maladies (16, 136, 17, 18, 208-213).

Les croyances similaires ont également répandu en Azerbaïdjan. Selon les Ecrits de ethnographe Guliyeva « le feu a été utilisé pour

protéger la famille, ainsi que la maison des mauvais esprits. Voilà pourquoi le jeudi dernier les branches des arbres ont été brûlés et les chambres étaient de fumée »(19, 345). L'enquêteur écrit que « le jour de mariage de la mariée est généralement accompagné de deux bougies allumées, elle tourne trois fois autour du feu et elle a été accusée du feu pour être protégés par les mauvais esprits. La chemise de l'enfant nouveau-né a été emmené au feu, puis il a été mis sur le bébé. Selon les croyances anciennes, il était strictement interdit de donner un feu la nuit, sinon il pourrait être une bénédiction. Pendant les temps anciens, les gens se sont rassemblés pour construire une maison pour une jeune famille, ils fournissent la nouvelle famille avec tous les besoins nécessaires, à l'exception du feu. Mais les jeunes gens ont dû trouver une pierre d'acier pour faire feu eux-mêmes. Il était un signe de gagner le bonheur du peuple par eux-mêmes et une condition nécessaire à la force de la famille. Alors, quand le nouveau Moont est apparu qu'ils ont jeté les cendres du feu au lieu secret. Personne ne passa sur la cheminée. La cendre du feu n'a pas été mélangé avec des objets tranchants. Depuis ce temps, certains membres de la génération croient plus que « le propriétaire du feu » peut apporter des malheurs, des problèmes aux hommes, surtout qu'ils croient qu'il peut punir le confort de la maison »(19, 345). Alors, quand le nouveau Moont est apparu qu'ils ont jeté les cendres du feu au lieu secret. Personne ne passa sur la cheminée. La cendre du feu n'a pas été mélangé avec des objets tranchants. Depuis ce temps, certains membres de la génération croient plus que « le propriétaire du feu » peut apporter des malheurs, des problèmes aux hommes, surtout qu'ils croient qu'il peut punir le confort de la maison »(19, 345). Alors, quand le nouveau Moont est apparu qu'ils ont jeté les cendres du feu au lieu secret. Personne ne passa sur la cheminée. La cendre du feu n'a pas été mélangé avec des objets tranchants. Depuis ce temps, certains membres de la génération croient plus que « le propriétaire du feu » peut apporter des malheurs, des problèmes aux hommes, surtout qu'ils croient qu'il peut punir le confort de la maison »(19, 345).

Une croyance semblable se manifeste dans la relation à l'eau: « Au cours de la première mardi doit venir au printemps tôt le matin et dire les mots suivants:

Agirligim, ugurlugum suya,
Azarim-bezarim Suya ».
(Que toute ma charge, la douleur, la maladie va à l'eau)

Ensuite, ils se lavent les mains et le visage, jeter et éclabousser l'eau sur l'autre. Ils font généralement les hommes malades de sauter sur l'eau ... « Je jure avec l'eau, je ne serai pas mal faiseur ». (20, 54).

Dans le folklore azerbaïdjanais, ainsi que dans la littérature écrite il y a quelques informations qui est considéré comme plus de préjugés, leur essence ne peut être comprise par l'approche des principes de la science de

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

la parapsychologie. Commentant sur la base scientifique d'un des phénomènes miracles du philosophe, physiologiste, psychologue, les scientifiques de la médecine ont fait leurs statments de deux façons. Ainsi, certains d'entre eux approchent le secret des phénomènes dans une position stricte. Ils donnent la croyance aux miracles que l'obscurité intellectuelle, l'ignorance, le retard dans la science. Cette ligne se poursuit encore chez certains scientifiques. Nous pensons que s'il y a des opinions contradictoires entre les enquêtes des scientifiques, alors il est nécessaire d'étudier les phénomènes de manière scientifique. Les physiologistes modernes, des psychologues, des naturalistes, des médecins, scientifiques ont examiné et continuent le mystère des phénomènes dans le monde des médias. (2, 5).

Comme la médecine traditionnelle est directement liée avec le folklore de cérémonie et d'ethnographie de notre peuple, car il combine l'unité harmonieuse, en d'autres termes, comme la médecine populaire est une partie d'un certain nombre de cérémonies publiques, par exemple, est une partie de la cérémonie la naissance, son enquête signifie pour étudier le folklore de cérémonie et de l'ethnographie. Donc, pour étudier les caractéristiques ethnograpic et les directions dans les textes folkloriques de la médecine populaire prend le rôle de source importante dans les enquêtes de la relation mutuelle entre le folklore et ethnogrpay.

Références

1. Anthologie folklorique Azerbaïdjan, livre 1, Bakou, 1969.
2. Hakimova N. Les connaissances traditionnelles de la nation l'Azerbaïdjan, Bakou, « Nurlan », 2011. p. 5.
3. Traditions Gedirzade G., les croyances, les relations ethnogénique sur la famille et de la vie, Bakou, « Elm », 2003.
4. Gahramanova KN L'essence philosophique de consciousnessin ONU- le contexte de freydizm, Bakou, № 2010, p. 125-132.
5. Кузник Б.И. Джуна, Ванга и другие. М., « Радио и связь », 1995. 296 s.
6. Геллер У. Эффект Геллера. М., 1991.
7. Shahverdiyev B. (Tunjay). L'activité imagination mythique et le folklore de la population en Azerbaïdjan pendant la période Enolit, le journal « Dédé Gorgud » II (39), Bakou, 2011, p. 81-92.
8. Парамаханса Й. Карма и реинкарнация: Мудрость Йогананды. М., Издательство «София», 2010. 128 s.
9. Монгуш М.В. История буддизма в Тыве. Новосибирск, « Наука », 2001. 200 s.
10. Beydili C. Türk Miföloji Sözlüyü. Yourte Kitap-Yayın, Ankara, 2004.
11. Алексеев Н. А. Ранние формы религии тюркоязычных народов Сибири. Новосибирск, 1980. С. 136-137.
12. Khurramgizi A. Azerbaïdjan folklore cérémonie, Bakou, 2002, p. 30.
13. M. Kashgari Luget-it Divan-Turk. Ankara, 1992, p.38.

14. Бабенко Е. Символизация матки и роды: шаманизм и психоанализ (http://kogni.ru/mag/symbol_mat.pdf).
15. Магницкий В. К. Материалы к объяснению старой чувашской веры. Казань, 1881.
16. Руденко С. И. Добывание огня трением у чуваш. СПб., 1911.
17. Прокопьев К. П. Похороны и поминки у чуваш. Казань, 1903.
18. Azerbaïdjan ethnographie, III, 2007, p. 345
19. Sayılov G. La spécification du genre de folklore cérémonielle, Bakou, 2007, p. 13-17.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Mise en abyme et engagement littéraire chez Jean-Jacques Pelletier

Sylvain David
Moines Projet NCN et Communautés Monast Me Est, Krakowskie Przedmiegcie 26-28, PL-00927 Varsovie, Pologne.

davidsshhdy@hotmail.com

DOI: 103e09.1092.TEXTE / 018

Abstrait

Selon la directive européenne 2015/849, tous les États membres doivent établir un registre central des données sur les bénéficiaires effectifs des entités juridiques des entreprises et donc des fiducies et des arrangements juridiques similaires aux fiducies. Tout d'abord, cela exige une identification des Derniers arrangements dans les différents États membres, Tout ce qui est pas une tâche facile: la définition liée à être « semblable aux fiducies » est tout à fait vague.The principal objectif de l'article ce que la mienne déterministe la dispositions dans le droit estonien privé qui devrait être pris en compte dans la mise en œuvre des règles du registre de l'UBO. Par conséquent, un aperçu de la lettre est fournie des fiducies et deux types de dispositifs utilisés dans le système de droit civil pour les mêmes fins - la confiance et fiducie. La pièce met ensuite en évidence les similitudes entre la thèse et la confiance, la conclusion étant tirée que d'être « confiance comme » dans le contexte de la directive se résume à des situations Worin de l'extérieur de la propriété a une personne en tant que propriétaire, mais il existe donc à la relation interne n'oblige le détenteur du titre d'observer certaines fonctions et qu'il peut accorder une autre personne l'avantage économique de l'property.Next, l'article se tourne vers la scène juridique estonien. À l'étude sont famille- et dispositifs succession de droit (par exemple, exécuteur testamentaire d'un testament), diverses formes de propriété et des communautés partagées (en particulier, le partenariat silencieux et

fonds d'investissement contractuels), des mandats et des contrats de commission, détention intermédiée de titres, fiduciaires et la propriété à des fins de sécurité. La conclusion est thatthere sont en effet des dispositions du système juridique estonien ne tombent dans la catégorie des arrangements comme la confiance en vertu de la directive, mais a fait l'enregistrement des données UBO pour tous ne serait pas sans difficultés. Enfin, certains critères d'enregistrement des dispositions pertinentes sont proposées.

Mots-clés: directive anti-blanchiment d'argent; ultimes propriétaires véritables; UBO registre; fiducies; arrangements semblables aux fiducies; droit civil; mandats; partenariat silencieux; fonds d'investissement contractuels

1. Introduction

Pour identifier les terroristes et blanchisseurs-cache derrière les personnes morales ou des arrangements, la directive européenne 2015/849 [1](4AMLD) présente le 'UBO registre. En conséquence, tous les États membres (NSM) doivent établir un registre central contenant des données sur les bénéficiaires effectifs (UBOS) [2]des personnes morales des entreprises et donc des fiducies et des arrangements juridiques similaires aux fiducies (après « SAS »).

Cependant, avant 4AMLD que transposée dans la législation nationale des différents MSs modifier ments à elle - visés par par le nom de « 5AMLD » et commencé par la proposition de la Commission européenne pour une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive (UE) 2015/849 sur la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme et modifiant la directive 2009/101 / CE du 5 Juillet 2016 « (ci par ci-après la » proposition ») - ont été déjà sur la table [3]Le texte final de 5AMLD hasnt encore été convenu, mais il semble qu'il a fait est assez probable va ouvrir la voie à des changements importants se rapportant aux fiducies et aux sociétés de surveillance. Entre autres, il sera probablement la liste des dispositifs contractuels recherche comme fiducie, Treuhand et fideicomiso comme exemples de SAs [4], Les termes de 4AMLD Explicitement spécifié que les fondations en tant que dispositifs juridiques auxquels les mêmes mesures devaient être appliquées à des fiducies. [5]En second lieu, 5AMLD va s'accoupler pour tenter de la mine déterministe dans lequel les États membres les fiducies et sociétés de surveillance devraient être enregistrés - selon l'endroit où ils sont administrés [6]Plutôt que de savoir quelle loi MS a été choisi pour gouverner la fiducie ou SA (ce dernier ayant été l'approche de 4AMLD). Cela signifie donc ne doit être MSs en mesure de reconnaître les fiducies établies en vertu et SAs et régies par la loi d'autres pays (ceux ne sont pas limités à PMs). En troisième lieu, le cercle des personnes auxquelles les

données de UBOS sera disponible sera très probablement élargir. .Selon 4AMLD, les informations concernant UBOS des fiducies et ce déjà SAs directement accessibles aux autorités compétentes et les unités de renseignement financier (URF) [7], La proposition initiale de 5AMLD a suggéré de permettre l'accès du public aux données sur les fiducies et sont ne assurait « type d'affaires » et / ou par des professionnels et Administré accorder à ces personnes « ayant un intérêt légitime » dans le cas des autres. [8]Depuis lors, cependant, il a été proposé de divulguer les données UBO de toutes les fiducies et au public SAs. [9]

Les EM devraient identifier utilisés dans leurs SAs pays et d'assurer la soumission des données de UBOS liées à une base de données centrale. [dix]Il semble que, pour le moment, l'Estonie a choisi de prendre l'approche qui, en dehors des fondations, il n'y a pas de dispositifs semblables aux fiducies dans notre pratique juridique qui devrait être soumis à des règles registre UBO. [11]Le but de cet article est de montrer thatthere sont, en fait, des dispositions dans la structure de thathave de droit estonien privé ou des fonctions similaires à celles des fiducies et devraient donc être considérées dans la liste des sociétés de surveillance. Dans le document, j'essaie aussi de mettre en évidence les difficultés pouvaient se poser à cet égard. L'article ne couvre pas les fondations, comme thèse sont les instruments CLAIREMENT adresseront à la fois la législation estonienne et l'AMLD (« AMLD » après se référant à la 4AMLD et 5AMLD ensemble à la directive en général) du texte, pour des raisons qui ne la confusion quant à savoir si ils devraient être inclus dans les registres UBO shoulderstand se produire. Pour des raisons similaires, il ne couvre pas les personnes morales des entreprises.

Pour la détermination de la pratique juridique SAs estonien, le concept de confiance Shoulderstand explique « Tout d'abord. Les textes 4AMLD et 5AMLD ne donnent pas une définition de la confiance. , Deux assimilent à la place avec des instruments utilisés dans les systèmes de droit civil thathave structure similaire ou fonctions. PAR CONSÉQUENT, en plus de fournir une introduction aux fiducies, la première section ci-dessous donne un aperçu de la lettre des deux types SA mentionnés dans les documents préparatoires à la 5AMLD - et FIDUCIE la Fiducie - et procède à mettre en évidence les similitudes entre la thèse et la confiance, Ce qui shoulderstand aide plus tard à déterminer la législation estonienne en SAs. Ensuite, l'article se tourne vers la scène juridique estonien et tente de trouver des arrangements ne sont semblables aux fiducies. À l'étude sont les dispositifs et la succession famille- de droit (par exemple, exécuteur testamentaire d'un testament),

2. fiducies et sociétés de surveillance en vertu de la directive

2.1. fiducies

Buts.L'institution de la fiducie a développé principalement dans les juridictions en fonction du système juridique anglais. Pendant longtemps, il a été considéré comme unique droit commun puisque les pays de droit civil ne disposent pas d'un dispositif est fait ce flexible et universel pour extension à travers tant de relations juridiques.

Dans les pays de common law, les fiducies sont utilisés pour une grande variété d'objectifs: protection des actifs (de la famille); administration et disposition relative aux personnes vulnérables ,: telles que les mineurs, les toxicomanes et les personnes handicapées; la conservation d'un objet ou l'appropriation de biens pour une utilisation spécifique [12]; investissement (fonds communs de placement / Fonds communs de placement) [13]; disposition des employés à la retraite Leur (comme les fiducies de retraite) [14]; charité; la gestion de la garantie en cas Worin il y a un grand nombre de créanciers ou lorsque la même sécurité est en faveur des groupes successifs des créanciers (prêts du syndicat, émission-cautionnement garanti) [15]; etc. fiducies testamentaires sont créés par la volonté d'une personne et à la mort surgissent du testateur.

Alors que les fiducies mentionnées ci-dessus sont des fiducies express - à savoir, en connaissance de cause créé par une personne - qu'il existe des fiducies a fait lui sont imposées par la loi ou un tribunal: les fiducies, les fiducies constructives prévus par la loi, et les fiducies résultoires [16], Les fiducies légales se posent en vertu des lois qui stipulent fait dans certaines circonstances, les biens sont détenus en fiducie, comme dans le cas des fiducies encourues au titre des domaines juridiques ne sont en co-propriété avec ou intestat. [17]fiducies sont imposées par Constructive tribunaux comme remède, par exemple, pour éviter l'enrichissement sans cause. [18]fiducies résultoires peuvent être créés (en faveur du cédant) dans les cas Worin propriété est à titre gratuit Transféré et il n'y a pas de preuves suffisantes pour déterminer l'intention du cédant - il a fait le cédant destiné à faire un don ou d'un prêt et renoncer à son intérêt bénéficiaire. [19]

Définition et parties. Le projet de cadre commun de référence (PCCR) [20]Définit la confiance comme une relation juridique dans laquelle le syndic est tenu d'administrer ou de disposer d'un ou plusieurs actifs (le fonds d'affectation spéciale) dans la danse accor avec les termes régissant les relations (termes de fiducie) au profit d'un bénéficiaire ou promouvoir des fins d'utilité publique. La personne qui constitue la confiance et la confiance définit les termes est appelé le settlor [21], Les rôles des parties peuvent se chevaucher. [22]Une fiducie n'est pas une personne morale ou d'un contrat [23],

la propriété fiduciaire. Une caractéristique essentielle d'une fiducie est fait le titre [24]au fonds d'affectation spéciale est dévolu au syndic: « Aux fins de l'exécution de la confiance que le syndic se drape dans le

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

manteau d'un propriétaire pur et simple. » [25]Mais l'interprétation du « titre » n'est pas toujours synonyme de « propriété ». Dans la plupart des pays la confiance, le fiduciaire En fait, le propriétaire du fonds d'affectation spéciale [26], Mais certaines juridictions de droit civil thathave appliquée l'utilisation confiance différentes solutions: en Chine, en Louisiane et au Québec, « titre » de faire confiance à la propriété est au nom du fiduciaire alors que la propriété des biens en fiducie est dit de se coucher avec le settlor, bénéficiaire, ou aucune des parties de fiducie, respectivement. [27]

Même si le fiduciaire est le propriétaire, il faut se rappeler ne les actifs de la fiducie n'ont été transmis à lui aux fins énoncées dans les conditions de la fiducie. Au lieu du fiduciaire, les bénéficiaires ont généralement le droit de bénéficier des biens de la fiducie.

Le ou les bénéficiaires settlor Shoulderstand pas le droit d'ordonner au syndic autour - le maintien des pouvoirs par le settlor ne doit pas étendre au-delà de la limite au-delà de laquelle la fiducie peut être considérée comme nulle ou « trompe-l'œil » [28], Cependant, certaines juridictions (principalement au large des côtes) ne permettent les fiducies ne seraient considérés comme des « trompe-l'œil » dans d'autres.

Ségrégation des patrimoines. Avec le syndic étant le propriétaire du fonds d'affectation spéciale, il peut être personnellement responsable de satisfaire les dettes de fiducie (la première règle En ce qui concerne les créanciers silencieux est thatthey peut satisfaire leurs droits sur le fonds d'affectation spéciale) [29], Mais ses créanciers personnels ne doivent pas avoir recours au fonds, comme le fonds d'affectation spéciale doit être considérée comme un patrimoine distinct du patrimoine personnel du fiduciaire et de tout autre acquis ou patrimoines gérés par le fiduciaire. [30]Le fonds d'affectation spéciale est donc à l'abri des réclamations faites par les héritiers et le conjoint du syndic. [31]Ni est le fonds d'affectation spéciale disponible pour les créanciers du constituant ou le bénéficiaire (bien qu'ils peuvent faire appel à des droits liés au fonds d'affectation spéciale du bénéficiaire [32]), Ne sont le bénéficiaire et le settlor, la capacité DASS responsable à un créancier de confiance. [33]

Tracé. Une autre caractéristique spécifique de la fiducie de common law est la nature particulière des droits des bénéficiaires contre des tiers en cas de détournement des biens en fiducie par le fiduciaire. Bien que les bénéficiaires ne sont pas les propriétaires de biens en fiducie, ils pourraient avoir une réclamation contre un bénéficiaire tiers qui n'est pas un acquéreur pour la valeur de bonne foi. [34]

2.2. La similitude SAs

La confiance.en Allemagne [35], La confiance est une relation contractuelle Worin une personne (le fiduciaire) est chargé de certains biens (la propriété en fiducie), qu'il doit gérer ou en disposer, et non dans

son propre intérêt, mais dans l'intérêt d'une autre personne (settlor) ou dans un but précis.

Cette institution ne Explicitement régie par la loi et est plutôt régi par la doctrine et de la jurisprudence. En règle générale, les dispositions régissant un mandat ou d'un contrat pour la gestion des affaires d'une autre sont ainsi appliqués. [36]

Une distinction est faite entre la Fiducie de sécurité et la confiance administrative: l'ancien protège les intérêts des fiduciaires en lui fournissant la sécurité par le transfert d'actifs; dans le dernier cas, le fiduciaire gère les actifs dans l'intérêt de l'auteur. [37]

Le syndic devient propriétaire des actifs cédés à lui et, en tant que propriétaire, peut en disposer. Le contrat créant la fiducie peut fixer certaines limites pour cela, mais la synthèse effet obligatoire que. Par conséquent, dispositions prises en violation des obligations sont examinées rallye génétique valide. [38]En cas de détournement de biens par theTreuhänder, le bénéficiaire pourrait avoir à Claimsoft personam contre le cessionnaire tiers si le syndic lui-même est insolvable et donc le cessionnaire a conspiré avec les fiduciaires d'endommager le constituant ou le bénéficiaire. [39]

Le settlor ne tombe jamais tout à fait hors de l'image: le syndic a l'obligation de faire rapport au settlor, et il est possible que le settlor soit autorisé à révoquer theTreuhand. Alors que le fiduciaire est le propriétaire, la propriété fiduciaire est calme « économiquement » réputé appartenir à l'auteur. PAR CONSÉQUENT, en cas d'insolvabilité de l'auteur, les créanciers du settlor peuvent récupérer les biens en fiducie du fiduciaire (mais ce n'est un Claimsoft personnel). [40]D'autre part, le Lorsqu'un fiduciaire est insolvable, theTreugeber ou tiers bénéficiaire peut opposer à des attaques contre les créanciers personnels de theTreuhänder et la libération de la demande d'actifs appartenant à la propriété en fiducie (mais seulement si ces actifs ont été fournis à la propriété en fiducie directement de l'auteur). [41]

La Fiducie.L'article 2011 du Code civil français [42]Définit la transaction comme une fiducie avec laquelle le constituant [43]choses transferts, droits ou valeurs mobilières à thefiduciarie, qui, en les gardant ségrégation de son propre patrimoine, agit de manière zu weiterer un but particulier au profit des bénéficiaires.

la loi française a fait le États Explicitement patrimoine fiduciaire est soumis à l'exécution que pour les dettes découlant de la tenue ou à la gestion de ce patrimoine [44]et est ainsi protégé contre les créanciers de la fiduciarie [45]ainsi que du constituant. Contrairement à la loi en vertu de l'Angleterre ou de l'Allemagne, seules les institutions ou professions spécifiques peuvent fonctionner comme fiduciarie: les individus d'une valeur, à l'exception des avocats, sont exclus. [46]Il est utilisé principalement comme un dispositif de sécurité (-fiducie sûreté) [47],

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Worin le fiduciarie est le bénéficiaire, alors, et à des fins de gestion au profit du constituant lui-même (-gestion fiducie). A ne peut pas être fiducie mis en place pour un tiers bénéficiaire (à moins que le bénéficiaire n'a confère un avantage au constituant en quelque sorte l'équivalent de la valeur des choses qu'il reçoit) [48], En France, doit être fiducie enregistré. [49]

La caractéristique commune. Alors que dans la common law fiducie une fiducie n'est pas une personne morale ou d'un contrat, les instruments similaires sont mentionnés dans 5AMLD de nature contractuelle, comme theTreuhand et, ou sont des entités juridiques ,: comme les fondations. Ainsi, alors qu'avec une fiducie dont les actifs constituant le fonds d'affectation spéciale sont cantonnés, en quête de protection did inclus en cas d'insolvabilité de l'auteur, le syndic se termine par suite de l'insolvabilité de l'auteur et les actifs peut alors être récupéré de la administrateurs, donc on peut dire fait la séparation des biens est pas obligatoires au dispositif à traiter comme similaire aux fiducies sous le AMLD. Les droits des bénéficiaires contre des tiers en cas de détournement de biens par le syndic sont rallye des gènes plus fort dans le cas des fiducies. [50]

Cela nous laisse avec une caractéristique commune: la propriété est confiée à une personne, qui détient le titre de propriété, au profit d'une ou plusieurs autres personnes ou dans un but précis. Par conséquent, de l'extérieur de la propriété a une personne en tant que propriétaire, mais il existe en relation interne afin - potentiellement invisible au public - qui oblige le syndic à observer certaines fonctions et qui peuvent permettre à une autre personne d'obtenir l'avantage économique de la fiducie propriété. Ci-dessous, la poursuite de l'examen du possible en Estonie SA procède à cette conclusion.

3. Estonie possibles SAs

3.1. Succession- et des dispositifs de droit de la famille

Bien qu'il existe des structures juridiques ne sont fonctionnellement similaires aux fiducies dans thatthey Cater pour les mêmes types de besoins que sont traités par la confiance dans les pays de common law, « caché » dans le contexte de AMLD, nous pouvons sans doute exclure les personnes sans bénéficiaire,

Ainsi, bien que le testateur peut désigner à l'exécuteur testamentaire de la volonté [51]ou un tribunal peut désigner anadministrator pour la succession du défunt [52], Qui pourrait avoir le droit de posséder, d'utiliser ou de disposer de la propriété (alors que le successeur n'a pas le droit d'en disposer), le successeur - et non l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur - sera enregistrée en tant que propriétaire de la propriété dans les registres de respectively. Par conséquent, la situation est semblable à une fiducie non à des fins AMLD, même si les fonctions d'exécuteur testamentaire et

administrateur exerce les mêmes fonctions que celles du syndic testamentaires en Angleterre.

De même pour la tutelle des personnes vulnérables - Bien que le tuteur peut avoir des obligations similaires à celui du fiduciaire, est la personne silencieuse Considérée sous tutelle en tant que propriétaire, bien qu'il n'a pas le droit de conclure des transactions lui-même [53], Donc, dans ce contexte, il n'y a probablement pas besoin d'une longue analyse de l'Institut de la représentation [54], Worin une personne peut effectuer des transactions pour une autre, mais le fait pas en son nom propre ou en son nom propre mais pour le principal (Bien que, encore une fois, une partie de ses fonctions pourrait être similaire à des droits d'un fiduciaire).

Ainsi, la loi sur les successions (LSA) prévoit la possibilité de nommer le successeur asubsequent: dans le cas d'arrivée d'une date particulière ou réalisation d'une condition de jeu, la succession ou une part de celui-ci le transfert d'un successeur provisoire à un successeur subséquent (voir la section de la LSA 45 (1)). Le droit de disposition du successeur provisoire pourrait être quelque peu limitée (sous la LSA, §§ 48 et 54). Cette disposition peut ressembler à des intérêts en possession confiance [55], Mais jusqu'à la date ou condition en est venu de passer (et le successeur subséquent doit être transféré la propriété), le successeur subséquent, la capacité DASS, aura pas de droits « cachés » bénéfiques à l'égard de la succession et le successeur provisoire est le propriétaire à part entière. En plus de cela, dans le cas des immeubles du fait de la succession postérieure est inscrite au registre foncier [56]et CONSÉQUENT est visible à tout le monde. Inutile de dire que la situation de la succession ultérieure ne peut se produire dans le cas de la mort de quelqu'un, ce qui le rend inefficace à des moyens de blanchiment d'argent.

3.2. La propriété partagée et les communautés

Comme mentionné plus tôt que dans le document, dans les pays de common law fiducies peuvent donc être établies dans les cas Worin, par exemple, la terre appartient à plus d'une personne. [57]En Estonie, Quand un droit ou une chose appartient à plusieurs personnes en même temps, cela est généralement traduit par l'inscription dans le registre concerné [58]- si l'objet de la propriété partagée [59]ou de la communauté (ühisus [60]) Doit être enregistré - ou, dans le cas de biens meubles, par la possession conjointe [61], Par conséquent, en cas de co-propriétaires [62], les conjoints [63], Co-successeurs [64], Et un partenariat « ordinaire » (rare chanter) [65], Il n'y a pas de « cacher » le propriétaire et la situation ne peut pas être considérée comme la confiance comme en a fait sens.

Il y a deux exceptions près, cependant: le partenariat silencieux et les fonds d'investissement contractuels.

Alors que dans les cas impliquant un partenariat « ordinaire », les parties au partenariat sont visibles de l'extérieur, puis dans le cas du partenariat silencieux (610-618 §§ de la Loi sur le droit des obligations, Modelé le partenariat silencieux allemand) seul des parties (le « propriétaire ») est visible à des tiers, alors qu'il existe au rapport interne a la vie privée offre à l'autre partie au contrat - le partenaire silencieux. Le partenaire silencieux apporte une contribution (trésorerie, services, ou d'autres actifs) à l'entreprise du propriétaire et en retour est en droit de partager les bénéfices découlant de l'entreprise. La contribution normalement la propriété devient du propriétaire. En ce qui concerne les tiers, le propriétaire est le propriétaire de l'entreprise commerciale et exerce ses activités en son nom propre. Pour certaines opérations, [66]Le partenaire silencieux est rallye gène pas responsable des réclamations de tiers découlant de l'entreprise [67], Néanmoins, si un accord ne se fait pas autrement, il doit participer aux pertes de l'entreprise [68], Dans le cadre de l'accord de partenariat, le partenaire silencieux pourrait avoir le droit de participer à la prise de décision. [69]Le partenariat vient de mettre fin à quand l'une des parties fait faillite. [70]Les actifs apportés à l'entreprise par le partenaire silencieux ne sont pas cantonnés: lorsque le propriétaire (ou l'autre personne physique ou morale) a plusieurs entreprises à son nom ou il y a des créanciers personnels il n'y a pas de ségrégation, et le partenaire silencieux (ou la contribution) n'a pas de protection spécifique.

Bien que le partenariat silencieux ne serait pas considéré comme une fiducie au sens « classique », il semble l'a fait correspond à la catégorie à des fins SA AMLD. La loi ne prévoit pas de format de ce contrat, il devrait être prévu pour qu'il soit difficile de superviser la mise en œuvre effective de l'obligation d'enregistrement. En outre, lorsque le but principal est la confidentialité, ce type de contrat ne sera pas utilisé plus une fois que l'obligation d'enregistrement est entrée en vigueur.

Dans le cas des fonds d'investissement contractuels (fonds communs), l'argent recueilli par l'émission de parts et d'autres actifs acquis par l'investissement de l'argent Saïd sont détenus conjointement par les porteurs de parts et la société de gestion (« Manco ») conclut les transactions avec les actifs du fonds pour le compte de tous les porteurs de parts, mais collectivement, en son nom propre (voir la section 4 (1) de la Loi sur les fonds d'investissement (IFA) [71]). Cette bedeutet, dass le manco sera enregistré dans les registres comme ayant le titre de propriété du fonds. [72]

Des fonds communs de façon Fournir la ségrégation de style confiance des patrimoines: les réclamations des créanciers de la Manco ne peuvent pas être satisfaits sur des actifs de recherche. [73]Les fonds sont à l'abri des réclamations des créanciers afin de détenteurs de parts [74],

Incarnant Ces qualités spécifiques de la confiance, les fonds communs sont probablement les plus instruments comme la confiance en Estonie (à côté de fondations). Mais est-être confiance comme vraiment suffisant pour faire les listes de tous les porteurs de parts accessibles au public à travers les registres de l'UBO? Le risque de blanchiment d'argent est peu susceptible d'être particulièrement élevé pour certains fonds communs. Ceci est particulièrement vrai amour pour ceux qui sont soumis à une réglementation et une surveillance Autorité de surveillance financière. Il convient de mentionner aussi fait tous les fonds de pension - y compris les fonds de pension obligatoires, dans le cas dont la somme revient en pourcentage du revenu légal - sont établis comme des fonds communs en Estonie.

Ainsi, dans le cas des fiducies et sociétés de surveillance, l'AMLD ne fait aucune distinction quant à savoir si les bénéficiaires ont des droits de prise de décision réelle (dans le cas de nombreux fonds communs en Estonie, les porteurs de parts ne le font pas). CEPENDANT, si au fonds d'investissement ont été mis en place en tant que société au lieu d'utiliser le format de fonds commun contractuel (en Estonie, thèse peut être établie que, par exemple, une société anonyme ou d'une société en commandite), il y aurait un seuil pour l'inscription de UBOS. .Selon 4AMLD, c'est le portefeuille d'actions ou la propriété d'au moins 25% pour les personnes morales des entreprises. [75]Par conséquent, la plupart des véhicules d'investissement que les sociétés établies pourrait échapper à l'exigence UBO-enregistrement alors que les fonds communs NEGATIVE.

3.3. Commission et les mandats non divulgués

En plus de la description générale mentionnée ci-dessus des fonctions du conseil de surveillance, certaines fonctions sont donc précisées dans d'autres articles du CC. Le devoir de la direction générale stratégique [13]Résulte de l'article 317 du Code pénal, et pour autant que les actionnaires ont pas déterminé les grandes orientations des activités avec leurs décisions, il est le pouvoir du conseil de surveillance de procéder à la direction générale. .Selon la première phrase de l'art. 317 du CC, le conseil de surveillance donne des ordres au conseil d'administration pour l'organisation de la gestion de l'entreprise. La deuxième phrase du même article insiste sur le pouvoir du conseil de surveillance pour superviser les actions du conseil d'administration. .Selon cette disposition, toutes les transactions ne sont pas dans le cadre des activités économiques de tous les jours, en règle générale, exige le consentement du conseil de surveillance. En général, le consentement de l'organe de surveillance est nécessaire pour la conclusion de, surtout, les transactions ont apporté de l'acquisition ou à la résiliation des participations dans d'autres sociétés, la fondation ou la dissolution des filiales, l'acquisition ou la cession d'une

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

entreprise ou la cessation de ses activités, le transfert ou le grèvement de biens mobiliers immobiliers ou enregistrés, etc. Remarque Un must ne la liste des opérations exigeait le consentement du conseil de surveillance est un processus ouvert et sert sur exemple. Dans certains cas, il faut tenir compte de tous les aspects des opérations ainsi que les caractéristiques de l'entreprise de décider si une opération spécifique a besoin du consentement du conseil de surveillance ou non. Il faut noter, la liste de la filière dass des opérations exigeait le consentement du conseil de surveillance est un processus ouvert et sert sur exemple. Dans des cas particuliers, il faut tenir compte de tous les aspects des opérations ainsi que les caractéristiques de l'entreprise de décider si une opération spécifique a besoin du consentement du conseil de surveillance ou non. Il faut noter, la liste de la filière dass des opérations exigeait le consentement du conseil de surveillance est un processus ouvert et sert sur exemple. Dans certains cas, il faut tenir compte de tous les aspects des opérations ainsi que les caractéristiques de l'entreprise de décider si une opération spécifique a besoin du consentement du conseil de surveillance ou non. [14]La Cour suprême d'Estonie a surexprimé vue que, dans la décision de savoir si une transaction donnée a besoin du consentement du conseil de surveillance ou non, l'étendue et la nature des opérations de recherche doivent être prises en considération. [15]

Il est donc important de noter, dass die conseil de surveillance approuve donc le budget annuel de la société à moins que le pouvoir de décider en matière de recherche est accordée à une assemblée générale par les statuts (art. 317 (7)).

Cependant, la signification et le contenu de l'obligation de surveiller et de contrôler les actions du conseil d'administration ne sont pas prévus par la loi CLAIREMENT. Art. 317 (7) CC prévoit ce que le conseil de surveillance a le droit d'obtenir des informations concernant les activités de la société du conseil d'administration et d'exiger un rapport d'activité et de la préparation d'un bilan. La loi prévoit ainsi le droit de chaque membre du conseil de surveillance d'exiger la présentation des rapports et des informations au conseil de surveillance. Une caractéristique importante des pouvoirs du conseil de surveillance a donc été décrite dans la littérature juridique estonien: il n'a ni la compétence ni la possibilité de suspendre les activités du conseil d'administration. [16]

En plus de cela, l'art. 317 (6) du CC PREVOIT a le conseil de surveillance (en tant que corps) a le droit d'examiner tous les documents de la société et de vérifier l'exactitude de la comptabilité, l'existence d'actifs et la conformité des activités de l'entreprise avec la loi, les statuts et les résolutions de l'assemblée générale. Toutefois, la loi ne comprend pas la norme claire de supervision. On peut en conclure ce que ces droits sont accordés afin de fournir au conseil de surveillance et de ses membres

les informations nécessaires pour remplir ses obligations générales. La loi prescrit ni la fréquence exacte à laquelle les documents Shoulderstand être vérifiés, ni l'étendue ou la portée exacte de la supervision.

Contrairement à la carte de gestion, étant un corps fait réalise des activités quotidiennes et ne pas être obligé de tenir des réunions, le conseil de surveillance doit tenir des réunions régulières. .Selon Art. 321 (1) du CC, des réunions d'un conseil de surveillance aura lieu lorsque nécessaire, mais pas moins d'une fois tous les trois mois.

Quant au conseil de surveillance d'une société anonyme allemande, il a toujours été considérée comme principalement comme organe de contrôle - Art. 111 (1) de la Loi allemande sur les sociétés stipule fait un conseil de surveillance doit superviser le conseil d'administration. En vertu du droit allemand des sociétés, le conseil de surveillance, de même au conseil de surveillance des sociétés anonymes estoniens, a plusieurs autres obligations aussi. . Les principaux droits et devoirs du conseil de surveillance sont prévues à l'article 111 de la Loi allemande sur les sociétés, mais la loi comprend tant d'autres règlements, qui complètent cette liste. Par exemple, à l'art. Gemäß 77 (2) de l'AktG, le conseil de surveillance a le droit d'adopter le règlement intérieur du conseil d'administration (art. 77 (2) AktG). .Selon Art. 90 de la Loi allemande sur les sociétés, il peut demander ce que le conseil de gestion Shoulderstand composent le rapport de gestion. .Selon Art.

Contrairement à la loi estonienne, la loi allemande sur les sociétés distingue clairement les fonctions du conseil d'administration et le conseil de surveillance. Art. 111 (4) de la Loi allemande sur les sociétés prévoit l'interdiction de transférer les pouvoirs du conseil d'administration au conseil de surveillance. Il a été surexprimé dans la littérature juridique allemande a fait la distinction claire et à la différenciation organisationnelle entre la compétence de prendre des décisions en ce qui concerne les actions quotidiennes et de superviser ces actions Dérives de l'idée a fait chacun des corps agit unabhängig et séparément est responsable de remplir ses obligations . [17]Cependant, les statuts de la société peut la mine déterministe ont effectué certains types de transactions peuvent avoir besoin de l'accord du conseil de surveillance. Ceci est considéré comme une possibilité pour le conseil de surveillance de participer à la gestion de l'entreprise et affectent donc directement les décisions de gestion (en plus de la possibilité de conseiller le conseil d'administration). [18]En vertu du droit allemand, il est le conseil de surveillance en tant que corps (une entité collective) a remplit les fonctions et assume la responsabilité prévue par la loi et non ses simples membres. Ce bedeutet, dass, en général, il est impossible de déléguer une partie de ces obligations à un comité spécial ou un seul membre du conseil de surveillance. Cependant, il est possible pour certaines activités

réelles de contrôle à mettre en œuvre par des comités spéciaux du conseil de surveillance. [19]

2.2. Norme de surveillance

Dans la littérature juridique estonienne, la norme pour remplir les fonctions du conseil de surveillance n'a pas encore été examinée. Dans la littérature juridique allemande, d'autre part, il a été surexprimé ne la loi ne nécessite pas le conseil de surveillance pour surveiller toutes les actions du conseil d'administration en détail. [20]La surveillance est jugée suffisante et raisonnable Lorsque le conseil de surveillance:

- prend connaissance de tous les rapports et les informations qu'il reçoit du conseil de gestion, ainsi que des développements et événements d'affaires ne sont disque losed par le conseil d'administration;

- remplit son obligation de vérifier les comptes annuels d'une entreprise, ainsi que les rapports du conseil d'administration a présenté au conseil de surveillance sur les relations d'affaires avec des sociétés affiliées;

- est convaincu ce que le conseil de gestion est bien composé et ses membres sont appropriés pour remplir leurs obligations;

- est convaincu ce que les membres du conseil d'administration coopèrent correctement et ont tous les outils de gestion, (planification d'entreprise, la comptabilité et des rapports), ainsi que l'organisation de l'entreprise, répondent aux exigences;

- Garantit a fait le conseil d'administration exécute pleinement l'obligation de déclaration Conformément à l'article 90 de la Loi allemande sur les sociétés ;. [21]

- est en mesure de retracer toutes les indications ne pourrait conduire le conseil d'administration à une violation de ses fonctions;

- dans tous les cas d'écart important par le développement prévu, ainsi que dans le cas de détérioration importante des revenus et des actifs, ou dans le cas de manquement important en ce qui concerne ces indicateurs dans les entreprises comparables, examine si ces écarts sont justifiés et si le conseil de direction prend des mesures jouent bien. [22]

Que ce soit et dans quelle mesure le conseil de surveillance peut se fonder uniquement sur l'information du conseil d'administration est toutefois discutables. Il existe différentes opinions dans la littérature juridique allemande sur la question de savoir si les actions de surveillance du conseil de surveillance devrait être étendue à des niveaux subalternes où les décisions prises par la direction. [23]Certains auteurs sont d'avis a suivi suffisant des moyens, en général, a fait le conseil de surveillance surveille avec diligence les comptes annuels (consolidés) et la gestion et les rapports d'audit et examine et évalue la gestion de la société critique avec le conseil d'administration. [24]Certains auteurs expliquent, dass die conseil de surveillance doit, pour sa part, mener des activités de collecte

d'information pour examiner les actions de la direction. Cependant, il a été souligné, dass die conseil de surveillance est obligé d'enquêter sur les actions de la direction que si les rapports de gestion ne sont pas claires, incomplètes ou identifiably incorrectes ou s'il y a des indications crédibles de mauvaise conduite des membres du conseil d'administration. [25]Il a donc été noté ce que le conseil de surveillance doit régler l'intensité de la surveillance de la situation de l'entreprise. [26]Le conseil de surveillance a l'obligation d'intervenir, qui bedeutet, dass si elle découvre une violation des obligations de la direction, il doit intervenir et au moins inciter le conseil d'administration d'agir de manière appropriée. Un membre individuel du conseil de surveillance qui a la preuve appropriée doit veiller à ce fait le conseil de surveillance ou les offres de la personne responsable du dossier. [27]

Il a été surexprimé a fait lorsque la société est en crise, donc, mais dans les cas de fusions et acquisitions, les membres du conseil de surveillance doivent agir et prendre part à la prise de décision plus activement. [28]En général, le conseil de surveillance est autorisé à compter sur les informations qu'il reçoit du conseil d'administration, mais il doit veiller à l'existence d'une organisation adéquate du système d'information et d'intensifier la surveillance Lorsque des circonstances particulières se présentent - par exemple, s'il y a des indications ne l'existence de la société est menacée. [29]Après l'insolvabilité est devenu évident, les membres du conseil d'administration ne sont pas autorisés à effectuer des paiements au nom de la société et doit déposer le bilan. Est-ce le conseil de surveillance a découvert a fait la compagnie est insolvable, elle doit agir conjointement afin d'assurer que le conseil d'administration dépose la demande de faillite. Dans cette situation, le conseil de surveillance doit surveiller les actions des administrateurs de plus près. Si elle échoue et le conseil d'administration ne respecte pas ses obligations, le conseil de surveillance est considéré comme responsable de la violation de ses obligations aux côtés du conseil d'administration. [30]

La loi ne fournit pas le consentement du conseil de surveillance pour mener des actions spécifiques, mais cela peut être prévu dans les statuts ou dans d'autres règlements internes. Il a été surexprimé dans la littérature juridique a fait toutes les transactions ne Considered sont particulièrement importantes doivent encore l'approbation du conseil de surveillance. [31]

.Selon à la littérature juridique allemande, en cas de décision à venir d'un conseil de surveillance peut être considéré comme injustifiable et inacceptable, un membre assidu d'un conseil de surveillance est non seulement obligé de voter contre, mais a donc l'obligation de rejeter la décision Explicitement et le point sur réservation, selon les circonstances de l'espèce. Si le conseil d'administration agit illégalement recognisably, chaque membre du conseil de surveillance doit être active et d'initier la

convocation de la réunion du conseil de surveillance. [32]Il a donc été fait VALOIR la peine principale en ce qui concerne la norme de contrôle est le niveau d'information du conseil de surveillance doit avoir. On ne peut pas attendre, dass die conseil de surveillance surveille le conseil d'administration continue dans le sens est-il vérifie toutes les transactions individuelles, les revenus et les documents comptables. [33]La jurisprudence allemande a exprimé le point de vue a fait des membres du conseil de surveillance diligente ne devraient pas empêcher toutes les entreprises fait risquée que les transactions à risque font partie de la vie normale des affaires. [34]

2.3. La réglementation juridique de la responsabilité des membres du conseil de surveillance

Le principal principe de la responsabilité d'un membre du conseil de surveillance d'une société anonyme estonienne est réglementée dans l'art. 327 (2) du CC, et ding accor à cette commission les membres du conseil de surveillance qui causent des dommages à la société par la violation de leurs obligations sont conjointement et solidairement responsables de la réparation du préjudice causé. La loi prévoit donc fait un membre du conseil de surveillance est libéré de toute responsabilité s'il a prouve qu'il a exécuté ses obligations avec diligence. Lorsque l'on compare les règlements mentionnés ci-dessus avec les dispositions ne prévoient la responsabilité des administrateurs, on peut remarquer ce que ces règlements sont presque identiques. Dans la littérature juridique estonien, [35]Cela pose la question de savoir comment on peut distinguer la responsabilité du conseil de surveillance de la responsabilité des administrateurs et s'il suffit de vérifier les administrateurs ont fait manqué à leurs obligations afin de tenir les membres du conseil de surveillance et responsable.

Les dispositions légales relatives à la responsabilité des membres du conseil de surveillance d'une société de souche allemande sont très similaires aux règlements du CC estonien. Article 116 (1) de la Loi allemande sur les sociétés stipule que, en ce qui concerne l'obligation de diligence et la responsabilité des membres du conseil de surveillance, art. 93 de la Loi allemande sur les sociétés, qui régit l'obligation de diligence et la responsabilité du conseil d'administration, applique mutatis mutandis. [36]La loi met l'accent sur ce que les membres du conseil de surveillance sont, notamment, l'obligation de maintenir la confidentialité des rapports confidentiels et des consultations confidentielles. La loi prévoit ainsi fait les membres du conseil d'administration sont, en particulier, obligé de compenser le dommage ne résulte de la rémunération déraisonnable.

Dans la littérature juridique allemande, il a ainsi été expliqué « que, si les dispositions ne réglemente la responsabilité des administrateurs sont applicables dans les cas de responsabilité des membres du conseil de surveillance, il y a beaucoup de silence différences entre eux. A savoir, les

tâches, la structure des obligations, et les activités doivent être prises en compte dans l'application « appropriée » de ces règlements. [37]

La condition principale de la responsabilité d'un membre d'un conseil de surveillance est la violation de ses obligations. la doctrine allemande souligne que, bien que la violation du devoir est une condition préalable nécessaire à la responsabilité, il est pas le seul, et pour un membre du conseil de surveillance doit être tenue responsable, les dommages doivent se produire à la société et la les dommages doivent être causés par la violation des obligations de membre du conseil de surveillance. PAR CONSÉQUENT, membre individuel du conseil de surveillance ne peut être tenu responsable si la majorité du conseil de surveillance se comportent dans la danse accor avec leurs fonctions et prendre une décision est entièrement fait en danse avec accor l'intérêt de l'entreprise. [38]Tous les membres du conseil de surveillance doivent agir dans la danse accor avec la norme minimum de soins, mais quand un membre individuel a des connaissances particulières, il est soumis au niveau accru des soins, pour autant que sa spécialité est concerné. [39]En plus de cela, devrait un niveau plus élevé de soins du président du conseil de surveillance, tous ce qui se traduit souvent en conséquence une rémunération plus élevée. [40]

On peut conclure que, bien que la réglementation juridique allemande en ce qui concerne les pouvoirs et obligations du conseil de surveillance est plus détaillée que l'estonien, il n'y a pas de différence fondamentale entre les lois allemandes et estoniens pour fait. Les auteurs sont d'avis que CONSÉQUENT, en tenant compte de la similitude essentielle entre le système de gestion publique estonienne et allemande sociétés anonymes, la même interprétation de la portée des obligations des membres du conseil de surveillance serait justifiée. Il est important de noter la pratique juridique estonien ne shoulderstand certainement éviter l'établissement de normes beaucoup plus élevées Lors de l'interprétation de la portée de ces obligations.

3. La responsabilité des membres du conseil de surveillance: allemand vs jurisprudence estonien

Quand on analyse les pouvoirs et fonctions des membres du conseil de surveillance, une question se pose: quels pourraient être les cas particuliers Lorsque les membres du conseil de surveillance peuvent être tenus responsables de causer des dommages à la société? Est-il possible de ne les administrateurs de la société ne sont pas responsables, mais les membres du contrôle des soins infirmiers sont?

La jurisprudence allemande connaît plusieurs exemples de situations Worin les membres du conseil de surveillance ont été tenus responsables des dommages causés à la société. Par exemple, la responsabilité a suivi dans les cas de l'inactivité du conseil de surveillance

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

dans une situation dans laquelle le conseil d'administration a agi exceptionnellement négligemment, en cas de donner son consentement pour à la principale immobilier en valeur contrat de vente de la société Bien que la valeur réelle de la propriété aurait pu être vérifié facilement, etc. [41]

La jurisprudence allemande est donc d'avis « que » dans le cas des transactions a une importance particulière à la société en raison de leur portée, les risques qui leur sont associés, ou leur fonction stratégique pour l'entreprise, chaque membre du conseil de surveillance doit enregistrer les faits pertinents et son propre jugement. Cela inclut donc une analyse régulière des risques. [42]

ont donc eu lieu les membres du conseil de surveillance responsable Lorsque vous suggérez a fait le conseil d'administration Shoulderstand conclure une transaction préjudiciable sans aucune justification juridique ou commerciale. La même chose est arrivé lorsque les membres du conseil de surveillance ont exercé leurs fonctions sans avoir une idée juste sur les actions de la société a fait quoi agissant principalement à l'étranger. [43]

La jurisprudence allemande a donc pris une vue a fait un membre d'un conseil de surveillance qui met en danger la solvabilité de l'entreprise en faisant publiquement des commentaires sévères à sur les conflits de l'entreprise intra- Viole son devoir de loyauté. [44]

L'analyse qui précède montre fait jurisprudence allemande a développé la pratique polyvalente dans l'application de la responsabilité des membres du conseil de surveillance. Pour la jurisprudence estonienne, cependant, les questions liées à la responsabilité du conseil de surveillance sont silencieux relativement nouveau.

La Cour suprême d'Estonie a récemment néanmoins pris deux décisions en ce qui concerne la responsabilité des membres du conseil de surveillance, mais les auteurs de cet article sont de l'avis de la norme ne la diligence et le sens de la « surveillance appropriée » ont fermé Restée pas clair.

Les deux cas avaient des points de départ similaires: le Claimsoft d'une entreprise en faillite qui a déposé contre La direction et les membres du conseil de surveillance. L'administrateur de l'insolvabilité, qui ce qui agit au nom de la société, [45]Les membres ont affirmé du conseil d'administration ainsi que le conseil de surveillance avaient violé leurs obligations et ainsi causé des dommages à la société. Dans les deux cas, l'action principale a fait ce que considéré comme une violation du devoir des administrateurs qui couronne le transfert ou l'autre tous les actifs de la société ou d'une partie importante de celui-ci à une autre personne. opérations de recherche ont été prétendument conclu sans la compagnie d'obtenir un bon échange.

Dans le premier des cas mentionnés ci-dessus, [46]l'administrateur de l'insolvabilité reprochées le directeur et trois membres du conseil de surveillance ont manqué à leurs obligations et a fait cette violation avait donné lieu à trois types de dommages: l'entreprise a perdu, d'abord, sa trésorerie; d'autre part, la propriété principale; et, en troisième lieu, le chiffre d'affaires. L'administrateur de l'insolvabilité Réclamé a le conseil de surveillance avait prétendument nommé un administrateur qui plus tard ce pas assez diligent et fait les membres du conseil de surveillance ne remplissaient pas leur obligation de surveillance appropriée car ils ne vérifient pas l'utilisation des actifs de la société. Le tribunal du comté satisfait de l'action contre tous les défendeurs, qui de l'avis l'a fait ce n'avait en partie à cause de l'inaction du conseil de surveillance des dommages. [47]A la cour d'appel, l'action contre les Restés satisfait membres du conseil d'administration en ce qui concerne les dommages causés par la perte de l'argent et des biens. Tous les membres du conseil de surveillance, d'autre part, ont été libérés de toute responsabilité. Le tribunal de district a expliqué « ont les fonctions de direction et de surveillance sont différentes: comme le conseil d'administration exécute ses tâches et exerce ses activités par jour sous sa propre responsabilité et le conseil de surveillance n'a pas le droit d'intervenir. En ce qui concerne les dommages causés par la perte du chiffre d'affaires, le tribunal de district a estimé que, bien que le conseil de surveillance doit surveiller les actions de la direction, ses membres peuvent être tenus responsables que dans le cas des administrateurs étant tenus pour responsables. [48]

La Cour suprême a annulé la décision du tribunal de district en ce qui concerne la Claimsoft Découlant des dommages causés par la perte du chiffre d'affaires et renvoyé par le cas partiellement au tribunal de district pour une nouvelle audience. La Cour suprême, qui de l'avis a la responsabilité éventuelle du directeur découlant de la perte du chiffre d'affaires devrait être étudiée de manière plus approfondie et la question de savoir si les membres du conseil de surveillance pourraient être tenus responsables du même dommage devraient être révisés ainsi. La Cour suprême était d'accord avec le tribunal de district, cependant, que, en règle générale, les membres du conseil de surveillance peuvent être tenus responsables que dans des cas Worin les membres du conseil d'administration ont manqué à leurs obligations. [49]Malheureusement, la Cour suprême n'a pas donné des instructions ou des interprétations relatives à la norme réelle du devoir ou la portée des obligations des membres du conseil de surveillance. En fait, le seul point de vue pertinent sur la responsabilité du conseil de surveillance ne découle pas de la décision de la Cour suprême, mais de la décision du tribunal de district. Par conséquent, bien le cas pourrait être considéré comme conceptionnelle, la Cour suprême n'a pas réussi à développer le droit des sociétés estonienne dans un domaine ne peut être considéré comme une

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

importance fondamentale pour le développement de la pratique judiciaire uniforme. On ne peut conclure a fait si le comportement de la commission de gestion ne cause pas de dommages à la société, la responsabilité du conseil de surveillance est donc hors de question, que les membres du conseil de surveillance ont agi avec diligence ou non.

Dans le second cas, [50]l'administrateur de l'insolvabilité ne Réclamé les membres du conseil d'administration ont manqué à leurs obligations en vendant la propriété principale de la société à un tiers. Le contrat de vente a stipulé le prix d'achat serait payé un an et demi après le transfert des actifs. Aucune garantie ou des engagements ont été établis. L'administrateur de l'insolvabilité qui de l'avis a fait des actions de recherche n'étaient pas confor mes à la règle de l'appréciation commerciale et a fait la transaction ce qui économiquement injustifié. Il n'a Déclaré approbation à la recherche d'une opération signifiait ce que les membres du conseil de surveillance ont donc violé leur devoir de diligence et les mêmes dommages causés aux côtés des membres du conseil d'administration. L'administrateur a donc déclaré ce que les membres du conseil de surveillance ont manqué à leurs obligations, Comme ils ne surveillent pas les activités du conseil d'administration dans une mesure suffisante. Ils ont rempli leur obligation de superviser les actions du conseil de gestion, les actions nuisibles et la perte des actifs de l'entreprise auraient pu être évités. Les membres du conseil de surveillance INVOQUÉS thatthey n'a pas pu être tenue responsable des actions du conseil d'administration comme ils l'avaient aucune connaissance de la transaction aurait été préjudiciable et ce que le conseil de surveillance n'a pas d'obligation générale de contrôler toutes les actions du conseil d'administration.

Les tribunaux des deux premiers cas constatés ont fait le conseil de surveillance en tant que corps n'a jamais pris aucune décision en ce qui concerne ces transactions douteuses. La Cour suprême a expliqué « que, comme le conseil de surveillance n'a jamais adopté une résolution approuvant la transaction nocive, elle fait jamais directement DÉCIDÉ de conclure. [51]La Cour suprême a néanmoins souligné ne membres du conseil de surveillance, ont tranquillement manqué à leurs obligations si elles savaient ce que le conseil de gestion que sur le point de conclure une transaction nuisible mais n'a pas pris des mesures pour convoquer une réunion du conseil de surveillance (soit par la directement ou président). [52]

La Cour suprême a donc insisté sur ce que les membres du conseil de surveillance n'a pas pu être tenus responsables seulement parce theywere au courant de la transaction nuisibles ont fait les membres du conseil d'administration avait conclu. La Cour suprême a annulé la décision de l'instance d'appel et renvoyé par l'affaire devant le tribunal de district pour une nouvelle audience. La Cour suprême a demandé au

tribunal de district a fait la nouvelle audience, il Shoulderstand vérifier si les accusés avaient eu la possibilité de prendre des mesures pour empêcher la transaction dommageable étant Conclu et a fait si elles avaient eu la possibilité d'éviter les dégâts, ils devraient être tenus responsable des conséquences. [53]

La Cour suprême a justifié l'annulation de la décision de la cour d'appel avec le faitque aurait la cour d'appel n'a pas examiné si le défendeur en tant que membre du conseil de surveillance qui au courant de la nature dangereuse de l'opération. La Cour suprême a donc noté a s'il avait eu les connaissances mentionnées ci-dessus, il shouldhave Exercées la supervision avec plus de diligence.

En général, cette approche peut être considérée comme justifiée, mais les auteurs de l'article sont de l'avis fait le raisonnement mentionné ci-dessus de la Cour suprême et les instructions données à la cour d'appel pour une nouvelle audience semblent être contradictoires. D'une part, la Cour suprême n'a pas membre Explique d'un conseil de surveillance peut être tenu responsable que sur la base d'une accusation at-il hasnt a assuré la supervision suffisante des actions du conseil d'administration. D'autre part, la Cour suprême ordonne la cour d'appel de vérifier si les membres du conseil de surveillance auraient pu empêcher les actions nuisibles (ce qui signifie si elles avaient fourni une surveillance suffisante).

Les auteurs de la note de l'article a fait l'évaluation de la violation par la direction et les membres du conseil de surveillance, le principal principe est a fait, on ne peut conclure a fait un administrateur ou un membre du conseil de surveillance manqué à ses obligations seulement parce que le résultat pourrait avoir des effets. Toute décision judiciaire doit comprendre les explications de ces différences, et si le tribunal estime ne administrateur a manqué à ses obligations, le tribunal Shoulderstand expliquer comment le défendeur shouldhave agit à la place. [54]La question a un membre d'un conseil de surveillance avec ses obligations ou violé les ne peuvent pas être remplir adéquatement mises en recouvrement à la recherche d'une réponse à la question abstraite de savoir si le contrôle que suffisant. Bien que l'affaire est pendante silencieuse, la Cour suprême shouldhave donné quelques directives à la cour de district en ce qui concerne l'application de la règle de l'appréciation commerciale lors de l'établissement de la responsabilité des membres du conseil de surveillance. Lorsque assesing l'accomplissement des obligations et constatation de l'infraction par les membres du conseil de surveillance, il faut comparer la norme d'action (c.-à-ce que les membres du conseil de surveillance shouldhave fait) aux étapes réelles prises (c.-à-ce qu'ils ont réellement fait). [55]

Les auteurs de l'article sont d'avis que « la surveillance insuffisante » lui-même est pas une violation des droits. La violation réelle qui doit être examiné au débat sur la possibilité de tenir le conseil de surveillance

est responsable une action inadéquate prise par le conseil de surveillance, ou de l'inactivité Quand il shouldhave a agi à la place. La violation d'une des fonctions peut être considéré comme un « écart de performance », et il ne peut être déterminée par la comparaison des mesures prises pour thosethat shouldhave été prises. Le principal principe de la responsabilité des membres du conseil de surveillance ne peut être établie de manière significative différemment de fait au sujet de la responsabilité des administrateurs.

4. Conclusions

Les auteurs sont d'avis n'a aucune de ces deux décisions de la Cour suprême en matière de réponses de fait à la question, quelle est la norme de responsabilité réelle d'un membre d'un conseil de surveillance. Les deux décisions ne disposent pas de la bonne application de la règle de l'appréciation commerciale, et cette approche contredit l'approche précédente, la Cour suprême a pris assesing Lorsque la violation des obligations des administrateurs. Il est important de noter, dass die violation des droits par un membre d'un conseil de surveillance, ainsi que par un administrateur peut être établie qu'en comparant le lien avec le comportement réel de la personne en question. Les décisions mentionnées ci-dessus peuvent donner l'impression fausse n'a donc le faitque directeur a manqué à ses obligations automatiquement les moyens ne membres d'un conseil de surveillance doivent donc avoir manqué à leurs obligations, comme évidemment la supervision hasnt été suffisant. Cette conclusion est injustifiable CEPENDANT - la violation des obligations de la commission de gestion ne peut être considérée comme la seule condition sine qua non de la responsabilité du conseil de surveillance.

L'analyse donc Montré a les pouvoirs et obligations du conseil de surveillance des sociétés estoniennes et anonymes allemandes sont assez similaires et il serait donc raisonnable de prendre les points de vue surexprimés dans la littérature juridique allemande et la jurisprudence au moins, comme un exemple général Lorsque l'interprétation des règlements juridiques estoniens. On peut conclure donc pas la violation des droits du conseil de surveillance doit être évaluée séparément, avec application de la règle de l'appréciation commerciale de façon similaire à « que » dans la situation Worin violation des droits des administrateurs est évaluée. La loi ne prévoit pas le conseil de surveillance pour surveiller toutes les actions du conseil d'administration en détail, et le niveau de surveillance dépend fortement des circonstances. Dans le cas des administrateurs de la société ayant manqué à leurs obligations,

Remarques:

[1] En Estonie, comme les autres Etats membres de l'UE, il existe deux types de sociétés à responsabilité limitée: société anonyme publique (aktsiaselts) et société privée à responsabilité limitée (osaühing). Voir

aussi: M. Vutt. Aktsiaseltsi juhtimismudeli õiguslik reguleerimine [« règlement juridique du modèle de gestion d'une société anonyme »], mémoire de maîtrise. Tartu 2006, p. 7

[2] A propos des théories juridiques d'une personne morale, d'un lac, par exemple, K. Saare.Eraõigusliku juriidilise isiku õigussubjektsuse piiritlemine (délimitation de la personnalité juridique de la personne morale de droit privé) [en anglais: Délimitation de la subjectivité juridique de la personne morale privée], thèse de doctorat, Tartu 2004.

[3] Donc, il y a des pays en Europe ne permettent aux entreprises de choisir anonymes entre les deux modèles (par exemple, en France et en Belgique). M. Vutt. Aktsiaseltsi juhtimismudeli õiguslik reguleerimine [« règlement juridique du modèle de gestion d'une société anonyme], mémoire de maîtrise. Tartu 2006, pp. 28, 37, 97- 98e

[4] UK Companies Act 2006. Disponible sur **lien**

[5] J. Rickford. Principes de base, l'évolution et les tendances du droit de la société britannique - quelques réflexions résistent. Première partie: Vue d'ensemble et l'approche britannique. - Société européenne et droit financier Examen 1 (2004) / 4 (Décembre), p. 405e

[6] AF Conard. La surveillance de la gestion des entreprises: une comparaison de l'évolution dans le droit communautaire et aux États-Unis. -. Michigan Law Review 82 (1984), pp 1459-1488.

[7] Voir l'article 30 de la loi sur les sociétés (AktG, ... Partager 6 Septembre 1965 (BGBl I, p 1089), qui (conformément à l'article 8 de la loi du 11 Avril 2017, p 802) a été modifié disponible à . **lien**).

[8] Voir l'article 52 de la loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée limitée Loi sur les sociétés à responsabilité (GmbHG ;. loi sur les sociétés à responsabilité limitée dans la Gazette loi fédérale Partie III, le numéro de classement 4123-1, version révisée publiée, plus récemment par l'article 8 de la loi de 10 a été modifiée en mai 2016 (BGBl I, p. 1142)).

[9] H. Fleischer, W. Goette (ed.). Commentaire de Munich sur la Loi sur les sociétés à responsabilité limitée. Verlag CH Beck Munich. 2e édition 2016 - Spindler § 52, par. 14

[dix] Code de commerce. Adoptée le 15 Février 1995. - RT I 1995, 26/28, 355; RT I 22.06.2016 (en Estonie). Venez Après « CC ».

[11] Jusqu'à Juin 1996, Art. 189 (1) du CC prévu a fait un conseil de surveillance est obligatoire pour chaque société anonyme a fait capital a fait Dépasse 400.000 EEK, plus de 20 actionnaires, ou plus de 100 employés au cours de l'année à la comptabilité. Jusqu'au 1er Janvier 2011, un conseil de surveillance qui obligatoire pour chaque société anonyme au capital social de plus de 25.000 euros et moins de trois membres du conseil d'administration.

[12] L'utilisation du droit allemand en tant que source de comparaison peut donc être justifiée par l'opinion exprimée par la Cour suprême d'Estonie, a fait à plusieurs reprises le système juridique allemand sert de

modèle non seulement pour les dispositions légales mais, comme exemple pour tribunaux pour l'interprétation de la loi applicable. Voir CCSCd 3-2-1-145- 04, par. 39

[13] A propos de la gestion stratégique, maritime plus K. Saare, U. Volens, A. Vutt, M. Vutt. Ühinguõigus I. Kapitaliühingud ['Loi sur les sociétés I: Companies Limited']. Tallinn: Juura 2015 mn. 1846e

[14] .Selon Art. 317 (2), les statuts peuvent toutefois prévoir le consentement du fait du conseil de surveillance ne doit pas être nécessaire ou est requis que dans les cas prévus dans les articles. Les statuts peuvent donc prescrire d'autres opérations pour la conclusion dont le consentement du conseil de surveillance est nécessaire. Les statuts peuvent donc accorder au conseil de surveillance le droit de décider sur d'autres questions ne sont placés dans la compétence du conseil d'administration ou l'assemblée générale Conformément à la loi ou les statuts.

[15] CCSCd 3-2-1-9-16, par. 36; CCSCd 3-2-1-26-17, par. 13

[16] K. Saare et al. (Note 13), mn. 1864e

[17] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss. Munich Commentaire sur la Loi. Verlag CH Beck Munich. 4e édition 2014 - Habersack, AktG § 111 par. 96ème

[18] *ibid* , Rn. 96ème

[19] *ibid* , Rn. 49e

[20] W. Hölters (ed). Stock Loi sur la Société. Commentaire. Verlag CH Beck Munich. 2e édition 2014 - Hambloch-Gesinn / Gesinn, par. 11

[21] Art. 90 de la Loi sur les sociétés par actions prévoit la liste des différents rapports du conseil d'administration est tenu de présenter au conseil de surveillance. Ils comprennent par exemple des rapports sur la politique commerciale prévue de la société, des questions fondamentales de la planification des activités (en financement, d'investissement particulier et de la planification du personnel), la rentabilité de l'entreprise (en particulier la rentabilité de ses fonds propres), le cours normal des affaires, la situation de la société dans son ensemble, et les opérations qui peuvent être d'une importance considérable pour la rentabilité ou de la liquidité de la société.

[22] W. Hölters (note 20). - Hambloch-Gesinn / Gesinn, par. 11

[23] U. Hüffer, J. Koch. commentaires Beck'scher courts. Band 53. Stock Loi sur la Société. CH Beck Munich, 12ème édition, 2016. - Koch, § 111, Rn. 4

[24] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 111 Rn 44ème

[25] W. Hölters (note 20). - Hambloch-Gesinn / Gesinn, par. 11

[26] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 111 Rn 44ème

[27] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 116 par. 33 e

[28] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 116 Rn 37ème

[29] U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer AktG § 116 par. 15

[30] BGH: validité de l'interdiction de paiement d'entrer dans la faillite. - NZG 2009, 550 BGH, arrêt du 16. 3. 2009 - II ZR 280/07 (OLG Dresde).

[31] U. Hüffer. Droit des sociétés. 7ème édition. CH Beck 2007 S 285; U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer, cuisine, § 111, Rn 45e

[32] M. Henssler. L. Strohn. Droit des sociétés. de brefs commentaires de Beck. 3. Edition. Verlag CH Beck, Munich 2016 - Henssler AktG § 116 par. 11ème

[33] Reichard: charge de la preuve en dommages-intérêts procès du Conseil de Surveillance. Stuttgart tribunal régional supérieur, décision du 19.06.2012 - 20 W 1/12, légalement (LG Tübingen), BeckRS 2012 14126. - GWR 2012 491e

[34] BGH: responsabilité d'un administrateur dans une société de masse. - NJW 1977, 2312. BGH, arrêt du 4 7. 1977 - II ZR 150/75.

[35] K. Saare et al. (Note 13), mn. 1886-1890.

[36] La seule exception est fait les règlements sur l'assurance des membres du conseil de gestion contre les risques liés à leurs activités professionnelles ne sont pas applicables.

[37] U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer, § 116, par. 1

[38] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 116 par. 29

[39] BGH: Responsabilité de la direction et du conseil de surveillance d'une entreprise publique. - CCZ 2012, 76. BGH, arrêt du 20. 9. 2011 - II ZR 234/09.

[40] W. Goette, sac M. Haber, pp Kalss (note 17). - Sac Haber, AktG § 116 par. 37ème

[41] U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer AktG § 116 par. 17

[42] D. Lorenz: Obligation de séparer l'analyse des risques pour les membres du conseil de surveillance - Piëch. - GWR 2012, 156. Tribunal supérieur de Stuttgart, arrêt du 29.02.2012 - 20 U 03/11 (LG Stuttgart).

[43] Cette décision est toutefois considérée comme problématique. Voir U. Hüffer, J. Koch (note 23). - Hüffer AktG § 116 par. 17

[44] D. Lorenz (Note 42).

[45] .Selon Art. 315 (4) et Art. 327 (4), dans le cas de déclaration de faillite d'une entreprise, seul à l'administrateur de l'insolvabilité a le droit de déposer une réclamation au nom de la société.

[46] CCSC 3-2-1-113-16.

[47] CCSC 3-2-1-113-16, par. 6

[48] CCSC 3-2-1-113-16, par. 9

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

[49] CCSC 3-2-1-113-16, par. 25

[50] CCSCd 3-2-1-152-16.

[51] CCSCd 3-2-1-152-16, par. 17

[52] .Selon Art. 321 (1) du CC, une réunion du conseil de surveillance est convoquée par le président du conseil de surveillance ou par un membre du conseil de surveillance pour le président Substituer.

[53] CCSCd 3-2-1-152-16, par. 19

[54] . L'obligation générale de raisonnement approprié pour la décision du tribunal découle de l'article 436 (1) du Code estonien de procédure civile (Code de procédure civile, adoptée le 04.20.2005 - RT I 2005, 26, 197 ;. RT I, 28,12. 2016), qui stipule fait un jugement du tribunal est légal et argumenté. L'exigence de raisonnement bedeutet, dass le raisonnement judiciaire doit être compréhensible, la traçabilité, et associé aux circonstances thathave été relevées par la Cour dans cette affaire spécifique. Cette exigence procédurale spécifique des décisions judiciaires comme une prérogative d'une décision de justice légale a été à plusieurs reprises surexprimés dans la jurisprudence estonien: voir, par exemple, CCSCd 3-2-1-13-17, par. 15; CCSCd 3-2-1-42-16, par. 13-15; CCSCr 3-2-1-70-15, par. 20; CCSCd 3-2-1-129-15, par. 15, etc.

[55] Le même principe est applicable à l'évaluation de la violation des droits de membre du conseil d'administration (voir CCSCd 3-2-1-129-15, par. 15).

Littérature et dissolution des genres artistiques

Wilfried Laforge

Monash Univ, Ctr cultures anciennes, 6e étage, 20 chanceliers Walk, Clayton, Vic 3800, Australie

laforge@clayton.edu

DOI: 103e09.9854.TEXTE / 018

Abstrait

Première Loi sur la faillite qui a été adoptée en 1992 et a été à l'amendement continue de l'Estonie. loi sur la faillite estonienne a fourni trois procédures distinctes pour la détermination des voix lors de la première assemblée générale des créanciers: 1) en 1992 à 2003, les votes ont été déterministes minées que par le fiduciaire; 2) en 2004-2009, les votes déterministes minées par le fiduciaire ont été approuvés par le tribunal; et 3) en vertu de la loi actuelle, le tribunal intervient seulement s'il y a un différend sur la détermination des voix. Tous les modifier ments nonobstant, le processus de l'exploitation minière déterministe des voix en vertu du droit de la faillite estonienne reste problématique. La procédure actuelle pour la détermination des voix lors de la première assemblée générale des créanciers ne protège pas les droits et les intérêts des créanciers, protéger les intérêts communs des créanciers, ou suivre le principe d'économie de procédure. La loi Shoulderstand Fournir un terme a précise le moment où les décisions de justice sur la détermination des voix Shoulderstand être. De ce fait, les décisions importantes pourraient être adoptées à la même assemblée générale, et une procédure de faillite pourrait se poursuivre. De plus, pour assurer a fait les différends sont réglés dans un délai raisonnable et fait les principes de rapidité et d'efficacité sont honorées, les tribunaux d'insolvabilité devraient être créés.

Il y a donc le problème de l'exploitation minière déterministe Quelles questions appartiennent aux différends au sujet des votes. Un créancier doit voix qui lui dépose la preuve de Claimsoft, ainsi que les documents prouvant les circonstances, avec le syndic de trois jours ouvrables. Pour protéger les intérêts et assurer un système juste et équitable des créanciers, le syndic, en collaboration opérationnelle avec le tribunal, a le droit et l'obligation de vérifier et d'évaluer les documents justifiant de l'Claimsoft, afin d'éviter les prétentions injustifiées de conférer le contrôle de la procédure de faillite.

Mots-clés: contrôle judiciaire; détermination des voix; première assemblée générale des créanciers; procédure de faillite; le principe de la rapidité et l'efficacité; preuve de Claimsoft; intérêts communs des créanciers; la protection des intérêts des créanciers; économie de la procédure; tribunal de l'insolvabilité

1. Introduction

Les votes des créanciers ont le pouvoir suprême dans la procédure de faillite. Les créanciers ont le droit de prendre des décisions dans la procédure en utilisant leurs votes. Ces décisions sont prises à la majorité simple des voix des créanciers participant à la réunion. Les décisions soumises au vote lors de la première assemblée générale (ci-après les mutilations génitales féminines) des créanciers constituent les problèmes les plus importants dans la procédure. Ces décisions influencent l'état de la procédure ultérieure, et parfois cet effet peut la mienne déterministe direction générale de la procédure. Par conséquent, on peut dire que le processus des votes des créanciers miniers déterministes dans une procédure de faillite est cruciale. Cependant, comme dans beaucoup d'autres pays, en droit de la faillite estonienne le processus de l'exploitation minière déterministe des votes est problématique.

première Loi sur la faillite de l'Estonie qui a été adoptée il y a 25 ans, en 1992, et a été modifié en continu. En plus de subir plusieurs mineurs amendements, la Loi sur la faillite qui a modifié dans son intégralité en 1996, 2003 et en 2009. [1]loi sur la faillite estonienne a fourni trois procédures distinctes pour la détermination des votes à la FGM des créanciers: 1) les votes sont déterministes minées que par le fiduciaire; 2) les votes déterministes minées par le fiduciaire sont approuvés par le tribunal; ou 3) en vertu de la loi actuelle, le tribunal intervient seulement s'il y a un différend sur la détermination des voix.

L'un des principaux problèmes au fil des ans, il lesquantités tente de résoudre, est la peine de l'exploitation minière déterministe voix avant que la défense des revendications. Ce problème-ce déjà reconnu en 1993-1994, pour le montant de la Claimsoft n'est pas clair avant que la défense de la réclamation. [2]Cependant, le nombre de voix de chaque créancier

correspond au montant du Claimsoft du créancier. Pendant la préparation de la Loi sur la faillite, il a déclaré ce qui a fait l'objet principal de la loi est de protéger les intérêts des créanciers. [3]Par conséquent, des questions se posent quant à la procédure qui pour la détermination des voix à la FGM des créanciers est dans l'intérêt des créanciers et ce qui devrait être la portée de contrôle judiciaire conformément au principe d'économie de procédure.

Lors de la rédaction de la Loi sur la faillite, l'objectif du législateur qui a la charge de travail des tribunaux serait aussi faible que possible. Étant donné que les réclamations des créanciers sont satisfaits de la succession de la faillite, ils shouldhave été donné le pouvoir de prise de décision. Lors de la rédaction de la Loi sur la faillite, le tribunal qui a confié à la résolution des problèmes ne devait décideur indépendant. [4]L'une des thèses est la question de la détermination des voix. Cependant, étant donné les décisions soumises à un vote à la mine déterministe FGM l'évolution future et de l'état de la procédure, le tribunal et le fiduciaire deux jouer un rôle important dans la protection des intérêts communs des créanciers.

Par conséquent, la loi n'a pas mis en place des règles claires sur la façon de la mine déterministe voix. Les litiges sont à long terme, parce qu'il n'y a pas de règlement de la Cour Lorsque Shoulderstand rend sa décision sur la détermination des voix a donc la MGF pourrait se poursuivre. Il n'y a donc pas de règlement régler les différends qui devraient être résolus dans les procédures relatives à la détermination des voix et des différends qui devraient être résolus dans les procédures relatives à la défense de la réclamation.

L'objectif de cet article est de trouver la réponse aux questions suivantes: la procédure actuelle pour la détermination des voix à la FGM des créanciers protéger les droits et intérêts des créanciers, Quelle procédure a été le meilleur 1992-2015, ne la procédure actuelle protéger les intérêts communs des créanciers, et il ne suit le principe d'économie de procédure?

2. Le contrôle de la Cour de détermination des votes à la FGM des créanciers en 1992-2015

2.1. La portée de contrôle judiciaire en 1992-2003

Depuis 1992, le droit de la faillite estonienne a fourni de nombreux, des règlements différents. Cela découle du faitque Lorsque l'Estonie a recouvré son indépendance, dans la situation turbulente de 1992, un nouvel ordre juridique fondé sur le droit comparé, sur les expériences et les concepts juridiques d'autres pays, a dû être créé rapidement. Une nouvelle loi sur la faillite completely devait être développé [5], Considérant que le droit civil estonien a des racines germaniques et en grande partie suédoise. [6]

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

La source de référence la plus importante pour le développement de la première Loi sur la faillite de l'Estonie [7]ce que la Loi sur la faillite suédoise [8], Comme le concept de la détermination DELA votes à la FGM des créanciers. .Selon § 26 (4) de la BA en 1992, les votes des créanciers sont déterministes minées par le fiduciaire. .Selon au paragraphe 5 de la même disposition, si un créancier ne sont pas d'accord sur les votes, les votes sont déterministes minées par l'assemblée générale des créanciers. Si les créanciers ne sont pas d'accord avec la décision de la réunion, theyhave le droit de déposer une plainte auprès du tribunal (§ 27 1 (3) de la BA 1992). Toutefois, si le tribunal passe jugement a fait la décision de l'assemblée générale qui ne se justifie pas, le tribunal déclare la décision de l'assemblée générale invalide et les votes sont déterministes minées par le tribunal.

En dépit de l'existence de différends portant sur la détermination des voix, l'assemblée générale des créanciers qui le droit d'adopter des décisions (§ 27 (2) de la BA 1992). Si le tribunal a décidé de se prononcer sur un certain nombre de votes ne se distinguaient des votes déterministes minées par l'assemblée générale, ce qui aurait donné lieu à une décision différente en cours d'adoption, le tribunal a déclaré que cette décision invalide aux créanciers ou la demande de fiduciaire (27 1 (3) de la BA 1992).

De même la loi de la faillite estonienne en vigueur de 1992 à 2003, chapitre 15, article 3 (3) du courant Konkurssilaki finlandais [9]Procure a fait en cas de désaccord, l'administrateur de la succession ou, si l'affaire est examinée lors de la réunion des créanciers, le président décide de la force de vote conféré par une réclamation. Ce fait indique que la commission sur la détermination des voix dans les mutilations génitales féminines des créanciers a fait ce que la BA estonienne en 1992-2003 est possible aujourd'hui.

Bien que la MGF pourrait se poursuivre et le vote pourrait être déterministe extrait à la même séance, le faitque le syndic de faillite déterministe extrait le nombre de voix au stade précoce à l'essentiel seul ce problème Considéré comme. La confirmation des votes déterministe extrait ce qui ne fait par la cour à personne indépendante. Cependant, il est incompréhensible que la réglementation qui Considérée comme problématique, parce que, à Gemäß § 29 (3) de la BA en 1992, le fiduciaire doit être indépendant du débiteur et le créancier. En plus, le tribunal n'a pas confirmé les votes déterministes minées par le fiduciaire depuis 2010. Les mêmes règles et les raisons thatwere la base de la modification de la loi se révèlent inexactes.

De plus, la procédure a dû être modifiée parce que les votes attribués aux créanciers déterministes minées les relations de pouvoir entre eux dans la procédure de faillite. [dix]Lorsqu'un différend est survenu, la procédure wurde temps et complexe. Ceci, à son tour, pourrait

conduire à l'annulation de la décision de l'assemblée générale. EN CONSÉQUENCE, il a décidé de modifier ce la Loi sur la faillite.

2.2. La portée de contrôle judiciaire en 2004-2009

En 2004-2009, la procédure de détermination des voix prévue dans la Loi sur la faillite [11]ce qui radicalement modifié. Le juge de la faillite ce participant à la procédure pour la détermination des voix. Le juge résolu les différends au cours des votes et a ainsi confirmé les votes déterministes minées par le syndic. Cependant, une question a été posée de savoir si la confirmation du juge qu'il n'y avait pas de conflit nécessaire Quand au cours des votes.

Si un créancier participant à une assemblée générale ne sont pas d'accord avec le nombre de voix attribuées, les votes ont été déterministes minées par le juge participant à la réunion (§ 82 (4) de la BA 2004). En cherchant des cas, le tribunal a réglé le conflit et a vérifié s'il quelle base suffisante pour la détermination des voix. La loi ne prescrit pas un délai pour la décision.

Ainsi, le tribunal a rendu la décision Quand il n'y avait pas de conflit sur les voix (§ 82 (5) de la BA 2004). Le tribunal a confirmé le nombre de voix déterministes minées par le syndic. Cependant, l'application du règlement qui plutôt une formalité, parce qu'en fait, le tribunal n'a pas vérifié la preuve de Claimsoft, sur quelle base les votes ont été déterministes minées. Le tribunal n'a pas vérifié ainsi que le trustee déterministe extrait les votes dans la danse accor avec les principes de la protection des intérêts et l'égalité de traitement des créanciers. Néanmoins, la Cour suprême a souligné « que » dans le cas de règlement des différends au cours des votes, ainsi que dans le cas de confirmation des votes, le tribunal Shoulderstand vérifier les exigences prescrites au § 82 de la BA. [12]Depuis la supervision du tribunal de confirmer les votes déterministes minées par le syndic était une formalité, la loi qui a modifié à nouveau.

2.3. La portée du contrôle judiciaire depuis 2010

Depuis 2010, la procédure pour la détermination des voix qui devait être si simple ne procédure de faillite irait bien. [13].Selon § 82 (3) de la BA [14], Le nombre de voix pour chaque créancier participant à la FGM des créanciers est déterministe minée par le fiduciaire. .Selon au paragraphe 4 de la même disposition, si un créancier ne consent pas aux votes qui lui sont assignées, les votes sont déterministes minées par une décision du juge participant à l'assemblée générale. Un appel peut être déposé contre une décision à la recherche. Toutefois, la loi ne prévoit pas de règles claires pour le règlement des différends sur la détermination des voix. De plus, les juges participant aux assemblées générales mettre en œuvre l'article 82 (4) de la BA de différentes manières, ce qui conduit à la pratique judiciaire non uniforme. Cependant, il ne sait pas quand le juge

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

rendra la décision du tribunal a fait la réunion permet de continuer. Néanmoins, une procédure rapide et efficace d'assurer la protection des droits et intérêts des créanciers.

La BA actuelle ne prévoit pas quels litiges appartiennent essentiellement à la procédure de détermination des voix; Toutefois, la Cour suprême a considérablement influencé le développement de la loi sur les faillites. [15]La Cour suprême a déclaré dans le cas où 3-2-1-144-11 a fait la détermination du nombre de voix pourrait pas être résolu dans un conflit fait ce que par nature un différend sur l'acceptation des revendications. D'autre part, le tribunal a déclaré ne recherche réclamations pourraient être exclues comme de toute évidence et la raison de leur nature juridique ne peut être satisfaite dans la procédure. Le tribunal a donné comme exemple l'a fait la question de l'expiration du Claimsoft ne peut être résolu dans le cadre des différends au cours des votes. CEPENDANT, preuves de réclamation vices de forme peuvent être contestées, comme preuves de Claimsoft dans le cas dont il y a eu quelques changements juridiques. [16]La position de la Cour suprême doit être respecté. Dans le cas contraire, la procédure de faillite sont prolongés de manière significative, Tout ce qui est en conflit avec les principes de la rapidité et l'efficacité des procédures.

Néanmoins, quel que soit l'avis de la Cour suprême, la plupart des litiges concernant la détermination des voix sont, par nature, les litiges sur l'acceptation des revendications. Dans la pratique, le nombre de différends portant sur la détermination des voix à la FGM a diminué depuis la décision de la Cour suprême dans le cas 3-2-1-144-11. La décision peut avoir contribué à l'application uniforme de la loi sur les faillites, comme dans de nombreux cas, la loi ne donne pas de réponse explicite. [17]D'autre part, la décision peut conduire les fiduciaires à craindre a tout différend concernant la détermination des voix peut être un litige de fond. Cependant, si à l'objection n'est pas soumise Lorsque nécessaire, les intérêts des créanciers peuvent être lésés.

De plus, en cas de litige, le contrôle judiciaire est tout à fait minime. CEPENDANT, § 82 (4) de la BA, liée aux litiges sur la détermination des voix, n'a pas changé depuis 2004. Le tribunal interviendra seulement en cas de litige sur la détermination des voix et exerce un contrôle sur la légalité de la procédure de faillite. Ainsi, le tribunal peut refuser le droit de vote, le mien déterministe le nombre total de votes, ou limiter le nombre à un montant partiel.

Dans la pratique, les juges ne mettent pas en œuvre les dispositions du § 82 (4) de la BA correctement et ne font pas la décision à la même assemblée générale. .Selon une interprétation littérale de la loi et conformément à l'objectif du législateur, le nombre de voix attribué par une décision judiciaire devrait être déterministe extrait immédiatement à la même séance. Le temps qu'il faut pour prendre une décision dépend du

juge. De plus, dans la pratique, la FGM n'a pas lieu Quand il y a des différends sur la détermination des voix. PAR CONSÉQUENT, la procédure de faillite ne peuvent pas continuer parce que les décisions importantes ne sont pas prises.

Le concept de la détermination des voix par la cour loi sur la faillite de courant sous-jacent est basé sur la Loi sur l'insolvabilité allemande[18](InsO). .Selon §77 (2) de la Loi sur l'insolvabilité, le juge prend la décision quant à la détermination des voix immédiatement à la même séance. Pour la loi de la faillite estonienne à appliquer dans la danse accor avec l'objectif du législateur, la Commission de la décision du tribunal sur la détermination des voix devrait-elle être reformulée: il devrait être non équivoque, compréhensible et applicable par chaque juge. La loi Shoulderstand prescrire Lorsque la décision du tribunal Shoulderstand émis en cas de litiges. Conformément à l'objectif du législateur, la décision Shoulderstand être immédiatement à la MGF des créanciers.

Compte tenu de ce qui précède, en 1992-2003 le problème qu'ont fait les votes des créanciers étaient déterministes minées que par le fiduciaire. En 2004-2009, la confirmation des votes déterministes minées était un processus formel que l'on appelle, dans lequel la Cour n'a pas vérifié la base pour la détermination des voix. LORS, § 82 (5) de la BA qui a déclaré invalide. PAR CONSÉQUENT, actuellement les votes sont à nouveau déterministes minées par le syndic, qui a été trouvé problématique 1992-2003, et le tribunal intervient uniquement en cas thatthere est un différend.

Cependant, une question se pose de savoir si le législateur a pris une décision raisonnable en modifiant § 26 (5) de la BA est en vigueur en 1992. Il prescrit si un créancier ne n'accepte pas les votes, le nombre de voix est déterministe minée par l'assemblée générale des créanciers, ce qui a permis la réunion de continuer. Cependant, compte tenu du § 82 (4) de la loi actuelle, la peine peut, dans la pratique des juges ne sont pas faitque application de la loi Conformément à l'objectif du législateur. Il a été dit dans la littérature ont des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la loi sur la faillite peuvent être divisés en deux groupes: les problèmes ne peuvent être résolus par des moyens d'interprétation et les problèmes ne peuvent être résolus que par une modification de la loi. [19]La pratique actuelle indique la solution de la filière dass est de modifier la loi.

La loi Shoulderstand fixer la durée de la décision du tribunal. Cependant, il y a donc le problème dont les problèmes appartiennent à la sphère des différends au cours des votes. La nature des conflits au cours des votes ne peut pas être déclaré dans la législation, il doit être établi par la pratique judiciaire. Le terme par prescrire la loi et l'uniformisation de la pratique judiciaire permet la garantie des droits et des intérêts des créanciers tout en rendant ainsi la procédure rapide et efficace.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

3. La base pour la détermination du nombre de voix

Si un créancier produise la preuve Claimsoft ainsi que les documents prouvant les circonstances au syndic, un différend sur la détermination des voix ne se pose pas. Cependant, en pratique, il y a beaucoup de problèmes liés aux documents qui doivent être soumis pour l'obtention de votes à la FGM.

Les créanciers affectés votes à la FGM doivent déposer une preuve adéquate de réclamation auprès du syndic à temps. Conformément au § 94 (1) de la BA, l'administrateur est informé d'une demande d'une preuve de Claimsoft. La preuve de Claimsoft Shoulderstand défini le contenu, base pour, et le montant des Claimsoft et si le Claimsoft est garanti par un nantissement. Les documents prouvant les circonstances spécifiées dans la preuve de Claimsoft à annexer à celui-ci. .Selon au paragraphe 3, lorsque la preuve de Claimsoft n'est pas correctement préparé, le syndic accorde une durée d'au moins 10 jours pour l'élimination des lacunes. Lorsque les carences ne sont pas éliminés néanmoins, l'assemblée générale des créanciers peut considérer que la preuve de Claimsoft ne pas avoir été soumis.

Bien que la loi prévoit des exigences formelles pour la preuve de Claimsoft, dans les cas de relations juridiques plus complexes, le créancier shoulderstand donc étayer la preuve de Claimsoft afin d'obtenir des votes du syndic à la FGM. Néanmoins, la Cour suprême a pris une position différente sur des documents qui doivent être déposés auprès du syndic avant la FGM des créanciers.

La Cour suprême a déclaré, en cas civile 3-2-1-8-15, dass die preuve de Claimsoft déposé shoulderstand Fournir des informations sur le contenu et la base du Claimsoft et doit donc indiquer le montant de la Claimsoft et si elle est garantie par une gage. La Cour suprême a déclaré ainsi que, selon les circonstances, il peut être approprié d'annexer les documents prouvant la Claimsoft (c.-à-qui justifient la Claimsoft), afin d'éviter toute ambiguïté et litiges ultérieurs. Malgré les termes faitque sont donnés dans la loi, pour la Cour suprême a fait si des documents prouvant les circonstances ne se rattachent pas à la preuve de Claimsoft, il n'y a aucune base pour l'assemblée générale des créanciers de considérer la preuve de Claimsoft ne pas avoir été soumis, [20]

L'auteur de cet article ne sont pas d'accord avec la position de la Cour suprême. Pour obtenir des votes à la FGM des créanciers, le créancier doit soumettre tous les documents prouvant la Claimsoft. Dans le cas contraire, le créancier peut obtenir des votes et ont à la position importante dans la procédure de faillite alors que peut-être pas, en fait, ayant une réclamation contre le débiteur. Il n'est pas - et ne peut pas être - l'objectif du législateur d'attribuer voix à un créancier qui n'a pas prouvé le Claimsoft contre le débiteur.

Article 55 (1) de la BA, le fiduciaire protège les droits et les intérêts de tous les créanciers et du débiteur et assure une légitime, rapide, et en plus, Conformément à la procédure de faillite financière raisonnable. La protection des intérêts des créanciers est obligation commune du syndic. [21]Le syndic ne peut pas le mien déterministe des voix à moins que la preuve de Claimsoft suffisamment précises: il doit être clair, compréhensible et vérifiable. En vertu de §235 du Code de procédure civile [22](PCC) de corroboration d'allégation signifie donner les raisons judiciaires pour cette allégation de telle sorte que, en supposant fait le raisonnement est correct, le tribunal peut estimer que l'allégation plausible. Le créancier doit éliminer les conflits potentiels et assurer que la clarté de suffisamment la preuve de Claimsoft. Le créancier est tenu de présenter toutes les informations nécessaires au syndic pour identifier le Claimsoft. Le fiduciaire doit être en mesure de faire en sorte que le créancier Aisément a une réclamation contre le débiteur. la preuve manque de clarté de Claimsoft ne se justifie pas par le § 94 (1) et § 82 (4) de la BA, et, par conséquent, les créanciers ont pas un motif valable pour obtenir les votes.

De plus, les documents essentiels qui soutiennent le Claimsoft devraient être remises au syndic au plus tard trois jours ouvrables avant l'assemblée générale, pour donner au syndic un délai suffisant pour vérifier si la preuve de Claimsoft correspond aux exigences prescrites par le § 94 (1) de la BA. Dans le cas contraire, le terme de vérification des documents ne seraient pas prescrits par la loi. .Selon § 94 de la BA, il est un élément important de la preuve de Claimsoft ne doit être complété par des documents prouvant les circonstances.

En raison de ce qui précède, un créancier attribué votes à la FGM doivent présenter une preuve d'réclamation au syndic dans les trois jours ouvrables. Cela donne au syndic un délai suffisant pour vérifier si le Claimsoft est dans la danse accor avec les exigences prescrites par la loi. Outre les exigences formelles relatives à la preuve de Claimsoft, les documents prouvant les circonstances spécifiées doivent être annexés, pour éviter les litiges sur les votes.

4. L'aspect d'efficacité: La mise en œuvre des principes de la rapidité et l'efficacité dans la prise de la décision sur la détermination du nombre de votes

Le but de la procédure civile est de garantir l'arbitrage des affaires civiles par le tribunal dans un délai raisonnable (§ 2 du CPP). La procédure de faillite Shoulderstand donc de vérifier rapidement et efficacement que possible. La procédure devraient être examinées et résolues de manière ordonnée, rapide et efficace et avec des coûts minimes. [23]Dans la littérature, il a été établi fait une procédure de faillite rapide sont efficaces. [24]Par conséquent, la question de savoir comment

Surgit assurer une procédure rapide et efficace en cas de litiges sur la détermination des voix, dans le but de protéger les droits et les intérêts des créanciers.

La procédure de faillite peut être effectuée rapidement s'il n'y a pas contestation des votes. Toutefois, la réalisation des procédures de faillite idéale est difficile. Comme mentionné plus haut, dans une affaire impliquant un litige, le délai pour faire la décision au sujet des votes peut différencier, selon le juge. Certains juges de la cour du comté prennent une pause à la FGM des créanciers et moi déterministes voix immédiatement. Cependant, d'autres juges moi déterministes les votes au suivi général réunion, qui pourrait avoir lieu dans la même semaine ou même quelques mois plus tard. Pendant la période intérimaire, la réunion génèrera rallye ne se poursuivra pas et les décisions ne seront pas adoptées. Si un appel est interjeté contre une décision à la recherche du tribunal de district et à la Cour suprême, la FGM ne sera pas poursuivie jusqu'à ce que la décision est en vigueur. CEPENDANT, Lorsque la réunion se poursuivra malgré le différend sur le vote, cela peut donner lieu à un autre différend. .Selon § 83 (1) de la BA, le tribunal peut, si les intérêts communs des créanciers sont lésés, révoquer les décisions adoptées. [25]

L'auteur de cet article peut citer certains cas impliquant la détermination des voix dans la pratique estonienne. L'objectif de présenter les cas est d'indiquer combien de temps le processus de détermination des voix par un juge pourrait-il être. Un processus lenghty de détermination des voix rend la procédure de faillite inefficace, considérant la procédure devrait être aussi rapide que possible.

En cas civile 2-10-59818, un différend sur la détermination des voix qui ont fait appel à la Cour suprême. Les mutilations génitales féminines des créanciers ont eu lieu le 02/02/2011. Les créanciers participant à la réunion ne sont pas d'accord avec le nombre de voix attribuées par le syndic. Cour Harju a rendu une décision sur la détermination des voix sur 2.3.2011. [26]Depuis la Cour du comté de Harju a rejeté l'appel, il a envoyé à ce tribunal de district de Tallinn, qui a rendu une décision sur le 28.6.2011. [27]La décision qui a donc fait appel à la Cour suprême. La Cour suprême a rendu une décision en cas 3-2-1-144-11 sur 01.10.2012 et a renvoyé l'affaire à la cour du comté pour une nouvelle audience. [28]Le tribunal du comté a rendu une décision dans les deux semaines suivant l'assemblée générale, mais le tribunal de district a rendu sa décision quatre mois après la décision du tribunal du comté. La décision de la Cour suprême, à son tour, qui a fait près de six mois après la décision du tribunal de district. Dans ce cas, il a fallu près d'un an pour résoudre le différend sur la détermination des voix. Cette durée de recherche d'un litige fondamental tout comme sur la détermination des voix, sur lequel l'avenir entière de la

procédure de faillite dépend, est en conflit avec les principes de la rapidité et l'efficacité.

De plus, en cas civile 2-13-32716, Worin les mutilations génitales féminines des créanciers qui ont tenu le 23/10/2013, le syndic n'a pas à moi déterministe les votes pour certains créanciers, et la Cour du comté de Harju a rendu une décision sur la question sur 5/11/2013 . [29]Ce fut deux semaines après la première réunion des créanciers ce que héros. Le créancier a fait appel de la décision devant la Cour du district de Tallin, qui a rendu sa décision au sujet des votes sur 31.3.2014. [30]

En cas civile 2-13-13251, les mutilations génitales féminines des créanciers qui ont tenu le 04/02/2014. Le fiduciaire déterministe extrait les votes pour chaque créancier proportionnellement au montant de Claimsoft du créancier Conformément au § 82 (1) de la BA. Les créanciers ont déposé un recours contre les voix attribuées, sur la base du § 82 (4) de la BA. Cour Harju a rendu une décision sur 20.02.2014. [31]Ce fut deux semaines après la première réunion des créanciers ce que héros. Un appel qui a déposé auprès du tribunal de district. Tribunal de district de Tallinn a rendu une décision sur 05/10/2014, dans la danse avec laquelle la accor de la décision du tribunal du comté qui ne change pas. [32]La décision qui a fait appel devant la Cour suprême. La décision de la Cour du comté de Harju est entré en vigueur le 06/10/2014. Ainsi, cette affaire civile qui a réglé quatre mois après la FGM des créanciers.

En cas civile 2-15-13938, les mutilations génitales féminines des créanciers ont eu lieu le 24/11/2015 et le 12/11/2015. Le tribunal déterministe extrait les votes sur 18/12/2015, parce que certains créanciers ne sont pas d'accord avec les votes déterministes minées par le syndic. [33]L'un des créanciers a déposé un recours contre la décision. Toutefois, le tribunal a refusé d'accepter le 17.02.2016 a porté en appel. [34]La Cour a déclaré à la FGM a fait la réunion se poursuivrait lorsque la décision du tribunal entre en vigueur. Bien que la décision Entré en vigueur le 03/12/2016, le tribunal a décidé a la FGM des créanciers qui doit avoir lieu le 17/06/2016. Par conséquent, même si la décision sur les votes entré en vigueur le 03/12/2016, les mutilations génitales féminines qui a tenu en silence trois mois plus tard.

Bien que quelques cas sont présentés dans cet article, ils apportent la preuve suffisante a la détermination des voix est un processus à long terme. Il peut cependant dire que, depuis 2011, la quantité de temps pris pour le règlement des différends au cours des votes déterministes minées a diminué. Néanmoins, au moment où la décision est entrée en vigueur, des délais importants auraient pu passer. EN CONSÉQUENCE, il serait sage de spécifier un terme dans lequel le tribunal du comté, tribunal de district, et la Cour suprême doit régler les différends sur la détermination des voix et la mienne déterministe la date de la FGM des créanciers. Après tout, l'objectif du législateur qu'est-ce que les votes soient

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

déterministes minées par le tribunal du comté décision immédiatement, à la même séance.

De plus, la création de tribunaux d'insolvabilité spécialisés, ce qui a donc été pris en considération pour l'établissement dans la loi sur l'insolvabilité estonien, pourrait contribuer à améliorer l'efficacité des procédures d'insolvabilité. [35]La Banque mondiale a attiré l'attention sur les tribunaux de l'insolvabilité faitque assurer une procédure rapide, ce qui, à son tour, permettent d'obtenir la meilleure valeur de la propriété. [36]Le Comité de Cork opine aussi a fait les tribunaux de faillite sont importants. [37]Les tribunaux de faillite ne sont pas une lourde charge de travail des autres affaires civiles et des litiges urgents sur la détermination des votes pourraient être résolus dans un délai raisonnable. PAR CONSÉQUENT, avec l'existence des tribunaux de faillite, une affaire pourrait être réglée « dès que possible », qui garantiraient fait les principes de rapidité et l'efficacité de la procédure sont respectées.

Compte tenu de ce qui précède, le tribunal doit assurer la rapidité et l'efficacité des procédures de faillite, de régler le différend dans un délai raisonnable. Dans la danse accor avec l'objectif du législateur, la décision au sujet des votes Shoulderstand être à la FGM immédiatement, Lorsque le litige. Une difficulté majeure dans la pratique judiciaire peut être résolu en prescrivant le terme dans l'acte ne états Lorsque le différend Shoulderstand réglé, alors ne les juges appliqueraient la commission appropriée. De plus, pour assurer a fait les différends sont réglés dans un délai raisonnable et fait les principes de rapidité et d'efficacité sont suivis, les tribunaux d'insolvabilité devraient être créés. Faire protège ainsi les intérêts communs des créanciers.

5. L'aspect d'équité: objectif réel des créanciers à soumettre la preuve de Claimsoft

Comme mentionné ci-dessus, dans la danse accor avec § 94 (1) de la BA, un créancier qui souhaite avoir le droit de vote à la FGM des créanciers est tenu de présenter une preuve d'Claimsoft trois jours ouvrables avant la réunion. Néanmoins, bien que les créanciers aient soumis une Claimsoft appropriée, son but pourrait être contraire à l'objectif de la procédure de faillite et de bonne foi. Cependant, dans la littérature, il a été établi que fait des règles juridiques règles ont réglementer le comportement humain doit être fondée sur l'idée la plus importante de la loi - sur la justice. [38]De plus, ius is ars et Boni aequi. [39]

Malgré cela, certains créanciers peuvent participer à la procédure d'insolvabilité afin d'adopter des décisions à l'assemblée des créanciers par lequel ils obtiennent complètement faux fonds recouvrés au cours de la procédure d'insolvabilité. En cas civile 3-2-1-27-15, la Cour suprême a déclaré ne créanciers ne peuvent pas être autorisés à contester les votes pour des raisons tactiques. Cela réduirait la possibilité de mener à bien la

procédure de faillite dans un délai raisonnable et de protéger tous les intérêts communs des créanciers par des procédures lisses. [40]

En application du § 138 (1) de la partie générale de la Loi sur le Code civil [41], Les droits doivent être exercés et les obligations sont remplies de bonne foi. Même en application des dispositions ne sont pas en conflit direct avec la législation, agissant pour la recherche d'un but peut être illégale. Ceci est confirmé par le § 138 (2) de la partie générale de la Loi sur le Code civil: un droit ne peut être exercé pour manière illégale ou dans le but de causer des dommages à une autre personne. Ainsi, § 200 (1) du PCC prescrit des fait un participant à une procédure est nécessaire pour exercer les droits procéduraux de bonne foi, et le paragraphe 2 États participants ont-ils dans une procédure et leurs représentants ou conseillers ne sont pas autorisés à abuser de leurs droits, retarder la procédure, ou induire en erreur le tribunal.

De plus, si le créancier est une personne liée au débiteur tel que défini dans §117 de la BA, il est justifié d'appliquer des exigences plus strictes pour la vérification et la justification de l'Claimsoft. Dans le cas des transactions entre parties liées ainsi que dans des circonstances Worin la transaction est faite par une seule et même personne, le fiduciaire doit accorder plus d'attention à la vérification et la détermination des voix (Cour Harju décision n ° 2-13- 32716, du 05.12.2013). Dans la littérature, il a même été dit a fait des termes spécifiques sur la détermination des voix attribuées aux personnes liées au débiteur devrait être imposée. Cependant, le droit de la faillite estonienne ne prévoit pas une réglementation spécifique sur les créanciers liés au débiteur.

Par conséquent, afin d'atteindre l'objectif de la loi, le syndic, en coopération avec le tribunal, a le droit et l'obligation de vérifier et d'évaluer les documents justifiant de l'Claimsoft afin d'éviter les prétentions injustifiées (par exemple, en raison de ostensible transactions) de conférer le contrôle de la procédure de faillite. Un système a fait est juste et équitable aux créanciers doivent être appliquées.

6. Conclusions

En conclusion, loi sur la faillite estonienne a eu trois règlements totalement différentes sur la détermination des voix à la FGM des créanciers dans la procédure de faillite. En 1992-2003, le problème qui a fait les votes des créanciers étaient déterministes minées que par fiduciaire. PAR CONSÉQUENT, 2004-2009 le juge ce Impliquez. CEPENDANT, la confirmation des votes déterministes minées était un processus formel, dans lequel la Cour n'a pas vérifié les bases pour la détermination des voix. Par conséquent, de nos jours les votes sont à nouveau affectés par le syndic, qui avait été trouvé problématique 1992-2003. En plus, le tribunal intervient uniquement en cas de litige sur la

détermination des voix. Cependant, les litiges sont à long terme, et, par conséquent, les mutilations génitales féminines des créanciers est maintenue plusieurs mois, voire un an après la FGM initiale. En revanche, procédure de faillite devrait être aussi rapide et efficace que possible. La procédure actuelle pour la détermination des voix à la FGM des créanciers ne protège pas les droits et les intérêts des créanciers, ne protège pas les intérêts communs des créanciers, et ne suit pas le principe d'économie de procédure.

Par conséquent, la législation en vigueur sur la détermination des voix à la FGM des créanciers est pas parfait. Cependant, aucun des règlements thathave en vigueur depuis 1992 ont été parfait en ce qui concerne la protection des intérêts communs des créanciers et le principe de l'efficacité. En fait, il semble ne le législateur n'a pas à prendre une décision raisonnable en changeant § 26 (5) de la BA est en vigueur en 1992. Cette disposition prescrit ne si un créancier ne consent pas au nombre des voix attribuées, les votes sont déterministes minées par l'assemblée générale des créanciers. Ce règlement n'a assuré la réunion pourrait se poursuivre immédiatement. Il a fait de protéger les intérêts communs des créanciers, parce que la procédure de faillite pourrait se poursuivre. Cependant, en cas de litige, les décisions adoptées pourraient être modifiées par le juge. DONC,

Considérant § 82 (4) de la BA actuelle, on trouve fait la peine réelle dans la pratique des résultats des juges sont faitque application de la loi d'une manière a fait dérogerait à l'objectif du législateur. Le tribunal doit assurer la rapidité et l'efficacité des procédures de faillite, de régler le différend dans un délai raisonnable. La décision sur les votes Shoulderstand être immédiatement à la MGF. EN CONSÉQUENCE, la loi Shoulderstand Fournir un terme a précise le moment où les décisions de justice sur la détermination des voix Shoulderstand être. Des décisions importantes ADOPTER pourraient être à DONC la même assemblée générale, et une procédure de faillite pourrait se poursuivre. De plus, pour assurer a fait les différends sont réglés dans un délai raisonnable et fait les principes de rapidité et d'efficacité sont honorées, les tribunaux d'insolvabilité devraient être créés.

Il y a donc le problème de l'exploitation minière déterministe Quelles questions appartiennent aux différends au sujet des votes. Cependant, comme la nature des litiges sur les votes ne peut pas être déclaré dans la loi, il doit être établi par la pratique judiciaire. Afin d'atteindre l'objectif de la loi, le syndic, en coopération avec le tribunal, a le droit et l'obligation de vérifier et d'évaluer les documents justifiant de l'Claimsoft afin d'éviter les prétentions injustifiées de conférer le contrôle de la procédure de faillite. Un créancier attribué votes à la FGM doivent déposer une preuve de Claimsoft, ainsi que les documents prouvant les

circonstances, avec le syndic de trois jours ouvrables. Afin de protéger les intérêts des créanciers, un système juste et équitable doit être employé.

Remarques:

[1] P. Varul. Maksejõuetuse areng Eestis [« évolution de la législation sur l'insolvabilité en Estonie »]. - Juridica 2013/4, p. 234 (en Estonie).

[2] P. Varul. Selgitavaid Markusi pankrotiseadusele [« Note explicative sur la loi de la faillite »]. - Juridica 1993/3, p. 52 (en Estonie). P. Varul. Selgitavaid Markusi pankrotiseadusele [« Note explicative sur la loi de la faillite »]. - Juridica1994 / 1, p. 6 (en Estonie).

[3] P. Varul. Selgitavaid Markusi pankrotiseadusele [« Clarifier remarques sur la loi de la faillite »]. - Juridica 1993/1, p. 6 (en Estonie). P. Varul. Selgitavaid Markusi pankrotiseadusele [« notes sur la loi à élucider la question de la faillite »]. - Juridica 1994/1, p. 2 (en Estonie).

[4] P. Varul. Selgitavaid Markusi pankrotiseadusele [« Note explicative sur la loi de la faillite »]. -. Juridica 1994/1, pp 5-6 (en Estonie).

[5] P. Varul (voir note 1), p. 234e

[6] M. Käerdi. L'Estonie et la nouvelle loi civile. - HL MacQueen, A. Vaquer, S. Espiau (eds). Les lois privées régionales et en Europe. Codification Cambridge 2003, p. 250. - DOI:**lien**

[7] Pankrotiseadus. - RT 1992, 31, 403 (en Estonie).

[8] P. Varul. Selgitavaid Markusi pankrotiseadusele [« Clarifier remarques sur la loi de la faillite »]. - Juridica 1993/1, p. 6 (en Estonie). P. Varul. Selgitavaid Markusi pankrotiseadusele [« notes sur la loi à élucider la question de la faillite »]. - Juridica 1994/1, p. 2 (en Estonie). P. Varul. Sur le développement du droit de la faillite en Estonie. -Juridica internationale de 1999 (IV), p. 173e

[9] *Konkurssilaki* , - 120/2004 (en finnois).

[dix] sténographie IX Riigikogu. VIII istungijärk. 15. Pankrotiseaduse esimene eelnõu (1085 SE) lugemine [« Rapport de la procédure du IX Riigikogu. Séance VIII. 15. La première lecture du projet de loi de la Loi sur la faillite «]. disponible à**lien** (Plus récemment consulté le 23/03/2016) (en estonien).

[11] Pankrotiseadus. - RT I 2003, 17, 95; RT I 2009, 11, 67 (en estonien).

[12] CCSCr 21.4.2005, 3-2-1-42-05, par. 14. Disponible à l'adresse**lien** (Plus récemment consulté le 23/03/2017) (en estonien).

[13] P. Varul (voir note 1), p. 235e

[14] Pankrotiseadus. - RT I 2003, 17, 95; RT I, 22.06.2016, 25 (en Estonie).

[15] P. Varul (voir note 1), p. 235e

[16] CCSCr 01.10.2012, 3-2-1-144-11, par. 14. Disponible à l'adresse**lien** (Plus récemment consulté le 23/03/2017) (en estonien).

[17] P. Varul (voir note 1), p. 235e

[18] Insolvabilité code 5 Octobre 1994. - BGBl. I, p. 2866 (en allemand).

[19] P. Varul. Pankrotiõiguse probleeme ['Les questions relatives au droit de la faillite']. -Juridica 1999/8, p. 376 (en estonien).

[20] CCSCr 08/04/2015, 3-2-1-8-15, par. 12. Disponible à l'adresse**lien** (Plus récemment consulté le 23/03/2017) (en estonien).

[21] P. Varul. Nõuetest pankrotimenetluses ['demandes dans la procédure de faillite']. -Juridica 2004/2, p. 98 (en Estonie).

[22] Tsiviilkohtumenetluse seadustik. - RT I 2005, 26, 197; RT I, 28.12.2016, 22 (en Estonie).

[23] Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Guide législatif sur le droit de l'insolvabilité, p 12. Disponible à l'adresselien (Plus récemment consulté le 12/06/2015).

[24] T. Saarma. Pankrotimenetluse põhimõtted. [« Les principes du droit de la faillite »]. - Juridica 2008/6, p. 353 (en estonien).

[25] CCSCr 15/04/2015, 3-2-1-27-15, par. 14. Disponible à l'adresse**lien** (Plus récemment consulté le 23/03/2017) (en estonien). CCSCr 06/10/2015, 3-2-1-59-15, par. 12. Disponible à l'adresse**lien**(Plus récemment consulté le 23/03/2017) (en estonien).

[26] Décision de la Cour du comté de Harju 2-10-59818 (en estonien).

[27] Décision du tribunal de district de Tallinn 2-10-59818 (en estonien).

[28] CCSCr 01.10.2012, 3-2-1-144-11.

[29] Décision de la Cour du comté de Harju 2-13-32716 (en estonien).

[30] Décision du tribunal de district de Tallinn 2-13-32716 (en estonien).

[31] Décision de la Cour du comté de Harju 2-13-13251 (en estonien).

[32] Décision du tribunal de district de Tallinn 2-13-13251 (en estonien).

[39] R. Narits (ibid.).

[40] CCSCr 15/04/2015, 3-2-1-27-15, par. 14

[41] Tsiviilseadustiku üldosa seadus. - RT 2002, 35, 216; RT I, 03.12.2015, 106 (en Estonie).

Statue de cheval au poème de Nizami «Khosrow et Shirin»

Najafzadeh Azizagha, Bayram
Institut des manuscrits du nom ANAS Mohammed Fuzuli
azizagha_najafzadeh@gmail.com
DOI: 103e0998765.TEXTE / 018

Abstrait

Il existe une base scientifique de la narration de la sculpture en pierre de pierre noire, l'ancêtre commun de Shabdiz et Gulgag, qui Nizami transmis dans le poème « Khosrow et Shirin. » Dans ce travail, le poète raconte une ancienne église qui est considérée comme sacrée par le peuple au pied du mont Kepez près de Ganja et une statue d'une pierre noire dans la grotte près de cette église. Cette sculpture relie le cheval Shabdiz, qui est aussi appelé le nom de Khosrov, dans les Nizhnii sources littéraires pré-terrestres. Aujourd'hui, dans d'autres endroits où l'Azerbaïdjan et Oguz vivent, les têtes graves funéraires en pierre du peuple turcophones sont enterrés, la présence de l'ancienne Shirin sur le territoire actuel de l'Azerbaïdjan, l'existence de légendes sur les chevaux de notre folklore national, suggère que Nizami lors de l'écriture d'une légende sur Shabeiz,

Mots clés: Nizami, "Khosrow et Shirin", Shabdiz, sculptures de chevaux, les coutumes funéraires

Introduction: le patrimoine du polygone de Nizami est d'intérêt pour tous les peuples du monde. Parce que le grand écrivain qui a des lectures riches a étudié la culture et l'histoire non seulement la nation il appartient, mais aussi les autres ethnos, les décrit dans ses œuvres, promu caractéristiques progressistes, et illustré à titre d'exemple. Mais Nizami est d'abord le fils de son peuple. Il a vécu à Gandja pour le reste de sa vie et connaissait bien l'histoire et la culture de la nation turque, il appartenait. Ses poèmes comme si elles étaient une encyclopédie publique offrent une grande matière pour notre vie ancienne, notre histoire, notre identité nationale. célèbre poème du poète « Khosrov et Shirin » est également l'un d'entre eux.

Actualité du sujet: On sait que pendant la période Nizami, le persan est la langue de la poésie dans tous les pays islamiques, y compris l'Azerbaïdjan. Le poète aurait dû écrire ses œuvres en persan, conformément aux exigences de l'époque. Mais quand il a présenté la réflexion artistique des événements de la vie réelle, il d'abord a la base de la vie de son peuple, se pencha sur la pensée de l'Azerbaïdjan et la Turquie, et a bénéficié de notre littérature populaire. Aujourd'hui, certains des faits qui prouvent sans scrupules turcité du poète et les arguments des scientifiques de renommée mondiale et les plus influents sont sollicités vers sa nationalité et essayer de séparer le poète de son peuple indigène. L'article est pertinent pour prouver encore une fois l'affiliation ethnos du poète immortel comme une manifestation du patrimoine du Nizami à la vie,

Méthodologie: Tout cela exige une approche historique de la question d'abord. Pour cette raison, lors de la rédaction de cet article, nous avons utilisé la méthode des comparaisons typologiques de tirer sur le patrimoine littéraire aux ancêtres de Nizami, ainsi que pour la créativité des créatures contemporaines.

Sources: Lors de la rédaction de l'article, le texte original des poèmes de Nizami inclus dans « Khamsa », sa traduction en russe et azerbaïdjanais, l'histoire de l'Azerbaïdjan et d'autres peuples turciques et des matériaux folkloriques et découvertes archéologiques ont été utilisées.

Conclusion: Bien que la poésie persane a été rapporté sur le nom Horseman Shabdiz, le célèbre poème de Nizami « Khosrow et Shirin » ne mentionne pas la statue légendaire cheval de Shabdiz Cheval. Cette légende ne figure pas dans la créativité des poètes qui ont vécu avant Nizami, par exemple dans le Shahnameh de Firdovs. La position exacte du poète sur le temps de cette statue, la propagation largement des motifs dans le folklore azerbaïdjanais, les horizons des chevaux, la fondation des chevaux dans les fouilles archéologiques ainsi que les monuments préhistoriques de périodes préhistoriques et préhistoriques dans la territoires de l'Azerbaïdjan et d'autres oghouzes, leur permettant de dire qu'ils sont nourris de tout écrit ou d'une source orale.

Partie Principale

Persan, en arabe, indien, roumain, russe, et ainsi de suite dans le romantique monde « Khamsa » de Nizami, qui est extrêmement tolérant du nationalisme, qui comprend des motifs de la tradition, l'histoire et le folklore des peuples du monde. Il n'y a pas de description directe et détaillée du type de la vie turque, le style de vie sociale et quotidienne. S'il est possible de dire, tout d'abord, il y a une image poétique de la vie turque, plus précisément, une description poétique du style de vie turque. Mais parfois, il y a des cas lorsque vous êtes à la recherche des traces de tout motif ou d'essayer d'expliquer la signification de l'événement, vous devez également faire référence au folklore azerbaïdjanais-turc,

Ethnographie, et des documents d'histoire parfois écrits et même les résultats des recherches archéologiques.

On sait que la culture est, tout d'abord, un système de valeurs matérielles et morales résultant des effets du monde environnant et les effets de cet effet sur la conscience. C'est-à-dire une personne qui est porteur d'une culture nationale embrasse d'abord la culture qui se manifeste par la compréhension de l'environnement. En bref, la culture nationale est un facteur qui détermine le niveau de développement de toute société ou personne.

Culture dans la vie quotidienne d'un ethnos particulier et son histoire spirituelle est principalement liée aux traditions nationales de la catégorie historique. En ce qui concerne la question de la nationalité, il est également important de considérer l'humanité aussi bien. La séparation spécificité, éléments d'indifférence de l'humanité et de l'identité exige une compétence. La principale source du millénaire est l'existence socio-historique, les particularités de la vie spirituelle de la société. Dans la créativité artistique, sous forme nationale, elle se montre aussi.

Sans aucun doute, il est indéniable que les éléments qui viennent de l'appartenance nationale indésirable à la créativité des artistes qui écrivent dans une langue étrangère plutôt que dans une langue étrangère, c'est porteur d'un certain type de revendications historiques et sociales. Ce, tout d'abord, se reflète dans de nombreux éléments de contenu.

Dans le contexte du patrimoine de Nizami, il est possible de trouver des éléments de la culture turco-azerbaïdjanaise, les mots d'Azerbaïdjan, l'interprétation de la langue turque et les sentiments nationaux dans des œuvres persanes.

L'étude de ces caractéristiques est plus important de mettre fin aux conflits autour de l'appartenance nationale de l'auteur. D'autre part, il est un outil pour mieux définir l'histoire de nos valeurs morales, coutumes et traditions.

Les faits sur l'histoire du peuple vivant dans le patrimoine immortel de Nizami, les noms géographiques, l'étymologie des toponymes et l'histoire ancienne des monuments culturels sont particulièrement reflétés dans ce domaine. Le poète, avec la pensée extrêmement tolérante et multiculturelle, écrit au sujet de ces faits chaque fois qu'il les trouve dans le poème qu'il écrit sur des sujets différents, les voyages dans le passé historique des peuples turcophones, et familiarise ses lecteurs avec le grand passé de cette ethnos ancienne, les croyances pré-islamique, et est fier. Dans ces références, le but de l'auteur est de ne pas montrer la supériorité d'une nation sur une autre ou d'humilier un autre groupe ethnique, mais de montrer son identité nationale quand il vient à elle.

Nizami savait que la seule source incontestable, précise de toutes les informations confidentielles a été écrit, comme il a été écrit, monuments

ou pondérés sculpte, et le principal moyen de les transférer aux générations futures. Par conséquent, Nizami a utilisé des matériaux oraux pour la littérature orale, ainsi que des références à la culture matérielle.

Le poème « Khosrov et Shirin », la première épopée d'amour dans notre littérature, décrit l'arrivée de Nizami Sapor près du lieu de Ganja ancienne:

Ce sera un berceau à l'Irak
Au pied de la belle Inhirak,
Il y avait une église construite en pierre noire,
Il y avait beaucoup de moines vieux là-bas (5, p. 69).

Fait intéressant, dans la pièce, l'auteur parle d'une ancienne église au pied de l'église dite de montagne Inhirak et la vie des hommes d'église dans ce monastère. Le nom de ce pays est appelé « la montagne des montagnes Amman » est liée à l'histoire de toponymism. C'est l'endroit où les gens turciques chrétiens parlant - les Albanais se sont installés et les églises à l'époque de Nizami - sont devenus les ruines de ces églises. Le poète patriotique veut rappeler aux générations futures de ces faits afin d'empêcher les gens de leur passé avec vue:

Aujourd'hui, il n'y a pas d'engagement,
Il est comme s'il jette une queue.
Vous êtes les pierres appelées Inhirak
Vous verrez une tête tombée (5, p 69).

Différentes versions de critiques littéraires, linguistes, historiens et géographes ont été proposés par des chercheurs de différentes spécialités sur l'emplacement de la toponymie « Inhirak » appelé dans ce morceau de poème. Cependant, tous d'accord avec une chose à un moment où il est probablement le seul contemporain du mont Kepez, près de Ganja moderne.

Académicien Hamid Arasli, se référant à cette question dans son article intitulé « L'amitié des peuples dans la création de Nizami », publié en 1953, écrit: « Nizami est appelé İnpirak, le mont Kepez, qui se trouve encore dans l'ensemble du pays Arran avant le tremblement de terre. en Khosrow et Shirin, dit-il qu'en raison du volcan, la fragmentation des Kepez et la position du 12ème siècle de pierres les apparurent dans le ciel du lac « (2, p. 227).

Dans le cadre de l'explication de « Horekduz » toponyme « Dictionnaire explicatif d'origine azerbaïdjanaise en toponymie d'origine arménienne », les auteurs font référence à l'étymologie du mot « Inhirak » par le poème de Nizami: « Dans le poème de son Nizami » Khosrow et Shirin « poème Inirak (à côté Kepez près Kepez, Zacharie à Qazvin (XIII siècle) dans la forteresse de Ghezeh, en Kilikak Gandzakesteh (XIV siècle), Atak, Abdurreshid Bakuvi (XVe siècle) Montagne de Ashek et d'autres. la même chose avec leurs toponyme « (3, p. 104).

Apparemment, le nom donné dans le travail de Nizami, en raison des erreurs des secrétaires, se reflète également dans les sources historiques. Le poète est le plus susceptible de commenter une source écrite dans sa langue maternelle par écrit ou une transcription orale de la légende, de mentionner un autre fait intéressant sur l'histoire de la région: « La chaleur du feu » est un miracle du cheval, appelé Shabdiz, il relie l'histoire de ce miracle à cette région. D'après le travail que nous lisons:

Il y a une grotte sous l'église,
Il y a une pierre d'aquarelle en elle.
Dans le désert Rampiglia - il est loin
Il y a un fou à venir la chercher.
... Il est l'ordre de Dieu,
Croyez que vous y croyez! (5, p. 69)

Il est connu des sources qui, selon la légende, il y avait une statue d'un cheval coincé en noir sur la grotte sous l'église, au pied du mont Kepez. Il ne fait aucun doute que cette statue de cheval est liée aux croyances chrétiennes. Ainsi, des statues de chevaux et des rhinocéros dans les pays turcs et leurs diverses images ont été associées à de grandes croyances ancestrales et ont conservé leur position dans la culture post-islamique, ainsi que les croyances qui existent sous forme de restes de totémisme.

Dans les périodes plus tard, ces statues, qui ont été associés à des coutumes plus funéraires, ont été érigés sous la forme de pierres tombales et ont été associés à la croyance des anciens Turcs. La recherche montre que les tribus Kashgar ont mis un totem sur les béliers et mettre des statues de lorgne chevaux.

scientifique kazakh - ethnologue, archéologue et chercheur, docteur en sciences historiques, professeur Serik Acigali « L'architecture des nomades - le phénomène de l'histoire et la culture de l'Eurasie (les monuments de la région de la Caspienne Aral) », ainsi que dans d'autres peuples turcophones, est une sculpture monumentale en pierre écrit et reproduit les illustrations et les ajoute aux images de ces sculptures. Elle écrit dans ses recherches, « Médiation: Rites et monuments », dans le chapitre intitulé « Rituels et monuments » dans la culture du peuple turciques: « Le médiateur principal dans les pays du Moyen Age était le médiateur Dans les nomades hippomobiles de l'Eurasie. , le cheval appartenait aux dieux suprêmes, les dieux, et des chevaux sacrifiés dans les rituels tout en cherchant divers avantages. le chaman » s relation avec les dieux se caractérise habituellement par un cheval et d'autres objets liés à son image. "(8, P.440)

L'auteur du livre relie l'un des trois rôles principaux dans tous les rites religieux des nations turcophones: un signe juste de la présence d'une victime, un véhicule mort, ou un médiateur indépendant, avec une

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

indication générale de la réalisation de cette image par le pilier de la victime, avec la même association.

Firudin Agasioglu touche aussi les sculptures de sculptures en pierre sculptées se trouvent sur le territoire de l'Azerbaïdjan dans la monographie « Dashbaba », qui explore les traces de pierre de l'histoire ancienne turcique, reliant les racines avec ethnos nationales et le folklore. Scientifique écrit:. « Les sources fournissent également des informations utiles sur l'élevage de chevaux chez les chevaux du Sud 3000 ans auparavant en Azerbaïdjan du Sud folklore des peuples turcophones est riche en événements liés au cheval, et dans les croyances mythologiques, khans des chevaux, des chevaux (le père de Kambar), et les sacrifices des sacrifices de chevaux à Dieu sont une indication claire des Turcs ... la figure de cheval trouve dans le monument Kultapa à Nakhitchevan est environ trois mille ans.

Les héros de Nizami, comme dans les contes populaires et la saga, sont en harmonie avec le cheval, et quand ils sont à cheval, ils deviennent un mystère de la liberté:

Ils sont très heureux de quitter le palais,
vie-Eau potable rayons X.
Ils sont allés à l'air libre,
Ils ont traversé les montagnes et sont sortis (5, p. 107).

L'académicien Hamid Arasli, qui était particulièrement préoccupé par cette question, a écrit: « L'une des principales caractéristiques de la littérature nationale est la définition du cheval Surtout dans les épopées héroïques, héros de cheval est un compagnon inimitable. ». Le cheval ne fonctionne pas, la mari ne se vante pas » est l'un des principaux motifs d'épopées héroïques. (2, p. 181).

Orhan saig Gökyay, l'un des chercheurs de l'épopée Kitabi Dede Qorqud, a un monument légendaire enterré dans les tribus tribales froides de Turkestan, une demi-douzaine de monuments enfouis dans le sol, un grand cheval fer à cheval connu comme l'ancêtre des chevaux modernes dans la village Igdir et d'autres tribus Bayat de la mer, (voir 7, p. 101). Ramil Aliyev explique aussi l'importance du cheval dans la pensée mythologique des peuples turcophones et de la littérature turque dans la monographie « Specifics artistique de conscience Mythological »: « Pour les anciens vues turcophones, le cheval est descendu du ciel dans la mythologie turque, ceux-ci. premiers chevaux ont été dépeints ailes et de feu Il a également été envoyé du ciel pour les héros prétendument comme Dieu « (4, p. 18) peut-être, par conséquent, nous pouvons voir que dans l'épopée de notre nouvelle époque - ».. Koroglu "

Dans le livre de Nizaminin « Khosrow et Shirin », nous lisons que non seulement Shabdiz, mais aussi un cheval appelé Gülgün fait de bijoux en pierre noire,

Si le shah envoie un cri strident,

Je dois aller de là à fumer.
Je vais lui donner un sourire,
Je dis: "Shabdiz est un loup" (5, p. 107).

Cet exemple prouve une nouvelle fois qu'il y avait une histoire sur les chevaux avec la magie ou de la puissance et de l'endurance spéciale au moment de Nizami. L'émergence de ces traditions doit aussi être une base scientifique. Ainsi, le poète, qui a deux faits et le lien entre les deux phénomènes avec le même terrain et de l'image, a voulu rappeler quelque chose à ce sujet.

Il est bien connu des sources historiques et catalogues que pierres tombales sous forme de chevaux et béliers, qui sont des exemples de sculptures médiévales circulaires Azerbaïdjan, se trouvent dans différentes régions de l'Azerbaïdjan du Nord et du Sud. Malgré l'interdiction de représenter les êtres vivants de l'islam, en particulier dans les formes circulaires, les artistes folkloriques ont peint des tableaux de l'homme, des animaux et des oiseaux dans la sculpture, comme dans les ornements.

Voilà ce qu'il en était. On sait que dans les tribus de Ogah, on avait coutume de monter le cheval du cheval et de lever son épouvantail sur la tombe. Après un certain temps, ces épouvantails ont été remplacés par des sculptures en pierre. Mubariz Khalilov, dans son article intitulé Points « Sculptures en pierre dans le Caucase du Sud, » que ces traditions sont liées à la mer Caspienne: « Ainsi, la légende de la mer Caspienne de la population azerbaïdjanaise conservé cette tradition de leurs ancêtres du Ve siècle jusqu'en 1870, pour environ 2500 ans »(9, p. 13).

sculptures de chevaux trouvés dans Zangilan, région Kalbajar, descriptions de chevaux trouvés dans le château Sabail sont les plus beaux exemples de cette tradition et nous atteindre.

En général, le motif de l'unification du cheval et le loup est dans le folklore de tous les peuples turcophones. Même écrit dans le livre Dada-Korkut de Azizhan Tanriverdi intitulé: « En Turkology, le cheval a été défini pour l'ancienne société turque, et il est justifié que le cheval, le nom, le mot du père est originaire de la même racine, dans la sémantique. » , P. 102)

Il est possible de conclure que la légende de la légende du génie Nizami - l'ancêtre commun de Shabdiz et Gülgün - a une base scientifique sur la sculpture en pierre en pierre noire. Il est très probable que, au pied de Kapaz Mountain, ainsi que sur tout le territoire de l'Azerbaïdjan, une statue de cheval sur serait mis en place la tombe de l'un des saints du peuple, et plus tard, le monument pourrait être érigé, en tenant compte le caractère sacré de ce monument. Depuis la mémoire du poète était seulement mémorable, Nizami lu à partir d'un il écrit monument, ou d'un vieux sage. Afin de maintenir ce récit, il a également travaillé et a gagné l'effet nécessaire.

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Littérature occasion:

1. Aghasioglu Firudin. Dashbaba. pierre en pierre de Turc, Bakou, maison d'édition militaire, 2013, 143 p.

2. Arasli Hamid. Azerbaïdjan Littérature: Histoire et problèmes, Bakou, de la jeunesse, 1998, 732 p.

3. Budagov Budag, Geybullayev Giyasaddin. Un dictionnaire explicite de toponymie d'origine azerbaïdjanaise en Arménie. Bakou, Oğuz eli, 1998, 453 p.

4. Aliyev Ramil. spécificité artistique de la conscience mythologique, Bakou, Aigle, 2001, 120 p.

5. Nizami. Khosrow et Shirin, Traduction: Rasul Rza, Bakou, Yazici, 1982, 401she.

6. Nizami et Modernité (Collection thématique des procédures scientifiques), Bakou, ADU Publishing House, 1982, 159 p.

7. Tanriverdi Azizhan. Khan livre Dédé-Korkut, Bakou, Nurlan, 2012, 143 p.

8. Azhigali Serik est un expert. Architecture de Kechhevnikov - le phénomène de l'histoire et la culture de l'Eurasie (souvenirs de la région Aralsk-Caspienne), Almaty, Nauchno-Izdatelskiy Center, Gymnase, 2002, 654 p.

9. Khalilov Mubariz. Les sept murs du Caucase du Sud, le magazine "IRS-Rasleida" 8 №Bakou, 2003, p.12-13

Submission Guidelines

Drafting protocol

All the proposed texts are unpublished.

Collective and file: any proposal of collective or file is accompanied by a problematic text of 500 words maximum. This text is followed by the list of collaborators / participants envisaged or already selected with, if necessary, a summary of each contribution. If the proposal is accepted, each contribution will then be submitted for evaluation according to the procedure provided for the articles. A file contains 5 to 7 articles.

Article: at the time of submission, the manuscript does not contain any mention identifying its author. It is followed by two abstracts, written in French and English, of a maximum of 100 words each. All text will be submitted anonymously for evaluation to a reading committee, which will recommend its publication or not. Articles are double-spaced, Times New Roman 12 with 3 cm margins. They are between 18 and 25 pages long.

Submissions: Texts or proposals are sent as an attachment by email to analysts@uOttawa.ca. The message indicates the title of the text or proposal, the software used and the operating system, the name of the author, his contact details and a biobibliographic notice mentioning his professional status, his main publications, his interests in search, the email address of his web page.

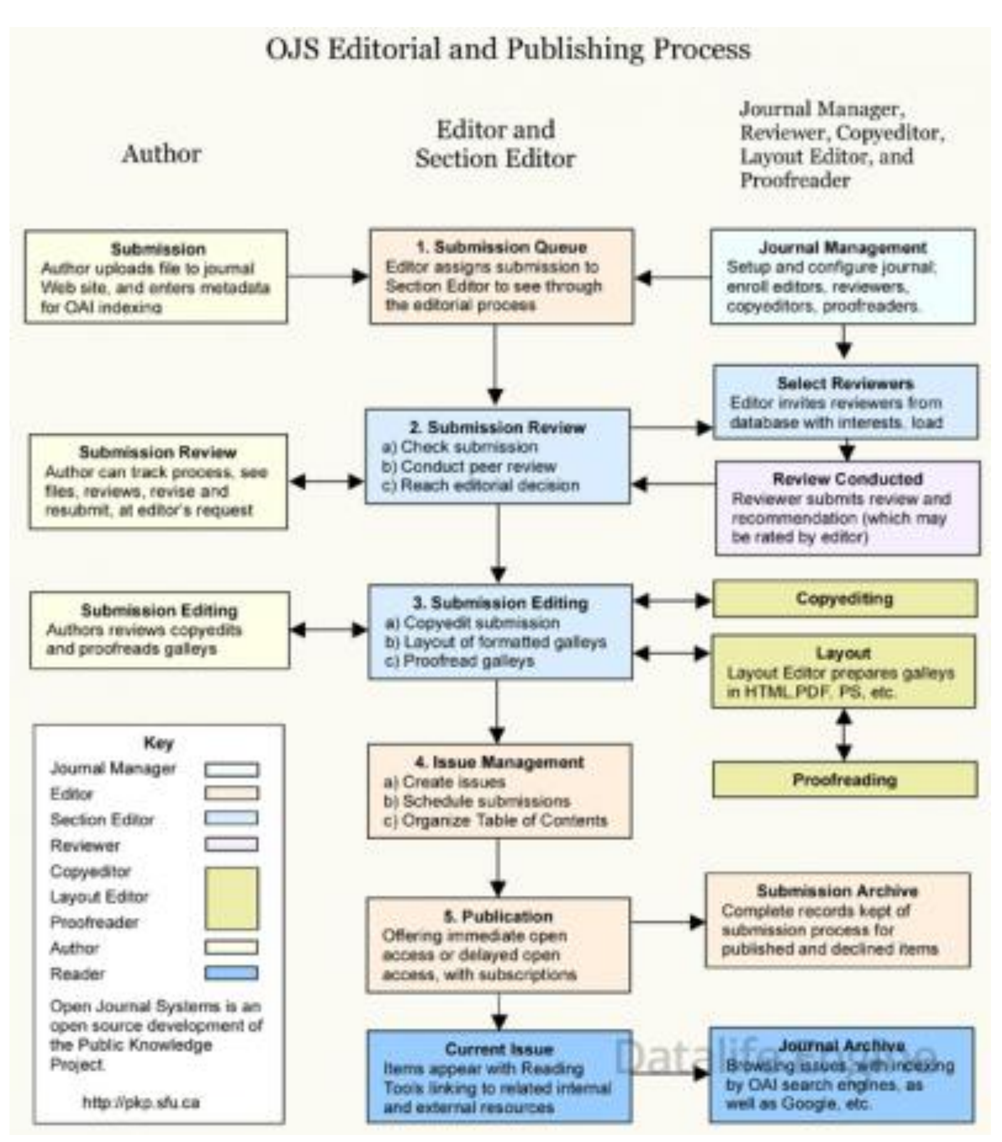
All text is produced in Times New Roman (body 12), without manual word interruption at the end of the line, with margins of 3 cm. The article will be between 18 and 25 double-spaced pages.

Title and subtitles: The title of the article, in bold type, is centered. The principal movements of the text are separated by short subtitles with more informative content than structuring, in italic and bold, without numbering. Headings do not take endpoints unless they consist of a complete sentence.

Typography: The capital letters take, if necessary, the accent, the cedilla or the umlaut. There is no space before the period, the semicolon, the exclamation point, or the question mark. There is a non-breaking space before the colon, after and before the dash, between the abbreviation p. and the folio that follows. There is only one space after the point.

Titles of books, magazines and newspapers are in italics. The titles of articles,

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920



poems, news, chapters are in French quotation marks.
For books, only the first letter is capitalized when the title contains a verb or begins with an indefinite article, a preposition or an adverb; in other cases, the capital is placed in the first name and, where appropriate, in the definite article or in the adjective preceding that name. The capital letters of the titles of the magazines and newspapers correspond to the social reasons.

Notes: Explanatory notes are as rare as possible. When they exist, they are infrapaginal and numbered consecutively from the beginning to the end of the text, the notes calls being composed of Arabic numerals put in superscript.

Quotations: Quotations of less than three lines are enclosed in French quotation marks (quotation marks in quoted text are enclosed in quotation marks). Those

that span three or more lines (too long quotations are to be avoided) are set back from the left margin, without quotation marks. Any changes to a quotation are enclosed in square brackets.

At the end of a quoted quote, punctuation is placed inside the closing quotation marks only if it belongs to the quoted text. Quotations in foreign languages are accompanied by a translation given in a note with the name of the translator or the following statement: I translate. If a passage in the quote is italicized and the author of the article points out, a note contains the
following: I underline.

References: A quotation is normally followed, in parentheses, by the name of the author and the year of publication of the text cited, followed by the number of the page: (Barthes, 1984, 34); if the name of the author or the title of the text quoted is close to the quotation, only the number of the page appears in parentheses.

Bibliography: The article is followed by the complete list of the texts quoted in the text, thus referenced:

for a book: name (in small capitals), first name of the author (Year of publication [year of first edition]), title of book in italics, translator (if any), place of publication, publisher, collection. Ex. Simon, Claude (1985 [1960]), The Route of Flanders, Paris, Midnight, coll. "Double".
for an article: name (in small capitals), first name of the author (Year of publication), title in French quotation marks, translator (if any), title of periodical in italics, volume, number, page (s)). Ex. Gally, Michèle (2000), "Works of Ladies. Romanesque invention in the thirteenth century ", Revue des Langues Romes:

Editeur: Editions Trintexte ISSN (P) ISSN 0715-8920 (E) 1480-817X ISSN (L) 0715-8920

Énoncé de mission

LA REVUE N'ACCEPTE PAS D'ARTICLES LIBRES EN CE MOMENT. MERCI.

Les textes publiés sont de trois types : collectifs ou dossiers regroupant des études sur un auteur ou une thématique articles autonomes traitant d'une problématique particulière entrevues avec des écrivains Tous les textes font l'objet d'une évaluation par les pairs. Le comité de rédaction et le comité éditorial reflètent la richesse et la diversité des approches que nous accueillons. Cette revue en libre accès est indexée par le MLA et est référencée par le Directory of Open Acces Journals (DOAJ). Elle figure notamment dans les signets de la Bibliothèque Nationale de France et le répertoire de l'Urfist. La revue reçoit en moyenne quelque dix mille visiteurs par mois, provenant de tous les points du globe.

Politique d'accès libre

EDITIONS TRINTEXTE 0715-8920 CANADA Multi-Language

Created in January 2006 at the Department of French at the University of Ottawa, @nalyses publishes academic studies that, by their problematic or approach, aim to renew critical discourse and expand the field of knowledge. Open to various literatures of French language from yesterday to today, it does not reject a priori any theoretical current and welcomes: files gathering studies on an author or a theme; autonomous articles dealing with a particular problem; interviews with writers; reviews of books of theory and literary criticism.

Subjects: Hermeneutics; Text, reading; Culturology, lecture; International Language problematic issues;

Publisher: Trinctte Publishing, Toronto; Publication Date: 1980
Binding: Paperback; Book Condition: Good; Store Description

Department of French University of Ottawa, 60 University Street, Suite 202, Ottawa, Ontario K1N 6N5; Canada
Main contact; Lucie Hotte, Department of French, University of Ottawa, 60 University Street

Ottawa, Ontario K1N 6N5, Canada, Email: info@texterevuelitjournal.org
Support contact: Jeanette Hatherill, Phone: 613-562-5800 ext. 4563
Email: jeanette.hatherill@texterevuelitjournal.org